



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

**COURS ABRÉGÉ  
D'HISTOIRE, DE GÉOGRAPHIE,  
DE LITTÉRATURE,  
D'HISTOIRE LITTÉRAIRE ET DE MYTHOLOGIE,**

A L'USAGE

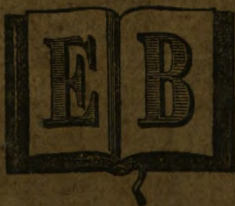
Des Institutions et des autres Établissements  
d'instruction publique,

**PAR M. L'ABBÉ DRIOUX,**

Ancien professeur d'histoire au séminaire de Langres, Membre de la  
société littéraire de l'université catholique de Louvain.

**HISTOIRE DE FRANCE.**

NOUVELLE ÉDITION, REVUE ET CORRIGÉE.



PARIS,

**LIBRAIRIE CLASSIQUE D'EUGÈNE BELIN,**

RUE DE VAUGIRARD, N° 52,

DERRIÈRE LE SÉMINAIRE DE SAINT-SULPICE.

SAINT-CLOUD — IMPRIMERIE DE MC VC BELIN.

Atlas universel et classique de Géographie ancienne, romaine,  
en moyen âge, moderne et contemporaine, par MM. Drioux et Ch.  
Leroy. CINQUANTE-SIX cartes coloriées. Grand in-4°, rel. 12 fr.  
Atlas classique de Géographie ancienne et moderne, par les mêmes.  
TRENTE-TROIS cartes coloriées. Grand in-4°, cart. 7 fr. 50 c.

EK GENT



le

**Librairie classique d'EUGÈNE BELIN,**

Rue de Vaugirard, 52, à Paris.

---

# DICTIONNAIRE

DE LA

# LANGUE FRANÇAISE,

SELON L'ACADÉMIE,

PAR

**MM. CH. LEROY ET TH. BÉNARD.**

Un fort vol. in-18. Prix, cart., 4 fr. 50 c.

DEUXIÈME ÉDITION, REVUE ET CORRIGÉE.

---

On a publié depuis quelques années un grand nombre de dictionnaires abrégés de la langue française, particulièrement destinés aux élèves des écoles et des classes élémentaires des collèges. Mais la plupart de ces livres ne sont pas faits dans l'esprit qui convient pour l'enseignement de la jeunesse. Les uns sont trop complets, c'est-à-dire qu'ils renferment un grand nombre de mots inutiles et dont les jeunes gens ne retireront aucun profit pendant tout le cours de leurs études; les autres sont incomplets, en ce qu'on



ya omis des mots d'une grand importance, ou que l'on ne s'est pas assez préoccupé de la partie si difficile et si délicate des définitions. De tout temps l'art de définir a été considéré comme la chose qui présentait le plus de difficultés; c'est ce qui a fait dire à Aristote qu'il fallait regarder presque comme un Dieu celui qui sait bien définir : *Pro quasi Deo habendus est qui bene definire sciat*. Les auteurs de ce nouveau dictionnaire se sont attachés à éviter ces défauts. Afin de laisser plus de place aux mots qui, par leur importance, méritaient d'être définis avec plus de développements, ils ont écarté tous ceux qui pouvaient être retranchés sans inconvénient. Ce dictionnaire renferme donc une nomenclature plus complète que la plupart des ouvrages du même genre. Prenant pour guide le dictionnaire de l'Académie, tout en consultant d'autres travaux importants sur la langue française, ils ont fait entrer dans leur nomenclature, non-seulement les mots de la langue littéraire, mais encore ceux qui appartiennent aux sciences, aux arts, au commerce, et à l'industrie.

En effet, aujourd'hui que l'étude des sciences est devenue l'objet de soins particuliers, il était indispensable de comprendre dans ce livre tous les termes qui y ont rapport et qui présentent d'assez grandes difficultés quant à l'orthographe et à la signification.

Notre dictionnaire renferme encore bien des mots qui ont été omis par l'Académie, tels que *déct-*

*gramme, centigramme, milligramme* et tous ces termes nouveaux que les progrès de la science et les voies nouvelles de communication nous ont rendus familiers : *macadam, locomotion, rail, wagon, etc., etc.*

Les diverses acceptions d'un même mot ont été conservées toutes les fois qu'il y avait quelque importance à le faire, et elles ont été placées dans un ordre qui pût toujours faire comprendre le passage du sens propre au sens figuré. Enfin pour faire un livre vraiment utile à la jeunesse, pour éviter à l'élève tout embarras, toute hésitation, les verbes irréguliers ont été conjugués, avantage que l'on rencontre bien rarement, même dans les grands dictionnaires.

**Nous ferons remarquer encore qu'un des avantages que présente ce dictionnaire, c'est de pouvoir être mis, sans aucun inconvénient, entre les mains de tous les enfants. Les auteurs n'ayant jamais perdu de vue qu'on doit toujours avoir le plus grand respect pour l'enfance, ont écarté de leur ouvrage toute expression, toute définition contraire à la décence; ils ont voulu que leur dictionnaire pût recevoir l'approbation des mères de famille et des maîtres les plus sévères et les plus scrupuleux. Quant aux mots qui appartiennent au vocabulaire de la religion, ils ont été pour eux l'objet d'une attention minu-**

**tieuse, et ils ont mis tous leurs soins à en donner une définition parfaitement exacte et toujours conforme à la droite et saine doctrine.**

---

# **LECTURES GRADUÉES**

## **ET LEÇONS PRATIQUES DE**

# **LITTÉRATURE ET DE STYLE,**

### **PROSE ET POÉSIE,**

**Renfermant des modèles tirés des meilleurs auteurs, avec des appréciations, des notices biographiques et les définitions des divers genres de composition.**

**PAR M. CH. LEROY,**

**AUTEUR DES ÉTUDES SUR LA NARRATION, ETC.**

**1 très-fort volume in-18, cartonné, 1 fr. 50 c.**

Ce volume est disposé de manière à offrir un choix gradué de lectures instructives, ou de morceaux puisés dans les chefs-d'œuvre de la littérature destinés à exercer la mémoire. Les nombreuses notes, les définitions, les notices biographiques qu'on y a jointes en font aussi un précis très-succinct de littérature et d'histoire littéraire. Enfin on peut trouver un haut enseignement moral dans l'enchaînement des passages empruntés aux plus éloquents défenseurs de la religion.

---

## **LES POÉSIES DE L'ENFANCE,**

**CHOIX DE FABLES ET CONTES EN VERS,**

**Suivies de Quatrains, Sentences et autres petites Pièces de vers, etc.**

**PAR M. L'ABBÉ LALANNE,**

**Directeur à l'école ecclésiastique des hautes études des Carmes.**

**Un volume in-18.**

**ABRÉGÉ**

DE

**L'HISTOIRE DE FRANCE.**

MÊME LIBRAIRIE :

# PETIT COURS D'HISTOIRE,

Mis à la portée du premier âge,

**PAR M. L'ABBÉ DRIOUX,**

Auteur des *Cours complet et Cours abrégé d'histoire*,  
ouvrages approuvés pour la plupart par leurs Eminences les cardinaux  
archevêques de Tours, Besançon,  
et NN. SS. les évêques de Langres, Dijon, Chartres, Châlons,  
Montauban, Nancy, Luçon, etc., etc.

**Petite Histoire sainte**, suivie de la vie de  
Notre-Seigneur Jésus-Christ. Mise à la portée du  
premier âge. Avec questionnaire. Seconde édition.  
In-18, cart. 75 c.

**Petite Histoire de France**, depuis les Gaulois  
jusqu'à nos jours. Mise à la portée du premier âge.  
Avec questionnaire. Seconde édition. In-18, cart. 75 c.

**Petite Géographie moderne**. Mise à la por-  
tée du premier âge. Avec quest. Seconde édition.  
In-18, cart. 75 c.

**Petit Atlas élémentaire** de Géographie mo-  
derne, contenant 9 cartes coloriées; par MM. Drioux  
et Ch. Leroy. Petit in-4° double, cart. 2 fr.

*Le même*, avec 8 cartes muettes (17 cartes), cart. 3 fr.

## GRAMMAIRE FRANÇAISE PAR QUESTIONS,

*A l'usage des communautés et des institutions,*

PAR

SŒUR SAINT-AMBROISE,

RELIGIEUSE URSULINE DU PRIEURÉ.

1 vol. in-12 de 96 pages, cartonné, 60 c.

## NOUVEAU MANUEL DE CIVILITÉ CHRÉTIENNE,

*A l'usage des institutions et des maisons religieuses d'éducation,*

**PAR M.<sup>e</sup> TH. BÉNARD.**

1 volume in-12, cartonné, 90 c.

*Ouvrage approuvé par NN. SS. les archevêques de Paris et de Sens.*

**Petite Civilité chrétienne**, à l'usage des écoles primaires;  
par le même. Seconde édition. 1 vol. in-18, cart. 30 c.

*Ouvrage approuvé par NN. SS. les archevêques de Paris et de Sens.*

**ABRÉGÉ**  
**DE**  
**L'HISTOIRE DE FRANCE,**

DEPUIS LES GAULOIS JUSQU'A NOS JOURS,

A L'USAGE

Des Institutions et des autres établissements d'instruction publique.

**PAR M. L'ABBÉ DRIOUX,**

Ancien professeur d'histoire et de rhétorique au séminaire de Langres,  
Membre de la société littéraire de l'université catholique  
de Louvain.

**SIXIÈME ÉDITION.**



**PARIS,**  
**LIBRAIRIE CLASSIQUE D'EUGÈNE BELIN,**

RUE DE VAUGIRARD, N° 52,  
DERRIÈRE LE SÉMINAIRE DE SAINT-SULPICE.

—  
4855.

**PROPRIÉTÉ.**

*Jug. Belin*

---

**SAINT-CLOUD. — IMPRIMERIE DE M<sup>me</sup> V<sup>e</sup> BELIN.**

---

---

## AVERTISSEMENT.

---

Ayant suivi dans cet *Abrégé* la même marche et la même méthode que dans le *Précis de l'Histoire de France*, nous reproduisons ici la substance de l'avertissement placé au commencement de ce premier travail. On remarquera donc dans cet *Abrégé* comme dans le *Précis* plusieurs récits qui se trouvent littéralement dans les *Abrégés de l'Histoire du moyen âge* et de l'*Histoire moderne*.

C'est que dans un Cours destiné à être appris par cœur il n'est pas avantageux de varier la forme comme dans une série de volumes qui doivent être lus. Cette variété fatigue les jeunes gens parce qu'elle les oblige à apprendre la même chose de différentes façons. Au contraire ils seront toujours charmés de retrouver les mêmes faits présentés avec les mêmes expressions, parce qu'ils n'ont qu'à jeter un coup d'œil sur ses événements pour se les remettre dans l'esprit. C'est même là un des grands avantages qu'il y a pour un élève à étudier son histoire dans un même auteur et à posséder un *Cours complet* et parfaitement suivi.

Pour les autres parties de l'histoire de France qui ne pouvaient avoir dans une histoire générale qu'un développement fort restreint, nous les avons étendues en proportion de leur importance. Mais pour



rester fidèle à la pensée que nous venons d'exprimer, nous avons eu soin de choisir comme base de nos développements les récits qui se trouvent dans nos autres *Abrégés*, et nous avons même littéralement reproduit tous les passages qui nous ont paru n'avoir pas besoin de nouveaux détails.

Seulement, au lieu de nous arrêter à la révolution française comme nous l'avions fait dans notre *Abrégé de l'Histoire moderne*, nous avons dépassé le XVIII<sup>e</sup> siècle, et nous avons poursuivi nos récits jusqu'à l'avènement de l'Empereur Napoléon III. Pendant cette dernière époque, la France se trouvant mêlée à tous les grands événements qui éclatent en Europe, son histoire devient nécessairement l'histoire générale de tout le monde civilisé. A ce titre, tout en complétant nos propres annales, nous avons par le fait complété le *Cours abrégé d'Histoire universelle* que nous avons entrepris.

---

---

# TABLEAU CHRONOLOGIQUE

## DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

---

### GAULE.

- 600 av. J.-C. Fondation de Marseille par les Phocéens.  
Premières populations de la Gaule ; *Celtes, Armoriques, Arvernes, Allobroges, Helvètes, Séquanais, Edues, Bituriges*. — Expéditions de Sigovèse et de Bellovèse. — Conquêtes des Gaulois dans la Haute-Italie et en Orient. — Influence et gouvernement des druides. — Caractères divers des Aquitains et des Ligures.
- 122 — Premiers établissements des Romains dans la Gaule.
- 51 — Conquête de la Gaule par Jules César. — Longue résistance des Belges — Belle défense de Vercingétorix et sa défaite.  
Conversion des Gaulois au christianisme : saint Pothin, saint Irénée, saint Denis, saint Martial.
- 355 ap. J.-C. Exploits de Julien dans la Gaule.
- 406 — Invasion des Barbares. — Etablissements des Visigoths et des Burgondes; insurrection des Bagaudes; ravages des Alains, des Suèves et des Vandales.

### FRANCE.

#### PREMIÈRE RACE DITE DES MÉROVINGIENS.

- 480 — 486 Premiers établissements des Francs (PHARAMOND est regardé par quelques historiens comme le 1<sup>er</sup> roi).
- 486 — 496 CLODION dit *le Chevelu* (2<sup>o</sup> roi).
- 496 — 486 MÉROVÉE (3<sup>o</sup> roi). 481 irruption des Huns et leur défaite près de Châlons.
- 486 — 481 CHILDÉRIC 1<sup>er</sup> fils de Mérovée (4<sup>o</sup> roi).
- 481 — 511 CLOVIS, fils de Childéric (5<sup>o</sup> roi), regardé comme le vrai fondateur de la monarchie. 481 bataille de Soissons. 496 bataille de Tolbiac. 507 défaite d'Alaric II, roi des Wisigoths à Vouillé.

- 511 — 559 **CHILDEBERT I<sup>er</sup>**, fils de Clovis (6<sup>me</sup> roi). Il occupe Paris dans le partage des Etats de Clovis.
- 558 — 562 **CLOTAIRE I<sup>er</sup>**, fils de Clovis (7<sup>me</sup> roi), réunit tous les Etats de ses frères.
- 562 — 566 **CARIBERT**, fils de Clotaire I<sup>er</sup> (8<sup>me</sup> roi), occupe Paris dans le partage de sa succession.
- 566 — 584 **CHILPÉRIC I<sup>er</sup>**, fils de Clotaire I<sup>er</sup> (9<sup>me</sup> roi), occupe la Neustrie. 575 rivalité de Brunehaut et de Frédégonde.
- 584 — 625 **CLOTAIRE II**, fils de Chilpéric I<sup>er</sup> (10<sup>me</sup> roi), réunit tous les Etats des Francs.
- 625 — 638 **DAGOBERT I<sup>er</sup>**, fils de Clotaire II (11<sup>me</sup> roi). Expéditions contre les Saxons. Commencement des maires du palais; Pépin de Landen.
- 638 — 656 **CLOVIS II**, fils de Dagobert (12<sup>me</sup> roi), 1<sup>er</sup> roi fainéant. Grimoald, Erchinoald, maires du palais.
- 656 — 679 **CLOTAIRE III**, fils de Clovis II (13<sup>me</sup> roi). Ebroin, maire du palais.
- 679 — 679 **CHILDÉRIC II**, second fils de Clovis II (14<sup>me</sup> roi). Rivalité d'Ebroin et de Saint-Léger.
- 673 — 690 **THIERRY I<sup>er</sup>**, troisième fils de Clovis II (15<sup>me</sup> roi). Rivalité de l'Austrasie et de la Neustrie. 687. victoire de Testry remportée sur les Neustriens, par Pépin d'Héristal duc d'Austrasie.
- 690 — 695 **CLOVIS III**, fils de Thierry I<sup>er</sup> (16<sup>me</sup> roi). Gouvernement de Pépin d'Héristal pendant ce règne et les deux suivants.
- 695 — 711 **CHILDEBERT II**, frère de Clovis III (17<sup>me</sup> roi).
- 711 — 718 **DAGOBERT II**, fils de Childebert II (18<sup>me</sup> roi). 714 mort de Pépin d'Héristal.
- 718 — 720 **CHILPÉRIC II**, fils de Childéric II (19<sup>me</sup> roi). Il résiste à Charles Martel, duc d'Austrasie et fils de Pépin d'Héristal. Charles Martel, après lui avoir opposé un prince à peu près inconnu sous le nom de Clotaire IV, s'empare de toute l'autorité.
- 720 — 737 **THIERRY II dit Thierry de Chelles**, fils de Dagobert II (20<sup>me</sup> roi). 733 victoire de Charles Martel sur les Sarrasins entre Tours et Poitiers.
- 737 — » Interrègne.
- 741 — » Mort de Charles Martel.
- 742 — 751 **CHILDÉRIC III**, fils de Chilpéric II (21<sup>me</sup> roi), le dernier des Mérovingiens. Pépin le Bref, fils de Charles Martel, maire du palais.

Assemblée nationale des Galle-Franks. — *Champs de*

## TABLEAU CHRONOLOGIQUE.

IX

*mars, malls, plaids généraux.* — Origine de la féodalité : distinction des terres en *alleux* et *benefices* ou *fiefs*. *Loi ripuaire, loi gombette. Loi wisigothe.* — Influence de l'Eglise. Décadence de la littérature latine.

### SECONDE RACE DITE DES CARLOVINGIENS.

- 752 — 768 PÉPIN *le Bref* (22<sup>me</sup> roi). 755 et 756 expédition en Italie, contre les Lombards. 759 conquête de la Septimanie.
- 768 — 814 CHARLEMAGNE, fils de Pépin le Bref (23<sup>me</sup> roi). 785 soumission des Saxons. 786 conquête de la Lombardie. Expédition contre les Avars. Expédition au delà des Pyrénées. 800 Charlemagne est couronné empereur.
- 814 — 840 LOUIS I<sup>er</sup> *le Débonnaire* ou *le Pieux*, fils de Charlemagne (24<sup>me</sup> roi). Il prend le titre d'Empereur. 818 il partage ses États entre ses fils. 830 révolte des Princes.
- 840 — 877 CHARLES *le Chauve*, fils de Louis le Débonnaire (25<sup>me</sup> roi.) 844 bataille de Fontenai. 845 invasion des Normands. Progrès de la féodalité.
- 877 — 879 LOUIS II *le Bègue*, fils de Charles le Chauve (26<sup>me</sup> roi). Il augmente le pouvoir des vassaux.
- 879 — 884 LOUIS III et CARLOMAN, fils de Louis le Bègue (27<sup>me</sup> règne). Progrès des Normands.
- 884 — 888 CHARLES *le Gros*, empereur, petit-fils de Louis le Débonnaire par Louis le Germanique, est porté au trône (28<sup>me</sup> roi). 885 siège de Paris par les Normands. 888 déposition de Charles le Gros.
- 888 — 898 EUDES, fils de Robert le Fort comte de Paris, est élu par les Seigneurs (29<sup>me</sup> roi). Il combat contre Charles le Simple, qui revendiquait la couronne.
- 898 — 923 CHARLES *le Simple*, troisième fils de Louis le Bègue (30<sup>me</sup> roi). 912 il cède la Neustrie aux Normands. 923 il est déposé.
- 923 — 928 RAOUL allié à la famille du roi Eudes (31<sup>me</sup> roi). Il lutte contre les Seigneurs : 928 il repousse une invasion des Hongrois en Provence.
- 928 — 954 LOUIS IV *d'Outremer*, fils de Charles le Simple (32<sup>me</sup> roi) Il lutte contre l'ascendant de Hugues le Grand, neveu du roi Eudes.
- 954 — 985 LOTHAIRE, fils de Louis d'Outremer (33<sup>me</sup> roi). Puissance

## TABLEAU CHRONOLOGIQUE.

de Hugues le Grand, sous le titre de comte de Paris.  
955 Hugues Capet, son fils, prend le même titre à sa mort.

986 — 987 LOUIS V dit *le Fainéant*, fils de Lothaire (34<sup>me</sup> roi), meurt en 987 sans enfants.

Extension du régime féodal; influence des évêques, pendant cette période; développement des institutions religieuses. — Origine des deux littératures du midi et du nord, sous les noms de *langue d'oc* et de *langue d'oïl*.

## TROISIÈME RACE DITE DES CAPÉTIENS.

## CAPÉTIENS DIRECTS.

987 — 996 HUGUES CAPET (35<sup>me</sup> roi) est élu à cause des services de sa famille. 989 défaite de Charles de Lorraine, oncle de Louis V, qui revendiquait la couronne.

996 — 1031 ROBERT *le Pieux*, fils de Hugues Capet (36<sup>me</sup> roi).

1031 — 1060 HENRI I<sup>er</sup>, fils de Robert (37<sup>me</sup> roi).

1060 — 1108 PHILIPPE I<sup>er</sup>, fils de Henri I<sup>er</sup> (38<sup>me</sup> roi). 1066 conquête de l'Angleterre par Guillaume duc de Normandie. 1095 première croisade.

1108 — 1137 LOUIS VI *le Gros*, fils de Philippe I<sup>er</sup> (39<sup>me</sup> roi). Il favorise l'émancipation des communes.

1137 — 1180 LOUIS VII *le Jeune* (40<sup>me</sup> roi). 1147 seconde croisade.

1180 — 1223 PHILIPPE II *Auguste*, fils de Louis VII (41<sup>me</sup> roi). 1190 troisième croisade. 1199 guerre contre Jean sans Terre, roi d'Angleterre; confiscation de la Normandie. 1212 guerre contre les Albigeois. 1214 bataille de Bouvines gagnée sur l'empereur Othon IV et ses alliés.

1223 — 1226 LOUIS VIII *le Lion*, fils de Philippe-Auguste (42<sup>me</sup> roi). Fin de la guerre des Albigeois.

1226 — 1270 LOUIS IX ou SAINT-LOUIS, fils de Louis VIII (43<sup>me</sup> roi). Régence de Blanche de Castille. 1248 croisade d'Egypte. 1270 croisade de Tunis. Sage législation de Saint Louis.

1270 — 1285 PHILIPPE III *le Hardi*, fils de Saint-Louis (44<sup>me</sup> roi). 1282 vèpres siciliennes. 1285 guerre d'Espagne.

1285 — 1314 PHILIPPE IV *le Bel*, fils de Philippe III (45<sup>me</sup> roi). 1302 bataille de Courtray; assemblée des états généraux. 1304 victoire de Mons en Puelle. 1312 abolition de l'ordre des Templiers.

## TABLEAU CHRONOLOGIQUE.

XI

- 1314 — 1316 **LOUIS X le Hutin**, fils de Philippe le Bel (46<sup>me</sup> roi).  
Emancipation des serfs (Jean I<sup>er</sup>, son fils et héritier de  
la couronne, meurt en 1316, au bout de huit jours).
- 1316 — 1322 **PHILIPPE V le Long**, second fils de Philippe le Bel  
(47<sup>me</sup> roi).
- 1322 — 1328 **CHARLES IV le Bel**, troisième fils de Philippe le Bel  
(48<sup>me</sup> roi). Ce prince, mort sans enfants, est le der-  
nier des Capétiens directs.
- Progrès de la société civile sous les Capétiens directs ;  
avènement du tiers-état ; création des parlements et  
des universités. Extension des ordres religieux.  
Développement des études scolastiques. Progrès  
de la littérature provençale et de la littérature  
wallonne.

### BRANCHE DE VALOIS.

- 1328 — 1350 **Philippe VI de Valois**, arrière-petit-fils de Philippe II  
(49<sup>me</sup> roi). 1328 bataille de Cassel. 1340 combat naval  
de l'Ecluse. 1340 invasion des Anglais en France,  
1346 bataille de Crécy. 1347 perte de Calais. Ac-  
quisition de Montpellier et du Dauphiné.
- 1350 — 1364 **JEAN II le Bon**, fils de Philippe VI (50<sup>me</sup> roi). 1355 ba-  
taille de Poitiers où il est fait prisonnier. 1360 paix  
de Brétigny.
- 1364 — 1380 **CHARLES V le Sage**, fils de Jean II (51<sup>me</sup> roi). Exploits  
de Duguesclin.
- 1380 — 1422 **CHARLES VI**, fils de Charles V (52<sup>me</sup> roi). 1382 victoire  
de Rosbec. 1415 bataille d'Azincourt. 1419 Paris li-  
vré aux Anglais.
- 1422 — 1461 **CHARLES VII le Victorieux**, fils de Charles VI (53<sup>me</sup> roi).  
1429 exploits de Jeanne d'Arc et son supplice à  
Rouen. 1431 expulsion des Anglais.
- 1461 — 1483 **LOUIS XI**, fils de Charles VII (54<sup>me</sup> roi). Ligue du *Bien  
public*. Démêlés de Louis XI et de Charles le témé-  
raire duc de Bourgogne. 1470 bataille de Guinegate.
- 1483 — 1498 **CHARLES VIII l'Affable**, fils de Louis XI (55<sup>me</sup> roi). 1494  
expédition en Italie. Victoire de Fornoue.
- 1498 — 1515 **LOUIS XII, le Père du Peuple**, arrière-petit-fils de  
Charles V (56<sup>me</sup> roi), forme la branche des *Valois  
d'Orléans*. Expéditions en Italie. 1508 ligue de  
Cambrai.
- Réformes générales dans la société civile. Progrès de  
l'art militaire ; invention de la poudre à canon.

Schisme et captivité du pape à Avignon. Efforts de la littérature nationale.

- 1515 — 1547 **FRANÇOIS I<sup>er</sup>**, *le Père des Lettres*, issu au quatrième degré de Charles V, commence la Branche des Valois d'Angoulême (57<sup>me</sup> roi). Expédition en Suisse. Victoire de Marignan. Rivalité de François I<sup>er</sup> et de Charles Quint. Expédition en Italie. 1525 défaite de Pavie. Captivité de François I<sup>er</sup>. Traités de Madrid, de Nice, de Cambrai. 1544 victoire de Cerizolles. 1546 paix de Crespy.
- 1547 — 1559 **HENRI II**, fils de François I<sup>er</sup> (58<sup>me</sup> roi). Reprise de la guerre contre Charles Quint. Victoire de Renti. Défaite de Saint-Quentin. Reprise de Calais. Paix de Cateau-Cambresis.
- 1559 — 1560 **FRANÇOIS II**, fils de Henri II (59<sup>me</sup> roi). Conjuraison d'Amboise. Marie Stuart. Catherine de Médicis. François duc de Guise.
- 1560 — 1574 **CHARLES IX**, second fils de Henri II (60<sup>me</sup> roi). Guerre de la réforme. Combats de Dreux, de Jarnac et de Montcontour. Sièges de Rouen et d'Orléans. Traités de Longjumeau et de Saint-Germain. 1572 la Saint-Barthélemy.
- 1574 — 1589 **HENRI III**, frère de François II et de Charles IX (61<sup>me</sup> roi). La ligue. Journées des Barricades. 1588 états généraux de Blois. Meurtre de Henri duc de Guise et du cardinal de Lorraine. Siège de Paris. 1589 assassinat de Henri III, qui termine la branche des Valois.

## BRANCHE DE BOURBON.

- 1589 — 1610 **HENRI IV**, *le Grand*, descendant au vingt-deuxième degré de Robert comte de Clermont, sixième fils de Saint-Louis, hérite de la couronne (62<sup>me</sup> roi). Batailles d'Arques et d'Ivry. Fin de la ligue. Abjuration du roi. Soumission de Paris. 1595 combat de Fontaine-Française. Expulsion des Espagnols. 1598 paix de Vervins. Edict de Nantes. Sully surintendant des finances.
- 1610 — 1643 **LOUIS XIII**, *le Juste*, fils de Henri IV (63<sup>me</sup> roi). Ministère de Richelieu. 1628 siège de la Rochelle. Abaissement de la maison d'Autriche.
- 1643 — 1715 **LOUIS XIV** *le Grand*, fils de Louis XIII (64<sup>me</sup> roi). Ministère de Mazarin. Victoires de Rocroy, de Fribourg,

- de Nordlingue, de Lens 1648. traité de Westphalie. Réunion de l'Alsace. Guerre de la fronde. 1659 traité des Pyrénées. Ministère de Colbert. 1667 guerre contre l'Espagne. 1668 traité d'Aix la Chapelle. 1672 guerre de Hollande, succès de Turenne. 1678 paix de Nimègue. Réunion de la Flandre et de la Franche-Comté. 1686 ligue d'Augsbourg. Prise de Philipsbourg, de Namur. Victoires de Steinkerque, de Nerwinde, de Staffarde, de la Marsaille. Défaite de la Hogue. 1697 paix de Riswick. 1700 guerre de la succession d'Espagne. Victoire de Denain remportée par Villars. 1715 paix d'Utrecht.
- 1715 — 1774 LOUIS XV appelé en 1744 *le Bien aimé*, arrière-petit-fils de Louis XIV (65<sup>me</sup> roi). Régence du duc d'Orléans. Ministère de Dubois. 1723 majorité du roi. Ministère de Fleury. Guerre contre l'Europe. 1738 traité de Vienne. 1742 guerre pour la succession de l'empereur Charles VI. 1745 victoire de Fontenoy. 1748 traité d'Aix-la-Chapelle. 1756 guerre de sept ans. 1761 pacte de famille. 1766 acquisition de la Lorraine. 1768 acquisition de l'île de Corse.
- 1774 — 1793 LOUIS XVI, petit-fils de Louis XV (66<sup>me</sup> roi). 1776 guerre de l'indépendance américaine. 1783 traité de Paris. 1789 convocation des états généraux.

De la littérature française pendant le xvi<sup>e</sup> siècle. Marot, Montaigne, Amyot, Charron, La Boétie, Rabelais. — Grandeur du siècle de Louis XIII. — Grandeur du siècle de Louis XIV; Corneille, Racine, Molière, Quinault, Boileau, la Fontaine, Bossuet, Fénelon, Descartes, Pascal, Bourdaloue, Massillon. Dangers de la philosophie du xviii<sup>e</sup> siècle : Voltaire, J.-J. Rousseau, Montesquieu, Buffon.

RÉVOLUTION FRANÇAISE.

- 1789 — » Assemblée constituante. Serment du jeu de Paume. Nuit du 4 août. Journées des 5 et 6 octobre. 1792 assemblée législative. Troubles du 20 juin 1792. Journée du 10 août. Louis XVI est prisonnier au temple. Massacres des 2 et 3 septembre 1792. Convention nationale. Louis XVI est condamné à mort et exécuté le 21 janvier 1793. Première coalition. Victoires de Jemmapes et de Valmy.
- 1794 — » Tribunal révolutionnaire. Tyrannie de Robespierre; sa



## TABLEAU CHRONOLOGIQUE.

chute 1795. Directoire exécutif. 1799 seconde coalition. Guerres d'Italie et d'Allemagne. Expédition d'Égypte.

- 1799 — D Consulat. Deuxième campagne d'Italie. 1800 victoire de Marengo. 1802 paix d'Amiens.
- 1804 — 1814 NAPOLEON empereur (66<sup>me</sup> règne). 1805 guerre de la troisième coalition. Victoire d'Austerlitz. Traité de Presbourg. Défaite de Trafalgar. 1806 quatrième coalition. Victoire d'Iéna. Système continental. Victoire de Friedland. Traité de Tilsitt. 1808 renversement des Bourbons en Espagne. Cinquième coalition. 1809 traité de Schönbrunn. Captivité du pape Pie VII. 1812 campagne de Russie. Prise de Moscou. Retraite de l'armée. 1813 campagne d'Allemagne. Victoires de Lutzen et de Bautzen. Revers en Espagne. 1814 invasion des alliés en France. Abdication de Napoléon.

## RESTAURATION DE LA BRANCHE DE BOURBON.

- 1814 — 1824 LOUIS XVIII, frère de Louis XVI (67<sup>me</sup> roi). Traité de Paris. 1815 retour de Napoléon. Les cent jours. Défaite de Waterloo. Seconde invasion des alliés. Louis XVIII remonte sur le trône. 1823 guerre d'Espagne.
- 1824 — 1830 CHARLES X, second frère de Louis XVI (68<sup>me</sup> roi). 1828 expédition de Morée. 1830 expédition d'Alger. Révolution de Juillet.

## SECONDE BRANCHE DES BOURBONS.

- 1830 — 1848 LOUIS-PHILIPPE I<sup>er</sup>, descendant de Louis XIII au 6<sup>me</sup> degré (69<sup>me</sup> roi). 1832 expédition d'Anvers. 1844 expédition dans le Maroc.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

- 1848 — D Révolution du 24 février, qui constitue la France en République.

# ABRÉGÉ

DE

## L'HISTOIRE DE FRANCE.

---

---

### I<sup>re</sup> PARTIE.

La Gaule et les Gaulois.

---

#### CHAPITRE I.

De l'origine des premiers habitants de la Gaule.

**1. DES GALLS.** — Les premiers habitants de la Gaule furent les *Galls* : quelques historiens, les confondant avec les *Gomériens*, prétendent qu'ils étaient issus de *Gomer*, un des fils de *Japhet*. Quoi qu'il en soit, il paraît certain que les premiers habitants de la Gaule étaient originaires de l'Asie, et qu'ils passèrent en Europe par les défilés du Caucase. Ces peuplades primitives se divisaient en familles ou *tribus*, et les tribus se réunissaient pour former des ligues ou confédérations.

Les principales confédérations étaient : celle des *Celtes*, qui habitait les vastes forêts situées entre l'Océan et les Cévennes ; celle des *Armoriques*, qui occupait la Bretagne et tout le littoral de l'Océan ; celle des *Arvernes*, ou habitants des hautes terres, qui était située dans les montagnes de l'Auvergne ; celle des *Allobroges*, répandue sur le versant occidental des Alpes ; celle des *Helvètes* qui a donné son nom à l'Helvétie (Suisse) ; celle des *Séquanés* établie sur les rives de la Seine ; celle des *Edues* et celle des *Bituriges*, qui couvraient

le Berri et les vallées de la Saône et de la Haute-Loire.

**2. DES KYMRIS.** — Après l'établissement des Galls, un autre peuple également de race celtique, les *Kymris*, appelés *Cimmériens* par les Grecs et *Cimbres* par les Romains, vinrent aussi se fixer dans les Gaules. Ils occupèrent tout le pays compris entre la Seine, la Marne, la chaîne des Vosges, le Rhin et l'Océan. Parmi les diverses tribus kymriques nous ne citerons que les *Remi* (Reims), les *Suessiones* (Soissons), les *Trévires* (Trèves), les *Eburones* (Liège), les *Nervii* (Hainaut et Flandre méridionale) et les *Bataves* qui vivaient dans les îles formées par les bouches de la Meuse et du Rhin.

**3. DU MIDI DES GAULES.** — Au midi des Gaules, se trouvaient des peuples qui n'appartenaient pas à la race gallique ; c'étaient les Aquitains, les Celt-Ibériens et les Phéniciens. Les Aquitains, sortis d'Espagne, étaient de race ibérienne. Ils habitaient l'angle sud-ouest formé par les Pyrénées occidentales et l'Océan, et avaient pour frontière le fleuve de la Garonne. On présume que les Celtes et les Aquitains se livrèrent de grands combats, et qu'après une lutte longue et terrible, ils se rapprochèrent et donnèrent ainsi naissance à la race celt-ibérienne. Dès lors la route de l'Espagne étant ouverte, les Celtes s'y précipitèrent, et la race gallique se trouva en possession de presque toute la péninsule hispanique, dont l'extrémité nord-ouest s'appela, de leur nom, *Gallécie*.

On croit que les Phéniciens qui avaient été attirés au midi des Gaules par les mines d'or et d'argent que recélaient alors, à fleur de terre, les Pyrénées, les Cévennes et les Alpes, fondèrent la ville de Nîmes. Au déclin de leur empire, leurs

possessions maritimes tombèrent entre les mains des Rhodiens qui les négligèrent. Les Phocéens leur rendirent une partie de leur prospérité, et vers l'an 600 avant J.-C. ils jetèrent l'ancre sur la côte gauloise, à l'est du Rhône, où ils fondèrent Marseille (1).

Tel était l'état des Gaules lorsque les Gaulois commencèrent leurs grandes migrations.

QUESTIONNAIRE. + 1. Quels furent les premiers habitants de la Gaule? De qui les fait-on descendre? Comment étaient divisées ces peuplades primitives? Quelles étaient leurs principales confédérations? 2. Quels sont les autres peuples de race celtique qui s'établirent ensuite dans ces mêmes contrées? Quels pays occupèrent-ils? Quels étaient les noms de leurs principales tribus? 3. Quels sont les peuples qui se fixèrent au midi? D'où venaient les Aquitains? Quelles étaient les limites de leur territoire? Quelle fut l'origine des Celt-Ibériens? Quelle ville élevèrent les Phéniciens? A quelle époque et par qui Marseille fut-elle fondée?

---

## CHAPITRE II.

### Des grandes migrations des Gaulois.

**1. DES DIVERS ÉTABLISSEMENTS DES GAULOIS.**  
 — L'arrivée des Kymris dans les Gaules obligea les Galls à émigrer. La première de ces émigrations eut pour chef Sigovèse, neveu d'Ambigat roi des Bituriges ; elle alla se fixer sur la rive droite du Danube, se dissémina dans les Alpes Illyriennes, et s'étendit même jusqu'aux frontières de la Macédoine. Alexandre, lors de ses grandes conquêtes, ayant rencontré ces valeureux guerriers, résolut de s'en faire des alliés. *Que craignez-vous le plus au monde?* demanda-t-il à leurs députés qu'il avait introduits dans son palais : *Nous ne*

(1) Ce chapitre doit être étudié à l'aide de la carte.

*craignons*, répondirent-ils, *que la chute du ciel*. Le héros admira cette réponse pleine d'audace et conclut avec leur nation un traité d'alliance.

Pendant que Sigovèse ouvrait aux Galls la route de la Grèce et de l'Orient, Bellovèse, son frère, entraînait d'autres hordes au delà des Alpes. Les Bituriges, les Arvernes et les Edues le reconnurent pour chef, et allèrent avec lui occuper la partie septentrionale de l'Italie, qui devait être si longtemps sous le nom de Gaule cisalpine, la terreur et l'effroi des Romains.

**2. INFLUENCE DES GAULOIS DANS LE MONDE ANCIEN.** — Par leurs possessions immenses, les Gaulois durent, nécessairement, jouer un rôle important dans le monde ancien. Indépendamment des Gaules où ils s'étaient d'abord fixés, ils avaient de grands établissements en Espagne, et s'étendaient par leurs colonies, dans les contrées arrosées par le Danube, au nord de la Grèce et de l'Italie. C'est ainsi qu'ils se trouvèrent mêlés à tous les grands événements qui se passèrent dans le monde ancien. Ceux qui habitaient la Gaule cisalpine firent maintes fois trembler Rome; ceux qui étaient établis sur les rives du Danube prirent part à toutes les guerres qui éclatèrent entre les généraux d'Alexandre, et devinrent la principale force de leurs armées. Hommes de mouvement et d'attaque, quand ils ne trouvaient pas à l'intérieur de leur patrie de quoi exercer leur activité guerrière, ils se mettaient au service de l'étranger et vendaient ainsi leur sang et leur courage. C'est avec eux que Pyrrhus, roi d'Épire, alla sur tous les champs de bataille satisfaire son goût pour la guerre et les aventures. Ils aidèrent aussi Carthage dans sa grande lutte contre Rome. Tant que

cette république commerçante fut fidèle à ses engagements, elle n'eut qu'à se louer du zèle et du dévouement de ses courageux auxiliaires. Mais lorsque, après la première guerre punique, Giscou, successeur d'Amilcar, eut renvoyé de Sicile en Afrique ses troupes non soldées, les Gaulois s'insurgèrent contre lui, et se distinguèrent encore dans la terrible guerre contre Carthage, qu'on a appelée la guerre des mercenaires (1); s'ils succombèrent, ils eurent du moins avant leur trépas, la gloire de voir à leurs pieds les députés tremblants de cette injuste cité qui refusait de payer leurs services.

Ainsi, tout ce qu'il y eut de grand dans le monde ancien, Rome et Carthage, l'Orient et la Grèce, trembla devant le courage et la force de nos valeureux ancêtres.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Qu'est-ce qui porta les Gaulois à émigrer? Où se fixa la première de ces migrations? Quel en était le chef? Quelle fut leur entrevue avec Alexandre? Quelle route prit Bellovèse? Quel pays occupait-il? Quel nom prit cette contrée? 2. Quelle était l'étendue des possessions des anciens Gaulois? Comment se trouvèrent-ils mêlés à tous les grands événements du monde ancien? A la solde de quel prince se mirent-ils? En quelle occasion se montrèrent-ils redoutables aux Carthaginois? Quelle conclusion peut-on tirer de tous ces événements au profit de leur gloire?

### CHAPITRE III.

De la religion, du gouvernement et des mœurs des Gaulois et des autres habitants de la Gaule.

**1. DE LA RELIGION DES GAULOIS.** — Les Gaulois, comme les autres peuples de l'antiquité, déifièrent la nature et ses merveilles, l'esprit de

(1) Voyez mon *Abrégé de l'histoire romaine*, pag. 131 et 132.

l'homme et ses œuvres, mais leur imagination triste et sombre, ne peupla pas le ciel de divinités aussi nombreuses que celle qu'on trouve dans l'Olympe des Grecs et des Romains. Ils aimaient à offrir leurs hommages aux vents et aux tempêtes, et avaient le plus grand respect pour les forêts lugubres et silencieuses où ils se réunissaient pour accomplir les cérémonies de leur culte. Leurs prêtres, appelés *druides*, exerçaient le plus grand empire sur la nation, et la doctrine qu'ils enseignaient était enveloppée de mystère. Mais il est permis de regarder comme plus ou moins problématiques, les détails qui ont pu être recueillis sur leurs rites et leurs croyances, ces druides ayant pour maxime de ne rien écrire. A l'égard de leur culte nous ne rappellerons ici que la cérémonie du gui sacré et la superstition barbare et sauvage qui leur faisait immoler des victimes humaines pour apaiser le courroux de leurs dieux (1).

2. DE LEUR GOUVERNEMENT. — Ce peuple grossier ne reconnaissait d'autres chefs que les druides, et ceux-ci, en leur qualité d'interprètes de la loi divine et humaine, réglaient non-seulement, les affaires générales de la nation, mais exerçaient encore un contrôle direct sur les moindres actions de chaque individu. Dans le désir de conserver leur puissance, ces hommes ambitieux abusaient, comme tous les prêtres païens, de la crédulité du peuple, et se rendaient nécessaires en monopolisant l'enseignement et l'éducation. Quand les Gaulois entrèrent en relation avec des nations plus éclairées, ils brisèrent ce despotisme sacerdotal, mais ils ne surent établir sur ses ruines

(1) Pour plus de détails voyez mon *Précis de la mythologie*, pag. 131 et suiv.

que la force brutale. Ces hommes qui empruntaient à la guerre toutes leurs pensées et toutes leurs vertus, retombèrent sous un régime militaire où il y avait plus de troubles et de divisions, sans aucun dédommagement du côté de la liberté.

**3. CARACTÈRE DES AQUITAINS ET DES LIGURES.**

— Les Aquitains, aussi braves que les Gaulois, mais plus portés à la ruse, avaient conservé, presque sans altération, le type original des enfants de l'Ibérie. L'habitude qu'ils avaient d'exploiter les mines, leur donnait une adresse remarquable, surtout dans les travaux souterrains applicables à la défense et à l'attaque des places.

Les Ligures étaient de petite taille, d'une complexion sèche, mais nerveuse. Leur mélange avec les Gaulois et les habitants de Marseille, avait altéré en eux le type originel qu'on retrouvait avec tant de pureté dans la langue aquitanique. Dans les montagnes, ils vivaient de chasse, et sur la côte, ils faisaient la pêche et la piraterie. Il fut même difficile de purger de leurs repaires les parages de la Gaule et de l'Italie.

**4. DES MARSEILLAIS.** — Les Marseillais avaient une grande influence sur les Liguriens qu'ils employaient à la culture de l'olivier, de la vigne et des céréales, et qu'ils enrôlaient dans leurs armées. Cette influence s'étendit à toute la Gaule. Les Marseillais changèrent entièrement les mœurs de ces peuples barbares, en leur inspirant le goût des sciences et des lettres, et en les captivant par l'éclat de leur civilisation. Le gouvernement de Marseille parut admirable aux sages de l'antiquité; ils en vantèrent l'ordre et la régularité, et exaltèrent la législation et les mœurs de cette cité. Malheureusement ces vertus ne tardèrent pas à faire



place à une corruption effroyable, aussitôt que les Romains l'eurent asservie. Autant elle avait été brillante et pure à l'époque de sa liberté, autant elle fut abjecte et dégradée dans ses jours de servitude.

Marseille s'était vue l'une des villes les plus policées du monde. De tous les pays on venait y apprendre cette urbanité de forme et de langage, qui avait autrefois fait la gloire d'Athènes. Dans ses écoles, on professait publiquement l'éloquence, la philosophie, la médecine, les mathématiques, la jurisprudence, la mythologie et les belles-lettres. Les Grecs et les Romains venaient s'y instruire, et les Gaulois de la Narbonnaise et des provinces voisines se familiarisèrent tellement avec la langue grecque, qu'elle fut exclusivement employée dans tous les actes publics.

On n'éprouve qu'un regret à la vue de ce mouvement intellectuel, c'est qu'il ait été le signal de la décadence des Gaules comme nation. Les Romains, attirés dans le midi de cette contrée par leurs relations avec les Marseillais, y fondèrent un établissement, et commencèrent, dès lors, à étendre leur domination dans la Gaule.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quelle était la religion des Gaulois? Quel nom donnèrent-ils à leurs prêtres? Quelle était la grande maxime de ces prêtres? Que remarquait-on dans leur culte? 2. Quel était le gouvernement de cette nation? Comment le despotisme sacerdotal fut-il renversé? Par quoi fut-il remplacé? 3. Quel était le caractère des Aquitains? Quelle était leur occupation principale? Quel était le caractère des Ligures? Que faisaient ceux des montagnes? — ceux des côtes? 4. Quelle fut l'influence des Marseillais? Quel était le sentiment des sages de l'antiquité sur le gouvernement de cette ville? Quelle fut la cause de leur corruption? Quel avait été le développement intellectuel de cette ville?

## CHAPITRE IV.

Des Gaules depuis les premiers établissements des Romains dans ce pays jusqu'à la conquête de César (125-61).

**I. PREMIERS ÉTABLISSEMENTS DES ROMAINS DANS LES GAULES.** — Les empiétements que Marseille, n'avait pas cessé de faire aux dépens de ses voisins, excitèrent à la révolte les malheureuses peuplades qui environnaient l'opulente cité. Pour défendre leurs propres injustices, les Marseillais demandèrent des secours à Rome, et le sénat s'empressa de profiter de la circonstance pour augmenter le territoire de la république. Le consul Sextius forma une province romaine entre le Rhin et les Alpes, et bâtit la ville d'Aix qui en fut la capitale. Les Edues ayant ensuite fait alliance avec les Romains, ceux-ci les soutinrent dans leur guerre contre les Allobroges, et firent ainsi la conquête du pays occupé par cette dernière tribu. Dès lors la province romaine comprit tout le pays situé à l'est du Rhône, depuis l'endroit où ce fleuve se jette dans le lac Léman, jusqu'à son embouchure dans la mer. Cette nouvelle province fut déclarée consulaire, et à ce titre on y envoya, chaque année, un des consuls avec une armée. Ces consuls conquièrent successivement tous les pays situés à l'occident du Rhône, et compris entre ce fleuve, la frontière de l'Arvernie et les Pyrénées. Alors le jeune Licinius Crassus proposa au sénat d'envoyer à Narbonne une colonie romaine. Cette mesure était nouvelle : néanmoins on l'adopta, et Narbonne devint aussitôt l'image brillante de Rome, sa métropole. Elle eut son Capitole, son sénat et sa curie, ses temples, ses

thermes, un cirque et un amphithéâtre. Elle attira à elle tout le commerce de l'Italie, de l'Espagne, de l'Afrique et de la Sicile, de sorte que pour Marseille l'ère de la décadence commença.

**2. INVASION DES CIMBRES ET DES TEUTONS. —** Tandis que la nouvelle colonie voyait ainsi s'accroître sa prospérité, une effroyable invasion vint y jeter l'épouvante. Les Cimbres et les Teutons, chassés de la Chersonèse cimbrique par un débordement de la mer Baltique, se montrèrent aux Romains sous les Alpes tridentines, au nombre de plus de trois cent mille. Heureusement pour Rome que la horde barbare, après avoir vaincu le consul Papirius Carbo, s'enfonça dans l'Illyrie qu'elle ravagea pendant trois années. A leur retour, les barbares s'appesantirent sur la Gaule centrale, taillèrent en pièces successivement les légions de Silanus, de Cassius et de Scaurus, tuèrent aux consuls Manlius et Cépion quatre-vingt mille soldats et quarante mille esclaves (105).

Ils quittèrent ensuite la Gaule pour se répandre en Espagne. Le sénat eut le temps d'envoyer contre eux Marius, dont le génie s'était révélé dans la guerre de Numidie contre Jugurtha (1). Le plébéien d'Arpinum, non moins grossier et terrible que les barbares qu'il allait combattre, eut le bonheur de voir ses féroces ennemis se diviser en deux armées au sortir de l'Espagne. Les Cimbres se dirigèrent en Italie par les Alpes tridentines, tandis que les Teutons et les Ambrons devaient écraser les légions de Marius et rejoindre les autres barbares sur les bords du Pô, en passant par les Alpes maritimes. Mais le vainqueur de Jugurtha devait être aussi le vainqueur des Cimbres

(1) Voyez mon *Abrégé de l'histoire romaine*, pag. 125.

et des Teutons. Il livra bataille à ces derniers, près d'Aix, et les extermina. Les monceaux de cadavres qui pourrirent au soleil et à la pluie dans cette vaste plaine lui ont fait donner le nom de *Pourrières*, qu'elle conserve encore aujourd'hui. Les Cimbres qui s'étaient dirigés sur l'Italie furent défaits à Verceil. Les Romains tuèrent, dit-on, 120,000 barbares et en firent prisonniers plus de 60,000.

### 3. DES GAULES AVANT LA CONQUÊTE DE CÉSAR.

— Après la défaite des Cimbres, Marius alla jouir de son triomphe à Rome. Les Gaulois s'attachèrent à sa fortune, exaltèrent sa gloire et s'attirèrent ainsi l'inimitié de Sylla et de ses partisans. Le terrible dictateur fit enlever violemment de leur patrie la plupart des jeunes Gaulois, pour les incorporer dans les légions de l'Asie, et les fit remplacer par une colonie militaire qui avait ordre de réprimer les moindres soulèvements. Les Allobroges, écrasés par les exactions de leurs gouverneurs, envoyèrent des députés à Rome pour faire entendre leurs plaintes au sénat. Ils arrivèrent au moment où Catilina tramait contre la république la plus effroyable conspiration. Cet homme aux passions ardentes, comptant trouver en eux des auxiliaires dévoués, leur communiqua son dessein. Ils en furent indignés, et allèrent trouver Cicéron qui était alors consul, pour lui dévoiler cet infâme complot. Cicéron les combla d'éloges et leur promit que la république reconnaissante rendrait la liberté à leur patrie ; mais on oublia leurs services lorsque le danger fut passé.

Les Allobroges se soulevèrent, mais leur révolte ne servit qu'à rendre leurs chaînes plus lourdes. Le préteur Pomptinus ravagea leur pays et écrivit ensuite à Rome qu'il était pacifié.

**4. INVASION DES GERMAINS.** — Pendant que le midi de la Gaule tombait sous le joug des Romains, le nord était envahi par les Germains. Ariovistes s'était établi sur le territoire des Eduens et des Séquanes et avait exigé qu'ils lui fissent l'abandon du tiers de leurs possessions. Alors toute la Gaule oublia ses anciennes dissensions pour se liguier contre l'ennemi commun, mais elle fut vaincue, et le roi des Germains resta paisible possesseur de sa conquête. Ce barbare, qui ne voulait d'autre palais que les voûtes du ciel, se mit à promener son armée de forêts en forêts et à commettre partout les plus affreux brigandages. Les Gaulois opprimés n'eurent plus qu'une ressource, c'était d'en appeler à Rome. L'Éduen Divitiac se présenta devant les sénateurs, debout, à demi courbé sur son bouclier, dans l'attitude du respect et de la prière, et déploya toutes les ressources de son éloquence pour toucher leur cœur. Les Romains, que la conjuration de Catilina occupait encore, ne purent venir au secours des Gaulois ; mais à peine Cicéron les eut-il délivrés de ce danger, que l'invasion des Helvètes nécessita leur intervention au delà des Alpes. C'est alors que César parut.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. A quelle occasion les Romains pénétrèrent-ils dans les Gaules ? Où s'établirent-ils d'abord ? Avec quel peuple firent-ils alliance ? Où se fixa leur colonie ? Quel en était le caractère ? 2. Quelle invasion troubla cette colonie ? Dans quelle contrée se dirigèrent les barbares ? Quels généraux romains défirent-ils ? Quel fut leur vainqueur ? Où furent vaincus les Teutons ? — les Cimbres ? 3. Que devinrent les Gaulois après ces défaites ? Quels ambassadeurs envoyèrent-ils à Rome ? La république reçut-elle de ces députés un important service ? S'en montra-t-elle reconnaissante ? 4. En quel état se trouvait le nord de la Gaule ? Où s'établit Arioviste ? Pourquoi les Romains ne s'armèrent-ils pas aussi-

tôt contre lui ? A quelle occasion intervinrent-ils dans les affaires des Gaulois ?

---

## CHAPITRE V.

César. Conquêtes des Gaules (61-51).

**1. DÉFAITE DES HELVÈTES ET DES GERMAINS. —** Les Helvètes, fatigués de vivre au milieu de leurs âpres montagnes, avaient brûlé leurs villes et leurs villages, et s'étaient dirigés avec leurs familles à l'ouest des Gaules. Ils se réunirent au nombre de quatre cent mille à la pointe méridionale du lac Léman. César accourut de l'Italie, au bruit de cette terrible invasion, pour empêcher les barbares de passer sur les terres des Romains ; il les suivit pendant quinze jours le long de la Saône, et leur livra enfin un combat où il leur tua plus de deux cent mille hommes. Ceux qui survécurent à cette défaite se rendirent à discrétion, et César les renvoya dans leurs montagnes.

Les Gaulois s'empressèrent de féliciter César d'avoir sauvé leur patrie d'une guerre cruelle et peut-être de la servitude. En même temps, ils implorèrent son secours contre Arioviste et ses Germains, qui occupaient la meilleure partie du territoire des Séquanes. César, qui ne demandait qu'à faire des conquêtes, déclara la guerre au barbare, entra dans Besançon qu'il prit à l'improviste, et conduisit ses légions contre les soldats d'Arioviste. Quand les Romains virent ces hommes dont la taille était gigantesque et l'aspect farouche, ils se cachèrent au fond de leurs tentes et se lamentèrent comme s'ils eussent été certains de leur défaite. Il fallut à César toute son énergie et toute son éloquence pour ranimer leur courage. Mais à

peine les eut-il menacés d'avancer seul avec sa dixième légion, que tous le suivirent et demandèrent à combattre. L'armée d'Arioviste fut taillée en pièces, et le barbare ayant repassé le Rhin avec quelques fuyards, épouvanta les autres Germains par le récit de ses désastres.

2. SOUMISSION DE LA GAULE (57-55).— Les Gaulois, étonnés de ces éclatants succès, admiraient César qui, dans la même campagne, avait exterminé deux grands peuples, les Helvètes et les Germains. Mais quand ils virent que le général romain ne renvoyait pas en Italie ses légions victorieuses, la crainte succéda tout à coup à l'enthousiasme et ils reconnurent qu'ils n'avaient fait que changer de tyran. Les Edues ne pouvaient plus rien faire sans son assentiment, les Séquanes n'avaient plus leur clientèle, et il y avait des tribus comme celle des *Rèmes* (Reims), qui étaient assez lâches pour courir au-devant de la servitude.

Les Belges se coalisèrent pour écarter l'odieuse domination qui les menaçait. César marcha contre eux, les vainquit à Bibrax, sur les bords de l'Aisne, et écrasa successivement leurs tribus. Pendant qu'il soumettait ainsi le Nord, ses lieutenants promenaient à l'ouest leurs légions, et subjuguèrent tout le pays qui s'étend entre l'embouchure de la Seine et celle de la Loire. Crassus lui écrivait que l'Armorique était domptée, mais César n'osait croire à cette nouvelle. Les événements ne tardèrent pas à justifier ses défiances, car à peine eut-il quitté les Gaules, pour aller en Italie recevoir les hommages et les flatteries de ses courtisans, qu'une révolte générale éclata.

Il accourut avec la rapidité de l'éclair, soumit tous les rebelles et fit une expédition dans la

Grande-Bretagne. Dans une première tentative sa flotte fut détruite par la tempête. Voulant essayer de nouveau la conquête de ce pays inconnu, il pénétra jusqu'à la Tamise, livra quelques combats aux barbares, mais, à l'exception de quelques bandes d'esclaves et d'une certaine quantité de perles bretonnes qu'il envoya à Rome pour prouver qu'il avait touché à des rivages inconnus, ses efforts ne furent couronnés d'aucun succès. Il était bien temps qu'il abandonnât son projet, car sa domination dans les Gaules se trouvait profondément ébranlée.

3. **VERCINGÉTORIX (53-51).** — Un jeune Gaulois, Vercingétorix, du pays des Arvernes, avait arboré dans Gergovie, capitale de cette tribu, l'étendard de l'insurrection. Toutes les peuplades du centre et de l'ouest s'étant rangées sous ses ordres, il entra en campagne avec une formidable armée. Il rencontra César sous les murs de Nevers et lui livra bataille; mais l'avantage resta aux Romains (55).

Dès lors Vercingétorix change de plan. Il veut affamer César et l'obliger de disséminer son armée par détachements, espérant l'écraser dans une guerre de détails. « Brûlons, dit-il à ses Gaulois, brûlons toutes nos habitations isolées, tous nos villages et toutes les villes qui ne peuvent se défendre, voilà le seul moyen d'assurer la liberté de notre patrie. » On se rend à cet avis, sans faire entendre aucune plainte, aucun murmure, et, en un seul jour, plus de vingt villes des Bituriges sont sacrifiées au patriotisme. Les Carnutes et leurs voisins imitent cet effroyable exemple, et le désert s'étend autour du camp de César. Vercingétorix voulait aussi qu'on brûlât Avaricum, la brillante capitale des Bituriges. Mais cette tribu



étant venue le conjurer d'épargner une cité qui faisait l'ornement de toute la Gaule, il se laissa fléchir. Cette condescendance sauva César. Il mit le siège devant cette grande ville et s'en empara malgré l'héroïsme de ses défenseurs. Hommes, femmes, vieillards, enfants, tout fut passé au fil de l'épée. De quarante mille hommes renfermés dans cette cité, à peine huit cents regagnèrent le camp de Vercingétorix.

César trouva dans Avaricum des vivres pour l'hiver. Au printemps, il reprit les hostilités et assiégea Gergovie, capitale des Arvernes (52). Vercingétorix le vainquit sous les murs de cette ville, et s'étant mis à sa poursuite, il l'atteignit près de la Saône où il lui livra un combat terrible. César fut obligé, pour ranimer les siens, de se jeter au milieu de la mêlée, et le choc fut si violent qu'il laissa son épée entre les mains des ennemis. Mais les cohortes gauloises, frappées de terreur, s'enfuirent et se retirèrent dans les murs d'Alise en Auxois, qui était une des plus fortes places de la Gaule. De là Vercingétorix fit un dernier appel aux Gaulois, s'offrant à résister aux Romains jusqu'à ce qu'on lui eût envoyé des secours.

A sa voix deux cent quarante mille fantassins et huit mille cavaliers se rassemblèrent sur la frontière éduenne et marchèrent à sa délivrance. César entourait la ville et le camp gaulois d'ouvrages si prodigieux que la Gaule entière vint s'y briser. Les efforts désespérés des assiégés réduits à une horrible famine, ceux de deux cent cinquante mille Gaulois qui attaquaient les Romains du côté de la campagne échouèrent également. Vercingétorix résolut de se livrer lui-même aux Romains comme l'auteur de la guerre. Il monta sur son cheval de

bataille, revêtit sa plus riche armure, et, après avoir tourné en cercle autour du tribunal de César, il jeta son épée, son javelot et son casque aux pieds de son vainqueur, sans dire un seul mot. César le fit garrotter et conduire à Rome, où il resta pendant six ans dans un obscur cachot, en attendant qu'il servit à l'ornement de son triomphe.

#### 4. CONQUÊTE DÉFINITIVE DE LA GAULE (51).

— Il y eut encore dans les Gaules quelques révoltes partielles, mais César traita les rebelles avec tant de cruauté et de barbarie que personne n'osa plus prendre les armes. La Gaule tremblante se jeta à ses pieds, et César, qui avait besoin des Gaulois pour conquérir l'empire de Rome et du monde, n'abusa pas davantage de sa victoire ; il les traita depuis avec douceur. Il exempta du tribut beaucoup de villes, flatta les riches et les nobles par des distinctions d'honneur, et enrôla les guerriers dans ses légions. Il créa même une troupe de vétérans gaulois et l'appela la légion de l'alouette (*alauda*), du nom de l'oiseau que ceux qui la composaient portaient sur leur casque. Ce sont ces vigilants guerriers qui détruisirent les sombres légions de Pompée.

QUESTIONNAIRE. — 1. En quel état se trouvaient les Gaules quand César y arriva ? Quel peuple barbare vainquit-il d'abord ? Comment triompha-t-il des Germains ? Quels furent les sentiments des Gaulois après toutes ces conquêtes ? 2. Comment César soumit-il leur propre pays ? Contre quels peuples eut-il surtout à combattre ? Quel fut le résultat de son expédition dans la Grande-Bretagne ? 3. Quel fut le chef de la révolte générale des Gaulois ? Quelle fut l'issue de la bataille qu'il lui livra d'abord près de Nevers ? Quel était le plan de Vercingétorix ? Qu'est-ce qui l'empêcha de réussir ? Quelle victoire remporta-t-il sur César ? Où fut-il vaincu ? Dans quelle ville se réfugia-t-il ? Quelle fut sa fin ? 4. Y eut-il encore des révoltes dans

les Gaules ? Comment César les réprima-t-il ? De quelle manière gagna-t-il l'affection des vaincus ?

## CHAPITRE VI.

Des Gaules depuis leur conquête par César jusqu'à leurs derniers soulèvements sous Civilis (50 ans av. J.-G. 79 ans après J.-G.).

**1. DES GAULES SOUS CÉSAR.** — Après sa conquête César, ayons-nous dit, se montra plein de douceur envers les Gaulois et leur prodigua ses faveurs. Ces braves guerriers marchèrent avec lui à la conquête du monde. Les habitants du Midi, jaloux des privilèges que le conquérant accordait aux hommes du Nord, embrassèrent le parti de Pompée dans la guerre civile qui s'éleva alors au sein du peuple romain. Le dictateur les punit sévèrement de leur révolte, et ruina Marseille, en la dépouillant de tous les établissements qu'elle possédait le long de la Méditerranée.

**2. DES GAULES SOUS AUGUSTE.** — Après la mort de César, Auguste plaça la *Gaule chevelue* au rang des provinces soumises immédiatement à sa juridiction, et conçut le projet d'incorporer entièrement cette province à l'empire. Pour y réussir, il brisa les anciennes confédérations en faisant une nouvelle division du territoire, et il dépouilla les anciennes cités de leurs souvenirs de gloire et d'indépendance, en substituant à leurs noms célèbres, des noms nouveaux qui ne rappelaient que la mémoire de leur assujettissement et de leur défaite. Lyon devint la capitale des Gaules, et de son enceinte partirent les quatre grandes routes qui devaient couper ce pays en quatre directions différentes, des Alpes au Rhin, à l'Océan, aux Pyrénées et à la frontière narbonnaise. Comme les Gaulois avaient le génie très-belliqueux, Auguste

les fit désarmer dans les provinces du centre et du Midi, et ne conserva parmi eux que la milice nécessaire pour la police des villes et des campagnes, afin de prévenir toute révolte. Il attaqua aussi leur ancienne religion, le *druidisme*, et s'efforça de détruire leurs superstitions, en favorisant, par tous les moyens possibles, les progrès des sciences et des lettres au sein des grandes cités. Son but unique était d'anéantir ainsi leur nationalité et de les identifier par l'esprit et le cœur avec Rome, en leur faisant parler sa langue et honorer ses dieux. Les Gaulois ne réfléchirent pas au piège qui leur était tendu. Ils avaient l'intelligence vive et ardente, et l'imagination forte et féconde. Les lettres leur parurent une carrière glorieuse et utile, et ils s'y livrèrent avec tant de succès que, bientôt, ils purent donner des leçons d'éloquence aux Romains eux-mêmes. Au nom de la science et du talent ils obtinrent les plus brillants emplois, et nous les verrons, par leur courage et leurs lumières, décider la plupart des révolutions qui éclatèrent au sein de l'empire.

**3. RÉVOLTE DE FLORUS ET DE SACROVIR. —** Malgré tous les soins qu'on prit d'incorporer les Gaulois au reste de l'empire, la nation s'efforça plusieurs fois de secouer le joug et de reconquérir son indépendance. Sous Tibère, les exactions des gouverneurs romains étant devenues intolérables, deux hommes généreux, le Trévire Julius Florus et l'Eduen Julius Sacrovir, résolurent d'arracher leur pays à cette oppression tyrannique. En peu de temps ils organisèrent une révolte dans le centre et l'ouest des Gaules. Malheureusement pour eux, il n'y eut pas d'unité dans leurs mouvements; les soulèvements ne furent que partiels

et n'offrirent aucun embarras sérieux aux Romains. Sacrovir, abandonné, se poignarda : ses compagnons s'entr'égorèrent, et le même bûcher consuma tous ces généreux défenseurs de la liberté des Gaules.

**4. FOLIES DE CAÏUS CALIGULA. BIENFAITS DE L'EMPEREUR CLAUDE.** — Tibère fut indulgent pour les vaincus ; mais son successeur, Caius Caligula, sous prétexte de faire la guerre aux Germains, vint promener dans les Gaules sa folie et sa cruauté et y rendit odieux le nom romain. Son successeur, Claude, se montra au contraire très-favorable aux provinces. Il compléta l'organisation de la Gaule, commencée par Auguste, et déclara, par un sénatus-consulte, que les villes de la Gaule chevelue seraient désormais admises à toute espèce de fonctions publiques dans l'empire, ce qui leur avait été jusqu'alors refusé.

Depuis ce moment les Gaulois jouèrent un très-grand rôle dans les affaires de l'empire romain. Nous les voyons faire et défaire les empereurs à leur gré. Ce fut un Gaulois, Julius Vindex, qui délivra l'univers de la tyrannie de Néron. Il fit élire à sa place Sergius Sulpicius Galba, qui fut détrôné par Othon. Les légions campées sur les bords du Rhin voulurent aussi donner un maître au monde, et élevèrent à l'empire Vitellius, qui ne fut remarquable que par sa gloutonnerie.

**5. RÉVOLTE DE CIVILIS (70).** — Toutes ces révoltes n'avaient eu pour but et pour résultat qu'un changement de maître. Ce n'était point Rome et son empire qu'on attaquait, c'étaient seulement ses empereurs dont le joug ne lui était pas d'ailleurs moins insupportable qu'aux provinces. Le Batave Civilis conçut un projet plus élevé. Il s'é-

tait d'abord soulevé avec toute sa nation contre Vitellius, et avait écrit le nom de Vespasien sur ses étendards. Mais ses premiers succès n'ayant fait qu'accroître son ambition, il s'unit avec les Germains et les Gaulois, et résolut de ressusciter ces vieilles nations.

Les bardes enflammèrent le patriotisme des rebelles par leurs chants, leurs sacrifices et tout le cortège de leurs superstitions. A les entendre, leurs dieux avaient promis l'empire du monde à un peuple placé au delà des Alpes, et ils citaient l'incendie du Capitole comme le prélude de la chute de Rome. Classicus et Julius Tutor chez les Trévires, et Sabinus dans le pays des Lingons, se mirent à la tête de l'insurrection. Ils gagnèrent les soldats romains à leur cause, et les légions prêtèrent serment de fidélité à l'*empire des Gaules*. Malheureusement toutes les petites jalousies qui divisaient depuis longtemps les anciennes cités gauloises, ôtèrent à ce mouvement l'unité et le concert qui seuls pouvaient en assurer le succès. Lorsqu'on sut que Vespasien avait envoyé des troupes pour soumettre les rebelles, les uns se rendirent par prudence, les autres par peur, et Civilis fit sa paix avec Rome. Classicus et Tutor prirent la fuite et se donnèrent la mort.

6. EPONINE ET SABINUS. — Sabinus se retira dans le pays des Lingons et y vécut pendant neuf ans dans une retraite inconnue. Eponine, sa fidèle épouse, s'ensevelit avec lui dans cette espèce de tombeau et ne voulut jamais consentir à s'en éloigner. A la fin ils furent découverts et conduits prisonniers à Rome. Eponine se jeta aux genoux de Vespasien, et lui montrant ses enfants : « César, dit-elle, je les ai conçus et allaités dans les

tombeaux, afin que nous soyons plus des suppliants à venir embrasser tes genoux. » Ce spectacle arracha des larmes à tous les assistants, mais l'empereur fut inflexible. Il envoya Sabinus au supplice, et Eponine le pria de ne point séparer ses destinées de celles d'un époux qu'elle avait tant aimé. Ce sang fut le dernier que versèrent les Gaulois pour leur liberté. Depuis ce moment leur histoire politique et militaire se confond avec celle de Rome, et il n'y a qu'un fait bien distinct qui puisse être l'objet d'une étude particulière, c'est leur conversion au christianisme.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quelle fut la conduite de César envers les Gaulois après sa conquête? Les Gaulois lui rendirent-ils de grands services? Pourquoi les Gaulois du Midi se déclarèrent-ils contre lui en faveur de Pompée? Comment les traita-t-il? 2. Quelle était la pensée d'Auguste touchant la Gaule? Que fit-il pour détruire la nationalité gauloise? Les Gaulois se laissèrent-ils influencer par tous ces moyens? 3. Y eut-il des révoltes contre les Romains? Qui entreprit de soulever les Gaules sous Tibère? Pourquoi ce projet ne réussit-il pas? 4. Quelle fut la conduite de Caligula? Quelles faveurs Claude accorda-t-il aux Gaulois? Ces faveurs ajoutèrent-elles à l'influence de la nation? Quels empereurs les Gaulois élurent-ils? 5. Quel était le but de Civilis? Trouva-t-il des sympathies dans la nation? Qu'est-ce qui le fit échouer? Quel fut son sort et celui de ses compagnons? 6. Racontez l'histoire d'Eponine et de Sabinus. Que devint la Gaule après ce dernier soulèvement?

---

## CHAPITRE VII.

### • Conversion des Gaules au christianisme.

#### 1. PREMIÈRES PRÉDICATIONS DANS LES GAULES.

— Il paraît certain que le christianisme fut prêché dans les Gaules dès le premier siècle par les disciples des apôtres. Saint Epiphane assure que saint Luc l'évangéliste y prêcha, et que saint Crescent,

disciple de saint Paul, y annonça également la bonne nouvelle, l'Évangile. La tradition de l'Église de Vienne, qui reconnaît saint Crescent pour son fondateur, confirme le témoignage de l'illustre docteur, en le proclamant le disciple de l'apôtre des nations. Il n'est pas moins certain que l'Église d'Arles fut une des plus anciennes Églises des Gaules, et que saint Trophimé, son premier évêque, reçut directement sa mission de saint Pierre. On présume même que saint Paul jeta les fondements de l'Église des Gaules en allant d'Italie en Espagne. Quoi qu'il en soit, il est incontestable que les premiers progrès de l'Évangile dans ce pays furent très-lents, et qu'avant l'arrivée de saint Pothin à Lyon, les Églises des Gaules jetèrent peu d'éclat.

**2. L'ÉGLISE DE LYON ET SES MARTYRS. —** Saint Pothin était disciple de saint Polycarpe, évêque de Smyrne. Il alla probablement à Rome avec son illustre maître, sous le pontificat de saint Anicet, et y reçut de ce pontife sa mission pour les Gaules. Il s'arrêta à Lyon, capitale de cette contrée, et y fonda une Église florissante qui fut en proie, sous Marc Aurèle, à une violente persécution. On s'empara de saint Pothin, malgré sa vieillesse, et on le fit périr avec un grand nombre de ses disciples. Parmi ces martyrs on admira particulièrement le courage du diacre Sanctus, du néophyte Maturus et d'une jeune esclave nommée Blandine.

Saint Irénée fut choisi pour succéder à saint Pothin sur le siège de Lyon. Comme lui, il avait été disciple de saint Polycarpe, et possédait toutes les qualités nécessaires pour consoler et soutenir cette Église dans des temps si difficiles. Il eut



bientôt réparé les pertes que l'Eglise avait faites dans la dernière persécution, et chaque jour il voyait avec bonheur augmenter le nombre des fidèles. L'empereur Sévère, averti de ces succès, ordonna le massacre de tous les membres de cette Eglise naissante, et ses ordres barbares furent exécutés. Une ancienne inscription, que l'on voit encore à Lyon, porte que, sans compter les femmes et les enfants, le nombre des martyrs s'éleva à dix-neuf mille.

3. NOUVEAUX MISSIONNAIRES. — Après cette violente tempête, la foi, pendant près d'un demi-siècle, ne fait pas de progrès dans les Gaules. Saint Grégoire de Tours nous apprend que vers l'an 245, le pape saint Fabien envoya dans les Gaules sept missionnaires, Martial, Denis, Saturnin, Gatien, Paul, Austremoine et Julien. Ces apôtres se dispersèrent dans la province et prêchèrent dans les villes les plus importantes. Saturnin fonda l'Eglise de Toulouse, qui lui éleva des autels et qui le vénère encore comme son premier apôtre. Paul prêcha à Narbonne, dans la ville la plus savante des Gaules. Martial s'avança dans le Limousin, Gatien dans la Touraine, Julien dans le Maine, Austremoine dans l'Auvergne, et Denis dans l'antique Lutèce. Tous ces zélés missionnaires eurent bientôt formé d'ardents disciples qui se répandirent autour des grandes cités où ils s'étaient établis, et en quelques années la foi fut prêchée dans toute l'étendue des Gaules.

4. NOUVELLES PERSÉCUTIONS. — Le génie du mal ne put voir tant de bien s'opérer si promptement sans s'efforcer d'y mettre des entraves. Les empereurs romains, qui faisaient une guerre acharnée au christianisme dans tous leurs Etats,

ne pouvaient épargner l'Eglise des Gaules. Le nom de Dèce et celui de Valérien ne furent pas moins terribles aux apôtres des Gaulois qu'aux autres défenseurs de la doctrine de Jésus-Christ. Mais là, comme dans le reste de l'empire, la persécution ne servit qu'à enflammer le zèle des fidèles et à en augmenter le nombre. En vain Aurélien fit-il verser le sang des personnages les plus illustres de cette grande province; en vain Maximien Hercule ordonna-t-il le massacre de la légion fulminante, toute composée de soldats chrétiens; en vain Dioclétien prolongea-t-il encore pendant dix ans (203-212) l'ère des martyrs : l'Eglise des Gaules sortit triomphante de toutes ces épreuves au moment où ses ennemis pensaient l'accabler. Constance lui avait rendu la paix pendant que le reste du monde chrétien gémissait sous le despotisme féroce et barbare de ses collègues. Elle eut ensuite la gloire d'avoir pour maître le grand Constantin, qui porta le dernier coup au paganisme, en faisant monter avec lui le christianisme sur le trône des Césars (324).

QUESTIONNAIRE. — 1. A quelle époque l'Evangile fut-il prêché dans les Gaules? Qu'est-ce que nous savons sur les premiers apôtres de cette contrée? Eurent-ils de grands succès? 2. Qu'était saint Pothin? Qui lui donna sa mission? Quelle Eglise fonda-t-il? Comment mourut-il? Quel fut son successeur? Par quel empereur fut-il persécuté? Cette persécution fit-elle périr un grand nombre de chrétiens? 3. Que devint l'Eglise des Gaules après cette tempête? Par qui de nouveaux missionnaires y furent-ils envoyés? Où prêchèrent ces nouveaux missionnaires? 4. L'Eglise des Gaules fut-elle beaucoup persécutée? Sous quel prince recouvra-t-elle la paix? Qui porta dans les Gaules le dernier coup au paganisme?

---

**CHAPITRE VIII.***Invasion des Barbares.*

**1. INVASION DES ALAINS, DES VANDALES ET DES SUÈVES (406-407).** — Constantin prépara la division de l'empire romain en deux parties par la fondation de Constantinople, mais cette division ne fut consommée qu'après la mort de Théodose (395). Honorius, son fils aîné, eut l'Occident, et Arcadius, son autre fils, l'Orient. Alors commencèrent ces grandes invasions dont les Alains, les Suèves et les Vandales formèrent l'avant-garde formidable. En 406, ils passèrent le Rhin, près de Mayence, et se répandirent dans la Gaule, qu'ils ravagèrent du nord au midi, pendant plusieurs années ; ces barbares passèrent ensuite les Pyrénées et allèrent s'établir en Espagne.

**2. ETABLISSEMENT DES BURGONDES.** — Cependant les Burgondes qui avaient aussi envahi la Gaule s'y établirent entre le Jura et la Saône. Leur chef, Jovinus, devint d'autant plus redoutable qu'il fit alliance avec les Visigoths qui se trouvaient en Italie et qui avaient saccagé cette province. Alaric, chef de ces derniers, étant mort, Ataulfe, son beau-frère, lui avait succédé dans le commandement. Sur les instances de Jovinus, ce nouveau chef barbare passa dans les Gaules, et en occupa toute la partie méridionale. Les mœurs romaines ayant promptement amolli son courage et celui de ses troupes, l'empereur Honorius en profita pour l'attaquer. Mais afin de n'avoir pas tant d'ennemis à combattre, il céda aux Burgondes le pays qu'ils occupaient.

**3. ETABLISSEMENT DES VISIGOTHS.** — Ataulfe

fut repoussé et obligé de se retirer en Espagne (415). Honorius fit ensuite un traité d'alliance avec ses successeurs pour en obtenir des secours contre les autres barbares qui avaient précédé les Visigoths dans cette contrée. Par suite de cette alliance les Alains furent presque entièrement exterminés; les Vandales eurent prodigieusement à souffrir, et les Suèves furent resserrés dans la Galice. En retour de leurs services, les Visigoths reçurent d'Honorius la partie de la Gaule méridionale qui est comprise entre le Rhône, l'Océan et les Pyrénées (419).

4. ETAT DES GAULES APRÈS LES INVASIONS. — Ainsi, au v<sup>e</sup> siècle, après les grandes invasions, il y avait en Gaule cinq nations : les *Visigoths*, qui s'étaient emparés des contrées situées entre le Rhône, la Loire, l'Océan et les Pyrénées; les *Burgondes* ou *Bourguignons* qui étaient descendus au sud-est, et qui se trouvaient alors maîtres du territoire compris entre le Rhône, les Alpes, le Jura et les Vosges; les *Francs*, encore païens, étaient établis dans la Belgique et sur les bords du Rhin, ceux-ci étaient les *Ripuaires* et les autres les *Saliens*; les *Kymris* ou *Bretons*, qui étaient sortis de la Bretagne, d'où les avaient expulsés les Saxons, vivaient indépendants dans l'Armorique; enfin les *Romains* régnaient encore au centre, c'est-à-dire qu'ils dominaient sur les provinces comprises entre la Seine, l'Oise et la Loire.

Nous verrons comment les Francs finirent par étendre leur domination sur tout ce pays.

QUESTIONNAIRE. — 1. A quelle époque l'empire romain se divisa-t-il en deux? Qui régna en Occident? — en Orient? Quels sont les peuples qui formaient l'avant-garde des Barbares? Où s'établirent-ils? 2. Quel pays

occupèrent les Burgondes? Qui appelèrent-ils en Gaule? Pourquoi Honorius céda-t-il aux Burgondes les contrées dont ils s'étaient emparés? 3. Où se retira Ataulfe? Quel traité fit-il avec les Romains? Que devinrent les autres nations barbares? Comment Honorius récompensa-t-il les services des Visigoths? 4. Combien y avait-il de nations dans les Gaules après l'invasion? Quelles contrées occupèrent les Visigoths? — les Bourguignons? — les Francs? — les Bretons? — les Romains?

## CHAPITRE IX.

Des progrès de la civilisation dans les Gaules pendant la domination romaine.

**1. ETAT POLITIQUE DES GAULES.** — À l'époque des invasions, l'empire d'Occident était divisé en deux préfectures, celle des Gaules et celle d'Italie. La préfecture des Gaules comprenait trois diocèses : l'Espagne, la Bretagne et la Gaule proprement dite. Chaque préfecture était administrée par un *préfet du prétoire*, et chaque diocèse par un *vice-préfet*. Les diocèses se divisaient en provinces; celui de la Gaule proprement dite en renfermait dix-sept. De ces provinces, six étaient gouvernées par des *consulaires*. C'étaient la Viennoise, la première Lyonnaise, la première et la deuxième Germanie, la première et la deuxième Belgique. Les onze autres avaient pour chefs des *présidents*. C'étaient les Alpes maritimes, les Alpes Pennines, la Grande Séquanaise, la première et la deuxième Aquitaine, la Novempopulanie, la première et la deuxième Narbonnaise, la deuxième, la troisième et la quatrième Lyonnaise (1). Il n'y avait d'ailleurs aucune différence entre ces deux classes de gouverneurs, ils ne différaient que de rang et de titre, mais ils exerçaient au fond les mêmes fonctions.

Il y avait de l'ordre et de la régularité dans ce

(1) Voyez la carte *Empire romain à la mort de Théodose*.

Vojte  
 de  
 l'empereur  
 ainsi le préfet, les consulaires et les  
 présidents étaient révoqués à volonté. Chacun  
 avait une puissance absolue sur tout ce qui était du  
 ressort de sa juridiction, et les sujets ne pouvaient  
 appeler de la sentence des gouverneurs qu'au ju-  
 gement des préfets et des préfets à l'empereur.
 
 système administratif; mais on n'y trouvait au-  
 cune espèce de liberté. Tous les fonctionnaires  
 étaient subordonnés l'un à l'autre d'après une  
 hiérarchie sévère, et dépendaient absolument de  
 l'empereur. Ainsi le préfet, les consulaires et les  
 présidents étaient révoqués à volonté. Chacun  
 avait une puissance absolue sur tout ce qui était du  
 ressort de sa juridiction, et les sujets ne pouvaient  
 appeler de la sentence des gouverneurs qu'au ju-  
 gement des préfets et des préfets à l'empereur.

2. DÉCADENCE DE LA GAULE ROMAINE. — Dans  
 le commencement, les Gaules n'eurent qu'à se fé-  
 liciter du gouvernement impérial. Aux assemblées  
 tumultueuses et irrégulières des anciens Gaulois,  
 succéda une organisation intelligente et forte, qui  
 eut du moins le mérite de rendre les communica-  
 tions plus sûres et plus faciles, et d'établir l'unité  
 là où régnait la plus déplorable division. Les  
 villes s'enrichirent rapidement, la population aug-  
 menta dans toutes les provinces, de grandes rou-  
 tes furent ouvertes, de magnifiques édifices s'éle-  
 vèrent, et chacun jouit d'un bien-être qu'il n'avait  
 pas encore goûté. Mais les bienfaits du despotisme  
 n'ont jamais de durée. Bientôt, par suite du défaut  
 de liberté, le peuple fut en proie aux souffrances  
 les plus inouïes. Ainsi, au moment des invasions, il  
 n'y avait plus aucun élément de vie dans le monde  
 romain; l'aristocratie était sans force, la bour-  
 geoisie et le peuple sans ressources. Heureuse-  
 ment qu'à côté de cette vieille société mourante,  
 il y avait une société jeune et féconde, appelée à  
 faire sortir la vie de la mort, l'ordre du chaos, en  
 transformant, par son action civilisatrice, les bar-  
 bares qui se répandaient alors dans tout l'Occident.

3. INFLUENCE DE L'ÉGLISE DANS LES GAULES. —

Les historiens ont remarqué, avec raison, que l'Eglise des Gaules paraissait particulièrement préparée à l'accomplissement de cette grande mission ; car jamais elle ne compta un aussi grand nombre de saints évêques qu'à cette époque. Tous ceux qui étaient revêtus de cette dignité insigne, portèrent le dévouement et la charité jusqu'à l'héroïsme. Pendant que les sénateurs et les premiers magistrats civils ne songeaient qu'à leurs plaisirs, les évêques, s'oubliant eux-mêmes, ne s'inquiétaient que des souffrances du peuple, et n'épargnaient rien pour les adoucir. On les vit, dans toutes les cités, mettre un terme aux désordres, en remplissant eux-mêmes l'office de curiale que chacun désertait. Pour empêcher la *curie* d'être trop rudement maltraitée par l'Etat, et aussi, pour mettre le peuple à l'abri des excès de la *curie*, on avait établi un *défenseur* (*defensor*), qui était chargé de soutenir le faible contre le fort, l'opprimé contre l'oppresser. Ce furent encore les évêques qui, la plupart du temps, exercèrent cet emploi difficile. C'est ainsi, qu'au nom de la charité et du dévouement, ils acquirent près des populations un ascendant immense qui leur donna ensuite une grande autorité sur les barbares et les aida à les civiliser.

#### 4. PROGRÈS DES LETTRES DANS LES GAULES.

— Le siècle qui vit fleurir au sein de l'Eglise des hommes aussi éminents par leurs vertus, vit en même temps les écoles des Gaules briller du plus vif éclat. On allait les visiter, comme auparavant celles de Rome et d'Athènes. Bordeaux avait une réputation si éclatante, que les savants des pays les plus éloignés s'y retiraient. Les grandes villes de l'empire, Rome et Constantinople, tenaient à honneur d'avoir pour maîtres des professeurs, ou au

moins des élèves, sortis de ces écoles. Le collège détruit à Autun par les Bagaudes recouvra son ancienne splendeur sous la direction d'Eumène. A Toulouse, les études étaient également très-florissantes, et l'histoire a conservé le souvenir de plusieurs rhéteurs qui y donnèrent leurs leçons. L'éloquence de saint Hilaire, est une preuve des bonnes études qu'on faisait à Poitiers. Quoique nous n'ayons aucun document sur les collèges de Marseille, d'Arles, d'Auch, de Lyon et de Besançon, tout porte à croire qu'ils avaient conservé l'éclat dont ils brillaient dans les siècles précédents.

Mais il est à remarquer que dès le iv<sup>e</sup> siècle, la littérature païenne n'a pour représentants que des hommes médiocres et ne produit que des œuvres insignifiantes et frivoles, tandis que l'Eglise compte des écrivains du premier mérite. Saint Sulpice Sévère, saint Paulin de Nole, saint Honorat, saint Hilaire de Poitiers, saint Vincent de Lérins, Salvien de Marseille, saint Sidoine Apollinaire, saint Hilaire d'Arles, saint Delphin de Bordeaux et saint Eucher, ne sont pas restés moins célèbres par leur science que par leur vertu.

QUESTIONNAIRE. — 1. Comment l'empire d'Occident était-il divisé? Combien la Gaule renfermait-elle de provinces? Quels étaient les noms des magistrats placés à la tête de chaque province? Quel était le caractère de ce gouvernement? 2. Fut-il d'abord avantageux? Quel bien produisit-il? Ce bien fut-il durable? En quel état se trouvait l'empire au moment des invasions? 3. Quelle devait être la mission de l'Eglise? Comment était-elle préparée à cette mission? Par quels moyens les évêques la remplirent-ils? 4. Les écoles des Gaules étaient-elles florissantes? Dans quelles villes se trouvaient les écoles les plus distinguées? La littérature païenne était-elle encore brillante? Quels sont les grands hommes qui honoraient dans ce temps-là l'Eglise par l'éclat de leurs talents?



II<sup>e</sup> PARTIE.

La France et les Français.

I<sup>re</sup> PÉRIODE.

DYNASTIE MÉROVINGIENNE

(448-752).

## CHAPITRE I.

Des Francs avant Clovis.

ROIS FRANCS : Pharamond (420), Clodion (428-448), Mérovée (448-458), Childéric (458-481).

1. ORIGINE DES FRANCS.— Les Francs ou hommes libres sont originaires de la Germanie. Ils parurent pour la première fois sur la scène vers l'an 250, et commencèrent par la dévastation de la Gaule. Encouragés par le butin qu'ils y firent, ils multiplièrent leurs incursions dans ce pays jusqu'à l'arrivée de Julien l'Apostat, que Constance, fils de Constantin, avait créé César, en lui donnant le commandement des pays situés au delà des Alpes. Julien les dompta, rejeta une de leurs tribus au delà du Rhin, et fit avec les Francs Saliens, établis dans la *Toxandrie* (Flandre orientale), un traité par lequel ils s'engagèrent à être les auxiliaires des Romains dans les luttes qu'ils auraient à soutenir contre les autres barbares. On croit que les Francs, qui furent rejetés au delà du Rhin, passèrent ce fleuve en 420, sous la conduite de Pharamond, mais l'existence de ce premier chef n'est pas suffisamment prouvée.

2. RÈGNE DE CLODION. — Sous le règne de Clodion, fils de Pharamond et son successeur, les Francs furent vaincus par le général romain Aétius. Mais, bientôt après, Clodion répara cette défaite en s'emparant de Cambrai, de Tournai et d'autres places jusqu'à la Somme. Les Francs qui s'établirent dans ces dernières contrées conservèrent le nom de *Franca Saltens*, et les Romains appelèrent Francs *Ripulaires* ceux qui occupèrent le pays qui s'étend entre le Rhin et l'Escaut. On a donné à Clodion le surnom de *Chevelu*, parce qu'il portait les cheveux longs. Ce surnom convient, du reste, à tous les rois de la première race, qui considéraient le droit de porter les cheveux flottants, comme l'attribut distinctif de leur rang; les dépouiller de leur chevelure c'était les rendre inhabiles à régner.

3. RÈGNE DE MÉROVÉE (448-458). — Mérovée, dont on ignore l'origine, fut le fondateur de la dynastie mérovingienne et le chef de la première race de nos rois. Sous son règne, en 451, Attila, roi des Huns, qui, après avoir été la terreur du monde barbare, avait fait trembler Constantinople, s'élança sur l'Occident, suivi de plus de sept cent mille guerriers, et fit une terrible invasion dans les Gaules. Rien ne résistait à ce chef redoutable; aussi prenait-il le titre orgueilleux de *Maître du monde* et de *Fléau de Dieu*. Sur son passage, les remparts et les forteresses s'écroulaient, et tous les lieux qu'il parcourait étaient changés en de tristes déserts. Pour mettre fin à ces horribles dévastations, Mérovée résolut de marcher contre lui; il s'unit aux Romains, et le combat s'engagea dans les plaines de Châlons-sur-Marne. Ce fut, dit un historien, un combat terrible, obstiné, sanglant,

tel que n'en vit jamais l'antiquité. Attila fut défait, et Mérovée s'immortalisa par cette victoire.

4. RÈGNE DE CHILDÉRIC (458-481). — Childéric, son fils qui lui succéda, débuta par des fautes si graves que les Francs le bannirent. Ils élurent unanimement pour roi, Egidius, maître de la milice romaine. Après huit ans, Childéric qui s'était réfugié chez le roi des Thuringiens, ayant appris que les Francs avaient oublié ses torts, revint, et se fit de nouveau reconnaître pour leur roi.

Quelque temps après, Basine, femme du roi des Thuringiens, vint trouver Childéric et lui dit : *J'ai reconnu ton mérite et ton grand courage ; je suis venue pour rester avec toi ; sache que si j'avais connu au delà des mers un homme qui valût mieux que toi, je l'eusse été chercher pour en faire le compagnon de ma vie.* Childéric, fier de cette préférence, épousa Basine, et de leur mariage naquit Clovis.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quelle est l'origine des Francs ? Que signifie ce mot ? Quels furent les premiers exploits de ces barbares ? Où s'établirent-ils ? Quel fut leur premier chef ? 2. Que se passa-t-il sous Clodion ? Qu'appelait-on Francs Saliens ? — Francs Ripuaires ? D'où est venu à Clodion son surnom ? 3. Quel fut le fondateur de la première dynastie des rois francs ? Racontez l'invasion d'Attila. Où fut-il vaincu ? 4. Par quelles actions débuta Childéric ? Où se réfugia-t-il ? Comment fut-il rappelé ?

## CHAPITRE II.

Règne de Clovis (481 - 521).

1. DÉFAITE DE SYAGRIUS. — Clovis n'avait que quinze ans lorsqu'il succéda, par droit d'élection, à son père Childéric I<sup>er</sup>. S'étant allié avec

Ragnacaire, chef des Francs de Cambrai, il marcha contre Syagrius, successeur d'Egidius, qui gouvernait les Gaules au nom des Romains, et lui livra bataille près de Soissons. La victoire qu'il remporta le rendit maître de la partie des Gaules qui restait aux Romains, depuis le Rhin jusqu'à la Loire. Après le combat, lorsqu'il s'agit de partager le butin, Clovis demanda qu'on lui accordât un vase précieux qui avait été pris dans une église de Reims et que réclamait saint Remi, évêque de cette ville. Tous y consentirent, à l'exception d'un soldat qui, frappant le vase de sa framée, s'écria : « Tu ne recevras que ce que t'aura donné le sort. » Clovis dissimula son ressentiment ; mais l'année suivante, en passant la revue de ses troupes, ayant trouvé les armes de ce soldat mal en ordre, il lui fendit la tête d'un coup de sa francisque en disant : « Voilà ce que tu as fait au vase de Soissons. »

2. **CONVERSION DE CLOVIS.** — Clovis avait obtenu en mariage Clotilde, nièce de Gondebaut, roi des Burgondes. Cette princesse, qui était chrétienne et remplie de foi et de vertus, tenta inutilement de convertir son époux. Il fallut un prodige pour toucher le cœur de ce roi païen. Les Allemands ayant fait invasion dans ses Etats, il marcha à leur rencontre et leur livra bataille à Tolbiac. Il allait être vaincu, quand tout à coup, levant les mains au ciel, il s'écria : « Je jure de t'adorer, Dieu de Clotilde, si tu me donnes la victoire. » A peine eut-il achevé ces paroles que les Allemands, saisis d'une terreur panique, prirent la fuite. Clovis, victorieux, tint le serment qu'il avait fait sur le champ de bataille.

3. **BAPTÊME DE CLOVIS ET DES FRANCS.** —

Clovis se fit aussitôt instruire des mystères de la religion, par un saint prêtre de Toul, nommé Wast. Clotilde, comblée de joie en apprenant la victoire et surtout la conversion de Clovis, alla au-devant de lui jusqu'à Reims, et le félicita sur les dispositions où elle le voyait, bien plus que sur la prospérité de ses armes. Saint Remi, auquel Dieu avait donné des talents et des vertus, et qu'il avait placé sur un siège aussi important que celui de Reims pour en faire l'apôtre des Français, acheva d'instruire le roi. Clovis ne délibéra plus sur son changement de religion : il assembla ses soldats et les exhorta à suivre son exemple. De toutes parts on les entendit s'écrier : *Nous renonçons aux dieux mortels : nous sommes prêts à adorer le vrai Dieu, le Dieu que préche saint Remi.* Trois mille de ces soldats demandèrent le baptême.

La cérémonie fut pompeuse et imposante. Saint Remi tenait le roi par la main, la reine suivait avec les deux princesses ses sœurs, et tous les officiers de l'armée qui avaient voulu imiter leur chef. Le roi étant entré dans l'église, demanda le baptême à saint Remi, qui lui dit en versant l'eau sainte : *fier Sicambre, baisse la tête sous le joug du Seigneur ; adore ce que tu as brûlé et brûle ce que tu as adoré.* Le ministre de Dieu baptisa ensuite une des sœurs de Clovis qui était païenne, ainsi que tous les officiers et soldats que son exemple avait touchés.

4. DERNIÈRES EXPÉDITIONS DE CLOVIS. — Peu après son baptême, Clovis résolut de venger Clotilde des usurpations du roi de Bourgogne, et en une campagne il le rendit tributaire (500). Les ennemis qu'il eut ensuite le plus à cœur de combattre furent les Visigoths. Un jour il dit à ses

**Francs :** *Je ne puis voir sans douleur ces ariens occuper la plus belle partie des Gaules. Marchons contre eux, et, avec l'aide de Dieu, nous réduirons leur pays en notre puissance.* Les Francs applaudirent à cette résolution, et s'avancèrent résolument contre les Visigoths. Les ayant rencontrés à Vouglé, près de Poitiers, ils les défirent entièrement et tuèrent leur chef Alaric (506). Après cette victoire, Clovis se serait emparé de tout le Midi, si Théodoric, roi des Ostrogoths, n'était venu de l'Italie au secours des Visigoths qui n'avaient plus alors d'autre soutien qu'un roi enfant. Néanmoins, il fit un grand butin, et retint sous sa domination les contrées situées entre la Garonne, les Pyrénées et la mer. Théodor, de son côté, conserva les anciennes possessions des Visigoths entre le Rhône et les Alpes, de sorte que ceux-ci n'eurent plus au delà des Pyrénées que la Septimanie. Malheureusement, Clovis avait conservé le caractère féroce des barbares; il termina sa gloire en faisant mettre à mort ses parents afin de s'emparer de leurs Etats. C'est ainsi que périrent Sigebert de Cologne, Chararic de Thérouane, Ragnacaire de Cambrai, Rigomer du Mans, ainsi que d'autres rois qui lui portaient ombrage.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. A quel âge Clovis monta-t-il sur le trône? Où vainquit-il Syagrius? Racontez l'histoire du vase de Soissons. 2. Qui Clovis épousa-t-il? Quels étaient les desirs de cette princesse? A quelle occasion le roi franc s'est-il converti? 3. Par qui fut-il instruit des vérités du salut? Quelles paroles lui adressa saint Rémi avant son baptême? Par qui son exemple fut-il suivi? 4. Contre quels peuples porta-t-il ensuite les armes? Pourquoi attaqua-t-il les Visigoths? Par quelles actions souilla-t-il les dernières années de son règne?

## CHAPITRE III.

Règne des enfants de Clovis (511-581).

## PREMIER PARTAGE DE L'EMPIRE FRANÇAIS.

ROI DE METZ.	ROI D'ORLÉANS.	ROI DE PARIS.	ROI DE SOISSONS.
Thierry 1er (511-534).	Clodomir (511-524).	Childebert 1er (511-558).	Clotaire 1er (511-561).
Théodebert 1er (534-548).			
Théodebald (548-558).			

**1. PARTAGE DU ROYAUME.** — Clovis, avant de mourir, partagea ses Etats entre ses quatre fils. Thierry, l'aîné, eut le royaume de Metz, qui comprenait le pays enclavé entre le Rhin et la Meuse, une partie de l'Aquitaine, l'Arvernie et le Limousin. Le royaume de Paris fut le partage de Childebert ; il embrassait les rives de la Seine et les côtes de l'Océan depuis l'embouchure de ce fleuve jusqu'à l'Armorique, et la partie de l'Aquitaine qui se trouvait à gauche de la Loire, jusqu'à Bordeaux. A Clodomir échut le royaume d'Orléans qui, de cette ville, s'étendait sur toute la rive droite de la Loire jusqu'à l'embouchure de la Sarthe, et qui peut-être comprenait encore, en Aquitaine, la Novempopulanie. Enfin le royaume de Soissons, qui fut donné à Clotaire, s'étendit à l'est entre l'Aisne, la Somme et la Meuse, et fut fermé à l'ouest par l'Océan (1).

**2. MORT DE CLODOMIR.** — La première entreprise considérable que firent les fils de Clovis fut dirigée contre la Bourgogne. Gondebaud était mort (516), et son successeur Sigismond, converti au catholicisme, donnait l'exemple des plus hau-

(1) Voyez la carte *Gaule mérovingienne*. — On n'a généralement pas observé que l'Aquitaine et le nord de la Gaule faisaient comme deux royaumes. C'est ce qui explique la physionomie bizarre qu'offrent les royaumes des premiers rois francs.

tes vertus. Mais les rois francs, prétextant qu'ils avaient de vieilles injures à venger, envahirent ses Etats; ils furent vainqueurs et Sigismond tomba en leur pouvoir (523). Clodomir le fit indignement mettre à mort, malgré les menaces de saint Avit, qui lui annonça que de grands malheurs foudraient sur lui et sur les siens, s'il commettait ce crime. La prédiction ne tarda pas à se réaliser; l'année suivante le roi d'Orléans périt dans une expédition contre Gondemar, frère de Sigismond.

**3. MASSACRE DES ENFANTS DE CLODOMIR.** — Ses trois enfants, Théodebald, Gonthaire et Clodoald, furent élevés par la reine Clotilde, leur aïeule. Leur oncle Childebart, craignant que sa mère ne leur rendit le royaume de leur père, fit dire secrètement à son frère, Clotaire, roi de Soissons: *Notre mère retient auprès d'elle les enfants de notre frère et veut leur donner son royaume; viens à Paris, et nous délibérerons sur ce que nous devons faire.* Clotaire s'empressa de suivre cet avis; lorsque les deux frères furent réunis, ils firent dire à Clotilde qu'ils attendaient ses petits-enfants pour les faire couronner. La reine, transportée de joie, les envoya en leur disant: *Je ne croirai pas avoir perdu mon fils, si je vous vois régner à sa place.*

Mais à peine ces jeunes enfants furent-ils entre les mains de leurs oncles, que ces rois barbares envoyèrent à leur mère une épée nue et des ciseaux, en lui faisant dire: *Voulez-vous qu'on leur coupe les cheveux et qu'ils soient à jamais privés du trône, ou bien qu'ils soient mis à mort?* Clotilde, surprise et ne consultant que son indignation, répondit: *J'aime mieux les voir morts que tondus.* Lorsqu'on leur eut rapporté ces impru-



dentes paroles, Childebert et Clotaire s'emparèrent des deux aînés et les poignardèrent. Le troisième, Clodoald, que des hommes puissants sauvèrent du massacre, se coupa lui-même les cheveux, reçut l'habit religieux des mains de saint Séverin, et bâtit un monastère près de Paris dans un lieu appelé Nogent. Ce monastère devint une collégiale, et le village de Nogent prit le nom de Saint-Clodoald (Saint-Cloud).

4. PERFIDIE ET CRUAUTÉ DES AUTRES FILS DE CLOVIS. — On ne voit à cette époque que perfidie et cruauté. Ainsi, pendant que Thierry se ligue avec Clotaire pour réprimer les Thuringiens, qui ont mis à mort un grand nombre de ses sujets, Childebert profite de son absence pour tenter de s'emparer de ses possessions d'Aquitaine. Le bruit de la mort de Thierry lui donna d'abord quelques chances de succès ; mais, quand on sut que le roi franc revenait victorieux et qu'il avait entièrement défait les Thuringiens, chacun déserta le parti de Childebert (524). Thierry étouffa son ressentiment ; mais au bout de deux ans, profitant à son tour de l'absence de ses frères qui étaient en Bourgogne, il fondit sur l'Aquitaine et la ravagea (530).

Après s'être ainsi réciproquement fait la guerre, les enfants de Clovis tournèrent leurs armes contre les barbares. Ils attaquèrent les Ostrogoths et les Bourguignons, dans le désir d'agrandir leurs Etats ; ils enlevèrent aux premiers ce qu'ils possédaient dans l'Aquitaine, le Rouergue, le Gévaudan et le Velay, et prirent aux seconds une large portion de leur territoire (531-534). Néanmoins, à la mort de Thierry qui arriva peu de temps après cette expédition, l'instinct de la barbarie

se réveilla encore au fond du cœur de Childebert et de Clotaire. Ils s'unirent pour ôter à Théodebert l'héritage de son père, mais le courage du jeune prince les força à respecter ses droits.

**5. EXPÉDITIONS DE THÉODEBERT.** — Ce nouveau roi, qui s'était déjà fait connaître par plusieurs exploits, conçut les plus grands projets. Il voulait profiter du débat qui était alors engagé en Italie entre les Ostrogoths et les Romains, pour vaincre les uns et les autres, et s'établir ensuite à Constantinople. Il passa les Alpes et combattit pendant huit années pour réaliser cette grande pensée (539-547). Le climat énerva ses troupes, et il lui fallut revenir sans avoir rien fondé. Son fils Théodebald continua ses expéditions et ses projets, sans arriver à des résultats plus heureux (547-553). Toutefois, ces luttes ne furent point sans profit pour les Francs ; ces redoutables guerriers contraignirent les Ostrogoths à leur abandonner le pays situé entre le Rhône, la Méditerranée, les Alpes et l'Isère.

**6. CLOTAIRE RÈGNE SEUL.** — Théodebald étant mort sans enfants, Clotaire s'empara de ses Etats, malgré les efforts de Childebert pour en obtenir le partage. Bientôt celui-ci mourut sans avoir pu faire valoir ses droits (558), et sa couronne passa également au pouvoir de Clotaire, qui, dès lors, régna seul. Mais il fut troublé dans la possession de ses Etats par Chramne, son fils aîné, qui, s'étant révolté contre lui, le força à prendre les armes. Il poursuivit le rebelle, l'atteignit au moment où il allait s'embarquer, et fit mettre le feu à la chaumière où il s'était enfermé avec toute sa famille.

Comme ses prédécesseurs, Clotaire à la fin de

sa vie chercha dans la pénitence et les bonnes œuvres une expiation à ses crimes. Ces remords et ce repentir, provoqués par la foi, étaient un acheminement vers la civilisation.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Que fit Clovis avant de mourir? Quels étaient ses quatre fils? Quelles furent les limites respectives de leur royaume? Quelles étaient leurs capitales? 2. Quelle fut la première expédition des enfants de Clovis? Quelle faute commit Clodomir? Quelle prédiction lui fit à ce sujet saint Avit? Comment cette prédiction fut-elle réalisée? 3. Racontez le massacre de ses enfants? Que devint celui qui échappa à la barbarie de ses oncles? 4. Quels désordres éclatèrent alors au sein de la famille des rois francs? Que méditaient Théodebert et Clotaire à la mort de Thierry? 5. Quelles expéditions fit Théodebert? Quels furent ses succès? 6. Qui recueillit la succession de son fils Théodebald? Comment Clotaire se trouva-t-il en possession de tous les Etats de Clovis son père? Qu'est-ce qui troubla sa tranquillité? Quelle fut sa mort?

## CHAPITRE IV.

Règne des enfants de Clotaire. Lutte de Brunehaut et de Frédégonde  
(561-613).

ROI DE PARIS.	ROI D'ORLÉANS ET DE BOURGOGNE.	ROIS DE METZ ET D'AUSTRASIE.	ROI DE SOISSONS ET DE NEUSTRIE.
Caribert 1 <sup>er</sup> (561-567).	Gontran (561-593).	Sigebert 1 <sup>er</sup> (561-575). Childebert II (575-596).	Chilpéric 1 <sup>er</sup> (561-584).

Théodebert II Thierry II  
(596-613). (596-613).

**1. PARTAGE DU ROYAUME.** — Ainsi que Clovis, Clotaire I<sup>er</sup> laissa quatre fils qui se partagèrent ses Etats : Caribert régna à Paris, Gontran à Orléans, Sigebert à Metz, et Chilpéric à Soissons. Caribert étant mort, peu de temps après son avènement au trône, une nouvelle division s'introduisit dans la Gaule franque. Sigebert eut l'Austrasie, Chilpé-

ric la Neustrie, et Gontran la Bourgogne. Ces trois Etats ont chacun un caractère propre qui fait comprendre l'antipathie qui existait entre eux. L'Austrasie, plus voisine de la Germanie, a des mœurs plus barbares que la Neustrie, laquelle est plus fortement influencée par la civilisation romaine, et la Bourgogne occupe entre l'une et l'autre une position mitoyenne.

**2. LUTTE DE BRUNEHAUT ET DE FRÉDÉGONDE.** — Le grand événement qui met dès ce moment en relief l'opposition naturelle de la Neustrie et de l'Austrasie est la lutte de Brunehaut et de Frédégonde. La première avait épousé Sigebert, la seconde Chilpéric; mais celle-ci n'était arrivée à cet honneur qu'en faisant périr Galswinthe, sœur de Brunehaut. Ce fut pour venger cette offense que la reine d'Austrasie engagea son mari à faire la guerre au roi de Neustrie. Les premiers efforts de Sigebert furent couronnés d'un plein succès; un instant même il put se croire maître de tous les Etats de son frère. Les leudes neustriens l'ayant élu pour chef à Vitriac, près de Tournai, il s'avancait vers cette dernière ville pour s'emparer de Chilpéric qui s'y était enfermé et le mettre à mort, quand deux vils assassins, soudoyés par Frédégonde, lui ôtèrent la vie (575). Les Austrasiens donnèrent sa couronne à son fils Childebart. Chilpéric aurait pu profiter de la jeunesse de ce nouveau roi; mais Gontran, le seul prince de cette époque qui ne connût point les excès et les horreurs de la barbarie, se déclara son protecteur et l'institua même son héritier (577). Brunehaut, qui était restée à Rouen captive entre les mains de ses ennemis, trouva moyen de s'échapper et vint régner à côté de son fils. Les discordes

civiles cessèrent pour un temps, mais les sujets de Chilpéric n'en furent pas plus heureux. Ce prince cruel, n'écoulant que les insinuations monstrueuses de Frédégonde, multiplia les vexations et les crimes et mérita d'être appelé l'Hérode et le Néron de son siècle. Il vit dans ses derniers jours le courroux du ciel s'appesantir sur les siens, et mourut assassiné par sa perfide épouse (583).

5. RÉVOLTE DE L'AQUITAINE. GONDOWALD. — Chilpéric ne laissait qu'un enfant de quatre mois, Clotaire II, dont le pieux Gontran, dans son amour de la justice, embrassa la défense et protégea les droits contre toutes les ambitions. Les Aquitains, profitèrent des divisions des rois francs pour s'affranchir du pouvoir royal qui, en Neustrie et en Austrasie, était tombé entre les mains de deux enfants et se trouvait envahi par deux femmes également détestées. Ils prirent pour roi un prétendu fils de Clotaire I<sup>er</sup>, nommé Gondowald, et marchèrent vers le Nord qu'ils cherchèrent à soumettre à leur puissance. Le patrice Mummole, ancien général de Gontran, qui avait naguère défendu la Bourgogne contre les Lombards, était à leur tête, les aidant de son génie et de son épée. Les rois francs, comprenant l'imminence du danger, oublièrent leurs discordes, s'unirent et réprimèrent les rebelles (584). Plus tard leur union fut encore troublée, mais ils se rapprochèrent et consolidèrent leur alliance par le traité d'Andelot (1) (587). Six ans après Gontran mourut, regretté de tout le monde, et Childebert ne tarda pas à le suivre dans la tombe (596).

4. RÉTABLISSÉMENT DE L'UNITÉ MONARCHIQUE SOUS CLOTAIRE II (596-613). — Childebert laissa

(1) C'est aujourd'hui le chef-lieu d'un canton de la Haute-Marne.

deux enfants : Théodebert II, âgé de dix ans, qui eut l'Austrasie, et Thierry II, âgé de neuf ans, qui eut la Bourgogne. Brunehaut s'empara du pouvoir en qualité de régente, et Frédégonde régnait déjà en Neustrie, au nom de son fils Clotaire qui n'avait que onze ans. Les Francs ne voulant point obéir à trois enfants, et refusant de reconnaître l'autorité de deux femmes, créèrent les maires du palais dont le pouvoir devait bientôt écraser la monarchie mérovingienne. Cependant les deux reines ennemies mirent tout en œuvre pour exciter la guerre; Frédégonde prit l'initiative et remporta une grande victoire près de Sens. Mais la mort, qui la surprit peu après, l'empêcha de profiter de ses succès (596). Les armées de Thierry et de Théodebert relevèrent leur honneur dans les batailles suivantes, et Clotaire fut dépouillé de la plus grande partie de ses Etats (600). Heureusement pour lui, la division ne tarda pas à se mettre entre ses ennemis : Thierry tourna ses armes contre son frère, le vainquit et le fit périr avec Mérovée, son fils. Il allait fondre sur Clotaire, quand il fut enlevé lui-même par une mort subite (613). Les leudes de Bourgogne et d'Austrasie, ennemis jurés de Brunehaut, reconnurent alors Clotaire II pour leur roi; et lui livrèrent l'infortunée rivale de sa mère, qu'il fit périr de la manière la plus cruelle avec les enfants de Thierry, son fils.



**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quels furent les enfants de Clotaire? Quels étaient leurs royaumes? Indiquez le caractère de chacun de ces royaumes. 2. A quelle occasion éclata la lutte de Brunehaut et de Frédégonde? Quel fut le sort de Sigebert? Que devint Brunehaut? Quel fut le caractère du règne de Chilpéric? 3. Dans quelles circonstances l'Aquitaine se souleva-t-elle? Comment les rois

francs étouffèrent-ils cette révolte? Par quel traité consolidèrent-ils leur alliance? 4. Comment Brunehaut recouvra-t-elle le souverain pouvoir? Où mourut Frédégonde? Quel fut le malheur de sa rivale? Quel est le prince qui se trouva seul maître de la royauté franque?

## CHAPITRE V.

Décadence des rois mérovingiens. Ebroïn et saint Léger (613-687).

ROIS D'AUSTRASIE.	ROIS QUI ONT RÉGNÉ SEULS.	ROIS DE NEUSTRIE ET DE BOURGOGNE.
Sigebert II (633-656).	Clotaire II (584-613).	Clovis II (638-656).
Childéric II (656-673).	Dagobert Ier (618-638).	Clotaire III (656-670).
Dagobert II (670-678).		Thierry III (670-691).

**4. RÈGNE DE CLOTAIRE II (613-628).** — Le règne de Clotaire II fut un règne de paix et de justice. Aussitôt qu'il se vit paisible possesseur des trois couronnes de Bourgogne, de Neustrie et d'Austrasie, il convoqua à Paris un concile national, pour prendre conseil de la charité des évêques et aviser aux meilleurs moyens de soulager le peuple qui avait eu tant à souffrir des dernières guerres. En promulguant les décisions de cette grande assemblée, il promit qu'à l'avenir, les impôts seraient modifiés avec justice et miséricorde, que les péages seraient réduits, qu'on indemniserait ceux qui avaient été ruinés par les dernières guerres, et il défendit aux juges de condamner un homme quel qu'il fût, libre ou esclave, sans l'entendre. L'Austrasie ayant désiré voir ses intérêts séparés de ceux de la Neustrie, demanda à Clotaire II de lui donner pour roi son fils Dagobert, sous la tutelle de Pepin, l'ancien maire du palais (623). Clotaire II y consentit d'autant plus facilement, qu'il était heureux de voir son fils

apprendre les devoirs de la royauté sous un homme aussi habile. Tout le pays jouit d'une profonde tranquillité jusqu'à la mort de Clotaire II, qui arriva cinq ans après (628).

**2. RÈGNE DE DAGOBERT I<sup>er</sup> (628-638).** — Dagobert, à la mort de son père, se hâta de se faire reconnaître seul héritier du royaume. Au commencement de son règne il parcourut ses Etats, se faisant chérir par ses libéralités et rendant à tous la justice avec impartialité, sans égard ni pour la fortune, ni pour les privilèges. Il avait pour conseillers saint Cunibert, évêque de Cologne, Pepin le Vieux, et saint Arnoul, évêque de Metz. Il profita des lumières de ces hommes illustres, et pendant les premières années de son règne, on n'eut qu'à se louer de sa prudence et de sa sagesse. Mais les passions ne tardèrent pas à l'aveugler. Au lieu de continuer ses aumônes et ses largesses, il s'empara des biens de ses sujets, dépouilla les églises et les monastères, et fit servir à ses plaisirs tous les trésors qu'il avait ainsi amassés.

Il eut à combattre les Saxons et les Gascons, sur lesquels il remporta quelques avantages. Il ne fut pas aussi heureux contre les Esclavons, qui avaient pour roi un marchand français nommé *Samon*, qu'ils avaient eux-mêmes élu. Les Austrasiens furent en grande partie les auteurs de cet échec, parce qu'ils voyaient avec peine Dagobert ne pas habiter leur pays. Ils l'obligèrent à leur donner un roi, et Sigebert, son fils, qui n'était âgé que de trois ans, fut dès lors couronné (633).

Cet événement fit cependant faire de sérieuses réflexions à Dagobert; il rentra en lui-même et



s'efforça de faire oublier tous ses dérèglements par une conduite exemplaire. Saint Ouen devint son chancelier, saint Eloi fut son conseiller intime, et saint Didier, évêque de Cahors, son trésorier. Sous l'inspiration de ces serviteurs de Dieu, qui étaient autant de grands hommes, Dagobert devint le protecteur des pauvres et le père du peuple. D'après leurs conseils il fit réviser les lois saliques, ripuaires, bavarôises, allemandes, et toutes les coutumes du royaume. Il rendit par cette mesure un éminent service à la nation. Dagobert fonda l'abbaye de Saint-Denis, où il fut inhumé, et qui depuis, servit de sépulture aux rois de France.

3. MAIRES DU PALAIS. — A la mort de Dagobert, Clovis II, son second fils, fut élu roi de Neustrie; il y avait déjà cinq ans que Sigebert II occupait le trône d'Austrasie. Ces deux princes enfants ouvrent la longue série des rois que l'histoire a flétris du nom de *fainéants*. Le pouvoir passe alors entre les mains des *maires du palais* qui, d'abord, n'étaient que les premiers officiers du palais, que les rois francs nommaient et révoquaient à volonté. Plus tard afin de rendre leur autorité indépendante des souverains, ils se firent élire par les *leudes* ou les *grands*. Puis leur charge étant devenue héréditaire, ils ne craignirent plus de s'attaquer aux grands eux-mêmes et d'exercer une autorité absolue sur toute la nation. Ils tenaient les rois constamment éloignés des affaires, les montraient au peuple dans les assemblées du *Champ de Mars* ou de *Mai*, leur faisaient prononcer quelques paroles qui étaient une consécration de leur autorité, et les ramenaient ensuite en grande pompe dans leur palais, où ils devaient rester renfermés jusqu'à l'année suivante.

**4. FAUSSE TENTATIVE DE GRIMOALD.** — Sigebert II n'avait que huit ans, et Clovis II n'en avait que cinq quand ils commencèrent à régner. Pepin fut le maire du palais d'Austrasie. A la mort de Sigebert, Grimoald, qui avait succédé à Pepin son père, eut la hardiesse de vouloir placer sur le trône son propre fils Childebert. Mais les leudes s'élevèrent contre lui, et le roi de Neustrie, Clovis II, réunit pour quelques mois les trois couronnes de Neustrie, de Bourgogne et d'Austrasie. Ce roi fainéant ne se rendit célèbre par aucune action importante. Cependant on raconte de lui un trait de bienfaisance qui l'honore. Dans un temps de famine il épuisa ses trésors dans l'intérêt des pauvres; il fit même enlever jusqu'aux lames d'argent dont son père Dagobert avait enrichi l'abbaye de Saint-Denis, pour en employer la valeur en aumônes.

**5. ELÉVATION ET CHUTE D'EBROÏN.** — Clovis II laissait trois enfants, mais il n'y en eut que deux qui eurent immédiatement part à sa couronne. Clotaire III, qui était à peine âgé de quatre ans, régna en Neustrie et en Bourgogne, et Childéric II, qui avait de sept à huit ans, fut proclamé roi d'Austrasie. La régence fut alors confiée à sainte Bathilde leur mère qui, éclairée par les conseils de saint Ouen, évêque de Rouen, de saint Léger, évêque d'Autun, et d'autres saints personnages, gouverna le royaume avec une grande sagesse. Mais l'ambitieux Ebroïn, s'étant élevé à la dignité de maire du palais, suivit une ligne de conduite diamétralement opposée. Sainte Bathilde ne voulant pas prêter plus longtemps l'autorité de son nom à une politique tyrannique, qui n'avait d'autres moyens d'action que le crime et l'injustice, se re-

tira au monastère de Chelles. Ebroïn ne dissimula plus dès lors son ambition. Clotaire III étant mort sans enfants, il lui substitua, de sa propre autorité, Thierry III. Cette conduite indigna les seigneurs, qui se soulevèrent contre lui et le firent prisonnier avec son roi. Thierry III fut enfermé dans l'abbaye de Saint-Denis, et Ebroïn, grâce à l'intercession de saint Léger, obtint des seigneurs, qui voulaient le mettre à mort, la permission de se retirer au monastère de Luxeuil.

**6. GRANDEUR ET DISGRACE DE SAINT LÉGER (670-673).** — Childéric II, se voyant seul en possession du trône, fit venir près de lui l'illustre évêque d'Autun dont tout le monde admirait les talents et vénérât les vertus. Saint Léger se dévoua tout entier à la réparation des désastres causés par la tyrannie d'Ebroïn, et son administration, pleine de sagesse, fit le bonheur des Francs et la gloire de Childéric. Mais après trois ans de règne, ce prince, n'écoutant plus les conseils du vénérable prélat et ne se laissant plus guider par ses lumières, tomba dans les plus graves désordres. Il conçut même de la haine et de la défiance pour son conseiller fidèle, qui avait eu le courage de lui reprocher ses vices. Saint Léger fut à son tour obligé de s'exiler et de chercher un asile dans le monastère de Luxeuil, où Ebroïn s'était retiré (673).

**7.** Lorsqu'Ebroïn sut que l'évêque d'Autun venait partager son sort, il alla à sa rencontre et lui demanda pardon de l'avoir offensé. Saint Léger fut touché de cette démarche, et les deux ministres de Childéric se réconcilièrent. Mais bientôt une révolution nouvelle éclata dans le royaume. Childéric II s'était tellement rendu odieux aux sei-

gneurs par sa tyrannie, que l'un d'eux, nommé Bodilon, qu'il avait fait battre de verges, le tua dans la forêt de Livry avec la reine Blichilde, sa femme, et Dagobert, l'un de ses fils. Son frère Thierry III fut tiré du monastère de Saint-Denis et proclamé roi de Bourgogne et de Neustrie. En Austrasie on élut Dagobert II, qu'on avait rappelé d'Irlande, où Grimoald l'avait exilé. Après cette espèce de révolution, Ebroïn et saint Léger sortirent l'un et l'autre de Luxeuil, mais avec des sentiments bien différents. Saint Léger s'en retourna au milieu de son peuple pour y continuer son ministère de prière et de charité, tandis qu'Ebroïn ne songea qu'à reconquérir sa charge de maire du palais. Dès qu'il y fut parvenu, il accusa saint Léger de la mort de Childéric II et marcha contre la ville d'Autun. Mais le saint évêque ne voulant pas que ses ouailles répandissent leur sang pour lui, se livra lui-même à ses ennemis et mourut martyr, après avoir enduré les plus cruelles souffrances. Cette même année les Austrasiens, fatigués des vices et de la stupidité de leur roi Dagobert II, le firent dégrader et ensuite mettre à mort.

**8. MORT D'EBROÏN. — PRÉPONDÉRANCE DE L'AUSTRASIE SUR LA NEUSTRIE.** — Le vindicatif Ebroïn tourna ensuite ses armes contre l'Austrasie. Pépin d'Héristal, qui y était maire du palais, offrit sa protection à tous les leudes neustriens qui avaient à se plaindre d'Ebroïn. Celui-ci, considérant cet acte comme une déclaration de guerre, fit marcher ses troupes, qui rencontrèrent les Austrasiens dans les plaines de Loixi, près de Laon. L'avantage fut pour Ebroïn : mais le poignard d'un seigneur franc dont il avait confisqué les biens, mit un terme à ses succès (681). Ses

successeurs sans avoir son génie n'en continuèrent pas moins son système d'oppression et de violence ; aussi, dès que Pépin, auprès duquel les exilés neustriens trouvaient toujours un asile, se sentit assez fort, il somma Thierry III, roi de Neustrie, de leur faire justice, et sur son refus il engagea la lutte. Les deux pays armèrent l'un contre l'autre, et ce fut à Testry, sur les bords de la Somme, que la prépondérance de l'Austrasie fut décidée par une éclatante victoire (687). Dès lors Pépin, maître des trois royaumes d'Austrasie, de Neustrie et de Bourgogne, ne fit plus de la royauté qu'une vaine représentation. Il reléqua Thierry III à Maumaquers, entre Noyon et Compiègne, et ne lui laissa que de stériles honneurs.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quel fut le caractère du règne de Clotaire II ? Pourquoi convoqua-t-il un concile national ? Que remarqua-t-on dans le décret de promulgation des canons du concile ? Qu'est-ce que l'Austrasie lui demanda ? 2. Comment se conduisit Dagobert au commencement de son règne ? Dans quelles fautes tomba-t-il ensuite ? Changea-t-il de conduite à la fin de sa vie ? 3. Quels furent les successeurs de Dagobert ? Qu'étaient dans l'origine les maires du palais ? Comment s'élevèrent-ils à la première charge de l'Etat ? 4. Quelle tentative fit Grimoald ? Quel est le trait de bienfaisance qu'on rapporte de Clovis II ? 5. Quels furent les successeurs de Clovis II ? Quel fut le gouvernement de sainte Bathilde ? Comment s'éleva Ebroïn ? Quelle fut sa chute ? A qui dut-il la vie ? 6. Quel rôle joua saint Léger près de Childéric II ? Pourquoi ce prince l'exila-t-il ? 7. Où se retira saint Léger ? Quels furent ses rapports avec Ebroïn à Luxeuil ? Par qui Childéric fut-il renversé ? Que firent Ebroïn et saint Léger à la mort de ce prince ? Racontez le martyre de l'évêque d'Autun. 8. Quels furent les succès d'Ebroïn contre Pépin d'Héristal ? Comment mourut-il ? Quel fut le dénouement de la lutte de la Neustrie contre l'Austrasie ?

## CHAPITRE VI.

Chute de la dynastie mérovingienne, Pépin d'Héristal, Charles Martel.  
Pépin le Bref (687-752).

Ont régné :	}	Thierry III (678-691).
sous Pépin d'Héristal		Clovis III (691-695).
		Childebert III (695-711).
		Dagobert III (711-716).
		Clotaire IV (716-717).
	}	Chilpéric II (716-720).
sous Charles Martel		Thierry IV (720-737).
		Interrègne (737-742).
		Childéric III (742-752), dernier roi mérovingien.

1. PÉPIN D'HÉRISTAL (687-714). — Les conséquences de la bataille de Testry furent immenses. Cet événement qui, à lui seul fut une révolution, substitua, dans l'ordre politique, une nation neuve et forte à une nation déjà énermée; et, dans l'ordre religieux, il donna les plus grandes espérances à l'Eglise. Cette famille des Pépin s'était montrée très-attachée à la foi, et la plupart de ses membres reçurent les honneurs de la canonisation. Ainsi Pépin d'Héristal avait pour femme sainte Plectrude et pour sœur sainte Landrade, qui, à l'exemple de sainte Bèghe, sa mère, fonda plusieurs monastères. Les nobles et le clergé étant ainsi disposés en sa faveur, Pépin put jouir en paix de son souverain pouvoir. Il n'y eut de trouble qu'à sa mort (714).

2. CHARLES MARTEL (714-741). — Pépin avait désigné son petit-fils Théodebald pour remplir la charge de maire du palais, sous la tutelle de sainte Plectrude; mais ses dernières volontés ne furent pas respectées. La Neustrie se souleva et élut pour maire un de ses leudes nommé Rainfroy. Celui-ci pressa vivement les Austrasiens, qui, se

trouvant dans la plus grande détresse, mirent à leur tête Charles, fils naturel de Pépin. Celui-ci releva le courage de ses troupes, remporta deux victoires qui rendirent la prépondérance à l'Austrasie et, à l'exemple de son père, se proclama souverain des trois pays (714-717). Il s'était fait un roi qu'il avait décoré du nom de Clotaire IV, et avait ensuite attaqué Chilpéric II. Mais son roi étant venu à mourir (719), il s'empara de Paris et laissa les vains honneurs de la royauté à Chilpéric. Ce prince étant mort un an après, eut pour successeur un fils de Dagobert III, Thierry IV, dit de Chelle, qui n'eut d'autre gloire que d'assister aux triomphes de Charles Martel (720).

Pendant tous ces mouvements qui agitaient le nord de la France, les provinces du Midi, trouvant le moment favorable, s'étaient morcelées en une quantité de petites souverainetés indépendantes dont chacune avait un chef. L'Aquitaine formait un royaume gouverné par les descendants de Caribert et s'étendait jusqu'à la Loire. La Vasconie s'était constituée en duché ; les Arabes avaient envahi la Septimanie. La Provence, toute libre qu'elle était, s'était cependant soumise à Eudes pour avoir sa protection contre les musulmans, et le pays de l'ancienne Bourgondie ou Bourgogne, compris entre le Rhône et les Alpes et remontant jusqu'à Lyon, appartenait à des seigneurs qui ne relevaient de personne. Les nations germaniques, qui obéissaient auparavant aux Francs, s'essayèrent aussi à la révolte. Pendant dix années, Charles Martel fut occupé à les soumettre (720-730); s'il gagna peu à guerroyer contre des pays aussi misérables, du moins il aguerrit ses troupes et les prépara à combattre un ennemi plus redoutable.

**3. DÉFAITE DES SARRASINS A POITIERS (732).** — Abdérame, maître de toute la péninsule hispanique, avait fait aux *croyants* un appel général, et ses bataillons, grossis des secours que lui avaient envoyés l'Égypte et l'Afrique, se répandirent comme un torrent sur la Gaule. Charles, pour lui opposer un obstacle, s'avança avec ses Francs. Il le rencontra près de Poitiers où eut lieu la célèbre bataille dans laquelle les musulmans perdirent, dit-on, trois cent soixante-quinze mille hommes. Ce mémorable triomphe mérita à Charles le surnom de *Martel*, parce qu'il avait broyé les Sarrasins comme avec un marteau (732). Eudes, roi d'Aquitaine, s'était uni à lui contre le croissant ; mais, après la victoire, Charles le contraignit à lui vouer obéissance et soumission pour tous ses Etats.

**4. DERNIÈRES EXPÉDITIONS DE CHARLES MARTEL.** — L'année suivante, il fit une expédition contre les provinces méridionales qui avaient secoué sa domination, et subjuga tout le pays jusqu'à Avignon. La Provence, qui s'était donnée aux Arabes pour échapper aux Francs, ne fut pas longtemps à s'en repentir. Charles marcha de nouveau vers le Midi, battit les musulmans et assiégea même Narbonne, leur capitale. Il ne réussit pas à prendre cette ville ; mais il affaiblit les Arabes et put, l'année suivante, s'emparer de toute la Provence (738-739). Il mourut peu de temps après (741), laissant à ses deux fils tous ses Etats. Carloman eut la Souabe, la Thuringe et l'Austrasie ; Pépin la Neustrie, la Provence et la Bourgogne ancienne.

**5. AVÈNEMENT DE PÉPIN AU TRÔNE (741-752).** — A la mort de Charles Martel, les pays qu'il avait nouvellement conquis se soulevèrent ; la



Provence et tout le Midi tentèrent de recouvrer leur liberté. Hunald, qui avait succédé à Eudes en Aquitaine, refusa sa soumission, et la Bavière prit les armes contre Carloman. Les deux frères, après une expédition inutile dans le Midi, attaquèrent les Bava-rois et les soumirent. Ils se rabattirent ensuite sur l'Aquitaine et forcèrent Hunald et Waifre, son fils, à leur faire hommage (742-745). Après ces conquêtes ils songèrent à réformer l'intérieur de leur royaume. Charles Martel avait jeté le désordre dans l'Eglise, en concédant aux gens de guerre les biens ecclésiastiques à titre de récompense. Carloman et Pépin redressèrent ces abus, en faisant décréter, dans les conciles tenus à Soissons et au château royal des Estines, en Austrasie, que ces biens retourneraient à l'Eglise, et que le clergé devrait désormais mener une vie exemplaire. Saint Boniface fut l'âme de ces conciles et en soutint les sages règlements. Peu après, Carloman, dégoûté du monde, se retira dans le monastère du Mont-Cassin (747). Pépin, resté seul maire du palais, fut ensuite invité par les seigneurs à prendre le titre de roi. Il consulta le pape Zacharie, et la réponse du souverain pontife le décida à accepter la dignité qui lui était offerte (752) (1).

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quelles furent les conséquences de la bataille de Testry? Quel était le caractère de la famille des Pépin? Qu'est-ce qui explique leur puissance? 2. Quels furent les débats qui s'élevèrent à la mort de Pépin d'Héristal? Comment Charles Martel triompha-t-il de tous ses ennemis? Quelles expéditions fit-il avant l'invasion des Arabes? 3. En quel lieu livra-t-il bataille à ces envahisseurs? Quel surnom lui mérita sa victoire? 4. Quelles furent ses dernières expéditions? A qui légua-t-il sa puissance? 5. Quelles furent les expéditions de Pépin et de Carloman? Que

(1) Voir l'ensemble de la 1<sup>re</sup> race dans la *Table chronologique*.

firent-ils dans l'intérêt de l'Eglise? Quelle résolution prit Carloman? Comment Pepin arriva-t-il au trône?

## CHAPITRE VII.

Du gouvernement et des lois, de la religion et de son influence, des sciences et des lettres. pendant le règne des Mérovingiens.

I. DU GOUVERNEMENT. — Pendant la première race la royauté chez les Francs fut élective, c'est-à-dire que toute la nation prenait part à la proclamation des nouveaux monarques. Cette solennité se faisait toujours en pleine campagne, devant le peuple et l'armée. Là on élevait le nouvel élu sur un pavois, et trois fois on le promenait autour du camp aux acclamations de la multitude. Les rois mérovingiens ne se couvraient point la tête et laissaient croître leurs cheveux, comme marque de leur dignité. Les dépouiller de leur chevelure, c'était leur enlever le pouvoir.

Tous les intérêts de la nation étaient discutés dans de grandes assemblées qu'on appelait *champ de Mars*, *malls*, *plaid généraux*. Les leudes et les antrustions (1), les évêques et les abbés y siégeaient; et on y traitait aussi bien des affaires ecclésiastiques que des affaires civiles. Le territoire était divisé en *comtés*. L'étendue de chaque comté fut généralement réglée sur celle des *diocèses*. Les comtés qui se trouvaient sur les frontières portaient le nom de *margraviats*, et ceux qui les administraient celui de *margraves*. C'est de là qu'est venu le nom de marquis. Les comtés se divisaient ensuite en *centuries* et les centuries en *décuries*. Cette division était fondée sur la hiérarchie militaire des barbares dont la dizaine était la base. Chaque escouade de dix hommes avait

(1) Hommes sous la loi du roi.

un chef qu'on appelait le dizainier : au-dessus de celui-ci était le centenier, qui relevait à son tour d'un chef commandant à mille hommes. Quoique ce système d'administration eût une apparence de régularité, il faut bien se garder de croire qu'il en fût réellement ainsi. Rien n'était au contraire plus désordonné que les relations sociales à cette époque. On était sans cesse en guerre les uns contre les autres, et les haines personnelles compromettaient la sécurité de tout le monde sans que le pouvoir pût y remédier.

Les terres étaient divisées en deux classes, les *alleux* et les *benefices* ou *fiefs*. Dans l'origine, on appelait alleu, le lotéchu à un guerrier barbare après la conquête ; par la suite, on donna ce nom à toutes les terres qui ne relevaient de personne et étaient libres de toute redevance. Le bénéfice ou fief, était une terre que le souverain ou un possesseur de grands alleux avait détachée de son apanage, pour en gratifier un de ses compagnons d'armes ; celui-ci ne possédait la terre qu'à charge d'hommage envers celui de qui il la tenait. Les fiefs étaient, les uns révocables à volonté, les autres à vie ; ils ne devinrent héréditaires qu'après Charlemagne. Les terres étaient cultivées par ceux des anciens habitants du pays qui n'étaient ni nobles ni propriétaires. On les appelait colons, et ils étaient en général réduits à la condition de *serfs* et attachés à la glèbe, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient s'éloigner de la terre qui leur avait été assignée et qu'ils étaient forcés de cultiver.

2. DE LA LÉGISLATION. — On distinguait dans les Gaules, après leur conquête, autant de législations particulières que de peuples nouveaux. Ainsi, indépendamment du *droit romain* qui ne fut ja-

mais anéanti, il y avait la *loi salique* ou le code des Francs Saliens; la *loi ripuaire* qui régissait les Francs ripuaires; la *loi Gombette* ainsi nommée parce qu'elle avait pour auteur Gondebaud, roi des Bourguignons; enfin la *loi visigothe*. La loi salique, rédigée sur les rives de la Lys et de l'Escaut, ne remonte pas, dans sa teneur actuelle, au delà du VII<sup>e</sup> siècle. La loi ripuaire, qui en diffère plus pour les mots que pour les choses, date de Thierry I<sup>er</sup>, fils de Clovis. La loi visigothe fut promulguée sous Euric et Alaric II. Mais toutes ces législations ne sont rien autre chose qu'un recueil indigeste de toutes les vieilles coutumes des barbares, enrichies de quelques rares principes de droit romain.

L'impuissance où l'on était dans ces temps d'ignorance de vider les contestations par la discussion fit que l'on eut longtemps recours, malgré les défenses réitérées de l'Eglise, aux procédures anciennement usitées chez les barbares, comme le *jugement de Dieu* ou le *duel judiciaire* et les *épreuves de l'eau, du feu, etc.*

3. DE L'EGLISE ET DE SON INFLUENCE. — L'Eglise exerçait pourtant alors un grand ascendant sur les esprits. Les évêques étaient appelés à siéger au conseil des rois, et ils devinrent les principaux auteurs de toutes les lois qui furent rendues et de toutes les mesures administratives qu'on détermina. En paraissant dans les assemblées des barbares, ils adoucirent leurs mœurs, rendirent leurs lois plus douces et plus humaines, et, comme ils étaient eux-mêmes de sang romain pour la plupart, ils effacèrent insensiblement la différence qu'on avait établie entre le barbare et le Romain, et avancèrent la fusion des vainqueurs et des vaincus par le triomphe du principe naturel de l'égalité.

Mais ce qu'il y eut de plus remarquable alors, ce fut cette multitude innombrable de monastères qui couvrit tout l'Occident. Saint Athanase apporta à Rome l'idée de ces établissements, et en moins d'un siècle il y en eut un grand nombre dans toutes les nations de la chrétienté. Ces merveilles de la foi catholique ne furent pas moins utiles à l'avancement de la civilisation qu'au progrès de la religion. Ces maisons devinrent les asiles des sciences quand les ténèbres de la barbarie se répandirent sur toute l'Europe. En copiant les ouvrages anciens, les moines nous ont conservé tous les monuments de l'ancienne littérature que nous admirons aujourd'hui. Ils étaient tous occupés à ce travail, ou bien ceux qui manquaient de talents défrichaient les terres et rendaient fertile ce qui auparavant était inculte. Les plus habiles d'entre eux écrivaient l'histoire ou se livraient à d'autres genres de composition, et empêchaient ainsi l'ignorance de s'étendre sur tous les esprits.

4. DES SCIENCES ET DES LETTRES. — Après les invasions, la littérature latine perdit insensiblement tout son éclat. Depuis le v<sup>e</sup> siècle jusqu'au vii<sup>e</sup> nous voyons les ténèbres s'épaissir. Néanmoins au milieu de cette décadence profonde, on sent dans tous les esprits une activité remarquable que la foi alimente et qui promet pour l'avenir de grandes choses. Le clergé ne cesse de lutter contre l'ignorance qui cherche à tout envahir ; il l'attaque par tous les moyens, et il ne néglige rien pour hâter l'œuvre de la civilisation. Ainsi le vii<sup>e</sup> siècle qui fut encore le moins privilégié de tous, du côté des lumières et du talent, nous montre du moins un dévouement sans bornes qui produit les conversions les plus miraculeuses au sein des nations barbares.

Ainsi à cette époque tout le nord des Gaules fut arraché aux ténèbres du paganisme par les prédications de saint Eloi, de saint Aman, de saint Ouen et d'autres missionnaires. Les Flandres et le Brabant virent en même temps briller, pour la première fois, la lumière de l'Évangile. La Germanie sentit ses anciennes divinités chanceler sur leurs bases, et une foule de barbares reçurent avec bonheur le joug suave et léger que Jésus-Christ impose à ses disciples. C'est le moment où tous les peuples qui ont renversé l'empire romain, reconnaissent l'autorité spirituelle de la Rome nouvelle et constituent la grande république chrétienne dont le pape est le souverain. C'est le siècle où, à part l'ère des martyrs, on trouve le plus grand nombre de saints. Pour tous ces motifs, il nous semble que cette époque doit être jugée moins sévèrement qu'on ne l'a fait, et nous pensons qu'elle ne mérite pas moins une réhabilitation que les siècles glorieux du moyen âge, naguère si maltraités.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. La royauté fut-elle élective pendant la première race? Comment proclamait-on publiquement les rois? Où se discutaient les affaires de la nation? Quelle était la division du territoire? Comment les propriétés étaient-elles classées? Quelle différence y avait-il entre les alleux et les bénéfices? 2. Combien distinguait-on de législations dans les Gaules? Pourquoi eut-on recours à des moyens superstitieux pour se faire rendre justice? 3. Quelle était l'influence de l'Église à cette époque? Quel rôle remplissaient les évêques? Quels services rendaient les monastères? 4. Quel fut le caractère de la littérature latine du v<sup>e</sup> au vii<sup>e</sup> siècle? Quelle était l'activité des esprits? Par quelles œuvres cette activité se manifesta-t-elle tout particulièrement? Quels furent les principaux missionnaires qui prêchèrent à cette époque dans le nord de la Gaule? Quels pays reçurent aussi pour la première fois la lumière de l'Évangile? Quelle opinion doit-on se former de ce siècle?

## II<sup>e</sup> PÉRIODE.

DYNASTIE CARLOVINGIENNE.  
(752-987).

### CHAPITRE I.

Règne de Pépin le Bref (752-768).

**1. LUTTES DE PÉPIN.** — Pépin le Bref fonda le royaume des Francs tel que l'avait compris Clovis, et son règne sert naturellement d'introduction aux grands exploits de Charlemagne. Il commença par réprimer les révoltes des Saxons, des Frisons et des Bretons, qui avaient cru pouvoir profiter du changement de dynastie pour secouer le joug des Francs. La révolte des Frisons avait coûté la vie à l'illustre archevêque de Mayence, saint Boniface. Outre les luttes que nous venons d'indiquer, le règne de Pépin présente trois grandes entreprises : les guerres d'Italie, la conquête de la Septimanie et la soumission de l'Aquitaine.

**2. EXPÉDITION DE PÉPIN EN ITALIE (754).** — En retour de l'honneur qu'il avait reçu du souverain pontife qui était venu le sacrer dans la basilique de Saint-Denis, Pépin promit de soutenir Rome et de marcher contre Astolphe, roi des Lombards. On commença par sommer ce prince barbare de renoncer à ses desseins ambitieux, et, sur son refus, les Francs passèrent les Alpes et se dirigèrent sur Pavie. Astolphe, effrayé, signa un traité de paix par lequel il promettait de s'abstenir de toute attaque contre Rome, et s'engageait à remettre l'exarchat et la Pentapole,

qu'il avait enlevés aux Grecs, et dont Pépin avait fait donation au saint-siège. Mais, dès que le roi franc eut repassé les Alpes, Astolphe reprit ses hostilités contre Rome, et Pépin fut obligé d'envahir une seconde fois l'Italie (756). Astolphe fut vaincu et se soumit de nouveau aux conditions qui lui avaient été imposées la première fois ; mais il mourut sans s'être dessaisi des provinces qu'il devait remettre au pape. Didier, qui lui succéda, dut sa couronne au pape et aux Francs ; il ne laissa pourtant pas, comme nous le verrons bientôt, de donner lieu, par sa conduite envers le saint-siège, à une nouvelle expédition des Francs en Italie.

**3. DES AUTRES EXPÉDITIONS DE PÉPIN.** — Malgré les efforts de Charles Martel, les Sarrasins étaient demeurés maîtres de la Septimanie. Pépin, favorisé par ses intelligences avec les Goths qui habitaient cette province, en acheva la conquête en 759. Il tourna alors ses armes contre le duc Waïfre d'Aquitaine, qui, étant de la race des Mérovingiens, avait refusé de reconnaître le chef de la nouvelle dynastie. La lutte dura huit ans, et fut une vraie guerre d'extermination. Elle s'acheva en 768 par la mort de Waïfre, qui fut assassiné par un des siens. Pépin mourut la même année.

**4. TRAIT DE COURAGE DE PÉPIN.** — Pépin, que la petitesse de sa taille avait fait surnommer *le Bref*, n'en était pas moins d'une force extraordinaire. Un historien raconte qu'instruit que les principaux de son armée parlaient souvent de lui avec mépris, assistant un jour au combat d'un taureau contre un lion, il dit à ceux qui l'entouraient : « Qui de vous oserait les séparer ? » Personne ne se présentant, au moment où le lion plein de férocité terrassait son adversaire fu-



rieux, le roi se précipita au milieu de l'arène, l'épée à la main et abattit la tête du lion et celle du taureau. Puis ayant regagné sa place il s'écria : « Vous semble-t-il maintenant que je puisse être votre seigneur? » Tous tombèrent à ses pieds comme frappés de la foudre en disant : « Qui, à moins d'être fou, refuserait de reconnaître que vous êtes fait pour commander aux mortels. »

**QUESTIONNAIRE.** 1. — Quelles luttes Pépin eut-il à soutenir? Par qui fut-il sacré? 2. Pour quel motif fit-il une expédition en Italie? Pourquoi fut-il obligé d'y retourner? Quel don fit-il au saint-siège? 3. De quelle province fit-il la conquête? Comment se termina la guerre qu'il eut à soutenir en Aquitaine? 4. D'où lui est venu son surnom? Par quel trait de courage se distingua-t-il en présence de toute sa cour?

## CHAPITRE II.

Règne de Charlemagne (768-814).

**I. AVÈNEMENT DE CHARLEMAGNE.** — Pépin laissait deux fils : Charles et Carloman. Charles, l'aîné, eut l'Austrasie et la Neustrie ; Carloman la Septimanie, la Provence, la Bourgogne et la Bavière. La discorde éclata entre les deux frères dès le commencement de leur règne, à l'occasion des Aquitains qui s'étaient révoltés. Charles n'eut pas besoin du secours de son frère pour les soumettre; en une seule campagne il les dompta. Ces succès lui ayant valu l'estime de tous les Francs, à la mort de Carloman, qui arriva peu de temps après, la nation entière reconnut son autorité. Devenu maître du royaume entier, Charlemagne fit jusqu'à cinquante-deux expéditions militaires, que l'on peut rattacher à trois guerres principales ;

l'une contre les Saxons, l'autre contre les Lombards, et la troisième contre les Arabes.

**2. GUERRE CONTRE LES SAXONS.** — Les Saxons, établis entre l'Elbe et l'Ems, étaient pour les Francs des voisins redoutables par leur férocité naturelle et par leur goût pour le brigandage, dispositions que favorisait d'ailleurs leur culte barbare. Charlemagne, à l'exemple de ses prédécesseurs, s'occupa en même temps de les vaincre et de les convertir. Il commença par renverser leur principale idole *Irmensul* (772), et après cinq ans de lutte il les soumit une première fois. La nation, réunie à Paderborn (777), promit obéissance et jura, qu'à l'avenir, les missionnaires pourraient annoncer librement l'Évangile. Mais un guerrier nommé Vitikind, qui s'était expatrié pour ne pas faire sa soumission, recommença la guerre aussitôt que Charlemagne se fut éloigné; il fut vaincu et obligé de s'expatrier encore. Cinq ans après, il provoqua une nouvelle révolte, que Charlemagne punit d'une manière terrible, en faisant mettre à mort quatre mille cinq cents nobles ou hommes libres. Enfin, Vitikind, vaincu par la grâce aussi bien que par les armes, se soumit et demanda le baptême (785). Il n'y eut plus depuis lors parmi les Saxons que quelques soulèvements de peu d'importance, jusque vers l'an 803, époque où tout le pays fut définitivement soumis.

**3. GUERRE CONTRE LES LOMBARDS.** — Après la première soumission des Saxons (772), Charlemagne entra en Italie pour secourir le pape contre Didier, roi des Lombards. Il attaqua ce prince, enfermé dans Pavie, le fit prisonnier et se déclara roi de Lombardie. Mais il fut plus d'une fois obligé de réprimer des mouvements de révolte dans cette

contrée, et, en 786, il s'avança jusque dans le midi de l'Italie pour combattre le duc lombard de Bénévent, qui s'était uni avec le fils de Didier. Le duc de Bénévent fut vaincu et rendu tributaire, et le duc de Bavière, qui était entré dans cette coalition, fut déposé et vit ses Etats réunis à l'empire des Francs. Enfin le fils aîné de Charlemagne, Pépin, à qui son père avait donné le titre de roi d'Italie, fut chargé d'aller soumettre au tribut les Avars, qui s'étaient unis aux Bavares (796), et les Slaves, qui, effrayés de la défaite des Avars, avaient essayé de lutter contre l'invincible puissance de Charlemagne (806). —

4. GUERRE CONTRE LES ARABES. — Pendant la diète ou assemblée de Paderborn (777), Charlemagne reçut des ambassadeurs de quelques émirs ou princes arabes d'Espagne, qui lui demandaient son appui contre le calife de Cordoue, Abdérame. Il passa aussitôt les Pyrénées, et soumit tout le pays jusqu'à l'Ebre; mais comme il rentrait en France, son arrière-garde fut taillée en pièces par les habitants des montagnes, et c'est là que périt, dans la vallée de Roncevaux, le fameux paladin Roland, que les romanciers ont rendu si célèbre. Abdérame reprit bientôt ce que les Francs lui avaient enlevé; mais, après la mort de ce calife, ceux-ci pénétrèrent de nouveau jusqu'à l'Ebre, et demeurèrent en possession de ces contrées.

5. CHARLEMAGNE EMPEREUR. — Charlemagne fut dignement récompensé de ses exploits glorieux qui tous avaient tourné à l'avantage de la religion. Des troubles s'étant élevés à Rome, il s'y rendit pour les apaiser, et s'y trouva pendant les solennités de Noël de l'an 800. Or, comme il priait prosterné sur le tombeau des saints apôtres, le

190  
886  
Le pape Léon III s'approcha de lui et lui posa sur la tête le diadème impérial, tandis que le peuple s'écriait transporté de joie : *Vie et victoire à Charles, grand et pacifique empereur romain, couronné par la volonté de Dieu!* Tout l'Occident ratifia cette promotion et reconnut Charlemagne pour son chef suprême. Le calife d'Orient Haroun-al-Raschid sollicita lui-même son amitié, et Charlemagne profita de cette circonstance pour obtenir des adoucissements en faveur des chrétiens de la terre sainte.

6. GOUVERNEMENT DE CHARLEMAGNE. — Toutes ces expéditions militaires n'empêchèrent pas Charlemagne de s'occuper de l'administration intérieure de ses Etats. On lui doit de nombreuses lois connues sous le nom de *capitulaires*, et qui eurent pour objet de suppléer à tout ce qui manquait dans la législation antérieure sous le rapport civil et religieux. Ces lois furent rédigées dans des assemblées composées de nobles et d'évêques, et c'est pour ce motif qu'elles s'occupèrent tout à la fois des intérêts de l'Eglise et de l'Etat.

7. CHARLEMAGNE PROTECTEUR DES LETTRES. — A l'époque où Charlemagne commença à régner, l'Occident était plongé dans une profonde ignorance ; ce n'était guère qu'en Italie que l'on trouvait encore quelques lumières. Charlemagne fit venir de cette contrée les hommes qui se distinguaient le plus par leur mérite ; il rechercha aussi dans les autres pays le petit nombre de savants qui pouvaient s'y trouver, et, avec leur concours, ayant établi dans ses Etats de nombreuses écoles, il mit tout en œuvre pour y faire fleurir les études. Il organisa dans son palais une école qui le suivait jusque dans ses expéditions, et ne dé-

daignait pas d'assister exactement, avec sa famille, aux leçons du savant qu'il avait chargé de diriger cet enseignement. Il se montrait également zélé pour les progrès de la musique, dans laquelle il voyait un moyen de donner plus de pompe au culte divin, et il se plaisait même à entrer en lutte, pour la beauté et l'éclat de la voix, avec les plus habiles ~~chœurs~~ de son empire.

**8. MORT DE CHARLEMAGNE (814).** — Charlemagne sentant que sa fin était prochaine, fit couronner empereur son fils Louis, et prit toutes les précautions que la prudence humaine pouvait lui suggérer pour assurer après lui la tranquillité de l'Etat. Ce fut le dernier acte politique de l'empereur ; il ne s'occupa plus ensuite que d'œuvres de religion, de prières et d'aumônes. Le 20 janvier 814, il fut saisi d'une fièvre violente au sortir du bain, et, le septième jour de sa maladie, il reçut les derniers sacrements de la manière la plus édifiante. Le lendemain, au lever du jour, il recueillit ses forces pour faire le signe de la croix, et ayant récité ce verset du Psalmiste : *Seigneur, je ramets mon âme entre vos mains*, il expira doucement. Il était âgé de soixante et onze ans et en avait régné quarante-sept. Son corps fut embaumé et enseveli dans un sépulcre construit dans l'église qu'il avait fondée à Aix-la-Chapelle en l'honneur de la sainte Vierge.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Combien Pépin laissa-t-il d'enfants ? Quelles furent leurs possessions ? Comment Charlemagne parvint-il à réunir toute la monarchie ? Quelles sont les expéditions qu'il entreprit ? 2. Racontez les guerres de Charlemagne contre les Saxons. Quel fut le principal défenseur de ces barbares ? 3. Quelles expéditions fit Charlemagne en Italie ? A quelle époque fit-il la conquête de ce pays ? Ne fit-il pas d'autres expéditions dans cette

contrée? Les affaires d'Italie ne donnèrent-elles pas lieu à des guerres avec divers autres peuples? 4. A quelle époque et à quelle occasion eut lieu l'expédition de Charlemagne en Espagne? Quels furent les résultats de cette expédition? 5. Comment Charlemagne reçut-il le titre d'empereur? 6. Donnez une idée des travaux législatifs de Charlemagne. 7. Quel fut le zèle de ce prince pour le progrès des lettres? Quelles écoles établit-il? 8. Que fit Charlemagne lorsqu'il sentit sa fin prochaine? Racontez sa mort.

### CHAPITRE III.

Règne de Louis le Débonnaire (814-840).

**1. PARTAGE DE L'EMPIRE.**—Charlemagne avait renfermé dans son empire les Aquitains, les Visigoths, les Basques, les Francs, les Bretons, les Germains et les Lombards, sans parler des peuples qu'il avait rendus tributaires, tels que les Slaves, les Avars, etc., etc. Un génie tel que le sien avait bien pu forcer tant de peuples ennemis les uns des autres à vivre sous une loi commune; mais, après sa mort, cette merveilleuse unité qu'il avait créée et que seul il pouvait maintenir, devait céder à la force des choses qui ramenait naturellement chaque nation à son caractère et à ses souvenirs. Louis le Débonnaire comprit que tous ces éléments divers allaient se déchaîner contre lui; alors, pour faire face à ses ennemis, il crut devoir partager ses Etats entre ses trois fils: Pépin eut l'Aquitaine, Louis la Germanie, et Lothaire, l'aîné, qui était l'héritier présomptif de la couronne impériale, eut l'Italie et la Gaule. La constitution de l'empire ne lui permettant pas d'agir de sa seule autorité, il fit sanctionner ce pacte de famille par les évêques, les seigneurs et les représentants de la nation.

**2. RÉVOLTE DE BERNARD. SA MORT (817-822).**

— Ce partage très-inégalement fait et qui, d'ailleurs, ne satisfaisait pas toutes les ambitions, devait donner naissance à de fâcheuses divisions. Le premier qui témoigna son mécontentement fut Bernard, roi d'Italie et neveu de l'empereur; il s'unit à tous les seigneurs de son royaume qui supportaient avec peine le gouvernement des Francs, et se révolta. Son ambition fut bientôt déçue. Obligé de se jeter aux genoux de Louis pour solliciter son pardon, il obtint grâce de la vie, mais il fut condamné à perdre les yeux. Cette sentence fut si cruellement exécutée que Bernard en mourut. A la suite de ce cruel châtement, le remords entra dans le cœur du pieux roi qui s'accusa lui-même, en plein concile, à Attigny (822). On ne voit pas que cet acte ait affaibli son autorité; car, pendant les sept années qui suivirent, son règne fut glorieux et prospère. Ses armes le rendirent redoutable aux ennemis du dehors, et sa sainteté le fit aimer de ses sujets.

**3. FAUTES DE LOUIS LE DÉBONNAIRE (829). —**

Mais ayant perdu sa première femme Hermengarde, il épousa Judith, fille de Gerulfe, comte de Bavière. Cette princesse lui donna un quatrième fils qui devait régner sous le nom de Charles le Chauve. Judith vit avec peine les autres enfants de Louis le Débonnaire en possession de l'empire, tandis que son propre fils était sans apanage. Elle usa de toute l'influence qu'elle avait sur l'esprit de son époux pour l'amener à prendre, sur les Etats de ses autres enfants, quelques provinces qui constituassent l'héritage du jeune Charles. Louis n'avait pas le droit de déroger par lui-même à un partage qui avait été solennellement approuvé

par la nation. Cependant ayant eu la faiblesse de céder aux instances de sa femme et de lui accorder ce qu'elle demandait, la guerre civile commença.

4. GUERRES CIVILES (830). — Au milieu de toutes les dissensions que provoqua cette violation du pacte national, Louis le Débonnaire fut deux fois déposé. La première ce fut à Compiègne. Le malheureux empereur consentit alors à voir Judith, qu'il aimait tendrement, reléguée dans un monastère, et se laissa dépouiller du souverain pouvoir en faveur de son fils Lothaire. Un moine, nommé Gombaud, eut l'adresse de lui faire restituer le sceptre par une diète qui se tint à Nimègue ; mais il fut déposé une seconde fois et enfermé au monastère de Saint-Médard, à Soissons. Les excès auxquels se porta en cette circonstance son fils Lothaire provoquèrent une indignation universelle, et le vieil empereur fut réhabilité (834).

5. DERNIÈRES ANNÉES DE LOUIS LE DÉBONNAIRE (834-840). — L'un de ses enfants, Pépin, étant mort, Louis fit un nouveau partage de ses Etats. Il assigna la France à Charles le Chauve, la Bavière à Louis, et tout le reste de l'empire à Lothaire. Le roi de Bavière ne trouvait pas sa portion d'héritage suffisante, et les fils de Pépin soulevèrent l'Aquitaine, parce qu'ils se voyaient dépossédés de l'héritage de leur père. Louis le Débonnaire eut donc à combattre tout à la fois les Allemands et les Aquitains. La fatigue de cette double guerre fut la cause de la maladie qui le conduisit au tombeau. Il mourut dans une île du Rhin, près de Mayence. Si les faiblesses de son caractère l'ont empêché d'être un grand monarque, sa vie et sa mort ont été la vie et la mort d'un saint.



## CARLOVINGIENS.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quelle fut la cause de la dissolution de l'empire de Charlemagne? Comment Louis le Débonnaire partagea-t-il ses Etats entre ses enfants? Par qui ce partage fut-il sanctionné? 2. Quel fut le premier prince qui se révolta contre ce partage? Comment en fut-il puni? 3. Quelle fut la seconde femme de Charles le Chauve? Quelle faute lui fit-elle faire? 4. Combien de fois Louis fut-il déposé? Comment fut-il rétabli? 5. Que fit Louis le Débonnaire après la mort de Pépin? Quelles guerres eut-il à soutenir? Où mourut-il?

### CHAPITRE IV.

Règne de Charles la Chauve (840-877). Démembrement de l'empire de Charlemagne. Invasion des Normands.

**1. DÉMEMBREMENT DE L'EMPIRE DE CHARLEMAGNE.** — La mort de Louis le Débonnaire ouvrait à ses trois fils un nouveau prétexte de querelles. Lothaire prétendait posséder seul la puissance de Charlemagne, mais, d'après la volonté du feu roi, la France devait appartenir à Charles le Chauve, la Bavière à Louis le Germanique, enfin la couronne et le titre d'empereur à Lothaire. Ces princes se livrèrent une bataille des plus sanglantes dans les plaines de Fontenay, près d'Auxerre. Charles le Chauve fut victorieux. On dit que cette bataille coûta la vie à plus de quarante mille hommes, et que la plupart des anciens chefs francs y périrent. Elle fut suivie du traité de Verdun, qui détermina le démembrement de l'empire de Charlemagne, en traçant les limites des grandes nations qui en sont sorties. Ainsi, Louis de Bavière eut toute la Germanie à partir du Rhin, Lothaire eut l'Italie ainsi que les contrées qui s'étendent à l'est du Rhône, et Charles le Chauve conserva la France, qui fut bornée par le Rhône et la Meuse.

**2. INVASION DES NORMANDS.** — Les Normands

ou hommes du Nord avaient, peu de temps avant la mort de Charlemagne, entrepris de faire une descente sur les côtes de France. Ils reparurent sous le règne de Louis le Débonnaire et pénétrèrent jusque dans l'intérieur du royaume. Mais ce fut sous Charles le Chauve que leurs hordes farouches produisirent les plus grands désastres. Ils remontèrent la Loire et la Seine, mettant tout à feu et à sang. Ils avaient commencé leurs dévastations par le siège et l'incendie de Rouen, l'année même où Charles le Chauve remporta la victoire de Fontenay. Le duc Oscar était alors leur chef. Dans les années suivantes, Regnar Lodbrog les conduisit trois fois sous les murs de Paris, et Charles le Chauve ne sut les éloigner qu'en signant de honteux traités qu'il n'achetait qu'à prix d'or et qui ne servaient qu'à augmenter l'avidité des pirates.

3. BELLES ACTIONS DE ROBERT LE FORT. — Le seul homme qui sut alors résister à ces hordes dévastatrices fut Robert le Fort, comte d'Anjou, dont les descendants formèrent plus tard la troisième dynastie de nos rois. Il vainquit Wéland, chef des Normands, et le convertit. Ses victoires multipliées portèrent Charles le Chauve à lui donner le gouvernement du duché de France, situé entre la Seine et la Loire, qui était le pays le plus maltraité par les Normands. Robert leur fit essuyer plusieurs défaites successives, mais ces brillants faits d'armes n'empêchèrent pas Charles le Chauve de conclure avec Hastings, alors roi des pirates, un traité humiliant. Il se résigna à leur payer la somme énorme de 4,000 livres pesant d'argent, pour la rançon de tous les Francs que les Normands avaient pris. C'était encourager ces pirates

à continuer leurs brigandages. Robert le Fort poursuivit également le cours de ses succès, mais, dans une expédition sur les rives de la Loire, il périt de la main d'Hastings. Sa famille hérita de son génie et de son courage, et l'avenir va bientôt se déclarer pour elle.

4. FAIBLESSE DE CHARLES LE CHAUVÉ. — On voit en effet que la race de Charlemagne est frappée d'une stérilité et d'une langueur mortelle. En Allemagne, en Italie, aussi bien qu'en France, tous ses descendants sont sans force et sans énergie. En vain Charles le Chauve parvient-il à se faire couronner empereur, cette dignité suprême n'est pour lui qu'une charge nouvelle; elle augmente les difficultés qui devaient causer sa perte et ne réveille ni son courage, ni le génie de ses aïeux. Ainsi, ayant à défendre en même temps l'Italie contre les ravages des Sarrasins, et la France contre les fureurs des Normands, il ne sut, pour obtenir l'appui des seigneurs, que leur faire de larges concessions; il rendit leurs fiefs héréditaires et se dépouilla ainsi de tout ce qui lui restait d'autorité. Au retour d'une expédition qu'il avait faite en Italie (877), il mourut au pied du mont Cénis. On prétend qu'il fut empoisonné par le Juif Sédécias, son médecin.

QUESTIONNAIRE. — 1. Que firent les enfants de Louis le Débonnaire? Quelle fut la bataille qui decida de leurs différends? Comment se partagèrent-ils son empire au traité de Verdun? 2. A quelle époque les Normands firent-ils leurs descentes sur les côtes de la France? Comment Charles le Chauve les éloigna-t-il de Paris? 3. Quel est l'homme qui sut leur résister? Où mourut Robert le Fort? De quelle famille fut-il la tige? 4. Quel était le caractère des descendants de Charlemagne? Que fit Charles le Chauve lorsqu'il eut reçu la dignité impériale? Où mourut-il?

## CHAPITRE V.

Louis II dit le Bègue (877-879), Louis III et Carloman (879-882),  
Carloman seul (882-884), Charles le Gros (884-888).

**1. RÈGNE DE LOUIS LE BÈGUE (877).** — Charles le Chauve ne laissait qu'un fils, Louis II dit le Bègue, prince faible, sans talent et sans dignité extérieure. Son bégaiement le rendait ridicule dans le conseil, et la faiblesse de son corps impuissant dans l'action. A peine fut-il investi, au nom de la religion, du souverain pouvoir, que de toutes parts on se souleva contre lui. Au lieu de combattre les mécontents, Louis le Bègue eut recours aux négociations. Il démembra ce qui restait du domaine impérial pour en faire don aux seigneurs, et, par suite de ces aliénations, il affaiblit le pouvoir royal au point de n'en faire qu'un titre nominal, la royauté n'ayant alors d'autres ressources que le revenu de ses terres particulières. Son règne ne dura que dix-huit mois.

**2. RÈGNES DE LOUIS III ET DE CARLOMAN (879-882).** — Louis le Bègue avait successivement épousé deux femmes; il eut de la première Louis III et Carloman, la seconde donna le jour à Charles le Simple, que nous verrons régner plus tard. Les grands vassaux partagèrent le royaume; ils donnèrent la Neustrie à Louis III, et l'Aquitaine à Carloman. Cette division d'intérêts n'affaiblit pas l'union étroite qui régnait entre les deux frères; ils alièrent leurs forces, pour combattre les Normands, leurs ennemis communs. Louis III les vainquit à Raucour, près d'Amiens, et leur tua neuf mille hommes. Cette victoire parut si extraordinaire qu'on ne sut comment l'exalter. On la chanta en

langue vulgaire, et on fit de Louis III un héros. Ce prince mourut peu après d'une chute de cheval.

**3. CARLOMAN RÉGNE SEUL (882-884).**—Carloman resté seul maître de la France remporta aussi de brillants succès sur les Normands. Il était prêt à poursuivre le cours de ses victoires, lorsque, chassant le sanglier, un de ses serviteurs le perça maladroitement d'une flèche. Il mourut de cette blessure. On avait été si touché de l'union qui avait régné entre Carloman et son frère pendant leur vie, qu'on ne voulut pas qu'ils fussent séparés après leur mort. Leurs cendres furent réunies, et le même tombeau les reçut à Saint-Denis.

**4. AVÈNEMENT DE CHARLES LE GROS. SIÈGE DE PARIS.**—Les seigneurs sentant le besoin que la France fût gouvernée par un prince assez puissant pour la défendre contre les Normands, offrirent la couronne à l'empereur Charles le Gros, frère et héritier de Louis le Germanique. Mais ce prince ayant pris possession du trône, retourna en Allemagne, et laissa les Normands recommencer impunément leurs brigandages. Ces barbares incendièrent Pontoise et vinrent assiéger Paris, contre lequel ils tentèrent quatre assauts. Cette ville était défendue par le comte Eudes, fils de Robert le Fort, et par l'évêque Gauzelin. Les Normands, toujours repoussés, jetèrent dans les fossés, pour les combler, tous les chevaux morts qu'ils trouvèrent dans leur camp, des troupeaux entiers et les cadavres de leurs prisonniers qu'ils avaient égorgés. Cette tentative ayant été vaine, le 31 janvier 886, ils convertirent le siège de la ville en blocus et attendirent l'armée de Charles le Gros.

**5. DÉPOSITION DE CHARLES LE GROS (888).**—Après bien des retards, ce prince parut enfin sur

les hauteurs de Montmartre. Il lui eût été facile d'affamer les Normands ou de les tailler en pièces, mais il préféra négocier avec eux et acheter leur retraite sept cents livres d'argent. Cette lâcheté indigna tous ses sujets. A la diète de Tribur il fut déposé de la dignité impériale, et survécut à peine une année à sa honte. Il mourut de chagrin dans un village de la Souabe en 888.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quel fut le successeur de Charles le Chauve? Quel était son caractère? Comment affaiblit-il la royauté? 2. Comment la France fut-elle partagée entre Louis III et Carloman? Où Louis III vainquit-il les Normands? Quelle fut sa mort? 3. Quels avantages remporta Carloman? Quelle fut sa mort? Où fut-il enterré? 4. Pourquoi les seigneurs déférèrent-ils la couronne à Charles le Gros? Par qui Paris fut-il défendu? 5. Comment Charles le Gros éloigna-t-il les Normands? Où ce prince fut-il déposé? Combien de temps survécut-il à sa déposition?

## CHAPITRE VI.

*Lutte des descendants de Robert le Fort contre les Carlovingiens.*

**Eudes (888-898), Charles III le Simple (898-928), Raoul (928-936).**

**1. EUDES (883-898).** — Après la mort de Charles le Gros, les seigneurs voulurent se montrer reconnaissants envers Eudes, fils de Robert le Fort, qui avait si vaillamment défendu la ville de Paris contre les attaques des Normands. Ils l'éluèrent roi au préjudice de Charles le Simple, fils posthume de Louis le Bègue. Eudes se montra digne de cette élévation en combattant avec courage les Normands et en les repoussant en toute rencontre. Ses victoires avaient même tellement aguerri le soldat français qu'il ne redoutait plus ces barbares. Sa valeur n'empêcha pas les partisans des Carlovingiens de conspirer contre lui;

et, tandis qu'il soumettait une révolte, il apprit que ses ennemis avaient proclamé roi Charles le Simple, âgé seulement de quatorze ans. A cette nouvelle Eudes accourut avec son armée, mais à son approche Charles le Simple se retira en Germanie. Pendant plusieurs années ils se firent la guerre sans se livrer aucune bataille décisive. Enfin, Charles le Simple envoya une ambassade à Eudes pour le prier de lui céder une partie de son royaume. Eudes eut la générosité d'accéder à cette demande, et le territoire fut partagé : Charles le Simple eut le nord, Eudes le midi.

**2. CHARLES LE SIMPLE (898-923).** — Deux ans après cette convention, Eudes mourut et Charles le Simple se trouva seul en possession de l'autorité royale, qu'il conserva pendant vingt-deux ans. L'événement le plus remarquable de son règne fut l'établissement des Normands en Neustrie. Charles le Simple ne pouvant vaincre Rollon, qui s'était emparé de Rouen, lui offrit sa fille en mariage, avec une partie de la Neustrie pour dot, à condition qu'il jurerait hommage au roi de France et qu'il embrasserait le christianisme. Rollon accepta, prit le titre de comte, et prêta serment de fidélité à Charles le Simple. La cérémonie terminée, le Normand allait se retirer, quand les Français crièrent qu'il devait s'agenouiller devant le roi pour lui baiser le pied. Rollon ayant juré qu'il ne consentirait jamais à un acte aussi humiliant, un de ses gens s'approcha pour remplir ce devoir au nom de son maître. Mais celui-ci dédaignant aussi de se baisser, leva si haut le pied du roi, pour le porter à ses lèvres, qu'il fit tomber le prince à la renverse. Les Français crurent prudent de dissimuler leur colère, et il n'en résulta

aucune rupture. La Neustrie changea depuis lors, son vieux nom en celui de *Normandie*, et demeura attachée à la France à titre de grand fief.

**3. CONVERSION DES NORMANDS.** — Après la conclusion du traité, Rollon se fit instruire et reçut le baptême en 912. Il eut pour parrain Robert le Fort, et, à dater de cette époque, il est connu dans l'histoire sous le nom de Robert, duc de Normandie. Il fit aussi instruire ses comtes, ses chevaliers et toute son armée. Ce chef terrible devint un législateur éclairé; il attira dans sa province des étrangers de tous les pays, et encouragea les arts et l'agriculture, fit des lois sévères pour réprimer le vol et le brigandage, et les barbares auxquels il commandait se convertirent si sincèrement, qu'ils ne commirent plus aucun des excès qui les avaient déshonorés avant qu'ils ne connussent la religion chrétienne.

**4. CHUTE DE CHARLES LE SIMPLE.** — Charles le Simple en cédant la Normandie aux barbares, avait indisposé les seigneurs; il acheva de les irriter en choisissant pour confident et pour ministre un homme obscur, nommé Haganon. Ce mécontentement ne tarda pas à se manifester. Robert, frère du roi Eudes, son fils Hugues le Grand, et son gendre Raoul, se mirent à la tête des seigneurs qui, dans une assemblée tenue à Reims en 922, proclamèrent Robert roi de France. Charles le Simple prit d'abord la fuite; mais l'année suivante, étant parvenu à réunir une armée assez nombreuse, il fondit à l'improviste sur son rival. Après plusieurs combats, une bataille générale s'engagea, et Robert périt dans la mêlée; mais son fils Hugues le Grand vengea sa mort en mettant en fuite Charles le Simple et son armée (923).



5. **RAOUL (923-936).** — Hugues, qui était brave, habile et estimé de tous les gens de guerre, aurait pu placer sur sa tête le diadème sanglant de son père. Par modération et par délicatesse il renvoya ce périlleux honneur au duc de Bourgogne, Raoul, son beau-frère. Le nouveau roi n'avait rien à craindre de Charles le Simple, qui étant tombé entre les mains d'Héribert, comte de Vermandois, était retenu captif. Mais il eut beaucoup à faire pour soumettre tous les partisans de la dynastie carlovingienne. Après la mort de Charles le Simple, qui arriva en 931, plusieurs villes d'Aquitaine protestèrent contre son usurpation et datèrent ainsi leurs actes publics : *La première, la seconde années, etc., depuis la mort de Charles le Simple, le Christ régnant en attendant un roi terrestre.* Raoul était cependant digne du trône. Il battit les Normands qui avaient fait une incursion dans le Limousin, et repoussa les Madgyares, qui s'étaient précipités sur ses Etats. On le voyait avec étonnement voler du nord au midi et remporter presque autant de victoires qu'il livrait de combats. Il mourut en 936, au moment où son autorité commençait à être respectée par tous ses vassaux.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quel fut le successeur de Charles le Gros? Pourquoi les seigneurs choisirent-ils le comte de Paris? Quelle fut la conduite du roi Eudes envers Charles le Simple? 2. Quel est le principal événement du règne de Charles le Simple? Racontez ce qui ce passa à la cérémonie de l'investiture? 3. A quelle époque se convertit Rollon? Quel nom reçut-il? Quel changement s'opéra dans son pays? 4. Pourquoi les seigneurs se soulevèrent-ils contre Charles le Simple? Quels furent les chefs de cette révolte? Où mourut Robert? 5. Qui lui succéda? Où mourut Charles le Simple? Quel était le caractère de Raoul? Quelle difficulté rencontra-t-il pendant son règne?

## CHAPITRE VII.

Derniers rois carlovingiens.

Louis IV d'Outremer (936-954), Lothaire (954-986), Louis V dit le Fainéant (986-987).

**1. RÈGNE DE LOUIS IV, DIT D'OUTREMER (936-954).** — Hugues le Grand aurait pu s'assurer de la couronne, mais, comme les anciens maires du palais, il aimait mieux régner sous le nom d'un roi. Il fit donc proclamer un fils de Charles le Simple, qui, dit-on, s'était retiré en Angleterre pendant les troubles, et auquel on a donné le surnom d'*Outremer*. Louis n'avait que seize ans lorsqu'il monta sur le trône. On le reçut à Boulogne avec de grandes marques d'honneur, mais Hugues conserva toute l'autorité en se réservant la régence. Il profita de sa position pour se faire donner l'investiture du comté de Poitiers et du comté de Bourgogne. Louis, qui ne manquait ni de force, ni de courage, conçut le dessein d'humilier les seigneurs, et de relever la puissance royale en recouvrant la Normandie. Mais il échoua dans ces deux entreprises; la Normandie lui échappa, et au lieu de dominer les grands, il devint le prisonnier de Hugues, qui lui ravit, avec sa liberté, la ville de Laon, seule possession immédiate de la couronne (945). Afin de mettre obstacle à cette usurpation, le pape Agapet II convoqua à Ingelheim, un concile qui frappa d'excommunication le duc rebelle. Hugues effrayé se réconcilia (950), mais ne conserva pas moins son autorité sur le roi. Louis d'Outremer mourut quelques temps après, d'une chute de cheval. A ses derniers moments, il fut réduit à recommander son fils Lothaire à son vassal.

**2. RÈGNE DE LÔTHAIRE (954-986).** — Hugues le

Grand proclama donc roi Lothaire ; mais, comme par le passé, il conserva le pouvoir entre ses mains. Il se fit confirmer dans la possession du duché de Bourgogne et se fit déclarer duc d'Aquitaine. Il ne jouit pas longtemps de cette usurpation ; au bout de deux ans il mourut comblé de gloire et d'honneurs, laissant trois fils qui se partagèrent ses états : Othon, l'ainé, fut nommé duc de Bourgogne ; Hugues Capet fut reconnu duc de France et comte de Paris. Henri, le plus jeune, se trouva d'abord sans héritage, mais il eut ensuite les possessions d'Othon, qui mourut sans laisser d'enfants.

Hugues Capet, qui devait régner sur la France, exerça sur Lothaire la même influence que son père. Aucun événement remarquable ne signala ce règne jusqu'en 973. A cette époque l'empereur d'Allemagne Othon II, ayant offert la Lorraine à titre d'hommage au frère de Lothaire, qui se trouvait sans possessions, celui-ci accepta cette offre perfide. Mais Lothaire, indigné de ce que son frère avait consenti à devenir le vassal de l'empereur, marcha contre Othon et fondit sur lui avec tant de rapidité, qu'il faillit le surprendre dans son château à Aix-la-Chapelle. L'empereur n'eut que le temps de se dérober par la fuite, mais en se promettant une prompte vengeance. L'année suivante (979) on le vit en effet se mettre en marche avec une armée de cinquante mille hommes, composée d'Allemands, de Lorrains, de Flamands et de Saxons. Il se montra sur les hauteurs de Montmartre, où ses soldats se bornèrent à chanter en chœur un des versets du *Te Deum*. Lothaire ne tarda pas à lui faire expier cette bravade, mais, n'ayant pas su tirer

partide sa victoire, il perdit sa popularité. Chaque jour son pouvoir allait en décroissant et son autorité passait tout entière dans les mains de Hugues Capet. « Lothaire n'est roi que de nom, écrivait Gerbert, qui alors instruisait le fils de Hugues Capet, Hugues n'en porte pas le titre, mais il l'est en fait et en œuvres. »

3. LOUIS V (986-987). — Lothaire laissait un fils que, pour conserver la royauté dans sa famille, il avait associé au trône, sept ans avant sa mort. La puissance de Hugues Capet, auquel Lothaire avait recommandé son fils, grandit encore pendant tout ce règne qui ne dura que dix-huit mois. Louis V, au retour d'une expédition qu'il avait entreprise contre la ville de Laon, mourut, dit-on, empoisonné par sa femme Blanche, fille de Guillaume Bras de fer, duc d'Aquitaine. La postérité l'a flétri du surnom de *Fainéant* sans que rien dans sa vie ait donné justice à une pareille épithète. En lui s'éteignit la seconde race, dite des Carlovingiens, après avoir duré 236 ans.

QUESTIONNAIRE. — 1. Que fit Hugues le Grand après la mort de Raoul? D'où vint à Louis IV son surnom? Quel était le caractère de ce prince? 2. Quel fut le successeur de Louis IV? Qui succéda à Hugues le Grand? Quel est l'événement remarquable de ce règne? Quel fut le dénouement de la guerre entreprise contre la Lorraine? A qui appartenait la puissance royale? 3. Quel fut le dernier roi carlovingien? Comment mourut-il? Combien de temps dura la seconde race?

---

## CHAPITRE VIII.

De la société civile et religieuse. Des sciences et des lettres en France sous les Carlovingiens.

1. DE LA FÉODALITÉ. — Après le démembrement de l'empire de Charlemagne la constitution

de l'Etat fut profondément modifiée. On appela ce nouveau régime le régime féodal, parce que le fief en était la base. D'après ce système, tous les possesseurs de fiefs qu'ils fussent comtes, ducs, ou seigneurs, relevaient les uns des autres, et l'inférieur devait rendre hommage à celui qui était au-dessus de lui. Cette dépendance constituait ce qu'on appelait le vasselage. Mais le droit du suzerain sur ses vassaux se bornait à les appeler à la guerre dans le cas d'un danger commun; encore le temps qu'ils devaient rester à son service était-il limité par certaines coutumes. Pour tout le reste chaque seigneur était maître absolu sur ses terres, et ne devait rendre compte à personne de l'exercice de sa puissance.

On conçoit que sous un pareil régime le peuple fût étrangement opprimé. Il lui fallait subir tous les caprices du seigneur; mais pour l'époque où il se développa, c'était encore le meilleur système administratif, parce que le peuple, dégradé et indiscipliné comme il était, n'aurait pu être soutenu et dirigé, s'il n'eût été soumis à une autorité rigide et sévère.

**2. DE L'INFLUENCE DES ÉVÊQUES.** — Dans ces temps malheureux, ce fut une nécessité que l'Église intervint dans les affaires temporelles. Les évêques possédaient de grands fiefs et, à ce titre, avaient droit comme tous les seigneurs, de siéger dans les assemblées nationales. Ils étaient d'ailleurs bien supérieurs à la noblesse par les vertus et les lumières, et le peuple vénérât en eux ses défenseurs. Cette puissance devint si grande que, sous la seconde race, on leur reconnaissait le droit de déposer les rois. Ils en usèrent contre Louis le Débonnaire à Attigny, contre Lo-

thaire en 842 et dans d'autres circonstances. Toutefois ils n'exercèrent généralement leur influence qu'au profit de la royauté et dans l'intérêt de la nation. Après la déposition de Charles le Gros, l'épiscopat fut partagé de sentiment dans l'ordre politique. Les uns défendirent les Carlovingiens, les autres favorisèrent le parti des descendants de Robert le Fort.

3. DE LA LITTÉRATURE LATINE, — Charlemagne s'était plu à réunir autour de lui tous les savants de l'Europe chrétienne, pour ajouter, par l'éclat de leurs lumières, à la gloire de son règne. Louis le Débonnaire et Charles le Chauve imitèrent son exemple; aussi, pendant tout leur règne, la France fut-elle illustrée par un grand nombre d'écrivains distingués. Mais après la mort de ce dernier prince, pendant les troubles qui bouleversèrent le royaume, on ne put cultiver les lettres avec le même zèle et le même succès. On vit pourtant encore paraître des écrivains célèbres, tels que le chroniqueur Flodoard, le canoniste Abbon et l'immortel Gerbert, qui fut pape sous le nom de Sylvestre II. Ce savant illustre, qui était allé en Espagne s'instruire de la science des Arabes et qui, de cette manière, avait uni à toutes les connaissances ecclésiastiques de son temps, toutes les connaissances profanes, peut être considéré comme la véritable personnification de son siècle. Devenu pape, il aida puissamment au développement des esprits et compta autour de lui un grand nombre de disciples; tous furent la gloire du siècle que son pontificat inaugura si magnifiquement. Il mourut le 12 mai 1003.

Pendant le xi<sup>e</sup> siècle l'activité des esprits alla toujours croissant. Nous ne citerons, parmi les

écoles illustres qui eurent le plus de faveur, que celle de Reims, rendue célèbre par Gerbert lui-même, et présidée par saint Bruno, fondateur des chartreux, et en Normandie celle du Bec, qui eut pour chefs Lanfranc et saint Anselme. Tous deux devinrent successivement archevêques de Cantorbéry, et leur école eut la gloire de donner à l'Eglise un pape, huit évêques et une foule d'abbés. Autour de ces grandes abbayes rayonnèrent une multitude d'écoles, et la grandeur scientifique du moyen âge fut dès lors préparée.

4. DES LANGUES NATIONALES. — La langue latine qui était la seule langue des écoles, s'altéra considérablement parmi le peuple après l'invasion. Les vainqueurs et les vaincus confondirent leur langage, et il en résulta un idiome barbare, qui bientôt varia lui-même. La France, divisée sous le rapport politique en deux parties bien distinctes, le Nord et le Midi, eut dans son sein deux langues différentes. La langue du Midi, qu'on appelait langue d'*oc*, donna lieu à la littérature provençale, et la langue du Nord, qui fut appelée langue d'*oil*, créa la littérature wallonne. Ces deux littératures ne comptèrent d'écrivains distingués que dans le siècle suivant.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quelle fut la constitution du royaume après le démembrement de l'empire de Charlemagne? Comment appela-t-on ce nouveau régime? Quels noms donnait-on aux possesseurs de fiefs? Quels étaient leurs droits et leurs devoirs? Que faut-il penser de ce système? 2. Quelle était sous ce régime l'influence des évêques? Quel usage firent-ils de leur puissance? 3. Quel fut le caractère de la littérature latine après la mort de Charlemagne? Quels sont les hommes illustres du x<sup>e</sup> siècle? Quelles étaient les écoles les plus célèbres au xi<sup>e</sup> siècle? 4. Quel changement la conquête fit-elle subir à la langue du nord de la France? Quelle était celle du midi?

III<sup>e</sup> PÉRIODE.

DYASTIE CAPÉTIENNE. LES CAPÉTIENS DIRECTS.  
(987-1328).

## CHAPITRE I.

Hugues Capet (987-996), Robert (996-1031).

**1. RÈGNE DE HUGUES CAPET (987 - 996).** — Après la mort de Louis V, la couronne appartenait de droit à son frère Charles, qui était duc de Lorraine. Hugues Capet s'en étant emparé, le duc de Lorraine essaya de soutenir ses droits les armes à la main. Mais celui-ci, vaincu et fait prisonnier, fut relégué à Orléans, où il mourut après deux ans de captivité. Dès lors Hugues Capet resta tranquille possesseur de la couronne, mais son autorité ne s'étendit que sur ses domaines particuliers, c'est-à-dire sur le duché de France, qui comprenait sous sa suzeraineté les comtés réunis d'Anjou et de Touraine, ceux de Blois, de Chartres, de Senlis et du Maine, et le comté de Paris, auquel se rattachaient les comtés d'Orléans, de Melun et d'Etampes.

Les autres seigneurs se regardaient comme indépendants sur leurs terres; la plupart même ne reconnaissaient pas le nouveau roi et ne lui obéissaient qu'autant qu'ils y trouvaient avantage. Hugues Capet ayant voulu s'opposer à ce que le duc d'Aquitaine usurpât le titre de comte de Poitou et de Tours, lui demanda : *Qui t'a fait comte?* l'orgueilleux vassal lui fit répondre : *Qui t'a fait roi?* La féodalité se trouve exactement tracée dans ce peu de mots : ducôté des seigneurs, la puis-



sance ; la faiblesse du côté du roi. Aussi Hugues fut-il obligé de ménager les grands et de leur laisser les gouvernements et les seigneuries qu'ils avaient usurpés. Il sut aussi se concilier l'affection du clergé en rendant à l'Eglise tous les bénéfices dont les laïques s'étaient emparés dans les dernières guerres. Il restitua lui-même les abbayes de Saint-Germain et de Saint-Denis, dont il jouissait contrairement aux canons.

Hugues Capet mourut à Paris, capitale de son duché de France, et qui redevint la capitale de la monarchie, après avoir cessé de l'être sous les rois de la seconde race. C'est sous le règne de Hugues Capet, que le savant Gerbert, qui fut pape sous le nom de Sylvestre II, apporta en France la première horloge à balancier, et introduisit l'usage des chiffres arabes.

2. RÈGNE DE ROBERT (996-1031). — Dès les premières années de son règne, Hugues, pour fixer la couronne dans sa maison, s'était associé son fils Robert, et l'avait fait couronner à Orléans et à Reims. Aussi à sa mort Robert lui succéda-t-il sans opposition. Ce roi, dit un de ses biographes, avait reçu de Dieu tous les dons de la science parfaite, et il était très-instruit dans les lettres humaines. Pour qu'il reçût des leçons du savant Gerbert, sa pieuse mère l'avait envoyé aux écoles de Reims, où il avait appris ce qu'on appelait alors les sept arts libéraux, dans la connaissance desquels il avait fait de rapides progrès. Sa piété égalait son savoir, mais il n'en fut pas moins éprouvé dans sa religion.

Ce prince ayant épousé Berthe, sa parente, refusa de se soumettre à la sentence du pape Grégoire V, qui déclarait nul son mariage, et fut alors

frappé d'excommunication. La foi était si vive à cette époque, que personne ne voulut plus avoir de rapport avec le monarque; ses officiers et ses serviteurs l'abandonnèrent, comme s'il eût été atteint d'une maladie contagieuse. Il ne resta auprès de lui que deux serviteurs, encore poussaient-ils le scrupule jusqu'à purifier par le feu les objets qu'il avait touchés, et les vases dans lesquels il avait bu ou mangé. L'infortuné monarque se soumit enfin à la pénitence qu'on lui avait imposée; il répudia Berthe et épousa Constance, fille de Guillaume, comte d'Arles, et de Blanche, sœur du duc d'Anjou (1). Sa soumission, au lieu de nuire à son autorité, le rendit plus populaire, et tout le monde n'eut qu'une voix pour exalter son humilité.

Dès lors Robert s'associa à tous les grands événements de son règne; il soutint partout l'honneur et les droits de sa couronne, et s'efforça par ses largesses, de venir en aide aux malheureux. Quand on apprit sa mort, tout le peuple accourut à Saint-Denis et fit entendre de profondes lamentations : « Tant que Robert a régné, nous avons été exempts de crainte ! Quel l'âme de ce père si pieux et si tendre soit heureuse et sauvée. »

Ce pieux roi répandait d'abondantes aumônes, et c'est de lui que vint l'usage qui a longtemps été observé par les rois de France, de laver les pieds aux pauvres le jeudi saint, et de toucher, dans la cérémonie de leur sacre, les malades atteints des écrouelles, en leur disant : « Le roi te touche, que Dieu te guérisse. »

**3. RÈGNE DE HENRI I<sup>er</sup> (1031-1060).** — A la mort de Robert, Henri son fils monta sur le trône;

(1) Quelques historiens établissent que Constance était la seconde fille de Guillaume Taillefer, comte de Toulouse.

mais il eut beaucoup à souffrir des intrigues de Constance sa mère. Cette femme altière aurait voulu voir son second fils, Robert, monter sur le trône. Elle s'unit donc aux comtes de Blois, de Chartres et de Flandre, et entreprit de détrôner Henri. Mais celui-ci, aidé du duc de Normandie, fit respecter ses droits, terrassa les rebelles, et obligea sa mère à lui laisser la paisible possession de sa couronne.

Au commencement du règne de ce prince, les plus terribles fléaux, la peste et la famine, se réunirent pour accabler la France. Durant trois années consécutives, par suite des pluies et de l'intempérie des saisons, il n'y eut aucune récolte. La famine devint si affreuse, que l'on déterrerait les morts pour se nourrir, et que, dans quelques villes, on mit publiquement en vente de la chair humaine. Les hommes s'égorgeaient pour se dévorer. La mortalité que causa le fléau amena bientôt la peste, qui, à son tour, étendit ses ravages sur la malheureuse nation.

4. TRÊVE DE DIEU. — Indépendamment de ces maux, la France avait encore à souffrir les guerres que les seigneurs se faisaient constamment les uns aux autres. Comme il n'y avait pas de pouvoir assez fort pour réprimer complètement ces sortes de brigandages, l'Eglise intervint et institua la *Trêve de Dieu*. Par cette trêve il était défendu, sous peine d'excommunication, de se livrer à aucune hostilité, depuis le mercredi soir jusqu'au lundi matin, ainsi que pendant les jours de fête, le carême et l'avent. Cette institution eut pour effet immédiat de favoriser l'agriculture et l'industrie, en rendant les relations sociales plus faciles.

QUESTIONNAIRE. — 1. A qui revenait la couronne après

la mort de Louis V ? Sur quelles contrées s'étendait l'autorité de Hugues Capet ? Par quels moyens consolida-t-il son pouvoir ? Quelle fut sa capitale ? Quelles inventions eurent lieu sous son règne ? 2. Quel était le caractère de Robert ? Pourquoi fut-il excommunié ? Quel effet produisit l'excommunication ? Quelle fut sa mort ? Quels usages remontent à lui ? 3. Quelle opposition rencontra Henri I<sup>er</sup> ? Quels sont les fléaux qui affligèrent la France sous son règne ? 4. Qu'est-ce que la trêve de Dieu ? Quelles en furent les conséquences ?

## CHAPITRE II.

Règne de Philippe I<sup>er</sup>. Les croisades (1060-1108).

**1. DE LA GRANDEUR DE LA FRANCE A CETTE ÉPOQUE.** — Jamais la France ne fut plus glorieuse qu'à cette époque, sous Philippe I<sup>er</sup>. Ses vaillants guerriers s'illustrèrent par des exploits éternellement mémorables. Appelés en Espagne par les cris des chrétiens, qui avaient peine à se défendre contre les infidèles, ils passèrent les Pyrénées et fondèrent le royaume de Portugal. Ce fut un prince de la maison de Bourgogne qui en fut le premier roi. D'autres chevaliers, sortis de Normandie, s'en allèrent en Italie, arrachèrent le midi de cette contrée aux Grecs et aux Sarrasins, et firent la conquête de la Sicile. Guillaume le Bâtard étendit les possessions des Normands, en passant le détroit pour aller en Angleterre recueillir, les armes à la main, la prétendue succession du dernier roi des Anglo-Saxons ; enfin les Français, touchés du malheur de leurs frères d'Asie, se soulevèrent à la voix d'un ermite et tentèrent la délivrance des lieux saints. Mais autant la nation se montra grande dans toutes ses entreprises, autant Philippe I<sup>er</sup>, son roi, se montra lâche, indolent et méprisable.

**2. DE LA MINORITÉ DE PHILIPPE I<sup>er</sup>.** — Quand Henri I<sup>er</sup> mourut, Philippe son fils n'était qu'un

enfant. La régence fut confiée à son oncle Beaudouin V, comte de Flandre, qui, par sa sagesse, se montra digne du choix du monarque décédé. Le royaume fut en paix pendant toute la durée de son administration. Il réprima les Gascons, qui avaient essayé de se révolter, et laissa le duc de Guyenne et le comte d'Anjou vider ensemble leurs querelles. La seule faute dont on l'accuse, c'est de ne pas avoir pourvu avec assez de fermeté aux intérêts de la France, quand Guillaume entreprit la conquête de l'Angleterre.

3. AFFAIRES DE FLANDRE. — Beaudouin étant mort un an après cette expédition (1067), Philippe, qui n'avait encore que dix-sept ans, fut regardé comme majeur et prit la direction des affaires. La mort de Beaudouin ne tarda pas à lui attirer la guerre. C'était une loi dans le comté de Flandre, qu'à la mort du comte, le pays ne devait point être partagé entre ses enfants et appartenait de droit à l'aîné. En vertu de cette loi, Beaudouin V avait succédé sans difficulté à son père; mais étant mort dans une guerre qu'il avait entreprise contre son oncle Robert, comte de Frise (1070), celui-ci s'empara de la Flandre au détriment d'Arnould, l'héritier légitime de Beaudouin. Philippe, en sa qualité de suzerain, fut obligé de défendre les droits lésés de son vassal. Il comptait sur des succès faciles, et espérait que Robert n'oserait lui résister, mais il trouva un ennemi parfaitement préparé, et fut vaincu à Cassel (1071). Obligé de reconnaître son vassal pour son vainqueur, il s'unit à lui étroitement et épousa Berthe, sa belle-fille, dont nous verrons bientôt les malheurs.

4. AFFAIRES DE NORMANDIE. — Le roi avait fait promettre à Guillaume le Conquérant, avant son

expédition d'outre-mer, que s'il réussissait à se faire reconnaître roi d'Angleterre, il céderait la Normandie à Robert son fils aîné. Le conquérant n'ayant pas été fidèle à sa promesse, Philippe ne songea plus qu'à lui susciter des ennemis. Il soutint Hoël V, duc de Bretagne, dans sa révolte contre la Normandie, désirant faire de la Bretagne un fief de la couronne (1075), et poussa Robert à se révolter contre son père. Guillaume, irrité de la conduite de Philippe, avait résolu de se venger lorsqu'une fade plaisanterie, sortie de la bouche du roi de France, alluma la guerre. Guillaume mit tout à feu et à sang à Mantes et dans les pays circonvoisins. Mais il mourut d'une blessure que lui fit la selle de son cheval, lorsqu'il contemplait cette scène de carnage et de ruine (1087). Ici commence cette rivalité des deux nations qui doit se continuer jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle.

5. DÉMÊLÉS DE PHILIPPE AVEC LE SAINT-SIÈGE. — Les vices de Philippe I<sup>er</sup> lui attirèrent de la part de saint Grégoire VII une lettre très-sévère. Comme il trafiquait des évêchés et des bénéfices, le pontife lui fit une menace d'excommunication, s'il ne changeait de conduite. Hugues de Die fut chargé, en qualité de légat, de poursuivre sous les yeux du roi lui-même, tous ceux qui étaient arrivés d'une manière vénale aux premières dignités de l'Eglise. Philippe se soumit ; mais il se rendit ensuite coupable d'un scandale non moins monstrueux. S'étant attaché criminellement à Bertrade de Montfort femme de Foulque d'Anjou, il répudia Berthe sa femme légitime, pour contracter une alliance adultère. Urbain II le fit excommunier à Autun par un concile que présida Hugues de Lyon (1092), et lui accorda ensuite son pardon, sur les belles promesses qu'il lui fit. Mais Philippe s'étant par-

juré Pascal III l'excommunia de nouveau (1100).

**6. PRÉDICATION DE LA CROISADE ET EXPLOITS DES CROISÉS.** — Cependant la France était le théâtre d'un grand événement. Urbain II avait prêché la croisade à Clermont, et tout le monde s'était écrié : *Dieu le veut! Dieu le veut!* A la voix de l'ermite Pierre d'Amiens, qui avait été lui-même témoin de l'état déplorable des saints lieux, et qui fut chargé par le souverain pontife de prêcher la croisade en France, en Italie et en Allemagne, les populations entières s'ébranlèrent, impatientes d'aller combattre les ennemis de Dieu. Dans la première chaleur de l'enthousiasme, des bandes nombreuses se mirent en marche sous la conduite de Pierre l'Ermite lui-même et de quelques autres chefs qu'elles s'étaient donnés; mais, victimes de leur indiscipline, elles se dispersèrent et périrent sur le sol de la Hongrie et de la Bulgarie. Le reste des croisés s'organisa en divers corps, sous la conduite des princes les plus illustres de la chrétienté : Hugues de Vermandois, frère de Philippe I<sup>er</sup>; Godefroy de Bouillon, duc de la basse Lorraine, et Beaudouin, son frère; Robert Courte-Heuze, duc de Normandie; Raymond, comte de Toulouse; Bohémond de Tarente, fils de Robert Guiscard, et son neveu Tancrède, etc. L'évêque du Puy, Adhémar de Monteil, était, en sa qualité de légat du saint-siège, le chef spirituel de toute l'armée. Les croisés étant arrivés à Constantinople par divers chemins, Alexis Comnène, qui les avait appelés avec tant d'empressement, fut effrayé de leur nombre, et dès lors ils ne cessèrent d'éprouver les effets de la malveillance et de la mauvaise foi des Grecs. Néanmoins ils conquièrent pour lui plusieurs villes

dans l'Asie mineure sur le sultan d'Iconium, qu'ils défirent dans deux grandes batailles, l'une auprès de Nicée, l'autre auprès de Dorylée (1097). Ils entrèrent ensuite en Syrie où Beaudouin fonda la principauté d'Edesse, et Bohémond celle d'Antioche. Enfin l'armée des croisés, réduite à cinquante mille hommes, arriva en vue de Jérusalem. Après avoir donné l'essor à leur pieux enthousiasme, ils entreprirent avec une infatigable ardeur le siège de la ville sainte, malgré une chaleur dévorante à laquelle se joignait une affreuse disette. Enfin, un vendredi, à trois heures de l'après-midi, ils prirent la ville d'assaut. Godfrey de Bouillon fut élu roi de Jérusalem (1099); mais il refusa de porter une couronne d'or dans le lieu même où son Dieu n'avait porté qu'une couronne d'épines. Il se contenta du titre de *baron du Saint-Sépulcre*, et se montra digne de l'honneur qu'on lui avait fait, en gouvernant avec la plus haute sagesse. Les lois qu'il donna à son royaume sont célèbres sous le nom d'*assises de Jérusalem*. Ce royaume, organisé d'après les principes du régime féodal, eut pour grands fiefs, au moment de sa plus haute prospérité, les principautés d'Edesse et d'Antioche, les comtés de Tibériade, de Tripoli, de Galilée, de Joppé, de Tyr, de Césarée, de Beyrouth et d'Héraclée. Godfrey gagna sur les infidèles la bataille d'Ascalon, et mourut après un an de règne (1100).

QUESTIONNAIRE. — 1. Quel était l'état de la France à l'avènement de Philippe I<sup>er</sup>? Quel fut le caractère de ce prince? 2. A qui le gouvernement de la France fut-il confié pendant sa minorité? Quelles fautes fit Baudouin de Flandre? 3. Que se passa-t-il en Flandre après la mort de Baudouin? Quelle fut la conduite de Philippe dans cette circonstance? 4. A quelle occasion commença la rivalité



de la France et de l'Angleterre? Quels en furent les premiers événements? 5. Quels furent les démêlés de Philippe avec le saint-siège? Comment se terminèrent ces démêlés? 6. Par qui fut prêchée la première croisade? Quel en fut le résultat?

### CHAPITRE III.

Règnes de Louis VI dit le Gros et de Louis VII dit le Jeune (1108-1180).<sup>o</sup>

**1. RÈGNE DE LOUIS VI (1108-1137).** — Louis VI, avant de monter sur le trône, avait prouvé qu'entre ses mains la force et le courage ne serviraient qu'à la défense de la justice. Associé par son père à la dignité royale, il fit l'essai de ses premières armes contre tous ceux de ses vassaux qui tyrannisaient le peuple. Il attaqua leurs châteaux, et rasa plusieurs de ces forteresses que la barbarie avait transformées en des repaires de brigandages et de cruautés. Devenu roi, il étouffa une conspiration que les seigneurs, avec Bertrade sa belle-mère, avaient ourdie contre lui, humilia le comte de Mantes, abaissa la famille de Montmorency par la prise du château de la Ferté-Alais, et rasa le château du baron du Puiset. En faisant expier ainsi à la féodalité ses injustices, il favorisa le mouvement des peuples qui sollicitaient des franchises pour vivre avec plus de liberté.

**2. ÉTABLISSEMENT DES COMMUNES.** — Les premières communes s'établirent alors. On donnait ce nom aux villes qui obtenaient de leurs seigneurs le droit de se gouverner par elles-mêmes. Les droits de chaque commune étaient reconnus par une charte particulière où se trouvaient mentionnées toutes les taxes féodales qu'elles avaient droit de recueillir. Louis le Gros protégea les communes de Laon et de Reims, et défendit celle d'Amiens contre Thomas de Marle, seigneur de

Coucy (1117). Sa conduite pleine de sagesse et d'équité lui gagna tellement les cœurs, que quand l'empereur d'Allemagne Henri V l'attaqua pour avoir donné asile sur ses terres au pape persécuté, la France entière se pressa autour de ses bannières, et ses ennemis n'osèrent marcher contre lui (1124).

**3. AVÈNEMENT DE LOUIS VII (1137-1180). SECONDE CROISADE.** — Avant de mourir, Louis le Gros eut la joie de marier son fils Louis VII, dit le Jeune, avec la princesse Eléonore, qui lui apportait en dot l'ancien duché d'Aquitaine, c'est-à-dire le Poitou, la Guyenne et la Saintonge. Il avait confié son éducation à l'abbé Suger, qui fit la gloire de ces deux règnes par son habileté et ses vertus. Louis VII l'ayant pris pour son ministre, n'agit que par ses conseils.

Les premières années de son règne furent très-paisibles, mais il eut ensuite la maladresse de s'élever contre Pierre de la Châtre, que le pape Innocent II avait placé sur le siège de Bourges, sans prendre son avis. Thibaut comte de Champagne s'étant déclaré pour le souverain pontife, Louis VII ravagea ses possessions et réduisit en cendres la ville de Vitry qui lui avait fait une résistance opiniâtre. Treize cents personnes, qui s'étaient réfugiées dans l'église de cette ville, périrent dans les flammes. Ce fut pour expier cette faute qu'à la voix de saint Bernard, il prit la croix et se décida à aller combattre les infidèles. Cette seconde croisade fut plus malheureuse que la première. Louis VII n'avait plus que le quart de son armée quand il arriva à Antioche; néanmoins il se rendit à Jérusalem et résolut même de marcher contre Damas. Les armées coalisées des Allemands et des Français en firent le siège, mais

elles échouèrent dans leur entreprise et furent obligées de se retirer, laissant le royaume de Jérusalem dans la plus grande détresse.

**4. RÉPUDIATION D'ÉLÉONORE.** — A son retour, Louis VII trouva ses Etats en pleine prospérité ; mais malheureusement il perdit peu après son habile ministre et ses meilleurs conseillers. Abandonné à lui-même, il n'écouta que son ressentiment contre Eléonore, dont la conduite lui avait donné en Asie d'amers chagrins. Il la répudia (1153), et cette princesse alla offrir sa main au comte d'Anjou, Henri Plantagenet, qui devait hériter de la Normandie et du trône d'Angleterre. Cette alliance mit en péril les rois de France, en rendant leur vassal beaucoup plus puissant qu'eux-mêmes sur le continent.

Toutefois cette grande lutte ne fut pendant tout le règne de Louis VII qu'une série presque interrompue de brouilleries et de raccommodements, de trêves et de ruptures, de petites guerres et de traités éventuels entre les princes. Nous ne voyons de remarquable alors que la protection accordée par ce prince à saint Thomas Becket qui fuyait devant les persécutions du roi d'Angleterre Henri II.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Qu'avait fait Louis VI avant de monter sur le trône ? Quel fut le caractère de son règne ? 2. Qu'était-ce que les communes ? Louis VI les protégea-t-il ? Cette protection lui fut-elle avantageuse ? 3. Quelle épouse Louis le Gros avait-il donnée à son fils Louis VII ? Pourquoi ce prince fit-il une croisade ? Les résultats en furent-ils heureux ? 4. Pour quel motif répudia-t-il son épouse Eléonore ? Quelle fut la conséquence de cet événement ? Par quelle action se fit-il remarquer dans ses dernières années ?

## CHAPITRE IV.

Règnes de Philippe Auguste et de Louis VIII (1180-1226).

**1. CARACTÈRE DU RÈGNE DE PHILIPPE AUGUSTE.**

— Philippe Auguste n'avait que quinze ans quand il monta sur le trône. Le roi d'Angleterre, Henri II, espérait profiter de son inexpérience et de sa jeunesse, mais il ne tarda pas à reconnaître qu'il avait affaire à un homme de courage et de génie. Philippe défendit ses droits contre l'étranger, et sut en même temps, par de sages et utiles règlements, travailler à la prospérité intérieure du pays. Il extermina tous les aventuriers qui, sous le nom de *Brabançons* ou de *Cotereaux*, insultaient les prêtres, pillaient les églises, égorgaient les religieux et promenaient partout la ruine et la mort. Il employa utilement les loisirs de la paix en régularisant l'université de Paris, qui réunit bientôt un grand nombre d'étudiants accourus de toutes les parties de la chrétienté. Il fit de Paris une véritable capitale; l'entoura de murailles, fit paver et assainir les rues autrefois si infectes, qu'on avait donné à la ville le nom de Lutèce (*boue*). Il fonda des hôpitaux, et la lèpre étant à cette époque une maladie très-commune, il établit dans son royaume un grand nombre de léproseries.

**2. GUERRE AVEC L'ANGLETERRE.** — La rivalité de la France et de l'Angleterre éclata encore dans de nouvelles guerres. Henri II se vit abandonné par ses deux fils, Richard duc de Guyenne et Jean sans Terre, qui passèrent du côté du roi de France. Ce vieux roi, trahi et vaincu par ses enfants, fut obligé d'accepter le traité que lui dicta Philippe Auguste à la Colombière (1189). Il en mourut de chagrin. Richard qui lui succéda était

sur le point de prendre les armes contre la France, lorsque Guillaume de Tyr vint en Europe prêcher une nouvelle croisade. Sa parole fut assez puissante pour détourner Richard et Philippe de leurs querelles particulières et les entraîner dans une nouvelle expédition en terre sainte.

**3. TROISIÈME CROISADE (1190).** — Ces deux princes avaient résolu de prendre la route de mer et de mettre ensemble à la voile à Messine. Des querelles qui survinrent portèrent Philippe Auguste à devancer son rival. Il débarqua en Palestine après une heureuse traversée et trouva les croisés occupés au siège de Saint-Jean d'Acrc, où depuis longtemps déjà, ils se signalaient par des prodiges de valeur. Mais la division était aussi parmi eux. Les uns voulaient pour roi Conrad de Montferrat, et les autres étaient attachés à Gui de Lusignan. Philippe Auguste et Frédéric de Souabe ayant pris parti pour Conrad, il n'en fallut pas davantage pour que Gui trouvât un protecteur dans Richard. Après l'arrivée des Anglais, ces discordes s'envenimèrent tellement, que les croisés étaient sur le point de se faire la guerre, quand l'approche d'une armée conduite par Saladin les força à oublier leurs querelles. Ils s'unirent contre les infidèles, les repoussèrent et s'emparèrent de Saint-Jean d'Acrc (1191).

**4. DÉMÊLÉS DE PHILLIPE AUGUSTE ET DE RICHARD (1192-1199).** — Peu après la prise de cette ville, Philippe Auguste revint en France. Richard resta encore quelque temps en Palestine où sa bravoure l'avait rendu la terreur des infidèles. A son retour il fut arrêté en Allemagne par le duc d'Autriche qui voulut se venger ainsi de tous les affronts qu'il lui avait faits en Asie, Jean sans

Terre eut la lâcheté de profiter de la captivité de son frère pour conspirer contre lui ; mais il ne put résister à Richard, qui ayant brisé ses chaînes, dispersa ses ennemis, attaqua Philippe Auguste lui-même, et le vainquit à Fréteval (1196). Le roi de France se releva de sa défaite à Gisors, puis y subit ensuite un nouvel échec (1197) ; alors le pape Innocent III voulant mettre fin à ces luttes inutiles, réconcilia les deux rivaux (1198). Richard mourut l'année suivante au siège du château de Chaluz-Chabrol, en Limousin (1199).

5. PHILIPPE AUGUSTE ET JEAN SANS TERRE (1199-1212). — Le successeur de Richard, Jean sans Terre, prince sans énergie, sans talent et sans courage, débuta par un meurtre. Philippe Auguste s'était déclaré le protecteur du jeune Arthur, neveu de Jean sans Terre, et lui avait accordé l'investiture de la Normandie, selon les droits que lui donnait sa naissance. Le roi d'Angleterre eut la lâcheté de mettre à mort son neveu pour satisfaire son ambition (1202) ; alors il fut cité par Philippe, dont il était le vassal, devant les pairs du royaume. Sur son refus de comparaître, tous les biens qu'il possédait en France furent confisqués, et Philippe s'étant mis à la tête d'une armée pour exécuter la sentence, s'empara du Maine, de l'Anjou, de la Normandie, de la Touraine et du Poitou (1205). Forcé de se retirer en Angleterre, Jean indisposa contre lui la noblesse de son royaume, et s'aliéna ensuite le clergé, en voulant ravir à l'Eglise sa liberté ; il osa même porter sur ses biens une main avide.

6. BATAILLE DE BOUVINES (1214). — Après avoir épuisé tous les moyens de persuasion et de douceur, Innocent III déposa, selon le droit du

temps, ce lâche monarque, et chargea Philippe Auguste de la conquête de ses Etats. Une flotte fut équipée par le roi de France ; mais cette fois Jean effrayé se rendit à tout ce que le pape exigeait de lui (1213). Il fit même plus, car il se reconnut vassal du saint-siège. Innocent III envoya son légat près de Philippe Auguste pour l'empêcher de continuer ses préparatifs ; mais il ne gagna rien sur le cœur du monarque, qui n'en poursuivit pas moins son entreprise. Toutefois la fortune ne lui fut pas favorable. Ayant expulsé le comte de Flandre de ses Etats, sa flotte fut détruite dans le port de Dam par les Anglais et les Allemands coalisés (1213). Le comte de Flandre, rentré dans ses Etats, s'allia avec l'empereur Othon IV, le duc de Brabant, Jean sans Terre, le comte de Hollande et de Namur et ce fut contre tous ses ennemis confédérés, que Philippe Auguste remporta la célèbre bataille de Bouvines (1214).

**7. GUERRE DES ALBIGEOIS.** — A cette époque, le midi de la France était fort agité par les Albigeois. On appelait ainsi des hérétiques dont les doctrines s'étaient surtout répandues à Albi et aux environs. Cette secte, qui donnait lieu à de grands désordres, était d'autant plus redoutable, qu'elle avait de puissants protecteurs, entre autres le vicomte de Béziers, le comte de Foix, et surtout Raymond VI, comte de Toulouse. Saint Dominique travailla avec un grand zèle à la conversion de ces peuples égarés, et obtint de merveilleux succès ; mais en général les grands furent sourds à sa voix, et le comte de Toulouse alla jusqu'à faire tuer un légat d'innocent III, Pierre de Castelnau, qui, après avoir vainement essayé de le ramener par la persuasion, avait eu recours à la menace (1208). Alors un cri d'indignation s'éleva de toutes les parties de la chrétienté, et

soixante mille croisés marchèrent contre les Albigeois, sous la conduite de Simon de Montfort. Le roi d'Aragon s'étant déclaré pour le comte de Toulouse, perdit la vie à la bataille qui fut livrée près de Muret, et ses troupes furent mises en déroute (1231); enfin, malgré les dispositions favorables du pape envers le comte de Toulouse, ce prince fut déclaré déchu, et ses Etats furent adjugés à Simon de Montfort, à l'exception de la Provence, qui fut donnée au fils de Raymond (1215). Bientôt après, Toulouse se souleva en faveur de son ancien maître, et Simon de Montfort fut tué au siège de cette ville.

**8. RÈGNE DE LOUIS VIII (1223-1226).**—Amaury, fils de Simon de Montfort, se voyant dans l'impossibilité de se maintenir dans les possessions qu'on avait données à son père, les céda au roi de France (1225). Louis VIII, qui avait succédé à Philippe Auguste, avait commencé son règne par une guerre contre les Anglais; il leur accorda une trêve et tourna ses efforts contre les Albigeois. Son armée fut assaillie pendant sa marche par tous les fléaux, et il eut à déplorer la perte du comte de Saint-Pol et la désertion du comte de Champagne. Néanmoins, il s'empara du comtat Venaissin et d'Avignon, de la Provence et du Languedoc. Il se dirigeait sur Toulouse quand étant lui-même atteint par la contagion qui désolait son armée, il mourut à Montpensier en Auvergne (1226).

**QUESTIONNAIRE.** — 1. A quel âge Philippe Auguste monta-t-il sur le trône? Par quels actes se signala-t-il au commencement de son règne? 2. A quelle occasion la guerre éclata-t-elle entre la France et l'Angleterre? Quel en fut le dénouement? Qui prêcha la troisième croisade? 3. Quels en furent les principaux événements? 4. Quels furent les démêlés de Richard et de Philippe Auguste? Où mourut Richard? 5. Quelle fut la conduite de Jean



sans Terre son successeur? Comment se conduisit-il envers le clergé d'Angleterre? 6. Pourquoi fut-il déposé? Que devint la flotte armée contre lui par Philippe Auguste? Qui gagna la bataille de Bouvines? 7. Quelles étaient les doctrines des Albigeois? Qui dirigeait contre eux la croisade? 8. A qui Amaury de Montfort remit-il ses droits? Quels furent les principaux événements du règne de Louis VIII?

## CHAPITRE V.

Saint Louis (1216-1270), Philippe le Hardi (1270-1285).

**1. MINORITÉ DE SAINT LOUIS.** — La guerre des Albigeois que Louis VIII avait fait faire en son nom fut terminée, sous la minorité de saint Louis, par le traité de Meaux (1229). Raymond VII, réconcilié avec l'Eglise, conserva la Provence et le comtat Venaissin; le roi de France eut le duché de Narbonne, le comté de Maguelonne, le Vivarais, le Gévaudan, Béziers, etc., c'est-à-dire le comté de Toulouse avec les fiefs qui en dépendaient. Cet agrandissement des domaines de la couronne n'empêcha pas la minorité du jeune roi d'être très-orageuse. Les seigneurs, mécontents de voir la régence entre les mains de sa mère, formèrent autour du trône une ligue redoutable. Blanche eut l'habileté d'en détacher Thibaut comte de Champagne, ainsi que tous les membres les plus puissants, et d'échapper au danger. La colère des révoltés se déchargea sur le comte de Champagne, et ils essayèrent de le dépouiller de ses Etats. Mais la protection du trône le mit à son tour au-dessus de leurs attaques. Il hérita même alors de la couronne de Navarre et céda à saint Louis son comté de Blois, en reconnaissance de sa protection.

**2. GUERRE AVEC L'ANGLETERRE.** — Le roi de France et le roi d'Angleterre Henri III vécurent

d'abord en parfaite intelligence ; ils resserrèrent encore leur alliance en épousant les deux sœurs, filles de Raymond Bérenger comte de Provence. Saint Louis profita de cette paix qu'il eût désiré voir se prolonger, pour travailler au bonheur de ses sujets. Mais elle fut troublée par le roi d'Angleterre, prince faible que dominaient ceux qui l'entouraient. Sa mère, mariée en secondes noces au comte de la Manche, ne pouvait supporter que son mari rendit hommage au frère du roi de France, Alphonse, comte de Poitou ; elle forma une ligue contre son seigneur, et y fit entrer Henri III. Saint Louis se mit à la tête de ses troupes, vainquit les Anglais à Taillebourg et à Saintes (1242), et les força à demander une trêve qui fut plus tard changée en une paix définitive par le traité d'Abbeville (1259).

3. PREMIÈRE CROISADE DE SAINT LOUIS (1248). — Quelque temps après ses victoires de Saintes et de Taillebourg, saint Louis étant tombé dangereusement malade, fit vœu, s'il guérissait, d'aller au secours des chrétiens. Ayant recouvré la santé, il partit malgré les représentations qu'on put lui faire, et s'embarqua à Aigues-Mortes en 1248. Le sultan du Caire était alors maître de Jérusalem et le plus redoutable de tous les souverains musulmans. Saint Louis jugea donc que le parti le plus sage était d'aller attaquer ce prince au centre de son empire. Il se dirigea vers l'Égypte et s'empara de Damiette. Mais, ayant ensuite voulu marcher sur le Caire, son armée, surprise dans les marais, fut taillée en pièces à la funeste journée de Mansourah, et le saint roi tomba entre les mains des infidèles. Louis se montra encore plus grand dans les fers que sur

son trône; sa grandeur d'âme, sa résignation et son courage, firent concevoir aux infidèles, une haute idée d'une religion qui inspirait de pareils sentiments. Enfin, comme on proposait au roi de lui rendre la liberté et de délivrer les prisonniers, moyennant une énorme rançon, il répondit : *Un roi de France ne se rachète point à prix d'argent. Je donnerai un million de besants d'or pour mes sujets, et Damiette pour ma personne.* Saint Louis se rendit ensuite en Palestine, où il resta trois ans, s'occupant à fortifier les villes et surtout à rétablir la concorde entre les chrétiens. Enfin, la nouvelle de la mort de sa mère, qui gouvernait en son absence, l'obligea de retourner dans ses Etats (1253).

**4. GLOIRE DE SAINT LOUIS (1253-1270).** — Le malheur avait révélé à l'Europe entière les vertus de saint Louis. A son retour tous les souverains lui témoignèrent à l'envi leur admiration, et dans toutes les circonstances graves ils se plurent à le choisir pour arbitre de leurs différends. C'est ainsi qu'on le vit successivement remplir le rôle de pacificateur dans les démêlés qui s'élevèrent entre le duc de Bretagne et le roi de Navarre, entre le roi de Navarre et le roi d'Angleterre, entre celui-ci et ses barons, même entre Grégoire IX et l'empereur Frédéric II. Dans sa politique extérieure, il fixa les limites de la France en cédant au roi d'Aragon ses droits sur Barcelone et la marche d'Espagne, à condition que celui-ci renoncerait à sa suzeraineté sur le midi de la France (1258). Plein de loyauté, au lieu de profiter des embarras de Henri III pour s'emparer des possessions qu'il avait encore en France, il lui rendit le Limousin, le Périgord, le Quercy et la Saintonge, ne se réservant des conquêtes de Phi-

lippe Auguste que la Normandie, l'Anjou, le Maine, la Touraine et le Poitou (1259). Sans ambition, il avait déjà refusé pour Robert de France, la couronne impériale (1239), quand il refusa encore pour son frère Charles d'Anjou la couronne des Deux-Sicules. Il ne versa pas une goutte de sang pour agrandir les domaines de sa couronne, et cependant aucun roi ne fit des acquisitions aussi considérables. Outre les vastes possessions du comte de Toulouse, il ajouta encore au royaume, les comtés de Chartres, de Blois et de Sancerre avec leurs fiefs, ceux de Mâcon, du Perche, d'Arles, de Forcalquier, de Foix et de Cahors, ainsi que plusieurs grandes villes.

**5. LÉGISLATION DE SAINT LOUIS.** — Législateur plein de sagesse, il favorisa la liberté du peuple, ouvrit à la bourgeoisie les assemblées publiques, fortifia la royauté en attaquant ce que le pouvoir des seigneurs avait d'abusif, régla la justice en faveur des faibles et des opprimés, facilita le commerce par ses réglemens sur les monnaies et fit prospérer l'industrie au moyen de lois sur les corporations des arts et métiers. Il favorisa les sciences et les lettres en établissant plusieurs collèges, dont le plus remarquable fut celui de Sorbonne, fondé par son chapelain Robert, né à Sorbon en Champagne, enfin il multiplia les hôpitaux et les monastères, et mérita d'être placé par l'Eglise au rang des saints. Ses vertus furent si éclatantes et si pures, qu'il ne s'est encore rencontré aucun écrivain qui ait osé le calomnier. De tous les rois, saint Louis est peut-être le seul qui ait joui de ce beau privilège.

**6. DERNIÈRE CROISADE ET MORT DE SAINT LOUIS.** — Pendant que saint Louis travaillait ainsi avec

zèle au bonheur de ses sujets, il reçut les plus affligeantes nouvelles des royaumes chrétiens d'Asie. Sa foi le porta à faire un dernier effort en leur faveur. Il leva une armée et s'embarqua, comme pour l'expédition précédente, à Aigues-Mortes (1270). Le roi de Sicile, Charles d'Anjou, l'avait engagé à se diriger sur l'Afrique, afin de délivrer la Méditerranée des pirates qui l'infestaient, et à descendre ensuite en Egypte, où était le centre de la puissance que l'on avait à combattre. Ce qui parut déterminer le saint roi, ce fut la promesse que lui avait faite le roi de Tunis, de se convertir à la foi catholique avec toute sa nation. Mais à peine eut-il mis le pied sur le sol de l'ancienne Carthage, que le barbare, oublieux de toutes ses promesses, ne voulut traiter avec le roi de France qu'en ennemi. Saint Louis ne l'attaqua pourtant pas aussitôt; il attendit son frère, le roi de Sicile, comptant sur ses troupes et sur ses conseils; mais, pendant ce temps, la maladie se mit dans son armée. Le généreux roi épuisa, dans ce moment critique, tout le zèle de sa charité à visiter et à soigner les malades. Aucun ne succombait sans avoir eu la consolation de recueillir auparavant quelques-unes de ses encourageantes et salutaires paroles. Enfin, atteint lui-même, par le mal qui décimait ses troupes, il se sentit défaillir en quelques jours, et rendit son âme à Dieu sur la terre étrangère, au milieu d'une multitude étonnée de tant d'héroïsme et de vertu. Charles, son frère, conclut une paix honorable avec le roi de Tunis, et l'armée s'en retourna après avoir salué roi Philippe le Hardi (1270).

RÈGNE DE PHILIPPE LE HARDI (1270-1285). — Philippe le Hardi ramena en France cinq cer-

cueils qui renfermaient les restes mortels de son père, de sa femme et de son fils, du comte de Nevers et de Valois, son frère, et du roi de Navarre, son beau-frère. Tous ces héritages agrandirent considérablement les domaines de la couronne. Le nouveau roi travaillait avec ardeur à réparer les maux que les dernières guerres avaient causés à la France, quand il apprit l'affreux événement connu dans l'histoire sous le nom de *Vêpres siciliennes*.

Charles d'Anjou, son oncle, s'étant rendu odieux dans le royaume des Deux-Siciles, une vaste conspiration se forma contre lui et contre les Français qui étaient venus s'établir à sa suite dans le pays. On résolut de les mettre tous à mort le même jour. Le lundi de Pâques 1282, au moment où les vêpres sonnaient à la cathédrale de Palerme, dans la ville et sur les différents points de la Sicile, on se jeta sur eux, et on les immola sans distinction d'âge, de sexe et de condition. Tous furent exterminés, et cette fatale journée coûta la vie à plus de 20,000 Français.

Le roi d'Aragon, Pierre III, ayant été l'instigateur de la révolte, Philippe le Hardi leva une armée pour venger cette injure. Il pénétra en Espagne et s'empara des villes d'Elna et de Gironne. Ayant ensuite essuyé un revers près de cette dernière ville et la maladie s'étant mise dans ses troupes, il se retira. La contagion l'atteignit lui-même, et il mourut à Perpignan (1285).

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Comment se termina la guerre des Albigeois? Quels troubles s'élevèrent pendant la minorité de saint Louis? 2. Pourquoi fit-il la guerre à l'Angleterre? Dans quelles batailles signala-t-il sa valeur? 3. A quelle occasion fit-il vœu d'aller en terre sainte? Quels furent les principaux événements de cette

croisade ? 4. De quelle gloire jouit saint Louis au retour de la croisade ? Par quels princes son arbitrage fut-il invoqué ? Comment agrandit-il sa puissance ? 5. Quel fut son caractère comme législateur ? 6. Pourquoi dirigea-t-il sa dernière croisade sur Tunis ? Comment mourut-il ? 7. Quelles successions recueillit Philippe le Hardi ? Quels furent les principaux événements de son règne ?

## CHAPITRE VI.

Philippe IV le Bel (1285-1314), Louis X dit le Hutin (1314-1316), Philippe V dit le Long (1316-1322), Charles IV dit le Bel (1322-1328).

**I. GUERRES DE PHILIPPE LE BEL AVEC L'ANGLETERRE.** — Philippe le Bel, qui avait succédé à Philippe le Hardi, son père, réunit la Champagne et la Navarre par son mariage avec Jeanne, fille de Thibaut le Gros, souverain de ces deux pays. Il soutint mollement la guerre d'Espagne commencée sous le règne précédent, et laissa l'Aragon terminer avec avantage ses luttes contre la France, par les deux traités de Tarascon et d'Agnani (1291-1295).

Habile, rusé et entreprenant, mais sans délicatesse pour le choix des moyens, Philippe le Bel avait injustement déclaré la guerre à l'Angleterre, à propos d'une rixe survenue entre des marins des deux nations. Une trêve avait été conclue en 1293, mais Philippe la viola indignement. Alors le roi d'Angleterre Edouard 1<sup>er</sup>, fit alliance avec Adolphe de Nassau, empereur d'Allemagne, et avec Guy de Dampierre, comte de Flandre, dont Philippe retenait la fille captive (1297). Le roi de France s'allia de son côté avec l'Ecosse. Ce qu'il y eut d'étrange dans cette guerre, c'est que les deux monarques firent tomber tout le poids de leurs armes sur leurs alliés réciproques. Edouard attaqua les Ecossais, les vainquit à Dumbar, où il fit prisonnier leur roi Baillol (1297). Le fameux Wallace, qui se montra

l'héroïque défenseur de la liberté de la nation, ayant ranimé le courage des vaincus et provoqué une insurrection nouvelle, Edouard se mit de nouveau en campagne, et gagna la célèbre bataille de Falkirk qui le rendit maître de toute l'Ecosse (1298).

Pendant que les alliés de la France étaient ainsi privés de leur liberté, Philippe le Bel triomphait des Flamands, les alliés de l'Angleterre. Charles de Valois, son frère, avait conquis tout le pays, et Guy était captif à Paris, comme Baillol en Angleterre. Mais ces succès furent suivis de grands revers dans les deux pays. Philippe, s'étant mis à la tête des troupes pour réprimer une révolte, éprouva une défaite sanglante à Courtray (1302), et Edouard perdit en Ecosse trois armées. Alors les deux rois conclurent ensemble un traité par lequel ils se sacrifièrent mutuellement leurs alliés (1303). Ni les Flamands, ni les Ecossais ne subirent cette honte. Philippe marcha encore contre la Flandre; mais, malgré sa victoire de Mons-en-Puelle (1304), il fut obligé de reconnaître l'indépendance de cette province (1305).

**2. DÉMÊLÉS DE PHILIPPE LE BEL ET DE BONIFACE VIII.** — Pendant toutes ces guerres, Philippe le Bel, pour se procurer des ressources, avait commis beaucoup d'exactions, altéré les monnaies et levé sur le clergé des impôts arbitraires. Boniface VIII réclama contre cette violation des droits de l'Eglise (1299); mais Philippe accueillit fort mal ses remontrances et poussa la violence, non-seulement jusqu'à faire déposer le pape, dans une assemblée tenue en 1303, mais encore jusqu'à envoyer en Italie, avec quelques troupes, Guillaume de Nogaret, qui s'empara par trahison de la personne du chef de l'Eglise. On dit même que le



pontife fut indignement outragé, malgré son grand âge et malgré les ornements pontificaux dont il s'était revêtu à l'approche de ses ennemis. Boniface mourut presque aussitôt (1305); on lui donna pour successeur Benoît XI, qui ne régna que huit mois; enfin Bertrand de Got, archevêque de Bordeaux, fut élu sous le nom de Clément V.

**3. CONDAMNATION DES TEMPLIERS.** — Le nouveau pape, élu par l'influence de Philippe le Bel, eut la faiblesse de consentir à choisir Avignon pour sa résidence. C'était se rendre l'esclave du roi de France. Sur la demande de ce même prince, il instruisit le procès des Templiers. Cet ordre, fondé à Jérusalem pour combattre les musulmans, avait reçu sa règle des mains de saint Bernard. Ses richesses excessives lui firent oublier ses devoirs, et on l'accusa d'impiété et de vices infâmes. On disait que les doctrines manichéennes et albigeoises, avec toute leur corruption, étaient professées par un grand nombre de ses membres. Ils furent donc tous soumis au tribunal de l'inquisition (1309). Dans plusieurs contrées on les trouva innocents. En France, *ils avouèrent dans les tortures*, dit Bossuet, *mais ils nièrent dans les supplices*. En tout cas un ordre aussi discrédité ne pouvait plus rendre de services à l'Eglise : le concile de Vienne en prononça la suppression et donna tous ses biens aux *Hospitaliers* (1311). Sous prétexte de couvrir les frais de la procédure, Philippe s'empara de tout ce qu'ils possédaient en France. Pressé par son odieuse cupidité, il fit brûler leur grand maître, Jacques de Molay, sans prendre même le temps d'examiner juridiquement sa cause. Philippe et Clément survécurent peu à cette exécution, et le peuple re-

garda leur mort comme un châtimeut du ciel (1314).

**4. RÈGNE DE LOUIS X DIT LE HUTIN (1314-1316).**  
— Philippe le Bel mourut, ainsi que Clément V, dans le délai d'un an, comme l'avait prédit le grand maître des templiers. Jamais prince n'eut peut-être, du côté de sa famille, de plus belles espérances. Au concile de Vienne, il voyait siéger près de son trône ses trois fils, tous pleins d'avenir et dont aucun cependant ne devait avoir le bonheur de transmettre la couronne à un de ses enfants. Louis X dit le Hutin ne régna que deux ans. A peine était-il en possession du pouvoir, qu'il vit se soulever contre lui le peuple entier, irrité par les injustices et les tyrannies de son père. De la Bretagne, de la Bourgogne, du Nivernais, de la Picardie, de la Champagne, du Forez et de tous les points de la France féodale, il n'y eut qu'un cri pour redemander les anciennes franchises. La baronnie réclama l'exercice d'une juridiction absolue sur les hommes de ses terres. Les seigneurs exigèrent le rétablissement du combat judiciaire, des guerres privées et du gage de bataille annulés par saint Louis. Le faible roi accorda tout, et pour satisfaire le peuple il lui livra même le ministre de son père, Enguerrand de Marigny, qu'on pendit au gibet de Montfaucon (1315). Louis X ayant dessein de tenter une expédition en Flandre, et se trouvant sans argent, affranchit tous les serfs de ses domaines et leur vendit leur liberté. L'armée qu'il put mettre en campagne, avec les ressources qu'il se procura de cette manière, ne s'illustra par aucun événement important ; mais du moins, la détresse du trésor avait fourni au roi l'occasion d'un grand acte de justice et d'humanité.

**5. PHILIPPE V DIT LE LONG (1316-1322).** — Philippe le Long, l'aîné des frères du roi, fut nommé régent. Quelque temps après, la reine ayant mis au monde un fils, Jean I<sup>er</sup>, qui ne vécut que huit jours, le prince Philippe fit de nouveau valoir ces droits. Mais Louis le Hutin laissait une fille nommée Jeanne, que ses partisans voulaient élever au trône; il s'agissait de savoir si la couronne, comme les fiefs, pouvait tomber de *lance en quenouille*. On invoqua la *loi salique* en faveur du régent, et il fut déclaré que le royaume de France ne pouvaient passer entre les mains des femmes.

Philippe le Long fut donc proclamé roi, mais il eut besoin de flatter sans cesse les villes, et de ménager les nobles dans l'intérêt de la paix. La tranquillité de son règne ne fut troublée que par la révolte des *pastoureaux*. On donna ce nom à une association composée d'hommes de basse condition, qui sous prétexte d'une croisade, s'étaient soulevés contre les seigneurs, et qui pillaient et ravageaient les contrées qu'ils parcouraient. Mais l'apparition de ces bandes ne fut que passagère. Ce qui caractérise le règne de Philippe V, ce sont les nombreuses ordonnances qu'il rendit. Il fit des réglemens de finances, constitua le parlement, assigna aux différens ordres leur degré d'importance dans les délibérations, fixa l'unité de poids et mesures, et marqua ainsi son passage par des lois pleines de sagesse.

**6. CHARLES IV DIT LE BEL (1322-1328).** — Charles IV succéda à son frère Philippe; il s'occupa d'abord d'une croisade en faveur des chrétiens de Chypre et d'Arménie; mais cette pensée ne fut jamais qu'un projet, auquel il sacrifia beau-

coup d'argent. Il soutint ensuite en Guyenne, contre les Anglais, une guerre qui n'eut aucun résultat (1324), et créa une septième pairie séculière en faveur de Louis de Bourbon, petit-fils de saint Louis. Il mourut en 1328, ne laissant que des filles.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quel était le caractère de Philippe le Bel? Eut-il raison d'attaquer le roi d'Angleterre? Quel fut le sort des Flamands et des Ecossais dans cette guerre? 2. Pourquoi Philippe s'éleva-t-il contre Boniface VIII? Comment le traita-t-il? 3. Quelles fautes fit Clément V? Qu'étaient-ce que les templiers? A quels supplices furent-ils condamnés? Quelle fut la prédiction du grand maître? 4. Comment s'accomplit cette prédiction? Quel fut le caractère de Louis X? 5. Quel fut son successeur? Quelles furent les actions de Philippe le Long? 6. Que se passa-t-il sous Charles IV? A quelle époque ce prince mourut-il?

## CHAPITRE VII.

De la société civile et religieuse, des sciences et des lettres en France sous les Capétiens directs.

**I. DE LA SOCIÉTÉ CIVILE.** — Pendant cette période, la société fit de grands progrès. A l'avènement des Capétiens la royauté n'avait pas de caractère bien déterminé. Elle était élective, et son influence était circonscrite dans le duché de France. Depuis Philippe I<sup>er</sup> jusqu'à Philippe le Bel, nous avons vu qu'elle n'a pas cessé d'ajouter à ses domaines et d'accroître sa puissance. Son hérédité fut reconnue sous Philippe Auguste, et la loi salique fut invoquée après la mort de Louis le Hutin, lorsqu'il s'agit d'exclure sa fille Jeanne au profit de Philippe le Long. Le mouvement de liberté que nous avons remarqué sous Louis le Gros, se continua sous ses successeurs, et la royauté le

réglasagement en intervenant dans tous les démêlés qui s'élevaient entre les seigneurs et les communes.

Quand elles se furent affranchies, les communes désirèrent que leurs intérêts fussent représentés et défendus auprès du roi par quelques-uns de leurs citoyens librement élus, et telle fut l'origine du *tiers état*. On lui donna ce nom, parce qu'il formait après la noblesse et le clergé un troisième ordre dans le royaume. La première assemblée nationale composée des trois ordres, se tint sous Philippe le Bel et prit le nom d'*états généraux*. Elle fut convoquée à l'occasion des démêlés de ce prince avec Boniface VIII.

2. DE LA SOCIÉTÉ RELIGIEUSE. — L'Eglise favorisa ce progrès vers la liberté, et les papes, qui jouissaient alors d'une influence immense, n'usèrent de leur autorité que pour arrêter la dépravation des mœurs et faire respecter la sainteté du mariage. Sous Robert le Pieux, Philippe I<sup>er</sup> et Philippe Auguste, leur intervention dans les affaires du royaume n'eut pas d'autre but. Les mœurs de cette époque étaient dissolues, mais la foi était profonde. L'Eglise se consolait de tout le scandale dont elle était témoin, par le spectacle des héroïques vertus qu'elle voyait aussi pratiquer. Les ordres religieux se multiplièrent alors prodigieusement ; indépendamment des grandes congrégations de Cîteaux et de Cluny, on voyait une foule d'ordres nouveaux s'élever pour satisfaire tous les besoins de la société.

Quelques-uns de ces ordres étaient des refuges pour les personnes qui ne pouvaient vivre au milieu du monde. Elles y trouvaient le silence et le repos qu'elles désiraient, et vauquaient à leur sanc-

tification par la contemplation des choses célestes. Tel fut l'ordre des *chartreux*, fondé en 1086 par saint Bruno. D'autres devaient sacrifier leur vie au soin des malades : c'était le but de l'ordre des *hospitaliers de Marseille*, et de plusieurs autres semblables. Les *trinitaires*, touchés des maux qu'enduraient les chrétiens esclaves chez les infidèles, se dévouaient à leur délivrance (1197); les *prémontrés*, établis par saint Norbert, allaient partout prêchant le règne de Jésus-Christ; les *célestins*, les *augustins* enseignaient le détachement des choses du monde par leur exemple. Toutes ces maisons religieuses étaient autant d'asiles où l'étranger était toujours accueilli, et où le pauvre trouvait à tous les instants des secours. Dans la seule abbaye de Cluny on nourrissait jusqu'à dix-sept mille pauvres.

Mais les deux ordres qui l'emportèrent sur tous les autres, furent les ordres fondés par saint Dominique et saint François d'Assise. Quarante-cinq ans après leur fondation, les franciscains ou *frères mineurs* possédaient huit mille couvents et réunissaient deux cent mille religieux. Les dominicains ou *frères précheurs* se distinguèrent surtout par la science. Ces deux ordres produisirent un grand nombre d'hommes éminents, et contribuèrent au progrès de la civilisation.

**3. DES ÉTUDES SCOLASTIQUES PENDANT CETTE ÉPOQUE.** — Les études scolastiques furent en ce temps-là très-brillantes. Le xi<sup>e</sup> siècle fut illustré par Lanfranc et saint Anselme qui, après avoir enseigné avec éclat dans l'abbaye du Bec en Normandie, devinrent successivement archevêques de Cantorbéry. Nous devons encore citer le cardinal saint Pierre Damien, qui par son éloquence

seconda puissamment saint Grégoire VII dans son œuvre de réforme.

Au XII<sup>e</sup> siècle, nous placerons au premier rang saint Bernard, l'oracle de son siècle, Yves de Chartres, Pierre le Vénéral, abbé de Cluny, et Pierre de Blois, tous également célèbres par leur talent et leur piété; enfin les philosophes Abeilard et Gilbert de la Porée, qui donnèrent dans des erreurs, mais qui, au lieu de s'obstiner, comme il n'est que trop ordinaire aux hérétiques, firent humblement pénitence, tant la foi était alors vive dans les âmes, tant la soumission à l'autorité de l'Eglise était sincère et profonde.

Le XIII<sup>e</sup> siècle nous présente des prodiges de science et de sainteté dans saint Bonaventure, saint Thomas d'Aquin, saint Raymond de Pennafort, saint Vincent de Beauvais. Les écrits de ces grands hommes, ainsi que ceux du célèbre dominicain Albert le Grand, sont de vastes répertoires qui renferment toute la science du moyen âge, tant sur les choses divines que sur les choses humaines.

L'université de Paris fut fondée à cette époque (1200); elle reçut de Philippe Auguste une chartre qui soumettait tous ses membres à la juridiction ecclésiastique. Ses statuts furent approuvés par le vingt-deuxième concile de Paris en 1215, et ont servi de règles à beaucoup d'autres universités.

4. DE LA LITTÉRATURE PROVENÇALE. — Les mœurs, de la Provence avaient conservé quelque chose de l'urbanité romaine, et la barbarie ne régna jamais entièrement dans cette belle contrée. Par son contact avec les Germains, le peuple s'écarta insensiblement de la langue latine, et accueillit dans son langage, un certain nombre de mots étrangers. De ce mélange il résulta

une langue nouvelle pleine de fraîcheur, de grâce et d'harmonie. Contemporaine de la chevalerie, elle produisit une littérature aimable et tendre qui se plaisait surtout à égayer, par ses naïvetés et ses chants, les plaisirs de la féodalité. Ses poètes, qu'on appelait *troubadours*, et qui, presque tous étaient d'un sang illustre, couraient de châteaux en châteaux pour y chanter leurs poèmes ; les ducs et les comtes eux-mêmes se faisaient un honneur de bien chanter les vers qu'ils avaient composés. Guillaume IX de Poitiers, Alphonse II d'Aragon et Richard Cœur de Lion ne se piquaient guère moins d'être grands poètes que braves chevaliers.

Les croisades donnèrent encore un nouvel élan à la poésie provençale ; les chants des troubadours devinrent plus enthousiastes, et exercèrent une grande influence sur la marche des événements. Quand l'hérésie des albigeois eut envahi le midi de la France, un grand nombre de troubadours se rangèrent parmi les novateurs et facilitèrent les progrès de l'erreur par les poésies mordantes qu'ils composaient contre le clergé. Bientôt la poésie provençale devint aussi contraire aux principes de la morale qu'à ceux de la foi, et après avoir jeté pendant longtemps un si vif éclat, elle tomba dans la dégradation et la débauche, et s'éteignit bientôt après, lorsque la croisade contre les albigeois eut mis fin à la nationalité du midi de la France.

3. DE LA LITTÉRATURE WALLONE. — Le nord de la France ayant toujours été en contact avec la Germanie, la littérature wallonne eut un caractère plus grave et plus belliqueux que la littérature provençale. Ces hommes de mouvements et d'attaque n'avaient dans l'imagination que des combats, et leurs poètes, qu'ils nommaient *trou-*



*vères*, ne les pouvaient émouvoir qu'en exaltant les exploits de leurs ancêtres. Pour des intelligences naïves et simples, comme celles de ces populations encore neuves et vierges, il fallait de l'extraordinaire et du merveilleux. De là toutes ces exagérations de formes et cette taille gigantesque que les trouvères prêtent à leurs héros. Ils en font habituellement des êtres d'une force surhumaine, leur attribuent des faits qui dépassent toute vraisemblance, et s'étudient à multiplier sans cesse les prodiges. Les principaux *cycles* ou séries de sujets qu'exploitèrent ces romanciers, furent le *Siège de Troie*, *Alexandre* et *Charlemagne*. C'était comme un poème de l'humanité, dans lequel les points culminants de l'histoire étaient mis en lumière. La guerre de Troie fut chantée par Benoît de Saint-Maure au XII<sup>e</sup> siècle, et Alexandre fut célébré par Alexandre de Bernay (1202). Charlemagne, le sujet national, fut enrichi de plusieurs autres compositions accessoires. Autour de cette grande et imposante figure, on groupa une foule d'autres poèmes moins étendus. *Les Quatre Fils Aymon* et *Renard de Montauban* sortirent de l'imagination de Huon de Villeneuve au XII<sup>e</sup> siècle, et quelques temps après, Adenez le Roi ferma cette brillante épopée par son récit des *Enfances d'Ogier le Danois*.

Tout en se portant de préférence vers les sujets sérieux, la littérature wallonne ne resta pourtant pas étrangère aux poésies légères qui caractérisèrent la littérature provençale. Plus d'une fois les trouvères s'essayèrent à imiter les troubadours, mais ils ne firent jamais de leurs fabliaux et de leurs sirventes qu'un agréable passe-temps. Leurs efforts et leurs désirs constants étaient toujours pour les œuvres grandioses et sévères.

Il est à remarquer que cette gravité qui règne dans leurs productions, sauva cette littérature naissante, en la préservant de la corruption. Pendant que la littérature provençale se mourait au milieu de ses lamentations frivoles et de ses soupirs langoureux, la littérature wallone allait prospérant, marquant toutes ses journées par des productions nouvelles. C'est ainsi qu'au temps des croisades le besoin d'exprimer des idées nouvelles la fit passer de la poésie à la prose. Deux noms immortels, le maréchal de Champagne Geoffroy de Villehardoin et le sire de Joinville, ouvrirent par des chefs-d'œuvre la liste de nos prosateurs. Le premier, dans son Histoire, raconte avec une inimitable candeur tout ce qu'il a vu, et son récit naïf fait mieux connaître les mœurs de son temps que le pinceau du peintre le plus habile. Le second nous a laissé une vie de saint Louis, belle et pure comme l'âme du héros dont elle raconte les actions, franche et sensible comme l'âme du sénéchal qui l'écrivit.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quels progrès fit la royauté pendant cette époque? Qu'était-ce que le tiers état? Sous quel prince assembla-t-on pour la première fois les états généraux? 2. Quel usage les papes firent-ils alors de leur puissance? Quels sont les ordres religieux qui ont été fondés à cette époque? Citez les deux plus remarquables. 3. Quels furent les savants les plus célèbres du XI<sup>e</sup>, du XII<sup>e</sup> et du XIII<sup>e</sup> siècle? A quelle époque fut fondée l'université de Paris? 4. Quel fut le caractère de la littérature provençale? Quels furent ses poètes les plus illustres? Qu'est-ce qui la fit tomber? 5. Quel fut le caractère de la littérature wallone? Quels furent les principaux sujets traités par les poètes? Par quels ouvrages en prose se signala d'abord la littérature française?

## IV<sup>e</sup> PÉRIODE.

DEPUIS L'EXTINCTION DES CAPÉTIENS DIRECTS JUSQU'À L'AVÈNEMENT DE  
FRANÇOIS 1<sup>er</sup>. RUINE DE LA FÉODALITÉ.  
(1328-1515.)

### CHAPITRE I.

De la rivalité de la France et de l'Angleterre pendant la première période  
de la guerre de cent ans (1328-1380).

Philippe VI de Valois (1328-1350), Jean II le Bon (1350-1360).  
Charles V le Sage (1360-1380).

**I. CAUSES ET PRÉPARATION DE LA GUERRE (1328-1337).** — Par position et par caractère, la France et l'Angleterre se trouvaient depuis longtemps rivales. L'extinction de la branche aînée des Capétiens dans la personne de Charles IV, fut l'occasion d'une guerre sanglante et terrible. Edouard III, qui régnait en Angleterre, depuis un an, quand mourut Charles IV, prétendit avoir des droits sur la couronne de France du côté de sa femme. Mais on lui appliqua la loi salique, et Philippe VI de Valois fut salué roi avec des acclamations unanimes (1327). Edouard était encore mineur, et avait d'ailleurs beaucoup à faire en Angleterre. Il était l'esclave de Mortimer, et pour reprendre l'Ecosse il désirait profiter de la minorité de David Bruce, qui avait succédé à Robert son père. Il dissimula donc, et travailla tout à la fois à s'affranchir du ministre qui le tyrannisait, et à étendre son autorité sur les Ecossois. Il réussit contre Mortimer, mais il échoua devant les partisans de David, qui défendirent leur liberté avec énergie et courage.

Pendant que ces événements s'accomplissaient, Philippe s'illustrait en attaquant les Flamands, qui avaient jeté Louis II, leur comte, en prison. Il s'empara de la ville de Cassel, qui avait été le centre des opérations des révoltés, et la rasa (1328). Ce premier succès changea sa bravoure en présomption, et il se plut à humilier le roi d'Angleterre, en exigeant qu'il vint en personne lui jurer foi et hommage pour son duché de Guyenne. Edouard III prêta le serment qu'on lui demandait; mais cette humiliante cérémonie l'ayant profondément blessé, il se promit d'en tirer une éclatante vengeance (1331). Philippe se laissa enivrer par la prospérité, et agit dès lors sans ménagements envers ses sujets. Il renouvela toutes les lois anciennes favorables à la royauté, et irrita imprudemment Robert d'Artois, en déclarant nulles ses prétentions sur l'héritage de sa tante Mathilde, sans adoucir sa sentence par aucune compensation. De tous les seigneurs, Robert était celui qui avait le plus contribué à l'élection de Philippe. Il taxa donc d'ingratitude l'arrêt de justice qui le frappa, et se retira près d'Edouard III (1334). La guerre entre les deux pays fut l'effet de leurs communs ressentiments.

**2. RUPTURE ENTRE LES DEUX PAYS (1337-1340).** — L'étincelle qui devait allumer ce grand incendie partit de la Flandre, qu'irritaient les cruautés du comte Louis II. Le brasseur Jacques Artevelle poussa le peuple à la révolte; il se mit à la tête des séditeux, et pour soutenir son parti, il engagea Edouard III à s'allier avec lui contre le roi de France. Ce prince, déjà disposé à la guerre par les rancunes haineuses de Robert d'Artois, reçut avec joie les propositions d'Arte-

velle. Une seule chose arrêtait les Flamands : c'était le serment qu'ils avaient fait de rester fidèles au drapeau français. Edouard, pour lever les scrupules de leur conscience, se proclama roi de France, et déployant les étendards fleurdelisés, déterminâ tous les rebelles à marcher à sa suite.

Cette guerre qu'entreprenait Edouard plaisait à la noblesse et au peuple anglais. Tous les chevaliers avaient fait vœu de ne regarder qu'avec un seul œil jusqu'à ce qu'ils se fussent illustrés en France par quelque *prouesse*. Ils parcouraient donc le Hainaut et toute la basse Allemagne avec un œil couvert de drap vert, cherchant partout des alliés. Philippe, de son côté, s'était uni à Jean III, duc de Bretagne, et les deux nations se montrèrent préparées à une grande guerre. Les premiers succès furent pour le roi de France ; mais sa flotte composée de cent vingt vaisseaux montés par quarante mille hommes, ayant été poussée entre les deux escadres ennemies, fut entièrement détruite près du fort de l'Ecluse (1340). Edouard marcha contre Tournai où il échoua, et Robert d'Artois, qui s'avavançait sur Saint-Omer, fut battu par le duc de Bourgogne. Les deux partis épuisés conclurent alors une trêve d'un an.

**3. AFFAIRES DE BRETAGNE. BATAILLE DE CRÉCY ET SES SUITES (1341-1347).** — Bientôt les troubles de la Bretagne ranimèrent la guerre entre les deux nations. Le duc Jean III était mort (1341) ; le comte de Montfort, son frère utérin et sa nièce, Jeanne de Penthièvre, qui avait été mariée à Charles de Blois, se disputèrent sa succession. Montfort fut soutenu par l'Angleterre et Charles de Blois par la France. Robert d'Artois,

qui avait volé au secours du premier, trouva la mort au siège de Vannes ; il fut aussitôt remplacé par Edouard III (1344), et dès lors la guerre devint directe entre les deux rois rivaux. De part et d'autre on leva des subsides : Edouard imposa les laines, et Philippe établit la *gabelle* ou le monopole du sel, ce qui le fit appeler l'auteur de la *loi salique*. D'atroces cruautés signalèrent les préliminaires de cette guerre ; le prince Jean de Montfort ravagea la Guyenne, et les Anglais, après avoir dévasté la Normandie, s'avancèrent sur Paris, le fer et la flamme à la main, incendiant Saint-Germain, Rueil, Nanterre, Saint-Cloud et Neuilly. Mais lorsqu'on leur annonça que Philippe marchait à leur rencontre avec une armée formidable, ils se hâtèrent de battre en retraite, et furent heureux de pouvoir repasser la Seine et la Somme. Enfin arrivés près du village de Crécy, à trois lieues d'Abbeville, les Anglais se plaçant sur les hauteurs, attendirent une bataille devenue inévitable. C'en était fait d'eux si le roi de France eût suivi les conseils de la prudence ; mais n'écoutant que sa fougue chevaleresque, il se précipita sur leurs épais bataillons, et fit tailler en pièces son armée. Cette désastreuse journée coûta à la France environ trente mille hommes et douze cents princes, seigneurs ou chevaliers ; Philippe lui-même reçut deux blessures (1346). Edouard aurait pu marcher sur Paris, mais il jugea plus prudent de se replier du côté de la mer pour s'en assurer l'empire. Il vint mettre à cet effet le siège devant Calais (1347).

4. SIÈGE ET PRISE DE CALAIS. — Après une résistance de onze mois, les Calaisiens, vaincus par la famine, demandèrent à capituler. Edouard ne

consentit à épargner la ville que lorsque dix des principaux habitants se seraient présentés à lui, la corde au cou, pour être mis à mort. Eustache de Saint-Pierre s'offrit aussitôt, pour victime et son dévouement, imité par cinq autres notables, sauva la ville. Ces héros ne durent leur salut qu'aux prières de la reine d'Angleterre qui, touchée de leur dévouement, vint se jeter aux pieds de son époux. Les Calaisiens furent contraints d'abandonner leurs foyers, et la ville fut peuplée par les Anglais. Après cette conquête, le souverain pontife Clément VI, qui ne désirait que la paix dans l'intérêt de l'Eglise, interposa sa médiation entre les deux peuples rivaux, et leur fit conclure une trêve d'un an qui se prolongea jusqu'en 1355.

**5. JEAN LE BON. BATAILLE DE POITIERS (1350-1356).** — Philippe VI ne survécut que quelque temps à la trêve. Il avait ajouté aux domaines de la couronne le comté de Montpellier, qu'il avait acheté de Jacques II, roi de Majorque, et le Dauphiné, qu'il reçut de Humbert II, à la condition que l'héritier présomptif de la couronne porterait le nom de Dauphin (1349). Jean II commença son règne sous de mauvais auspices. Il se rendit odieux à la noblesse par le supplice inutile du comte d'Eu, connétable de France, qu'il supposait de connivence avec le roi d'Angleterre; il irrita le peuple par l'altération des monnaies, et essuya tous les caprices de l'humeur inquiétante et bizarre de Charles le Mauvais. Trois fois ce prince perfide ourdit contre lui d'iniques conspirations, et trois fois il lui pardonna, dans la crainte de le voir s'unir aux Anglais. Quand la trêve conclue avec Edouard fut sur le point d'expirer, il convoqua les états généraux (1355).

On y décida qu'on mettrait sur pied une armée de quatre-vingt-dix mille combattants, pour résister aux immenses préparatifs que faisait de son côté le roi d'Angleterre. En retour de cette concession, le roi se mit à la disposition des états et humilia sa puissance sous la leur.

L'orage qu'on pressentait se leva tout à coup menaçant et terrible. Tandis que Charles le Mauvais, roi de Navarre et gendre du roi de France, agitait la Normandie, Edouard entra en France par la Picardie, et le prince de Galles, son fils, surnommé le *Prince Noir*, ravagea la Gascogne. Jean II, sans se déconcerter, marcha d'abord contre son gendre rebelle, pacifia le pays qu'il avait troublé, et enferma le Navarrais dans un château fort de la Picardie. Une révolte qui éclata en Ecosse ayant, en même temps, forcé Edouard à quitter le nord de la France, il ne resta plus à combattre que le prince de Galles. Jean l'atteignit près de Poitiers, et bloqua si étroitement ses troupes, qu'il eût suffi, pour l'obliger à se rendre, de conserver la position pendant un jour seulement. Malheureusement le roi n'était pas homme à rester ainsi vingt-quatre heures en face de l'ennemi sans le combattre. Il ordonna l'attaque d'une manière irréfléchie, et les troupes françaises furent entièrement défaites; Jean tomba entre les mains du vainqueur, qui se montra digne de sa gloire en rendant les plus grands honneurs à son royal captif (1356).

**6. ETAT DE LA FRANCE JUSQU'À LA PAIX DE BRÉTIGNY (1356-1360).** — Jean II fut envoyé à Londres, et le pape réussit une seconde fois à conclure une trêve entre les deux nations. La France, privée de son souverain, se trouvait dans



ja situation la plus critique. On assembla les états généraux du Midi à Toulouse, et ils accordèrent quelques subsides. Mais ceux qui se tinrent à Paris furent remplis de séditions et de troubles. Le prévôt des marchands, Etienne Marcel, créa d'abord au sein des états une commission composée de cinquante membres, à laquelle il donna toute la puissance, bien résolu d'en faire l'instrument de ses volontés. Il se tourna ensuite contre le dauphin, limita son autorité, et laissa la direction de toutes les affaires aux mains des factieux. Pour avoir un soutien, il entra en rapport avec Charles le Mauvais, lui ouvrit les portes de Paris, et conçut le projet de le faire couronner roi de France. Le sang fut alors versé par torrents, et le trône allait être occupé par le Navarrais, quand Maillard et Pepin des Essarts massacrèrent Marcel et ses complices (1358). Leur mort rétablit le calme dans Paris, et le dauphin, rentré dans ses droits, put combattre la *Jacquerie*. On donnait ce nom à l'insurrection des paysans de Picardie et de Champagne, qui, ruinés et affamés par les nobles, se livraient contre eux aux plus horribles vengeances, et commettaient dans les campagnes d'affreux brigandages. Le nom de *Jacquerie* venait du sobriquet de *Jacques Bonhomme*, que la noblesse donnait au peuple. Toutes ces calamités firent unanimement soupirer après le retour du roi Jean. Edouard se montra dans le commencement très-exigeant; mais son armée ayant essuyé plusieurs revers, il rendit au roi la liberté, à condition qu'il lui laisserait en pleine souveraineté Calais, le Ponthieu et tout l'ancien duché d'Aquitaine. La rançon de Jean II fut fixée à trois mille écus d'or. Ce traité, si oné-

reux pour la France, fut signé à Brétigny près Chartres (1360).

7. FIN DU RÈGNE DE JEAN II. AVÈNEMENT DE CHARLES V (1360-1364). — De retour dans sa capitale, Jean fut accueilli avec enthousiasme par le peuple, le clergé et la noblesse. Les dons qui lui arrivèrent de toutes parts suffirent pour acquitter le premier paiement de sa rançon. L'année suivante il vendit aux juifs le droit de rentrer en France, et ils ramenèrent avec eux la fraude et l'usure ; puis il fallut surcharger d'impôts très-lourds le peuple déjà ruiné. Toutefois, au milieu de cette grande détresse, il ne faillit pas à l'honneur. Un de ses fils, le duc d'Anjou, qu'il avait laissé en otage au roi Edouard, s'étant échappé, Jean retourna lui-même en Angleterre prendre de nouveau ses fers, et mourut à Londres deux mois après (1364). Jean II avait réuni la Bourgogne aux domaines de la couronne ; mais il eut le tort de l'en détacher en faveur de Philippe le Hardi, son fils, qui devint le chef de la nouvelle maison des ducs de Bourgogne. Il morcela encore maladroitement le royaume, qui avait en ce moment grand besoin d'unité, en faisant du duché d'Anjou et du duché de Berry des apanages pour ses autres enfants. Charles V, l'aîné de ses fils, dont l'expérience avait été mûrie par le malheur, apporta sur le trône un génie plus élevé et une politique plus profonde.

8. TRIOMPHE DE LA FRANCE SOUS CHARLES V (1364-1374). — Pour recouvrer son autorité et son royaume, Charles V avait à combattre trois ennemis redoutables. Le Navarrais, qui tenait Paris bloqué et était maître de la Normandie ; les *compagnies*, qui, formées de bandes d'aventuriers,

désolaient toutes les campagnes ; enfin les Anglais , qui pesaient sur un grande partie de la France. Le breton Duguesclin fut le bras vigoureux qui délivra Charles V de tous ses adversaires. Ce brave chevalier tira d'abord son épée contre Charles le Mauvais, le vainquit à Cocherel, fit prisonnier le général de ses armées, Jean de Grailly, le fameux captal de Buch, et ruina complètement son parti. Après avoir ainsi humilié le roi de Navarre, il embrassa la cause des Penthievre, mais non avec le même bonheur. Les Anglais le firent lui-même prisonnier à la bataille d'Aurai, et la mort de Charles de Blois assura le triomphe de la maison de Montfort (1365). Duguesclin ne recouvra la liberté que pour délivrer la France des *compagnies*, à la tête desquelles il se plaça, d'après les conseils de Charles V, et qu'il entraîna à sa suite en Espagne (1366). Il prit en Castille le parti de Henri de Transtamarre contre Pierre le Cruel son frère. La fortune favorisa ses premières entreprises, et il ne succomba que sous les efforts du prince de Galles, qui intervint en faveur de Henri et le fit une seconde fois prisonnier (1368). Charles le racheta et utilisa bientôt son génie contre les Anglais eux-mêmes.

L'occasion était favorable. Pour soutenir les dernières guerres, Edouard et le prince de Galles avaient ruiné la Guyenne par des tribus onéreux, et cette province, fatiguée de la domination anglaise, implorait la protection de la France. Charles V prêta l'oreille à leurs plaintes et compatit aux souffrances de ses anciens sujets. Quand il fut certain que les provinces occupées par les Anglais étaient dévouées à sa cause, il recommença la guerre. Elle fut allumée tout à la fois dans

le Ponthieu, la Guyenne et la Picardie (1369). Duguesclin, qui avait reçu, avec le commandement des armées, l'épée de connétable, se dirigea contre Robert Knolles, qui avait sous ses ordres les principales troupes des Anglais. Il le vainquit dans l'Anjou (1370), et s'empara ensuite du Poitou, de la Saintonge et de la Bretagne (1371-1373). Le duc d'Anjou poursuivait pendant ce temps ses conquêtes dans la Guyenne, de sorte qu'il ne resta bientôt plus aux Anglais que Bordeaux, dans le Midi, et Calais, dans le Nord.

**9. PROSPÉRITÉ INTÉRIEURE DE LA FRANCE. MORT DE CHARLES V.** — Sur ces entrefaites, Edouard III étant mort (1377), Charles V profita de cet événement pour courir à de nouveaux triomphes. Cinq armées furent lancées dans des directions diverses, et remportèrent toutes de grands avantages. Le brave Duguesclin mourut devant le château de Randon, l'une des dernières places qui restassent aux Anglais en Guyenne. Le gouverneur, qui avait juré de ne se rendre qu'au connétable, déposa les clefs du château sur son cercueil (1380). La même année vit aussi mourir Charles V. Ce prince, tout en purgeant la France de ses ennemis par le glaive, n'avait pas négligé son administration intérieure. Il rappela dans son sein la prospérité et l'abondance par des institutions qui justifèrent le surnom de *Sage* dont la postérité l'a honoré; il régla les finances, fit une refonte générale des monnaies, réduisit les impôts et les répartit avec plus de justice, diminua le nombre des employés de l'Etat, encouragea l'agriculture, les arts, les sciences et les lettres. Mais malheureusement un roi aussi sage eut pour successeur un roi en démence.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quels furent les premiers événements du règne de Philippe VI? Quelles furent les causes de la guerre qui s'éleva alors entre la France et l'Angleterre? 2. Comment Edouard s'attachait-il les Flamands? Quel fut le zèle de la noblesse anglaise pour cette guerre? Quelle perte firent les Français à la bataille de l'Ecluse? 3. Que se passa-t-il ensuite en Bretagne? Quelle influence eurent ces événements sur les affaires de France et d'Angleterre? Racontez la bataille de Crécy. 4. Racontez le siège de Calais? Comment la ville fut-elle sauvée? 5. Quel fut le successeur de Philippe VI? Quel était son caractère? Racontez la bataille de Poitiers. Quelles en furent les suites? 6. Quel fut l'état de la France pendant la captivité de Jean II? Qu'était-ce que la Jacquerie? Quelles furent les conditions du traité de Brétigny? 7. Comment se termina le règne de Jean II? Quel fut son successeur? 8. Par quels moyens Charles V répara-t-il tous les maux causés par l'inexpérience de son prédécesseur? Quels furent les exploits de Duguesclin en Bretagne? — en Espagne? Comment les Anglais furent-ils alors dépouillés de toutes les provinces dont ils s'étaient emparés dans les guerres précédentes? 9. Où mourut Duguesclin? Quels furent les derniers triomphes de Charles V?

## CHAPITRE II.

Dernière période de la guerre de cent ans.

**Charles VI (1380-1422), Charles VII (1422-1461).**

**1. MINORITÉ DE CHARLES VI (1380-1389).** — Charles VI, âgé de douze ans, avait pour régents ses oncles, les ducs d'Anjou, de Berri et de Bourgogne. Dès le commencement de son règne, une grande révolte éclata sur presque tous les points du royaume. La sédition avait éclaté à Rouen et s'était promptement étendue dans tout le Midi, à Paris et dans les Flandres. Le jeune roi s'attaqua d'abord aux Flamands, les vainquit à Rosbek et mit à mort leur chef, Philippe d'Artevelle. L'armée victorieuse se replia ensuite sur la France pour calmer toutes les rébellions qui l'agitaient.

Les *maillotins*, qui s'étaient soulevés à Paris au nombre de plus de cent mille, furent traités avec sévérité, et les princes du sang saisirent l'occasion de leur révolte pour perdre l'avocat général Jean Desmarest. Les *Tuschins* ou brigands qui tourmentaient le Languedoc, furent effrayés par l'horreur des supplices qu'on faisait endurer aux rebelles, et se rendirent. Ces succès furent d'ailleurs les seuls qui honorèrent le règne de Charles VI. Il avait projeté une expédition contre l'Angleterre, et avait fait réunir à cet effet de nombreux vaisseaux. Mais la maladresse du duc de Bourgogne et la lenteur intéressée du duc de Berri laissèrent venir la saison des tempêtes, et la flotte fut ruinée (1385). Irrité de cette perte, le roi, qui venait d'atteindre sa vingt et unième année, secoua le joug de ses oncles (1386), et conclut une trêve avec Richard II (1388).

**2. DÉMENÇE DE CHARLES VI (1390-1399).** — Le peuple se réjouit du renvoi des régents, mais malheureusement le roi devait être bientôt privé par une grave maladie de l'exercice de sa puissance. Pierre de Craon, après avoir attenté aux jours du connétable de Clisson, favori du roi, s'était réfugié en Bretagne. Charles VI exigea que le coupable fût livré entre ses mains; n'ayant pu obtenir satisfaction il marcha contre cette province. Comme il sortait du Mans et traversait une forêt, une apparition mystérieuse troubla l'esprit du roi qui, depuis lors, demeura frappé de démence. Cet événement le remplaça sous la tutelle de ses oncles, qui achevèrent de désoler le royaume par leur mauvaise administration. Charles VI jouissait à la vérité de quelques instants lucides; mais il était tellement circonvenu par ceux qui régnaient

en son nom, qu'il n'employait ces heureux intervalles qu'à approuver tout ce qu'ils avaient fait.

**3. LES BOURGUIGNONS ET LES ARMAGNACS (1399-1413).** — Pendant ce temps l'Angleterre avait été le théâtre d'une grande révolution. Henri de Bolingbroke avait renversé Richard II et s'était emparé du trône sous le nom de Henri IV. Les conseillers de Charles VI avaient cherché à profiter des embarras du roi d'Angleterre, et une armée avait été envoyée en Gascogne pour reprendre toutes les places que les Anglais y occupaient encore. Malheureusement ils n'étaient pas assez unis pour diriger heureusement aucune entreprise. Philippe le Hardi et Louis d'Orléans s'étaient toujours disputés le pouvoir ou l'argent du royaume, mais leurs inimitiés ne s'étaient traduites qu'en intrigues de cour. Quand Jean sans Peur, prince doué d'une ambition démesurée, eut succédé au duc de Bourgogne son père, il montra une haine violente contre le régent. Cependant on était parvenu à les rapprocher. Après avoir assisté ensemble à la même messe et y avoir communiqué, ils avaient signé un acte de confraternité. Le lendemain 23 novembre 1407, le duc d'Orléans fut assassiné. Jean se hâta d'organiser son parti, avoua publiquement son crime, et obligea le roi à l'approuver, en jurant que la mort du duc d'Orléans ne lui avait causé aucune *déplaisance*. Maître absolu de Paris, Jean sans Peur satisfit le peuple en lui immolant toutes les victimes qu'il désigna, et se disposa à faire résistances aux partisans de sa victime en levant une forte armée. Le Midi s'étant déclaré contre les Bourguignons, le comte d'Armagnac, beau-père du nouveau duc d'Orléans, se mit à la tête de la

faction et lui donna son nom. La fureur aveugla les partis ; ce ne fut que proscription, que massacre, et, de part et d'autre, on se livra à d'horribles excès. Paris, dominé par la faction bourguignone, vit les mendiants, les malfaiteurs et les bouchers commettre les plus infâmes attentats. Jean sans Peur eut le cœur de se mettre à la tête de cette milice déshonorante dont les membres prenaient le nom de *cabochiens*, et n'avaient goût qu'aux fureurs dégoûtantes et sanguinaires des orgies et des saturnales (1411). Les Armagnacs désespérés appelèrent le roi d'Angleterre à leur secours. Le duc de Bourgogne l'apprit et ce fut pour lui un moyen d'animer contre eux le peuple déjà fanatisé. Des échafauds se dressèrent sur toutes les places publiques, et le sang des Armagnacs coula partout à grands flots. Cependant les deux partis se réconcilièrent solennellement à Pontoise, quand ils virent l'invasion étrangère souiller de nouveau le sol de la France (1413).

4. BATAILLE D'AZINCOURT ET SES SUITES (1414-1422). — Henri V, qui avait succédé à son père sur le trône d'Angleterre, débarqua en Normandie, avec cinquante mille hommes, pour faire revivre les prétentions d'Edouard III. Il s'empara de Harfleur, et remonta vers Calais à travers la Picardie, pour éviter l'armée française. Mais il avait perdu du temps ; le chemin lui fut coupé près d'Azincourt par des forces beaucoup plus considérables que les siennes. Ce qui avait perdu les troupes françaises à Crécy et à Poitiers leur fut encore fatal à Azincourt. Elles se précipitèrent aveuglément sur les ennemis, et s'enfoncèrent dans les marais où les archers anglais n'eurent que le soin de bien viser. Heureusement le défaut d'argent



empêcha Henri V de tirer profit de sa victoire.

De leur côté, les Français, au lieu de s'unir pour réparer leurs pertes, retournèrent aussitôt à leurs anciennes dissensions. Les Armagnacs avaient perdu dans la défaite un grand nombre des leurs ; mais, à leur tour maîtres de Paris, ils se vengèrent à plaisir des maux que les Bourguignons leur avaient fait endurer. Cependant ceux-ci parvinrent à ressaisir tous leurs avantages. L'île-Adam, un de leurs meilleurs capitaines, s'introduisit avec ses cabochiens dans Paris, fit main basse sur tous les Armagnacs, et alors commença la plus horrible des boucheries (1418). On vit après ces forfaits des scènes repoussantes. La reine Isabeau de Bavière eut l'audace de s'unir avec le roi d'Angleterre contre les droits de Charles VI son mari, et contre les espérances légitimes du dauphin Charles son fils. Jean sans Peur ne voulant point participer au démembrement de la France, refusa son concours à une pareille alliance. Il s'écarta donc d'Isabeau pour se rapprocher du dauphin, et il devait se réconcilier avec ce jeune prince à Montereau, lorsque, dans le lieu même de l'entrevue, il fut assassiné par Tanneguy-Duchâtel (1419). son fils Philippe le Bon jura de venger ce meurtre, et se jeta de désespoir dans le parti anglais. A Troyes, le roi d'Angleterre, Isabeau et le nouveau duc de Bourgogne firent signer à Charles VI, en démence, un traité qui dépouillait le dauphin de tous ses droits au profit de Henri V et de ses successeurs. Catherine de France, fille d'Isabeau, devait épouser le roi d'Angleterre (1420). Deux ans après la conclusion de ce malheureux traité, Henri V mourut à Vincennes et Charles VI à Paris (1422).

**5. CHARLES VII. (1422-1428).** — La Providence semblait venir en aide à Charles VII, au milieu de tous ses malheurs, en plaçant sur le trône d'Angleterre un enfant de dix mois. Il est vrai qu'à côté de cet enfant se trouvaient des hommes capables de le défendre. Son oncle et son tuteur, le duc de Bedford, appuya ses prétentions de toute la force de son génie. Il eut l'adresse de séparer Jean, duc de Bretagne, de la cause royale et de l'attacher à ses intérêts par l'intermédiaire du duc de Bourgogne. Le *roi de Bourges*, comme les Anglais appelaient Charles VII, se dédommagea de cette défection par l'alliance de l'Ecosse qui lui envoya des troupes. Mais l'espérance que fit naître au cœur des Français ce secours étranger fut très-éphémère. Les armées écossaises, commandées par le connétable de Buchan, furent battues à Crévant et à Verneuil (1424). Le roi, malgré ces revers, restait plongé dans son assoupissement; et pendant que son royaume lui échappait des mains, il s'abandonnait aux charmes de la volupté et de la mollesse. La noblesse française, craignant d'obéir à un Anglais, s'anima d'elle-même et courut s'enfermer dans Orléans, dernier boulevard de la France de Charles VII, avec Dunois, la Trémouille, Lahire, Xaintrailles et d'autres preux chevaliers. Déjà la ville était en grand danger, malgré les courageux efforts de ses défenseurs, et l'on redoutait partout d'apprendre sa capitulation, quand le ciel suscita l'héroïne de Domremy pour sauver la France (1428).

**6. JEANNE D'ARC (1428-1431).** — Née d'un simple laboureur et dans un pays qui n'avait presque pas souffert des désordres des dernières guerres,

Jeanne d'Arc n'avait que dix-sept ans quand elle se crut appelée par une voix intérieure, à faire cesser, comme elle le disait, la *grande pitié qui était au cœur de la France*. A Vaucouleurs et à Chinon, elle donna des preuves incontestables de sa mission, et fut envoyée par Charles VII au secours d'Orléans. A l'aide de l'enthousiasme que sa présence causa parmi les guerriers, l'héroïne réussit à faire lever le siège. Elle fit rendre grâces à Dieu de cette victoire par l'armée elle-même, et alla ensuite près du roi, s'offrant de le conduire à Reims. Il fallait pour accomplir ce projet, traverser une grande étendue de pays dont les Anglais étaient maîtres, et la prudence humaine appelait folie les desseins de la vierge inspirée. Mais elle insista si vivement, que Charles VII la suivit et fut en effet sacré par le successeur de saint Remi (1429). Là finissait la mission de Jeanne. Aussi elle demanda au roi à s'en retourner chez ses parents dans son hameau; mais le prince la retint malgré elle et l'envoya au siège de Compiègne (1430). La trahison la livra aux mains des Anglais, qui la traduisirent, comme sorcière et hérétique, à un tribunal prévenu contre elle. L'évêque de Beauvais, Pierre Cauchon, qui le présidait, la déclara coupable de tous les crimes dont on l'accusait, et elle périt sur un bûcher au milieu de la place du Vieux-Marché, à Rouen. Le nom de *Jésus* fut le dernier mot que prononça cette victime que l'on conduisit au supplice, coiffée d'une mitre où étaient écrits ces mots : *apostate, relapse, idolâtre, hérétique* (1431).

7. EXPULSION DÉFINITIVE DES ANGLAIS (1431-1453). — Cette lâche vengeance loin de relever la puissance des Anglais ne fit que l'ébranler. Bed-

fort fut défait à Gerberoy et le connétable de Richemont, ayant détaché Philippe le Bon, duc de Bourgogne, du parti de l'étranger, parvint à réconcilier ce duc au congrès d'Arras (1435). Les Anglais, qui n'étaient pas compris dans cette trêve, affichèrent des prétentions si exorbitantes, que Richemont résolut de continuer la guerre. Paris ne tarda pas à lui ouvrir ses portes, et il eut la gloire de rétablir Charles VII dans le palais de ses ancêtres (1436). Sur ces entrefaites le duc de Bedford étant mort, son autorité passa aux mains du duc d'York, qui était loin d'avoir le même génie. La division se mit dans le conseil de Henri VI, et si les ministres de Charles VII eussent été plus actifs, ils auraient pu, dans cette circonstance, expulser les Anglais du royaume. Mais le roi de France, un instant inquiété par la *Praguerie*, c'est-à-dire par la révolte du dauphin Louis et des seigneurs, ne put reprendre la guerre à l'extérieur qu'après avoir calmé cette sédition (1404). La prise de Creil, de Pontoise et de plusieurs autres places autour de Paris, quelques succès dans la Guyenne et la Gascogne, furent les événements qui illustrèrent de nouveau les armées françaises. On conclut ensuite en 1443 une trêve qui dura cinq ans. C'est après l'expiration de cette dernière trêve que les Anglais furent définitivement chassés. Charles VII, suivi de Richemont et de Lafayette, marcha contre la Normandie et s'en rendit maître par la victoire de Formigny (1448-1450). Dunois parcourut ensuite la Guyenne, s'empara de Bayonne et de Bordeaux, et ruina les espérances des insulaires par la défaite et la mort du général Talbot, au combat de Castillon (1450-1452). Alors fut terminée cette longue guerre qui, après avoir été si terrible pour

la France, devint pour elle une source de gloire.

8. FIN DU RÈGNE DE CHARLES VII (1352-1461). — Charles VII ne parut plus occupé que de faire respecter sa puissance au dedans, et de rendre imposante son influence au dehors. Il fit pressentir aux seigneurs que leur puissance arbitraire et tyrannique était à son déclin, en jugeant avec sévérité le bâtard de Bourbon, le seigneur de l'Esparre et le duc d'Alençon. Pour accroître son action sur les nations étrangères, il renouvela son alliance avec les Suisses, s'unit au roi de Danemark Christian I<sup>er</sup>, qui s'engageait à lui fournir des vaisseaux et des troupes en cas de guerre avec l'Angleterre, et fiança Madeleine de France avec Ladislas, roi de Hongrie et de Bohême.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quels furent les régents du royaume pendant la minorité de Charles VI? Quels furent les troubles qui éclatèrent alors? De quelle manière furent-ils réprimés? 2. A quelle occasion le roi tomba-t-il en démence? 3. Qu'est-ce qui alluma la guerre des Armagnacs et des Bourguignons? Qu'étaient-ce que les Cabochiens? Quelle fut la faction qui appela les Anglais en France? 4. Qui régnait alors en Angleterre? Racontez la bataille d'Azincourt. Quelles en furent les suites? Racontez le meurtre du duc de Bourgogne. Quelles étaient les conditions du traité de Troyes? 5. Quel était l'état de la France à l'avènement de Charles VII? Quelle fut la conduite de ce monarque? Quels étaient les guerriers qui défendaient Orléans? Par qui fut sauvée la France? 6. Racontez l'histoire de Jeanne d'Arc. 7. Comment les Anglais furent-ils chassés de France? Qu'était-ce que la *Praguerie*? Quel fut le général qui termina la guerre de cent ans? 8. Quel fut le résultat du règne de Charles VII?

### CHAPITRE III.

Règne de Louis XI (1461-1483).

1. ETAT DE LA FRANCE A L'AVÈNEMENT DE LOUIS XI. — Après la mort de Charles VII, il res-

fait en France trois maisons puissantes, incapables de lutter séparément contre la royauté, mais qui réunies, pouvaient lui livrer de rudes assauts ; c'étaient les maisons d'Anjou, de Bretagne et de Bourgogne. Cette dernière surtout possédait à elle seule plus de provinces que le roi lui-même. Outre la Bourgogne et la Franche-Comté, elle comptait encore au nombre de ses possessions, l'Auxerrois, le Boulonnais, les villes de la Somme, la Flandre et tous les Pays-Bas. Mais il n'y avait pas d'union possible entre tous ces peuples de caractère et de mœurs si opposés.

Les domaines placés sous la puissance du roi étaient moins étendus, sans doute, mais la royauté avait pour elle le peuple qu'elle avait sauvé de la tyrannie anglaise, et ses alliances extérieures la rassuraient contre les périls d'une nouvelle invasion étrangère.

2. LOUIS XI. LIGUE DU BIEN PUBLIC (1461-1465). — Tel était l'Etat de la France à l'avènement de Louis XI. Ce prince qui, avant de monter sur le trône, avait mérité d'être exilé par son père, avait développé, au milieu des conspirations, ce génie astucieux qui ne se démentit pas un seul instant pendant toute la durée de son règne. En cabalant avec les seigneurs, il avait appris à les connaître, et il avait surpris le secret de leur faiblesse et de leurs discordes. Devenu roi, il profita de ses lumières et annonça dès l'abord ses dispositions à leur égard. Le duc de Bourgogne s'était jeté à ses genoux le jour de son sacre pour lui demander la grâce de tous ceux qui l'avaient offensé ; il la promit, mais il en excepta sept, sans les nommer, laissant ainsi planer sur tous la crainte d'être compris dans sa vengeance. Son

premier soin, après s'être débarrassé de ceux qui avaient été dévoués à son père, fut de s'entourer de gens de basse condition ; il affecta même de choisir ses ministres et ses amis dans les derniers rangs de la société : son cuisinier, son médecin, son barbier furent ses confidents. Non content de rompre ainsi avec la noblesse, il lui retira ses droits de chasse, irrita vivement le comte de Charolais, et ne craignit pas de mettre la main sur ses privilèges.

Les seigneurs ne doutant plus dès lors qu'on en voulût à leur existence, s'associèrent et entraînent même le peuple dans leurs intérêts en décorant leur parti du titre mensonger de *ligue du bien public*. Louis XI effrayé flatta les bourgeois de sa capitale ; il les visita, leur serra la main, prit place à leur foyer, s'assit à leur table, les affranchit des taxes, de sorte qu'en peu de temps il eut une armée à opposer à celle des seigneurs. Quelques hostilités insignifiantes furent le résultat de tout cet armement. Louis XI avait trouvé moyen d'en finir plus vite et plus sûrement en trompant ses ennemis par un traité. Il leur fit toutes les concessions qu'ils voulurent, ayant soin surtout de leur assurer des sommes énormes qu'il savait ne pouvoir payer, mais qui devaient peser sur la nation. Le peuple s'en irrita contre les seigneurs et changea le nom de la faction en celui de *ligue du mal public* (1465).

3. CAPTIVITÉ DE PÉRONNE (1468).— Louis XI, qui n'avait cherché qu'à rendre les nobles odieux, s'empessa de violer toutes ses promesses dès qu'il crut y être parvenu. Mais la mort du vieux duc de Bourgogne vint le jeter dans de nouveaux embarras. Le comte de Charolais, qui devint si

fameux sous le nom de Charles le Téméraire, succédait à la puissance de son père ; il s'était toujours montré l'implacable ennemi du roi dont il avait eu personnellement à se plaindre. Pour l'apaiser et pour tenter de le séduire par les marques d'une confiance absolue, Louis XI alla le trouver lui-même dans son château de Péronne. A peine y fut-il arrivé qu'on apprit la révolte des Liégeois et la part qu'y avait prise le perfide Louis XI. Aussitôt le duc n'écoulant que sa colère, s'empara du roi et le fit prisonnier. Pendant trois jours Louis XI resta plongé dans les angoisses d'une inquiétude d'autant plus cruelle que, de sa prison, il apercevait la tour où le malheureux Charles le Simple avait languï pendant sept ans, retenu, comme lui, par un vassal rebelle. Néanmoins, cette fois encore il en fut quitte pour des promesses, mais il fut contraint à aider le duc de Bourgogne pour faire rentrer les Liégeois dans le devoir (1468).

4. COALITION NOUVELLE (1470-1472).— A peine de retour dans ses Etats, Louis XI fit annuler toutes les promesses qu'il avait faites à Péronne. Aussitôt une coalition plus redoutable que jamais s'organise par les soins du Téméraire ; la noblesse tout entière s'y associe, le roi d'Angleterre lui même en fait partie ; on ne songeait à rien moins qu'au partage de la monarchie. *J'aime tant le bien du royaume de France, disait le duc de Bretagne, qu'au lieu d'un roi j'en voudrais six.* Louis XI n'avait rien à opposer à ce formidable appareil, et la France voyait déjà se renouveler les sinistres fléaux de l'invasion et de l'anarchie. Mais la mort inopinée du duc de Guyenne, sur lequel reposait l'intérêt principal des confédérés, mit fin à la



coalition, et laissa à la politique artificieuse de Louis XI toute facilité pour en détacher les principaux membres. Le duc de Bourgogne accusa le roi de la mort de son frère, le duc de Guyenne ; sous prétexte de la venger, il livra la Picardie aux horreurs de l'extermination et de l'incendie ; il ne s'arrêta que sous les murs de Beauvais où sa fureur vint se briser contre l'héroïsme de Jeanné Hachette (1472).

**5. ENTREPRISE DE CHARLES LE TÊMÉRAIRE. SA MORT (1472-1477).** — La trêve qui fut signée alors permit à Charles le Téméraire de se livrer à ses ambitieux projets. Il résolut de s'emparer de la Lorraine qui coupait ses États, de la Suisse qui les resserrait, et d'ériger ensuite ses possessions en royaume indépendant. Déjà la Lorraine était tombée en son pouvoir, mais sa bouillante impétuosité devait se briser contre le sangfroid et l'inébranlable ténacité des montagnards. A l'approche de l'armée bourguignone, les Suisses tombèrent à genoux, et un prêtre vénérable fit la prière. En terminant l'oraison, il s'écria : « Mes enfants, le Dieu de David, le Dieu des batailles combattra pour nous. » Aussitôt, pleins d'ardeur, il se jetèrent sur l'ennemi et remportèrent la célèbre victoire de Granson. Quatre mois après, le duc avide de venger cet affront, se présenta de nouveau et vint mettre le siège devant Morat. Il fut vaincu et son armée taillée en pièces. Bientôt la Lorraine profitant des revers du duc de Bourgogne leva l'étendard de la révolte ; Charles parvint à réunir une armée et se jeta sur Nancy avec fureur. Cette fois encore il fut défait de la manière la plus complète, et lui-même périt misérablement sous les murs de cette ville. Son corps fut retrouvé plu-

sieurs jours après le combat, à demi enfoncé dans la vase d'un étang : *Ah ! cher cousin*, dit René de Lorraine, après avoir jeté de l'eau bénite sur le malheureux prince, *Dieu veuille avoir votre âme ! vous nous avez fait bien des maux et des douleurs.*

**6. GUERRE DE LOUIS XI AVEC MAXIMILIEN D'AUTRICHE (1478-1482).** — Charles le Téméraire n'ayant laissé qu'une fille pour héritière, une partie de ses Etats devait, d'après le droit du temps, retourner à la couronne. Louis XI en prit aussitôt possession, mais comme ce partage donnait naissance à de nombreuses difficultés, Marie de Bourgogne, afin de trouver un soutien et un défenseur, épousa l'archiduc d'Autriche Maximilien, et établit ainsi entre les deux nations, une rivalité qui devait durer près de trois siècles. La gloire des armes fut pour l'archiduc, et le fruit de la guerre pour le roi de France. Il gagna l'Artois, la Franche-Comté et la Bourgogne proprement dite (1482). L'année précédente, il avait reçu du roi René et du comte du Maine, l'Anjou, le Maine et la Provence, et pendant les téméraires entreprises du duc de Bourgogne, il avait confisqué les comtés d'Alençon et d'Armagnac, et repris le Roussillon et la Cerdagne au roi d'Aragon Jean II.

**7. SA MORT (1483).** — Malgré tous ces succès, Louis XI était loin d'être heureux. Il sentait en vieillissant, s'éteindre en lui cette prodigieuse activité, à l'aide de laquelle il avait eu pouvoir étouffer les remords que lui causaient ses parjures et ses perfidies. Plus l'heure de la mort approchait, plus son âme troublée cherchait à s'égarer, et alors il demandait aux rêveries superstitieuses de l'astrologie le moyen de prolonger ses jours. Saint

François de Paule vint l'assister à ses derniers moments et lui apprit que ce qui importait, n'était pas de vivre mais de bien mourir. Ses paroles pleines d'espérance et de charité calmèrent les terreurs du roi; il mourut avec résignation le 30 août 1483 en prononçant ces mots : *Notre-Dame d'Embrun, ma bonne maîtresse, aidez-moi.*

QUESTIONNAIRE. — 1. Dans quel état se trouvait la France à l'avènement de Louis XI? Quelles étaient les principales maisons féodales? Quel était l'appui de la royauté? 2. Quelles étaient les dispositions de Louis XI à l'égard des grands? Racontez l'histoire de la Ligue du bien public. 3. Comment Louis XI fut-il fait prisonnier au château de Péronne? 4. Les princes ne formèrent-ils pas une coalition plus redoutable que la première? Quel en fut le dénouement? 5. Quelles furent ensuite les entreprises de Charles le Téméraire? Comment mourut-il? 6. Que gagna Louis XI à sa mort? Pourquoi fit-il la guerre contre Maximilien d'Autriche? Quelles furent encore les autres provinces que Louis XI ajouta à la couronne? 7. Racontez la mort de Louis XI.

## CHAPITRE IV.

Règne de Charles VIII (1483-1498).

**1. DE LA RÉGENCE.** — Pour soutenir l'œuvre de Louis XI, il eût fallu un homme d'un génie égal au sien. Charles VIII n'était qu'un enfant de quatorze ans, d'une santé si faible qu'on l'avait toujours dispensé de toute espèce d'application. Sa sœur Anne de Beaujeu, dont le courage et l'intelligence étaient reconnus, fut déclarée régente, mais il en coûtait aux seigneurs d'obéir à une femme. Ils se liguèrent donc contre le roi et entreprirent de recouvrer tous les droits dont Louis XI les avait dépouillés. Les états généraux ayant été convoqués à Tours, ils y firent entendre leurs plaintes. Le duc d'Orléans, qui devait succéder à

Charles VIII sous le nom de Louis XII, se mit à la tête des mécontents et s'unit au duc de Bretagne pour exciter une révolte.

Charles VIII les cita comme félons à la cour des pairs et les fit condamner. Mais cette sentence avait besoin d'être appuyée par la force. La Trémouille, qui avait reçu l'ordre d'entrer en Bretagne avec une puissante armée, rasa Châteaubriand et Ancenis, s'empara de Saint-Aubin et répandit partout l'effroi. Les Bretons étant venus l'attaquer sous les murs de cette dernière ville, furent vaincus, et le duc d'Orléans fut fait prisonnier. La captivité de ce prince arrêta la rébellion, et le royaume recouvra sa tranquillité antérieure (1487).

**2. MARIAGE DE CHARLES VIII. SON EXPÉDITION EN ITALIE.** — Dès lors Charles VIII révéla cette fougue de caractère et cette humeur belliqueuse qu'il avait puisée dans le récit des actions des anciens chevaliers. Il se maria précipitamment avec Anne de Bretagne, afin de réunir à sa couronne la province dont elle était souveraine, et résolut ensuite de faire valoir les droits qui lui avaient été transmis sur le royaume de Naples par la maison d'Anjou. Déjà il se croyait maître de l'Italie et méditait de relever l'empire d'Orient dans sa personne, en allant se faire couronner à Constantinople. Aussi les sacrifices ne lui coûtèrent-ils rien pour assurer le repos de la France pendant son absence. Au roi d'Angleterre, Henri VII, il donna une forte somme d'argent, à l'empereur Maximilien, il céda l'Artois et la Franche-Comté, et à Ferdinand le Catholique, il rendit le Roussillon.

**3. SUCCÈS DE CHARLES VIII (1494-1495).** — Rien ne fut épargné pour les frais de cette grande

expédition. Charles VIII enrôla des mercenaires de toutes les nations de l'Europe; Français, Basques, Bretons, Suisses, Allemands et Ecossais, se rangèrent sous ses drapeaux. Les canons, perfectionnés et devenus faciles à manier, firent la force de son armée et l'effroi des Italiens qui n'étaient pas habitués à voir d'aussi lourdes machines manœuvrer avec tant de prestesse. On traversa le mont Genève et le Piémont sans difficulté. Louis le More, régent du Milanais, accourut à la rencontre de ses alliés, et Venise qui avait voulu garder la neutralité, se déclara tout à coup pour Charles VIII. Florence, obstinément attachée à Ferdinand d'Aragon, fut rudement châtiée. Elle bannit Pierre de Médicis pour avoir livré aux Français ses meilleures places, et la démocratie s'organisa dans son sein, sous la main de Savonarolé, qui avait reçu Charles VIII comme le fléau de Dieu; Pise bénit les Français qui la délivrèrent du joug des Florentins, et se réjouit de leur protection. Glorieux de tous ces hommages, le roi de France descendit sur Naples. Le pape Alexandre VI, sachant que le cardinal de Saint-Pierre ès liens exhortait Charles VIII à le déposer pour simonie, s'était caché derrière les épaisses murailles du château Saint-Ange, et attendait en tremblant le dénoûment de ce drame terrible. Mais le roi fut plus modéré, et le pontife sortit du lieu de sa retraite pour s'allier aussi avec lui. Alors le roi de Naples, Alphonse VI, qui venait de succéder à son père Ferdinand I<sup>er</sup>, effrayé du succès des armées françaises, ne tenta pas même de leur résister. Il s'enfuit en Sicile, après avoir abdiqué en faveur de Ferdinand son fils, et en quelques jours tout son royaume fut envahi par les Français. Char-

les VIII fit son entrée à Naples le 21 février 1495, et se trouva maître de toute l'Italie sans avoir eu besoin de tirer l'épée.

4. SES REVERS (1495-1498). — Ce qui avait fait la rapidité des triomphes de Charles VIII fut ensuite cause de ses revers. Louis le More, qui avait appelé les Français en Italie, fut inquiet de tant de succès, et craignit que ces terribles alliés ne bornassent pas leur ambition à la conquête du royaume de Naples. Il communiqua ses appréhensions aux Vénitiens, s'unit aux Aragonais déposés, fit entrer dans son alliance Alexandre VI et le duc de Ferrare, et organisa ainsi une ligue qui devait fermer à Charles VIII le retour dans ses Etats. Quand on apprit en France ce perfide soulèvement, la crainte s'empara des esprits. Charles VIII, de son côté, se hâta de battre en retraite pour n'être point enveloppé. S'il ne se fût pas arrêté à Pise pour terminer les différends qui existaient entre cette ville et les Florentins, il aurait pu rentrer en France avant que ses ennemis lui en eussent fermé la route. Mais ce retard leur permit de lever une armée, et les 8,000 Français qui l'accompagnaient rencontrèrent en Lombardie 40,000 Italiens disposés à leur disputer le passage. Ce fut à la descente des Apennins, dans le Parmesan, près de Fornoue, que se livra la bataille. En une heure les Français triomphèrent des confédérés, et il ne leur en coûta que 900 hommes pour se faire jour à travers les bataillons ennemis (1495). Charles VIII avait laissé à Naples le duc de Montpensier, avec quelques troupes, pour garder sa conquête; mais il était à peine arrivé à Lyon, que déjà Gonzalve de Cordoue avait repris à l'infortuné duc toutes ses possessions.

C'est ainsi que les brillants résultats de cette expédition s'évanouirent comme un songe. Charles VIII méditait une nouvelle invasion quand la mort l'atteignit, presque subitement, au château d'Amboise (1498).

QUESTIONNAIRE. — 1. Quel était le caractère de Charles VIII à son avènement? Quel fut celui de la régente? Quels furent les événements qui se passèrent sous la minorité de ce prince? Quel fut le chef des rebelles? Comment cette rébellion fut-elle apaisée? 2. Qui Charles VIII épousa-t-il? Quels étaient les projets de ce prince? 3. Quel fut le succès de sa première expédition? De quel pays se rendit-il maître? 4. Quels furent ses revers? Quelle bataille livra-t-il pour se faciliter la retraite? Où mourut Charles VIII?

## CHAPITRE V.

Règne de Louis XII (1498-1515).

**1. AVÈNEMENT DE LOUIS XII (1498).** — Louis XII avait trente-sept ans lorsqu'il monta sur le trône. Sous le règne précédent il s'était jeté dans les factions, et la Trémouille l'avait fait prisonnier à la bataille de Saint-Aubin. Tout le monde craignait à son avènement qu'il ne se laissât aller à des vengeances, mais il rassura tous les fidèles serviteurs de la royauté par ces sublimes paroles : *Le roi de France ne venge pas les injures du duc d'Orléans*. Guidé par ces nobles sentiments, il s'entourna des hommes les plus éclairés, travailla au bonheur du peuple en diminuant les impôts, en attaquant avec vigueur, les abus et les désordres de tous genres et en faisant partout régner la justice et la paix.

Pour assurer à la couronne la possession de la Bretagne redevenue libre par la mort de Charles VIII qui n'avait point laissé d'enfants, il fit

casser son mariage avec Jeanne de France, deuxième fille de Louis XI, dont l'alliance lui avait été imposée, et épousa Anne de Bretagne, veuve du roi Charles VIII. Comme il avait des droits sur le Milanais du côté de son aïeule, Valentine Visconti, il entreprit de les faire valoir et contracta une alliance à cet effet avec le souverain pontife et Venise, l'ennemie irréconciliable du duc de Milan.

## 2. EXPÉDITION DE LOUIS XII (1499-1501). —

Le maréchal de Trivulce, qui était fort irrité contre les Sforza, fut mis à la tête de l'expédition. Il n'eut pas besoin de recourir aux chances, toujours incertaines d'une bataille. Louis le More, abandonné de tous les siens, fut obligé de s'enfuir en Allemagne, et Louis XII était encore à Lyon quand les Français entraient dans Milan. Il se hâta d'aller prendre possession de la capitale de la Lombardie et de toutes ses nouvelles conquêtes. Trivulce fut chargé du gouvernement du pays; mais sa dureté irrita les Milanais. Une révolte éclata, et cinq mois après sa chute, Louis le More rentra dans la ville qui l'avait proscrit. Il fallut envoyer au delà des Alpes une seconde armée, à la tête de laquelle Louis XII plaça la Trémouille. Sforza s'était reposé en toute confiance sur le secours des Suisses; mais ils le trahirent à Novare et le livrèrent aux Français. Il fut envoyé en France et enfermé dans la tour de Loches, où il mourut après dix ans de captivité. Depuis ce moment, Milan n'a pas cessé d'appartenir à des souverains étrangers (1501).

## 3. SES EXPÉDITIONS CONTRE LE ROYAUME DE NAPLES (1501-1503). —

Maître de Milan, Louis XII ne négligea pas les droits qu'il avait sur le royaume



de Naples. Il s'unit à cet effet avec le roi d'Espagne, Ferdinand le Catholique, et ces deux princes, par un traité secret, se partagèrent le royaume de Naples. Frédéric III qui en était alors possesseur, connaissant les prétentions de Louis XII sur ses Etats, reçut comme des sauveurs les soldats espagnols commandés par le perfide Gonzalve de Cordoue, et leur abandonna la garde de ses principales villes. Se trouvant maître du pays, Gonzalve notifia à Frédéric III le traité secret et refusa ensuite de reconnaître le roi de France pour son allié (1501). Alors Louis XII, indigné, leva trois armées; mais il échoua dans sa triple tentative. Gonzalve battit d'Aubigny à Séminare, le duc de Nemours à Cérizolles, et dépouilla les Français pendant que le roi d'Espagne, son maître, amusait et trompait le crédule Louis XII à Lyon. La vaillance de Louis d'Arc et le courage de Bayard, qui défendit seul le pont du Garigliano, contre deux cents Espagnols, n'empêchèrent pas que le royaume de Naples ne fût à jamais perdu pour la France (1503).

4. MORT D'ALEXANDRE VI. — Quelques mois après mourut le pape Alexandre VI, et le cardinal de la Rovère monta sur le trône pontifical, sous le nom de Jules II. Ce pape, qui avait le génie de la guerre et qui détestait la domination française en Italie, réduisit à l'impuissance le parti de César Borgia dont le dévouement à la cause française rendait encore Louis XII très-puissant dans la péninsule. Il dépouilla ensuite Borgia des places qu'il possédait, et Gonzalve de Cordoue envoya cet homme souillé de tous les crimes en Espagne, où on l'enferma dans la citadelle de Medina-del-Campo. Jules II avait d'autres vues

qu'Alexandre VI. Son grand dessein était de conserver à Rome sa liberté, son indépendance, et par conséquent de repousser de l'Italie tous les étrangers qui menaçaient de l'asservir.

5. LIGUE DE CAMBRAI (1508). — Venise avait profité des guerres dont l'Italie avait été le théâtre, pour agrandir son territoire. Elle avait gagné à la chute de Louis le More, aux dernières défaites des Français à Naples et à la disgrâce de César Borgia. Tout le monde avait à se plaindre de ses usurpations. L'empereur Maximilien réclamait Vérone, Trévis, Padoue et Vicence, et, comme chef de la maison d'Autriche, le Frioul. La France, comme maîtresse de Milan, redemandait le duché de Bresse, Bergame et Crémone; Ferdinand le Catholique prétendait rentrer dans les ports occupés par les Vénitiens dans son royaume de Naples, et le pape Jules II revendiquait, pour son compte, Ravenne, Faenza, Imola et ses autres villes de la Romagne. Le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue entrèrent aussi dans la coalition pour recouvrer quelques petits territoires que Venise leur avait enlevés. La ligue fut signée à Cambrai. Louis XII envoya un héraut d'armes au doge pour lui déclarer la guerre. A cette nouvelle, la république s'émut et fit ses préparatifs pour résister. Ses troupes rencontrèrent les Français près d'Agnadello, et furent entièrement défaites. Alors il fallut s'humilier et céder aux diverses puissances tout ce qu'elles avaient réclamé.

6. SAINTE LIGUE (1510-1512). — Au comble de la gloire, Louis XII aida Maximilien à s'emparer de Pavie et menaça Venise d'une entière destruction. Alors le pape Jules II, qui était entré dans la ligue de Cambrai pour obliger les Vénitiens à

rendre ce qu'ils avaient usurpé, mais non pour détruire un Etat qui était l'unique barrière que l'Italie pût opposer aux Turcs, ne vit plus dans les Français que des ambitieux qui cherchaient à dominer sur la péninsule entière. Dans l'intérêt de la liberté de Rome et de toute l'Italie, il résolut de former une nouvelle ligue pour empêcher Louis XII d'exécuter ses desseins. Il gagna d'abord les Suisses, s'attacha Ferdinand en lui accordant la remise de 400.000 écus qu'il lui devait pour son royaume de Naples, envoya en Angleterre solliciter Henri VIII d'entrer dans la ligue, et détacha Maximilien de l'alliance qu'il avait faite avec la France. Cette seconde coalition dont le pape avait été l'instigateur, fut appelée la sainte ligue. Jules II déploya la plus grande activité. Ce pontife, si l'on peut donner ce nom à un souverain toujours armé du glaive et revêtu de sa cuirasse, se mit à la tête de ses troupes, dirigea lui-même le siège de la Mirandole et s'empara de la ville, pendant que Bayard s'illustrait à la Bastide (1511). L'infanterie espagnole, conduite par le vice-roi de Naples, se montrait formidable et menaçante. Louis XII la fit attaquer par son neveu le duc de Nemours, l'immortel Gaston de Foix, jeune homme de vingt-deux ans, plein de vigueur et de mérite. En trois mois il sauva Bologne, reprit Brescia, et marcha contre Ravenne. Ce *foudre de guerre*, qui faisait trembler toute l'Italie, s'éteignit sous les murs de cette ville, en remportant une dernière victoire (1512).

#### 7. REVERS ET FAUTES DE LOUIS XII (1512-1515).

— Depuis ce moment, Louis XII ne compta plus que des revers et ne fit que des fautes. Quand il vit que Jules II s'était déclaré contre lui, il fit

tenir des conciliabules à Orléans et à Tours, défendit à ses sujets d'avoir aucune communication avec Rome, convoqua un concile général à Pise et tenta de déposer Jules II. Le pape répondit à tous ces actes schismatiques, en jetant sur la France un interdit qui la remplit de deuil. Cette affliction générale fut encore augmentée par cette longue suite de revers que les armées françaises éprouvèrent sur tous les points. Après la mort de Gaston de Foix, ni la Palice, ni Trivulce, ni la Trémouille ne purent tenir tête à l'ennemi. Les Suisses rétablirent à Milan Maximilien Sforza, Florence rappela les Médicis, et la France, après avoir perdu ses conquêtes en Italie, se vit elle-même envahie de toutes parts. Henri VIII et Maximilien l'attaquèrent au nord en assiégeant Téroüane, les Suisses la pressèrent à l'est en menaçant Dijon, et Ferdinand le Catholique était sur le point de pénétrer dans le Midi. Pour triompher de cette crise, Louis XII fut obligé de faire de grands sacrifices. Il abandonna la Navarre à Ferdinand qui venait de l'usurper, reconnut pour duc de Milan Maximilien Sforza, trompa les Suisses, et obtint la paix avec Henri VIII en acceptant la main de sa sœur (1514). Les réjouissances et les fêtes qu'il donna à l'occasion de ce mariage lui causèrent tant de fatigue, qu'il en mourut le 1<sup>er</sup> janvier 1515. Son amour pour ses sujets lui a mérité le glorieux surnom de *Père du peuple* (1).

QUESTIONNAIRE. — 1. Quel fut le successeur de

(1) SUCCESSION DES ROIS DE FRANCE PENDANT CETTE ÉPOQUE. CAPÉTIENS DIRECTS: *Branche des Valois*: Philippe VI (1328-1350), Jean II le Bon (1350-1364), Charles V le Sage (1364-1380), Charles VI (1380-1422), Charles VII le Victorieux (1422-1461), Louis XI (1461-1483), Charles VIII (1483-1498). *Valois-Orléans*: Louis XII, le père du peuple (1498-1515).

Charles VIII? Que redoutait-on à l'avènement de Louis XII? Comment se conduisit-il? 2. Quel fut le résultat de ses expéditions contre le Milanais? Pourquoi ne put-il conserver cette conquête? 3. Avec quel prince s'unit-il pour faire la conquête du royaume de Naples? Quelle fut la conduite de Ferdinand à son égard? Comment les Français furent-ils chassés de ce royaume? 4. Quelle était la politique d'Alexandre VI? Quel fut son successeur? Quelles étaient les vues de Jules II? 5. Dans quel but fut formée la ligue de Cambrai? Quelle victoire remporta Louis XII sur les Vénitiens? 6. Qu'est-ce qui porta Jules II à former la sainte ligue? Quels revers essayèrent alors les Français? 7. Par quels ennemis Louis XII se vit-il assailli? Comment parvint-il à les écarter? Quel surnom mérita-t-il?

## CHAPITRE VI.

Des institutions civiles et religieuses, des sciences et des lettres en France pendant cette période.

**1. RÉFORMES GÉNÉRALES DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE.** — Pendant cette dernière période toutes les institutions du moyen âge tombent en décadence. A l'avènement des Valois la noblesse conservait encore une si grande autorité morale, qu'on la croyait nécessaire sur les champs de bataille pour assurer la victoire par sa bravoure. Mais les défaites de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt lui ravirent ce prestige, et le peuple apprit à se mieux connaître et à s'estimer davantage. La royauté, malgré ses progrès et la destruction des coutumes féodales, n'était pas encore absolue. Les institutions qui en restreignaient le pouvoir étaient les états généraux, formés des trois ordres de la nation : le clergé, la noblesse et le peuple; les parlements composés de magistrats inamovibles qui étaient chargés d'enregistrer les édits royaux et qui pouvaient adresser au

roi des remontrances, avant d'obtempérer à ses ordres ; enfin le clergé qui dans ses assemblées particulières était libre aussi de faire entendre ses réclamations et de parler à la conscience du souverain.

De grandes améliorations furent introduites dans l'administration générale de l'Etat. Charles VIII établit entre tous les officiers royaux, une hiérarchie régulière qui permit à tous les chefs de contrôler, avec la plus grande facilité, les actions de leurs subordonnés. Louis XI rendit un immense service, en favorisant la circulation des idées par l'établissement des postes. D'abord elles ne servirent qu'au roi et au pape ; mais, en 1481, on en étendit l'usage aux particuliers. Louis XII qui vint plus tard, mit tant d'ordre et de sagesse dans l'administration du royaume, que jamais la France ne fut plus heureuse que sous son règne.

L'ordre judiciaire reçut aussi d'importantes réformes. Louis XI eût voulu abolir toutes les coutumes locales, pour les remplacer par des lois uniformes et générales. *Il désiroit fort qu'en son royaume on usast d'une coutume, d'un poids, d'une mesure ; et que toutes ces coutumes fussent mises en françois en un beau livre, pour éviter la cautèle et les pilleries des advocats.* Ce désir ne put être aussitôt réalisé. Mais Louis XII porta remède à de grands inconvénients, en réglant la durée des procès, le nombre des instances et les frais de procédure. Il voulut que pour présider une cour de justice, on fût lettré et gradué ; et c'est ce qui écarta pour jamais des tribunaux les seigneurs qui ne connaissaient que leur épée.

L'invention de la poudre à canon fit subir à

l'art militaire des modifications profondes ; la guerre devint une science et un art, au lieu d'être livrée aux caprices du sort ou à la force aveugle et brutale. Les canons, qui n'étaient d'abord que des masses énormes et incommodes, dont on se servait seulement pour lancer des boulets de pierre, furent perfectionnés. Les Français les rendirent beaucoup plus légers, les montèrent sur des affûts pour en rendre le transport facile, et coulèrent des boulets de fonte. Ils fabriquèrent même dès ce temps-là des fusils, ou comme on les appelait, des *canons à main*. En 1414, Jean duc de Bourgogne, avait quatre mille hommes ainsi armés.

Toutefois ces changements ne s'opérèrent qu'insensiblement. Les arquebusiers furent très-peu nombreux pendant quelque temps, et la grosse artillerie n'était employée que dans les sièges. Alors la cavalerie continua d'être l'élite de l'armée et la noblesse conserva son éducation militaire. Les tournois furent en usage dans toute l'Europe, et ils ne cessèrent en France qu'à la mort de Henri II. Mais les guerres d'Italie amenèrent de grandes innovations dans la tactique ancienne. On abandonna généralement les levées du ban et de l'arrière-ban, pour introduire le système des troupes soldées. La bourgeoisie resta entièrement étrangère à l'état militaire, et la guerre devint un métier lucratif comme tout autre. Les rois ne recrutèrent leur infanterie que par des soldats mercenaires que l'on faisait venir de toutes les contrées ; mais c'est principalement en Suisse que se faisait ce trafic. Ces malheureux habitants des montagnes vendaient leurs services aux Français, aux Allemands, aux Espagnols, aux Milanais et à

toutes les puissances. Aussi les rencontrait-on sur tous les champs de bataille, versant leur sang pour des étrangers.

**2. DE LA SOCIÉTÉ RELIGIEUSE.** — La foi s'affaiblit pendant cette période. Depuis le moment où Philippe le Bel humilia la papauté, dans la personne de Boniface VIII, les souverains pontifes n'eurent plus sur les peuples la même autorité. Relégués à Avignon, ils perdirent toute indépendance pendant les soixante-dix ans qu'ils passèrent dans cet exil, appelé par la malignité du temps *la captivité de Babylone*. Quand il eurent brisé leurs fers, la chrétienté se partagea en deux obédiences, et ce schisme eut les conséquences les plus déplorables.

Les rois de France assistèrent à tous ces conflits, et crurent même que le temps était venu de se faire l'écho des réclamations que les conciles de Constance et de Bâle élevaient contre le saint-siège. Charles VII encouragea le clergé français dans cette voie, et publia sa *pragmatique sanction*, où il avait tranché à son avantage toutes les questions litigieuses les plus délicates. Louis XI vit plus juste, et abolit cette *pragmatique*, comme étant d'un mauvais exemple dans ces temps d'anarchie où l'autorité commençait à être méconnue. Louis XII la rétablit, et ne craignit pas de pousser l'insubordination jusqu'au schisme. Ce fut, comme nous l'avons dit, la grande faute de son règne et le signe avant-coureur des effroyables luttes où nous allons voir la France s'engager.

**3. DE LA SCOLASTIQUE ET DES UNIVERSITÉS.** — Les lettres furent protégées à cette époque où la civilisation commençait à se faire jour dans tous les esprits. Charles V fonda au Louvre la biblio-



thèque royale, et Charles VII poursuivit avec noblesse et dignité le plan qu'il avait conçu. L'université de Paris ne fut pas la seule université du royaume. Orléans, Cahors, Angers, Aix, Dôle, Bordeaux, Caen, Besançon et plusieurs autres villes furent illustrées par de semblables établissements. Malheureusement, en multipliant ces institutions on ne contribua pas au développement et à la prospérité des études, comme on aurait pu l'espérer. Les élèves devinrent moins nombreux dans chaque université et l'émulation se refroidit. Les professeurs eux-mêmes, se trouvant très-disséminés, ne furent plus excités par cet esprit de rivalité qui naissait de leur rapprochement. Ainsi l'université de Paris, après avoir répandu autour d'elle tant de gloire et de lumière, s'obscurcit insensiblement. Les esprits se jetèrent dans le débat des affaires civiles, et les hautes études furent suivies avec moins de succès. Le droit, qui était nécessaire pour se mêler habilement à toutes les chicanes du temps, fut encore cultivé avec attrait ; mais on négligea les sciences philosophiques et religieuses. Le grade de docteur était conféré à des hommes d'une science médiocre, les chaires étaient occupées par des professeurs dépourvus d'érudition et de talent, et l'enseignement théologique était exposé à perdre même son exactitude. La science devint frivole par excès de subtilité, toutes les questions furent embrouillées par les arguties puériles de l'école, et les esprits se perdirent dans d'insaisissables frivolités.

4. DE LA LITTÉRATURE NATIONALE. — L'avenir appartenait à la littérature nationale, bien qu'au XIV<sup>e</sup> siècle elle ne se fût encore enrichie

d'aucune production importante. En histoire elle n'avait pas à citer autre chose que les *Mémoires de Duguesclin*. Et parmi tous les prosateurs il n'y avait pas d'autre nom célèbre que celui de Christine de Pisan, qui écrivit l'histoire de Charles V. La poésie en était encore aux anciens romans de chevalerie, et le théâtre se bornait aux représentations bizarres des *mystères*.

Louis XI initia la France au mouvement littéraire qui s'était manifesté en Italie sous le nom de *renaissance*. Il attira près de lui plusieurs savants étrangers qui ranimèrent en France le goût de l'antiquité. Les guerres d'Italie favorisèrent ces heureux commencements, et Charles VIII ramena de Naples des peintres, des architectes, qui lui bâtirent un magnifique château à Amboise. Louis XII rapporta de ses expéditions une grande quantité de livres; il fit rechercher les meilleurs ouvrages de l'antiquité, et s'attacha Paul-Emile, Aléandro et Jean Lascaris, l'ornement de la cour de Médicis. Aléandro, qui savait le latin, le grec et l'hébreu, et qui possédait assez bien les mathématiques, la physique et la médecine, enseigna publiquement à Paris les langues anciennes; il vit accourir à ses leçons des hommes venus du fond de l'Allemagne, et forma Vatable, dont la réputation fut européenne. Jean Lascaris eut pour disciples deux autres gloires du siècle de François I<sup>er</sup>, Budée et Danez. Il s'occupait surtout de la correction des manuscrits. Car c'était le temps où les savantes familles des Badius et des Estienne, si célèbres pour leurs éditions riches et correctes, établissaient leurs presses à Paris.

Tout en se livrant à l'étude des langues ancien-

nes, on ne négligeait pas entièrement la littérature nationale ; Philippe de Commines s'immortalisait en écrivant l'histoire de Louis XI. Octavien de Saint-Gelais, le traducteur de l'*Odyssee*, de l'*Enéide* et des *Epttres* d'Ovide, s'amusaît, selon l'expression de Mézerai, à *décrasser un peu la poésie françoise*. Lemaire et son école osaient croire que la langue perfectionnée par leurs efforts était désormais fixée. Si leurs prétentions étaient puérilement exagérées, du moins on trouvait dans leurs compositions une variété de diction et une délicatesse de sentiment qui prélu daient dignement à l'élégant badinage de Marot.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Que devinrent pendant cette période les institutions du moyen âge ? Quel fut le caractère de la royauté ? Par quelles institutions son pouvoir fut-il limité ? Quelles réformes fit-on dans l'administration générale de l'Etat ? — Dans l'ordre judiciaire ? — Dans les armées ? 2. Quel fut le caractère de la société religieuse ? Quels sont les événements qui ont nui davantage à l'autorité du saint-siège ? Qu'était-ce que la pragmatique sanction ? Quel en fut le sort ? 3. Par qui les sciences et les lettres furent-elles protégées ? Quelles universités a-t-on fondées ? Quel fut le caractère général des études théologiques ? 4. Qu'était la littérature nationale au xiv<sup>e</sup> siècle ? Que fit Louis XI pour les lettres ? Quelle fut l'influence des guerres d'Italie ? Quels furent les hommes les plus célèbres qui vécurent sous Louis XII ?

---

V<sup>e</sup> PÉRIODE.DEPUIS L'AVÈNEMENT DE FRANÇOIS I<sup>er</sup> JUSQU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

ÂGE MODERNE.

(1515-1789).

## CHAPITRE I.

Règne de François I<sup>er</sup>. Sa rivalité avec Charles-Quint (1515-1547).

**1. FRANÇOIS I<sup>er</sup>. — BATAILLE DE MARIGNAN (1515-1516).** — A Louis XII succéda François, comte d'Angoulême, son gendre, et arrière-petit-fils de ce duc d'Orléans qu'avait fait assassiner le duc de Bourgogne. François I<sup>er</sup> avait vingt et un ans lorsqu'il monta sur le trône, et était rempli de bravoure et avide de gloire. Les finances étaient en bon ordre, grâce à la sage administration de Louis XII; la France était prospère à l'intérieur, et tous les soldats voulaient se signaler sous les ordres du jeune héros; aussi la guerre fut bientôt reprise. On passa les Alpes par une vallée que découvrit un paysan, et l'armée s'étendit dans les plaines glorieuses de Marignan, où les Suisses l'attaquèrent avec la plus mâle intrépidité. L'artillerie française emportait des bataillons entiers, sans les faire reculer d'un pas, lorsque la nuit mit fin au combat. François I<sup>er</sup> se jeta sur l'assût d'un canon à quelques pas de l'ennemi et y dormit d'un profond sommeil; le lendemain, la bataille recommença avec non moins d'acharnement; enfin l'arrivée d'un corps de Vénitiens décida la victoire en faveur des Français. Le chevalier

Bayard, qui avait déjà assisté à tant de combats, s'écria qu'il n'en avait jamais vu de si terrible. Il l'appelait le combat des Géants, tandis que les autres n'étaient que des jeux d'enfants. François I<sup>er</sup> voulut se faire armer chevalier de sa main sur le lieu même du combat.

2. **CONCORDAT.** — Après cette brillante expédition, François I<sup>er</sup> eut une entrevue à Bologne avec Léon X. La *pragmatique sanction* de Charles VII, qui avait été publiée sans le concours de la puissance spirituelle, et qui avait été d'ailleurs condamnée par le concile général de Latran, fut abandonnée par François I<sup>er</sup>. Le jeune roi conclut avec le pape, sous le nom de *concordat*, un traité qui garantissait aux deux puissances l'intégrité de leurs droits et de leur indépendance. Il y eut de vives réclamations et de la part du parlement qui tendait à soumettre l'Eglise à l'Etat, et de la part du clergé qui se passionnait pour ce qu'il appelait les libertés gallicanes. Mais François I<sup>er</sup> imposa silence à tous ceux qui lui adressèrent des remontrances. Sur ces entrefaites Maximilien étant venu à mourir, il se mit sur les rangs pour disputer à Charles-Quint la couronne impériale.

3. **RIVALITÉ DE FRANÇOIS I<sup>er</sup> ET DE CHARLES-QUINT.** — Les électeurs lui ayant préféré Charles-Quint, il résolut de se venger en disputant à l'empereur élu la prépondérance en Europe. Ces deux rivaux avaient l'un et l'autre des forces imposantes. Charles, possédait outre la couronne impériale, l'Espagne avec le nouveau monde, l'Autriche et l'expectative des couronnes de Hongrie et de Bohême, une partie de la Bavière, le Tyrol, les Pays-Bas, la Franche-Comté, et avait des prétentions sur le Milanais. Enfin il étendait son

pouvoir sur les royaumes de Naples et de Sicile.

François I<sup>er</sup> n'avait, il est vrai, à lui opposer que la France, c'est-à-dire un pays vingt fois moins étendu, mais infiniment plus uni, et surtout plus attaché à son roi, tandis que les Etats de Charles-Quint étaient divisés d'intérêts et d'affection, et le regardaient la plupart comme un étranger.

4. PREMIÈRE GUERRE (1519-1526). — Des deux côtés, on se chercha des alliés; Charles-Quint fut plus habile : il mit dans son parti le roi d'Angleterre, le pape et les républiques d'Italie. Les Français néanmoins furent vainqueurs dans les Pays-Bas et la Picardie, mais la fortune ne servit pas aussi bien leur valeur dans le Milanais. Lautrec était battu à la Bicoque, et le connétable de Bourbon, qui venait de trahir son pays et de se jeter dans le parti des Impériaux, triomphait du maréchal Bonnivet à la Biagrasse. L'illustre Bayard périt sur le champ d'honneur, mais avant de mourir il eut encore assez de force pour reprocher au traître sa déloyauté et sa perfidie.

Les Français chassés d'Italie furent poursuivis jusqu'en France par les troupes impériales. Mais l'ennemi ne put tenir devant la valeur impétueuse de François I<sup>er</sup>; il fallut repasser les Alpes, et François le suivit jusque sous les murs de Pavie. Là une grande bataille s'engagea. L'imprudance et la témérité du roi lui firent essuyer la plus complète déroute; lui-même tomba entre les mains de son rival, et croyant tout perdu : *Madame*, écrivit-il à sa mère, *tout est perdu, fors l'honneur.*

5. TRAITÉ DE MADRID (1526). — Après avoir laissé fort longtemps François I<sup>er</sup> languir dans les rigueurs et l'emui de la captivité, Charles-Quint lui imposa les conditions les plus exor-

bitantes : il devait renoncer à l'Italie, abandonner la Bourgogne, la Flandre et l'Artois, satisfaire aux exigences du traître Bourbon et payer une somme de 500,000 livres au roi d'Angleterre. François signa ce traité, mais avec la pensée secrète de le violer aussitôt qu'il serait en liberté.

6. DEUXIÈME GUERRE (1526-1529). — Aussi à peine eut-il remis le pied sur les terres de France qu'il protesta contre des concessions arrachées par la violence. Il mit dans ses intérêts le nouveau pape Clément VII, le roi d'Angleterre, les Suisses, les Vénitiens et les Florentins. Mais cette ligne formidable n'eut aucun résultat, faute de concert, et les Impériaux firent retomber sur Rome tout le poids de la guerre. La ville sainte fut saccagée pendant quatre mois par un troupeau de fanatiques plus féroces que les Goths et les Vandales d'autrefois.

Charles-Quint n'osa soutenir sa complicité devant la chrétienté indignée, et désavoua hypocritement les excès de ces nouveaux barbares. Les Français cependant rentrèrent en Italie, délivrèrent Rome, et vinrent porter le siège jusque sous les murs de Naples. Mais l'amiral génois, André Doria, pour se venger des affronts qu'il avait reçus de François I<sup>er</sup>, secourut les Napolitains, contraignit les Français à se retirer, et le roi à demander la paix. Cette paix qui fut signée à Cambrai (1529) conserva la Bourgogne à la France.

7. TROISIÈME GUERRE (1529-1538). — La paix ne pouvait durer longtemps, car l'ambition des deux princes était loin d'être satisfaite. En attendant qu'il pût reprendre les hostilités, Charles-Quint se couvrait de gloire aux yeux de l'Europe; il repoussait une invasion terrible des Turcs et purgeait la Méditerranée de la piraterie, en allant

l'attaquer jusque dans son repaire et en s'emparant de Tunis. François I<sup>er</sup> au contraire, s'alliait avec l'ennemi du nom chrétien, et tandis que l'Europe saluait avec enthousiasme son rival du nom de Sauveur, elle ne pouvait voir en lui qu'un prince sacrilège, qui sacrifiait les intérêts de la foi à ceux de son ambition. Aussi, comptant sur ces dispositions, Charles-Quint, qui se croyait sûr de la victoire, se mit à envahir la France par le Midi. *Mais il ne tarda pas à cognoistre ce que c'estoit d'avoir affaire aux François en leur patrie, deffendent leurs femmes, enfants, maisons et églises.* Pour affamer son armée, la Provence fut en un moment changée en désert, et il lui fallut honteusement se retirer. Une trêve de dix ans, conclue à Nice, sous la médiation du pape, termina cette guerre (1538).

8. QUATRIÈME GUERRE (1538-1547).— Un mois après la trêve de Nice, les deux princes eurent une entrevue à Aigues-Mortes dans laquelle ils se témoignèrent la plus vive amitié, comme s'ils eussent toujours vécu en parfaite intelligence. François I<sup>er</sup> permit à l'empereur de passer par la France pour aller réprimer une révolte qui avait éclaté à Gand. Charles-Quint, en retour de ce service, s'était engagé à donner l'investiture du Milanais au duc d'Orléans. Mais n'ayant pas tenu sa promesse, François I<sup>er</sup> dut encore une fois lui déclarer la guerre. Cinq armées furent lancées dans des directions diverses pour garder toutes les frontières, et Soliman lui-même envoya son amiral Barberousse bombarder Nice. La France n'en fut pas moins envahie par les Anglais et les Impériaux ; Charles-Quint s'avança même à quelques lieues de Paris, mais la maladie se mit dans son armée et le força à la retraite. La paix fut



signée à Crépy, et François I<sup>er</sup> se réconcilia également avec le roi d'Angleterre (1546). Il mourut quelque temps après (1547), et Henri VIII ne tarda pas à le suivre au tombeau. François I<sup>er</sup> avait été assez grand pour donner son nom à son siècle, tandis qu'Henri VIII ne laissait qu'une mémoire déshonorée et flétrie.

QUESTIONNAIRE. — 1. Par quels brillants exploits François I<sup>er</sup> signala-t-il les commencements de son règne? Racontez la bataille de Marignan. 2. Quel fut le résultat de ses relations avec le saint-siège? Son concordat excita-t-il des réclamations? 3. A quel occasion éclata sa rivalité avec Charles-Quint? Quelles étaient les forces respectives de ces deux rivaux? 4. Quels furent les événements de la première guerre? 5. Quel en fut le résultat? 6. Que se passa-t-il entre la première et la seconde guerre? Comment se termina celle-ci? 7. Quelle fut la conduite des deux princes dans l'intervalle de la seconde à la troisième? Sur quel théâtre se fit cette dernière et quelle en fut l'issue? 8. Quelle fut la cause et la fin de la quatrième guerre?

## CHAPITRE II.

Depuis le commencement de la réforme jusqu'aux premières guerres de religion (1520-1559).

Règne de Henri II (1547-1559).

**I. DE LA RÉFORME EN FRANCE AVANT CALVIN (1420-1535).** — Les doctrines de Luther trouvèrent d'abord peu d'écho en France; la Sorbonne même les censura sévèrement en l'année 1521; elles ne s'accréditèrent que parmi les hommes superficiels, engoués de l'étude des lettres profanes, et ne respirant que l'amour de la nouveauté. On se passait en secret les livres du réformateur, on dévorait avec avidité ces œuvres de ténèbres. Du sein de l'université, ce poison gagna bientôt la cour. Les dames et les gentilshommes chantaient les psaumes de Marot; Marguerite de Navarre à Nérac,

et Rénée de France à Ferrare, attiraient dans leurs châteaux tous les chefs de la religion nouvelle.

Pendant le roi, quoique ligué avec les protestants d'Allemagne contre l'empereur, était loin d'approuver ces nouveautés. Il proscrivit rigoureusement les écrits de Luther, et porta des édits sévères contre ceux qui chercheraient à répandre ses doctrines. On condamna au feu d'impies sectaires, qui avaient affiché au milieu de Paris des libelles blasphématoires, et profané de saintes images; néanmoins les supplices furent rares; on se contenta de menaces, et pour arrêter la propagation des nouvelles erreurs, on établit la censure des livres. C'est alors que parut Calvin.

2. CALVIN. — Ce sectaire, né de parents pauvres, dut le soin de sa première enfance et le bienfait de l'éducation à une pieuse et noble famille. Il ne sut payer ces services que par l'ingratitude; dans le cours de ses études, il se fit haïr et mépriser de ses condisciples à cause de son mauvais cœur, lâchement enclin à la délation. Il ne sut jamais aimer, et ne se lia qu'avec le voluptueux Théodore de Bèze, en qui il trouvait une parfaite conformité d'idées et d'inclinations.

Ayant puisé le goût des nouveautés dans les collèges et au sein des universités, il vint à Paris, et se mit à dogmatiser dans la boutique d'un marchand (1532). Ses discours séduisaient un grand nombre de personnes, et ses disciples se répandaient partout pour faire de nouveaux prosélytes. Le pouvoir s'en étant préoccupé, Calvin jugea qu'il était temps de fuir; il se retira à Nérac auprès de Marguerite de Navarre, la protectrice de tous les ennemis de la foi. Là il dressa le plan de son grand ouvrage de l'*Institution chrétienne*, dans lequel il

développa toutes ses erreurs. Il niait comme Luther, l'autorité de l'Eglise, la confession, l'utilité des œuvres, et de plus que le moine saxon, il blasphémait le sacrement de l'autel. Sa doctrine provoqua de si effroyables excès, que François I<sup>er</sup> fut contraint de rendre son édit de Fontainebleau (1540), qui déclarait les partisans de Luther et de Calvin, criminels de lèse-majesté divine et humaine, mais sans prononcer contre eux aucune peine.

**3. MEURTRE DES VAUDOIS (1545).** — Le parlement d'Aix n'imita pas la modération du monarque. En 1540, il décréta la confiscation, le bannissement et l'extermination de quelques peuplades d'anciens Vaudois, qui vivaient retirés dans les montagnes de la Provence et du Dauphiné, et qui s'étaient unis aux calvinistes de Suisse et aux luthériens d'Allemagne. Malgré les efforts du pieux évêque de Carpentras, l'illustre et charitable Sadolet, le président d'Oppède et l'avocat général Guérin marchèrent avec 30,000 hommes, commandés par le baron de la Garde, contre les bourgs et les villages habités par les sectaires. Hommes, femmes, enfants, vieillards, tout fut égorgé; 4,000 Vaudois furent massacrés et 28 villages incendiés. Le récit de ces épouvantables horreurs troubla l'âme de François I<sup>er</sup>, et il mourut en léguant à son successeur la vengeance de ces atrocités.

**4. AVÈNEMENT DE HENRI II. EDIT DE CHATEAUBRIAND.** — Henri II poursuivit les féroces meurtriers des Vaudois. Toutefois le parlement de Paris se montra timide et faible, parce qu'il craignait de servir par trop de sévérité la cause des réformés. Le président d'Oppède fut acquitté avec ses complices; il n'y eut de condamné à mort que

l'avocat général Guérin, encore fut-ce comme faussaire. L'opinion publique était avertie des intentions du roi, mais l'esprit de schisme et d'hérésie n'en faisait pas moins de rapides progrès. Des mouvements séditieux dans l'Agénois, le Périgord, la Saintonge, la Gascogne et le Limousin, firent pressentir à Henri II tout ce qu'il avait à craindre des nouveautés qui s'infiltraient parmi le peuple. Il rendit contre les sectaires son édit de Châteaubriand (1555).

5. GUERRES CONTRE CHARLES-QUINT. — Mais sa fausse politique devait rendre impuissantes toutes ses mesures. Pendant qu'il portait des lois sévères contre les réformés en France, il se brouillait avec le souverain pontife, s'alliait avec les protestants d'Allemagne et continuait à faire la guerre à Charles-Quint. Les armées françaises s'emparèrent des trois évéchés, Metz, Toul et Verdun, et firent trembler toute l'Alsace (1552). L'empereur se hâta de conclure la paix en Allemagne, avec Maurice de Saxe, pour voler au secours de ses provinces démembrées. Ses troupes se portèrent sur Metz (1553), mais il fut contraint par le duc de Guise à lever le siège de cette ville. Il se vengea de cet échec, par la ruine de Thérouanne et de Hesdin, mais une nouvelle défaite qu'il essuya près de Renti, sur les confins de l'Artois et du Boulonnais, le dégoûta des affaires et le porta à abdiquer en faveur de Philippe II son fils.

6. GUERRES CONTRE PHILIPPE II. TRAITÉ DE CATEAU-CAMBRÉSIS (1555-1559). — Pour affermir la domination naissante de son fils, Charles-Quint conclut une trêve de cinq ans avec le roi de France, Henri II, dans l'abbaye de Vaucelles (1555). Le pape Paul IV, qui était Français de

cœur, excita Henri II à rompre la paix. Philippe II, qui venait d'épouser la reine d'Angleterre, Marie Tudor, réunit à ses troupes un corps de huit mille Anglais et investit Saint-Quentin. Là il remporta une victoire mémorable qui désespéra la France, comme ses défaites de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt (1557). Paris serait tombé au pouvoir du vainqueur, s'il ne s'était arrêté à prendre Saint-Quentin, Ham, Noyon et le Catelet. Il laissa ainsi le temps au duc de Guise de venir du Piémont, et alors cet habile général releva la fortune de la France par la prise de Calais et de plusieurs autres villes. Philippe, il est vrai, se vengea de ses revers à la bataille de Gravelines, qu'il gagna sur le maréchal de Thermes, à l'aide d'une flotte anglaise, et c'est ce qui amena la paix de Cateau-Cambrésis (1559). Henri II céda toutes les places qu'il occupait en Toscane et dans le Piémont; il donna sa sœur Marguerite au duc de Savoie, et sa fille Elisabeth à Philippe, qui venait de perdre la reine Marie, sa première femme.

**7. MORT DE HENRI II (1559).** — Ces mariages furent célébrés avec une grande pompe. Le roi s'étourdit dans les fêtes, comme s'il eût voulu chercher au milieu de ces réjouissances une distraction aux peines que lui causaient ses revers. Dans un tournoi, étant entré en lice avec le comte de Montgommery, son capitaine des gardes, il reçut une blessure qui le conduisit au tombeau.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Comment la réforme s'introduisit-elle en France? Quels efforts lui opposa le pouvoir? 2. Racontez l'histoire de Calvin. Quel décret François I<sup>er</sup> rendit-il contre sa doctrine et celle de Luther? 3. Qu'appelait-on Vaudois? Qui les extermina? 4. Quelle fut la conduite de Henri II envers les protestants? Pourquoi rendit-il son édit de Châteaubriand? 5. Pour quel motif

fit-il la guerre à Charles-Quint? Quelles villes lui enleva-t-il? 6. Quel fut le résultat de ses guerres contre Philippe II? A quelles conditions Henri II obtint-il la paix au traité de Cateau-Cambrésis? 7. Comment mourut Henri II?

### CHAPITRE III.

Depuis le commencement des guerres de religion jusqu'à la formation de la Ligue.

François II (1559-1560), Charles IX (1560-1574), Henri III (1574-....).

#### 1. FRANÇOIS II. POUVOIR DES GUISES (1559).

—Le règne de François II, quoique très-court, eut des résultats funestes. Le roi étant trop jeune et trop faible pour gouverner par lui-même, les seigneurs, que Louis XI avait si profondément abaissés, cherchèrent à se relever et se disputèrent le pouvoir. Catherine de Médicis, mère du roi, qui s'était tenue à l'écart pendant tout le règne précédent, devint tout à coup une puissance que tous les ambitieux caressèrent. Les Guises la gagnèrent d'abord, et par elle l'autorité royale passa dans leurs mains.

2. CONJURATION D'AMBOISE (1560). — Leur puissance absolue inspira de la jalousie au connétable de Montmorency et au prince de Bourbon. Comme les protestants formaient déjà un parti puissant dans l'Etat, Condé résolut de s'unir à l'amiral Coligny, leur chef, non par conviction, mais uniquement dans le dessein de renverser les Guises pour jouir de leur crédit. L'amiral était plus sincère dans son attachement au calvinisme, mais dans l'ordre politique, il méditait la ruine du trône et l'établissement de la république. Malgré ces dissentiments on resta d'accord sur un seul point, c'est qu'il fallait se liguier contre les Guises, que les calvinistes abhorraient comme les

auteurs de tous les édits qui les faisaient souffrir. On conspira donc leur perte. Jean de Barri, seigneur de la Renaudie, qui avait déjà été traduit devant les tribunaux comme faussaire, se mit lui-même à la tête de la conjuration. Son indiscretion ayant tout laissé transpirer, le duc de Guise, averti, transféra la cour de Blois au château d'Amboise, et attendit de pied ferme les conjurés. Ils donnèrent dans les embuscades qu'il leur avait préparées et furent tous exterminés.

3. **EDIT DE ROMORANTIN. ARRESTATION DE CONDÉ.** — Les Guises feignirent de ne pas croire à la complicité de Condé et des autres princes, et les déclarèrent innocents. Le chancelier Olivier étant mort, on le remplaça par Michel de l'Hôpital, l'homme le plus modéré de son temps. Il rendit l'*édit de Romorantin* pour interdire aux juges séculiers la connaissance du crime d'hérésie et rendre plus douce la juridiction des tribunaux. Néanmoins la France entière était dans une fermentation qui présageait d'effrayantes catastrophes. On convoqua l'*assemblée des notables* à Fontainebleau sans rien gagner sur les esprits, et on réunit ensuite les états généraux à Orléans. Le roi de Navarre et le prince de Condé, qui ne cessaient d'exciter à la sédition, s'y rendirent, et furent arrêtés. Les Guises auraient voulu la perte de Condé, et déjà sa condamnation était prononcée, quand la mort de François II le sauva.

4. **CHARLES IX. POLITIQUE DE CATHERINE DE MÉDICIS (1560-1562).** — Charles IX, frère et successeur de François II, n'était qu'un enfant de dix ans, lorsqu'il monta sur le trône. Catherine de Médicis s'empara du gouvernement, et pour affermir son autorité, elle mit en pratique sa devise,

*diviser pour régner*, en opposant les Bourbons aux Guises, et en alimentant leurs discordes. Ses premiers soins furent de rappeler à la cour le connétable de Montmorency, de rendre la liberté au prince de Condé, de témoigner à Coligny la plus grande déférence, et de flatter en même temps les Guises. Les états généraux se tinrent sur ces entrefaites à Orléans ; mais ils provoquèrent de si grands orages, qu'il fallut les suspendre. Alors, au milieu de cette complication d'affaires, le duc de Guise, le connétable de Montmorency et le maréchal de Saint-André, s'unirent et formèrent ce qu'on appela le *triumvirat catholique*. La reine inquiète se jeta du côté des calvinistes, qui remplissaient Paris de leurs clameurs et couvraient déjà la France de leurs attentats. Sur leur demande, elle réunit des théologiens des deux communions à Poissy, pour discuter la croyance, comme si elle n'avait pas été fixée depuis longtemps. Mais ce *colloque* ne servit qu'à aigrir les esprits (1561). Enfin elle publia l'*édit de janvier*, qui accordait aux protestants le libre exercice de leur culte, à condition que leurs prêches se feraient dans les faubourgs des villes ou dans les campagnes (1562).

5. PREMIÈRE GUERRE CIVILE. — Cette concession indigna les catholiques sans contenter les protestants. La tempête grondait de toutes parts ; un accident imprévu la fit éclater. Le duc de Guise, assistant un jour à la messe dans l'église de Vassy, trouva fort déplacé que les calvinistes, qui étaient rassemblés dans un lieu voisin, troublaient l'office par le chant de leurs psaumes. Il envoya ses gens pour leur imposer silence, mais une rixe s'étant engagée, le duc accourut



pour appaiser le tumulte et fut blessé au visage. A la vue de son sang qui coulait ses serviteurs ne purent se contenir ; ils se jetèrent sur les huguenots, en tuèrent une trentaine, et en blessèrent un pareil nombre. Les calvinistes exagérèrent cet événement, et partout on n'entendit parler que du massacre de Vassy. Ce fut le signal de la guerre civile.

Condé leva des troupes et se jeta dans Orléans, où d'Andelot, le frère de Coligny, lui ménagea un parti puissant. Blois, Tours, Poitiers, Angers, Bourges, Rouen, Mâcon, la Rochelle, Lyon, Grenoble, Montauban et d'autres villes encore, furent enlevées par les réformés. Le duc de Guise et les catholiques prirent les armes. Malgré les négociations de la reine et les édits pleins de justice des parlements, on en vint aux mains. Les catholiques reprirent les places qu'ils avaient perdues sur la Loire jusqu'à Tours. Condé eut la lâcheté d'ouvrir la France à l'étranger, en s'alliant avec l'Angleterre et l'Allemagne, et de livrer le Havre aux troupes d'Elisabeth. Cette conduite antinationale n'arrêta pas les progrès du duc de Guise. Il s'empara de Rouen, battit complètement Condé à Dreux, et le fit prisonnier. Il se réconcilia avec lui ; et en dépit de la reine mère, qui s'était plus effrayée de la victoire de Dreux qu'elle ne s'en était réjouie, il poursuivait ses succès et vint assiéger Orléans. C'était là que la mort l'attendait. Un huguenot de l'Angoumois, appelé Poltrot, l'assassina à la grande joie des protestants, et peut-être d'après les ordres de Coligny (1563). Alors Catherine de Médicis se hâta de suspendre les hostilités, en signant la paix à Amboise pour donner du relâche aux réformés.

**6. DEUXIÈME GUERRE (1567).** — Condé, revenu à lui-même, fut le premier à demander qu'on profitât de la paix pour chasser de la France les Anglais qu'il y avait appelés, et qu'on leur reprit le Havre. Catheriney consentit; elle fit reconnaître le roi majeur, pour jouir en son nom de la souveraineté, et le conduisit ensuite dans toute la France (1564-1566), se proposant d'étudier partout la disposition des esprits et d'apaiser les passions. Mais en passant par Bayonne, elle eut avec le duc d'Albe une entrevue qui alarma tous les calvinistes. Ils recommencèrent leurs séditions; Condé et Coligny tentèrent des'emparer du roi et le poursuivirent depuis Meaux jusqu'à Paris. Leur armée rencontra celle des catholiques près de Saint-Denis, et éprouva là un grand échec. L'électeur palatin survint avec ses Allemands pour rétablir leur fortune, et les mettre à même d'imposer à la cour la paix de Longjumeau (27 mars 1568).

**7. TROISIÈME GUERRE (1568-1570).** — Le traité de Longjumeau fut appelé la *petite paix*, parce que le calme ne dura que six mois. Les calvinistes, soutenus par les Anglais, les Allemands et les Navarrais, prirent la Rochelle, élurent pour leur chef le jeune prince de Béarn, qui devait régner un jour sous le nom de Henri IV, et envahirent l'Aunis et la Saintonge. Deux fois ils furent vaincus par le duc d'Anjou : à Jarnac où Condé fut tué (13 mars 1569), et à Moncontour où l'armée huguenote fut anéantie (3 octobre). La perte de Saint-Jean d'Angely acheva de les déconcerter, et la paix fut signée pour la troisième fois, à Saint-Germain en Laye (15 août 1570). Cette paix que l'on pressentait ne devoir pas être durable fut appelée *boiteuse et mal assise*.

**8. MASSACRE DE LA SAINT-BARTHÉLEMY (1572).**

— Cette pacification ne ressembla qu'au calme sinistre qui précède les grandes tempêtes. Depuis plusieurs années, les calvinistes se déshonoraient par d'horribles cruautés. Les massacres de Nîmes, de la Roche-Abeille, de Navarreins, de Pau et d'Orthez avaient rempli la France d'épouvante. Catherine de Médicis résolut de leur rendre meurtre pour meurtre, massacre pour massacre ; mais ce n'était pas assurément par esprit de représailles en faveur de la religion. Cette reine perfide et cruelle, qui s'était écriée sur un faux bruit du triomphe des calvinistes à Dreux : *Nous en serons quittes pour prier Dieu en français*, s'inquiétait peu de faire prévaloir l'une ou l'autre communion. Elle voulait seulement régner, et elle crut que pour assurer sa puissance, il fallait noyer dans le sang la faction qui la menaçait. Elle attira donc à la cour Henri de Béarn et Coligny, et quand à force de flatteries, elle eut surpris leur confiance, tout à coup elle fit signer par le roi leur mort et le massacre de tous leurs partisans. Au signal donné, Coligny fut égorgé et jeté dans la rue ; on fit main basse sur tous les protestants, et plus de 4,000 hommes périrent dans cette barbare exécution. Le roi de Navarre et le prince de Condé ne se sauvèrent qu'en feignant d'abjurer.

**9. MORT DE CHARLES IX (1574).** — Meaux, Orléans, Troyes, Bourges, Angers, Toulouse, Rouen et Lyon eurent aussi leurs drames ensanglantés. Après avoir languï pendant deux ans, Charles IX, honteux de tous les forfaits auxquels la politique odieuse de sa mère l'avait fait consentir, s'éteignit sous le poids des remords les plus cuisants. Sa mort fut si cruelle que quelques-uns

le crurent empoisonné, mais généralement on considère cette triste fin comme un châtement du ciel.

**10. CARACTÈRE DE HENRI III (1574-1576).—** Henri III, qui régnait sur le trône de Pologne où il avait été appelé après les victoires de Jarnac et de Montcontour, s'évada de Cracovie comme un prisonnier, et s'empessa de venir recueillir la couronne de France que son frère lui laissait. Mais vivant au milieu de ses mignons, laissant tout le pouvoir à sa mère, il donna dans ces temps difficiles le triste exemple d'un roi fainéant. Déjà les catholiques modérés, indignés contre le gouvernement de Catherine, avaient formé un parti sous la direction du duc d'Alençon, frère du roi, et avaient pris le nom de *mécontents*. Ils s'unirent au roi de Navarre et au prince de Condé, fils de celui qui avait été tué à Jarnac, et renouvelèrent les hostilités. Henri de Guise remporta sur eux une victoire à Château-Thierry où il fut blessé, ce qui le fit surnommer *le Balafré*. Mais Henri III, intimidé par les secours que les rebelles recevaient d'Allemagne, eut la faiblesse de leur accorder la paix à Blois et de leur faire toutes les concessions qu'ils exigèrent.

**11. FORMATION DE LA LIGUE (1577).—** Les catholiques, effrayés de l'excessive pusillanimité du roi, commencèrent à craindre pour leur foi et pour l'honneur de la nation. Des formules de protestation circulèrent dans toutes les villes. On adopta généralement celle qui fut rédigée à Péronne et par laquelle on s'engageait, au nom de la sainte Trinité, à employer ses biens et sa personne à la défense de la foi contre les ennemis du dedans et du dehors. Les Guises devinrent l'âme de cette formidable association qui prit le nom de *sainte Ligue*.

**QUESTIONNAIRE.** 1. Quel fut le pouvoir des Guises sous François II? 2. Qu'était-ce que la conjuration d'Amboise? Comment fut-elle déjouée? 3. Quel était le but de l'édit de Romorantin? Comment arrêta-t-on le prince de Condé? Par qui fut-il délivré? 4. Quelle était la politique de Catherine de Médicis? A quoi servit le colloque de Poissy? 5. Quel fut l'événement qui alluma la guerre civile? Par quelle démarche le protestantisme se montra-t-il ennemi de la nation? 6. Qu'était-ce que la paix de Longjumeau? 7. De quelle guerre fut-elle suivie? Comment nomma-t-on la paix qui fut le terme de cette troisième guerre? 8. Qu'était-ce que le massacre de la Saint-Barthélemy? Qui en fut l'auteur? 9. Comment mourut Charles IX? 10. Quel était le caractère de Henri III? Quelles furent ses fautes? 11. Pourquoi la Ligue se forma-t-elle?

## CHAPITRE IV.

Depuis la formation de la Ligue jusqu'à la mort de Henri IV.

Henri III (....-1589), Henri IV (1589-1610).

### 1. ESPÉRANCES DU DUC DE GUISE (1577-1584).

— La cour fut d'abord effrayée, mais la politique de Catherine déconcerta subitement toutes les ambitions, en conseillant au roi de se déclarer lui-même chef des ligueurs et de révoquer l'édit de Blois. Mais la mort du duc d'Alençon changea entièrement la face des affaires (1584). Henri III n'ayant pas d'enfants, le trône revenait naturellement au roi de Navarre, Henri de Bourbon; mais comme il était hérétique, les catholiques jurèrent qu'ils ne le reconnaîtraient jamais. Tous les regards se portèrent alors sur les ducs de Lorraine qui disaient être les vrais descendants de Charlemagne, et le sceptre brilla aux yeux des Guises, comme une espérance.

2. BATAILLE DE COUTRAS (1587). — Le souverain pontife ayant déclaré Henri de Navarre, et en général tout prince hérétique, inhabile à régner sur la France, la Ligue s'autorisa de cette

décision, et devint une croisade catholique. Elle s'unit d'intérêt avec Philippe II, et décréta que si Henri III mourait sans enfant, le cardinal de Bourbon hériterait de la couronne. Le roi, inquiet et indécis, hésita d'abord entre les deux partis, puis se décida enfin pour la Ligue, que, d'après les conseils de sa mère, il déclara *patriotique et sainte* (1585). Alors commença cette guerre à laquelle on donna le nom de *guerre des trois Henri*, parce que les protestants étaient commandés par Henri de Navarre, les hommes de la cour par Henri III et les ligueurs par Henri de Guise. Henri III n'essuya que des revers. Ses troupes, énervées par le luxe et la mollesse, reculèrent constamment devant le roi de Navarre et enfin se firent battre complètement à Coutras (1587).

3. TRIOMPHE DU DUC DE GUISE (1587). — Le duc de Guise, au contraire, remporta deux brillantes victoires à Vimori et à Auneau sur un corps d'Allemands qui s'avancait au secours des calvinistes. Ses succès exaltèrent le peuple, qui le reçut en triomphe dans Paris. *Saül en a tué mille*, répétait la multitude transportée, et *David dix mille*. C'était un reproche adressé à l'indolence de Henri III qui dévorait en silence ces affronts.

4. LES BARRICADES (1588). — Mais les ligueurs ne se contentèrent pas d'humilier le roi ; la faction des *seize* qui s'était formée au sein même de la Ligue, et qui dominait sur les seize quartiers de Paris, voulait lui enlever sa couronne. De tous côtés on poussait la population à se soulever ; les chaires des églises retentissaient de discours séditions, les livres des docteurs renfermaient des doctrines de révolte, et la Sorbonne proclamait qu'on devait se séparer du roi dès qu'il se mon-

trait infidèle à l'Eglise. Les seize organisèrent un mouvement dans Paris et aussitôt le duc de Guise accourut et fut accueilli avec transport par la multitude. Indigné de cette ovation, le roi, pour priver les factieux de leur chef, ordonna au duc de quitter la capitale. Alors le peuple se mutina, tout Paris se couvrit de *barricades*, les rues furent fermées, les maisons fortifiées, et les soldats du roi cernés de toutes parts, ne se sauvaient qu'en criant *catholiques!* et en montrant leur chapelet. Henri III lui-même s'enfuit à Chartres, et Guise resté seul à Paris disposa des charges, comme s'il n'y avait plus de roi.

**5. ETATS DE BLOIS. MEURTRE DES GUISES (1588).** — Les négociations commencèrent entre Henri III et le chef de la Ligue. Le duc de Guise, étant maître de Paris et comptant sur son alliance avec Philippe II, dicta comme un vainqueur les conditions de la paix à son souverain. Henri approuva tout ce qu'il avait fait, lui conféra le titre de généralissime de ses armées, et convoqua les états à Blois. Cette assemblée, dirigée par le duc de Guise, sembla prendre à tâche de détruire l'autorité du roi. Le malheureux prince poussé à bout, résolut de se défaire de ses maîtres par un lâche assassinat. On choisit le moment où le duc de Guise se rendait au conseil, pour le massacrer à coups de poignard. Le lendemain, son frère le cardinal, expira également sous le fer d'un assassin. Catherine de Médicis mourut douze jours après.

**6. SIÈGE DE PARIS. ASSASSINAT DE HENRI III (1589).** — La Ligue, privée de ses deux chefs, nomma leur frère, le duc de Mayenne, lieutenant général du royaume, et déclara Henri III déchu du trône comme assassin et parjure. Le pape l'excom-

munia, tous les docteurs de Sorbonne décidèrent qu'on ne lui devait plus obéissance, les seize emprisonnèrent tous ceux qu'ils crurent dévoués à la monarchie, les églises furent tendues de noir, et les prédicateurs déclamèrent contre le *nouvel Hérode*. L'infortuné monarque, abandonné de tout le monde et privé des conseils de sa mère, jeta les yeux du côté du roi de Navarre, unit ses troupes aux siennes, et vint avec lui mettre le siège devant Paris.

Dans ce moment, un jeune religieux nommé Jacques Clément, échauffé par les déclamations qui retentissaient perpétuellement à ses oreilles, se crut inspiré du ciel pour délivrer la France de celui qu'on appelait un tyran. S'étant donc rendu à Saint-Cloud, il exécuta son abominable dessein et fut immédiatement mis à mort par les gardes du roi. Les seize étaient si furieux et si passionnés qu'ils ne rougirent pas d'invoquer ce fanatique comme un martyr, et d'exalter le bonheur de celle qui lui avait donné le jour.

7. SUCCÈS DE HENRI IV (1589-1593). — La naissance donnait au roi de Navarre des droits incontestables à la couronne; mais le peuple avait alors une foi trop ardente pour obéir, comme il disait, à un roi huguenot. Après la mort de Henri III, il fut obligé de lever le siège de Paris. Le duc de Mayenne se mit à sa poursuite, annonçant à l'avance qu'il le ramènerait *pieds et poings liés*. Il l'atteignit près d'Arques, mais il fut vaincu quoique avec des forces dix fois supérieures à celles de son rival. L'année suivante le Béarnais remporta une seconde victoire dans les plaines d'Ivry (1590). Son armée, grossie des débris des troupes de Mayenne et des nombreux citoyens que la faction des seize proscrivait chaque jour,



vint bloquer Paris. Henri s'en fut emparé par famine, s'il n'eût été touché de compassion pour ses malheureux sujets. Souvent il disait : *Je ne veux pas régner sur des morts.* Et encore : *Je ressemble à la vraie mère de Salomon ; j'aimerais mieux n'avoir point de Paris que de l'avoir en lambeaux.* A la fin, le prince de Parme, envoyé par Philippe II au secours des Parisiens, le contraignit à lever le siège.

**8. SON ABJURATION (1593).** — La situation du roi de Navarre devint très-critique. Ce prince alla mettre le siège devant Rouen, et fut encore obligé de se retirer à l'approche des Espagnols. D'un autre côté, de grands désordres régnaient parmi les ligueurs. Les seize tenaient pour Philippe II, dont les chances s'étaient accrues par les succès de ses généraux : mais Mayenne ne voulant pas de l'autorité étrangère déjoua leur dessein sans aucun profit pour lui-même. Alors les catholiques modérés eurent avec Henri IV une conférence à Surènes. Dieu changea le cœur du monarque, qui ouvrit les yeux à la lumière et fit son abjuration dans l'église de Saint-Denis, entre les mains de l'archevêque de Bourges. Ce fut le coup de mort de la Ligue.

**9. RUINE DE LA LIGUE (1593-1598).** — Quand l'abjuration du roi fut connue, les ligueurs ne parurent plus que des ambitieux, et peu à peu ils perdirent toute considération et tout crédit. Le 22 mars 1594, Henri IV entra dans sa capitale par la porte Saint-Denis, au milieu d'une population qui se pressait sur son passage. Clément VIII, qui avait d'abord refusé de croire à la sincérité de la conversion du Béarnais, se laissa fléchir et consentit à l'absoudre (1595). Toutes les résistances qui s'obstinèrent furent vaincues par l'ha-

bileté des négociations ou par la force des armes. La Normandie, la Champagne et la Bourgogne se soumirent ; Mayenne lui-même se réconcilia avec le roi (1596). On acheta la fidélité des provinces du Midi, et la rébellion fut étouffée dans la Bretagne, son dernier refuge (1598).

**10. PAIX DE VERVINS (1598).** — Pendant ce temps Henri IV pressait les Espagnols avec vigueur. Il leur fit éprouver une sanglante défaite à Fontaine-Française (1595), reprit Amiens dont ils s'étaient rendus maîtres par surprise, et conclut avec eux la paix de Vervins. Elle mit un terme à ces luttes intestines qui, depuis quarante ans, désolaient la France.

**11. EDIT DE NANTES.** — Un mois auparavant Henri IV avait calmé et satisfait les protestants eux-mêmes par la promulgation de *l'édit de Nantes*. Cet édit leur accordait non-seulement la liberté du culte et le droit d'admission à tous les emplois civils et militaires, mais encore la permission de tenir des assemblées générales, de s'imposer des taxes pour leur culte et de conserver des places de sûreté. C'était créer un Etat dans l'Etat et laisser substituer une sorte de république en face du trône. Le roi ne comprit pas tout le danger de ses concessions, mais plus tard il devint manifeste.

**12. PROSPÉRITÉ DE LA FRANCE (1598-1610).** — Quoi qu'il en soit, la France jouit alors de la plus profonde tranquillité, et la sage administration du roi, éclairé par Sully, ferma promptement toutes les blessures que la guerre avait faites à la nation. Il y eut tant d'ordre dans les finances qu'on diminua les tailles et les impôts de quatre millions, et on trouva cependant moyen de payer cent millions de dettes et d'acheter des domaines

pour plus de cinquante millions. Toutes les places furent réparées, les magasins et les arsenaux remplis, et les routes entretenues. La justice fut réformée, l'usure et toutes les exactions réprimées; l'agriculture fut remise en honneur par les soins de Sully, et Henri favorisa l'industrie, et agrandit le commerce. Il fit creuser le canal de Briare, qui joint la Seine à la Loire, agrandit et embellit Paris, augmenta Saint-Germain, Monceaux, Fontainebleau et le Louvre, et fonda la bibliothèque royale. « Quand don Pedro de Tolède fut envoyé par Philippe III en ambassade auprès de Henri, il ne reconnut plus cette ville, qu'il avait vue autrefois si malheureuse et si languissante : *C'est qu'alors le père de famille n'y était pas, lui dit Henri, et aujourd'hui qu'il a soin de ses enfants, ils prospèrent.* »

**13. PROJETS DE HENRI IV.** — Après avoir réconcilié Venise avec le saint-siège, l'Espagne avec les Provinces-Unies, ce grand prince conçut le plan gigantesque d'abaisser la maison d'Autriche, et d'établir dans toute l'Europe, une paix perpétuelle au moyen d'un tribunal suprême, qui aurait droit de juger les différends des rois et des peuples. C'était une utopie brillante qui fait honneur à son cœur. Déjà il s'était entendu avec les protestants d'Allemagne pour faire la guerre à l'Autriche, mais il succomba au moment où il allait réaliser la première partie de ses desseins.

**14. SON ASSASSINAT (1610).** — Les factions comprimées avaient plusieurs fois essayé de relever la tête et de replonger la France dans l'anarchie. Le maréchal de Biron eut la tête tranchée à la Bastille pour cause de trahison (1602). Le duc de Bouillon s'était aussi révolté (1606), et malgré la bonté et la douceur du roi, plusieurs cons-

pirations et dix-sept tentatives d'assassinat avaient déjà mis ses jours en péril. Enfin le fanatique Ravallac le perça de deux coups de poignard dans la rue de la Ferronnerie, au moment où son carrosse était arrêté par un embarras de voitures. Le roi s'écria aussitôt : *Je suis blessé*, et rendit l'esprit. Il avait été frappé au cœur.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quelles furent les espérances du duc de Guise? 2. Comment Henri III agit-il envers la Ligue? Par qui fut gagnée la bataille de Coutras? 3. Quelles victoires avait remportées le duc de Guise? 4. Quel triomphe lui firent les ligueurs? Où s'enfuit Henri III? 5. Pourquoi les états furent-ils convoqués à Blois? Comment périt le duc de Guise? 6. Quelle fut la conduite de Henri III après le meurtre du duc de Guise? Par qui ce monarque fut-il assassiné? 7. Quels furent les succès de Henri IV? 8. Pourquoi abjura-t-il? 9. Que devint la Ligue? 10. Quelle fut l'importance du traité de Vervins? 11. Qu'était-ce que l'édit de Nantes? 12. Que fit Henri IV pour le bonheur de la France? Quel était son principal ministre? 13. Quels étaient les projets de Henri IV? 14. Par qui fut-il assassiné?

## CHAPITRE V.

Règne de Louis XIII (1610-1643).

**1. LOUIS XIII. MINISTÈRE DE CONCINI (1610-1617).** — Le fils aîné de Henri IV, Louis XIII, avait à peine neuf ans lorsque mourut son père. La reine-mère Marie de Médicis, suivant aveuglément les conseils d'un Italien obscur, Concini, connu sous le nom de maréchal d'Ancre, se fit déclarer régente, et se laissa dominer par son favori. Tous les projets de Henri IV furent abandonnés, parce qu'ils étaient impossibles sous le gouvernement d'une femme et d'un enfant. Au lieu de faire la guerre à l'Autriche, on conclut au contraire la paix avec cette puissance. Ensuite,

pour apaiser la noblesse qui murmurait de ce que le pouvoir était confié à un ministre étranger, on prodigua la flatterie et on répandit à pleines mains tous les trésors amassés par Henri IV ; enfin, quand les ressources furent épuisées, on convoqua les états généraux (1614). Ces états se montrèrent dévoués à la monarchie, et ne calmèrent aucun mécontentement. Condé et les seigneurs s'unirent aux protestants, et dictèrent avec insolence au roi leurs conditions de paix à Loudun (1616). Concini dissimula, puis fit enfermer Condé à la Bastille, ensuite à Vincennes, et effraya tous les grands du royaume par le despotisme de sa puissance. La guerre allait éclater, on levait partout des troupes, quand une intrigue de cour renversa l'orgueilleux ministre. Albert de Luynes, qui n'était qu'un page habile à élever des pies et à apprivoiser des oiseaux, fut l'auteur de sa chute. Il s'insinua dans l'esprit du roi, lui rendit suspect le maréchal d'Ancre, et le fit assassiner sur le pont du Louvre par le capitaine des gardes Vitri, auquel il donna en récompense le bâton de maréchal (1617).

2. MINISTÈRE DE LUYNES (1617-1621). — La France n'en fut pas moins gouvernée par un favori, et les seigneurs ne cessèrent de murmurer en voyant un homme obscur, souillé d'un tel assassinat, usurper la dignité de connétable et disposer en maître de toutes les charges. Les protestants surtout s'agitèrent. Louis XIII pensa qu'on les devait traiter avec sévérité ; et dans l'édit qui déclarait le Béarn réuni à la couronne, il obligeait les calvinistes à rendre les biens ecclésiastiques qu'ils avaient ravis. Ce fut le signal de la révolte. Les réformés s'assemblèrent à la Rochelle, partagèrent leur église en huit cercles, organisèrent

leur république, et réglèrent leurs levées d'hommes et d'argent. Ils auraient voulu avoir pour chef Lesdiguières qui gouvernait la Provence, mais le vieux maréchal refusa cet honneur et se fit catholique. Les armées de Louis XIII eurent de grands succès dans la Saintonge; mais elles échouèrent devant Montauban. Le duc de Luynes qui commandait le siège de cette ville fut si confus de ce revers qu'il en mourut de chagrin (1621). Deux ans après sa mort, la reine-mère introduisit dans le conseil l'évêque de Luçon, l'immortel Richelieu (1624).

3. POLITIQUE DE RICHELIEU. — Trois grands desseins occupèrent la pensée de Richelieu : l'humiliation des grands, la ruine des protestants et l'abaissement de la maison d'Autriche. Quand il saisit le pouvoir, la royauté était menacée, d'un côté par le parti féodal qui avait repris vigueur pendant les guerres civiles, et de l'autre par les protestants qui, depuis la promulgation de l'édit de Nantes, formaient une véritable république au sein de la monarchie. Au dehors l'orgueil de la nation souffrait de l'éclat et de la prépondérance de la maison d'Autriche qui dominait sur l'Espagne, le Portugal, l'Italie, et sur une partie des Pays-Bas et de l'Allemagne. Bien décidé à faire triompher la royauté et l'Etat de tout ce qui leur portait ombrage, Richelieu ne vit que son but et se montra peu scrupuleux sur le choix des moyens. *Je n'ose rien entreprendre, disait-il, sans y avoir bien pensé; mais, quand une fois j'ai pris ma résolution, je vais droit à mon but, je renverse tout, je fauche tout, et je couvre tout de ma robe rouge.*

4. GUERRE DE LA VALTELINE (1625). — Dès le début, il manifesta toute l'indépendance de ses

vues politiques en s'alliant avec l'Angleterre, au moyen du mariage de Henriette de France avec le prince de Galles qui fut Charles I<sup>er</sup>, et en soutenant la Hollande contre l'Espagne. Il consulta la Sorbonne, pour savoir si malgré son titre de cardinal, il pouvait en conscience faire la guerre au pape, et sur la décision des docteurs, il s'empara de la Valteline, que le souverain pontife conservait alors au nom des Espagnols. Par cette conquête Richelieu se ménagea une entrée en Italie, et interrompit les communications de l'Espagne avec l'Autriche. Ce fut sa première victoire sur cette orgueilleuse maison.

5. INTRIGUES DE GASTON (1626-1627). — Les protestants, pendant ce temps, s'étaient agités. Montmorency et Thoiras avaient été envoyés contre les rebelles et les avaient comprimés. Malgré ces succès, Richelieu les ménagea et fit sa paix avec eux, jugeant avec raison qu'il fallait avant tout s'en prendre aux grands, que les misérables intrigues de Gaston d'Orléans, frère du roi, portaient à la sédition (1626). Les seigneurs qui entrèrent dans cette conspiration résolurent même la mort du cardinal, et le comte de Chalais se chargea de l'exécution. Richelieu, instruit de tout, le fit saisir et le livra à une commission formée par le parlement de Bretagne qui le fit décapiter. Le comte de Chapelle et le duc de Bouteville furent aussi exécutés publiquement sur la place Royale (1627). Ces actes énergiques annoncèrent à la noblesse que le temps de sa puissance était passé. Richelieu trancha du souverain avec fierté, supprima la charge de connétable, et se fit tout à la fois ministre, garde des sceaux et surintendant général de la marine.

**6. SIÈGE DE LA ROCHELLE (1627-1628).** — Arrivé au faite de la puissance, il tourna toutes ses forces contre la Rochelle, le boulevard du protestantisme. Le duc de Buckingham, que sa fatuité avait fait chasser de France et qui gouvernait l'esprit du roi d'Angleterre, vint avec quelques mille hommes se faire battre à l'île de Ré. Mais Richelieu sut occuper Charles I<sup>er</sup> dans ses Etats et put à l'aise poursuivre les opérations du siège. Il ferma le canal qui va de la pleine mer au port, par une digue immense qui rappelait les grands travaux d'Alexandre devant Tyr. Les horreurs de la famine désolèrent alors les Rochellois qui, après des prodiges de dévouement et d'intrépidité, furent obligés de se rendre (1628). Cette victoire anéantit le parti calviniste; il fut dépouillé de ses places fortes, et cessa de former dans l'Etat un parti politique.

**7. GUERRE D'ITALIE (1629).** — Tout en terrasant les réformés, le cardinal faisait respecter au dehors les droits de la nation. Charles de Gonzague, duc de Nevers, ayant reçu par donation testamentaire, de Vincent II de Gonzague, le duché de Mantoue et de Montferrat, ne pouvait jouir de ses nouveaux droits, le duc de Savoie et les Espagnols y mettant obstacle. Sur les conseils de Richelieu, Louis XIII marcha lui-même en Italie, força le Pas-de-Suze, et dicta la paix au duc de Savoie qui fut contraint de lui livrer passage par ses Etats. Les Espagnols tremblants adhérèrent eux-mêmes à ce traité, reconnurent le duc de Nevers comme duc de Mantoue, et la France eut un avant-poste en Italie.

**8. MOUVEMENTS DE LA NOBLESSE (1630-1632).** — Le nom de Richelieu brillait en ce moment d'un



trop vif éclat, pour ne pas armer contre lui une foule d'envieux. La reine mère ne trouvait plus dans le cardinal-ministre la docilité et la souplesse de l'évêque de Luçon; elle se repentait d'avoir contribué à son élévation, et elle s'unit au duc d'Orléans pour détruire son crédit. Déjà Louis XIII avait été gagné, et Richelieu avait reçu l'ordre de s'éloigner de la cour. Avant son départ, il demanda une entrevue au roi, confondit d'un mot tous ses ennemis, et rentra en grâce tout à coup. On appela cette journée *la journée des dupes* (11 octobre 1630). Richelieu fit pendre les deux Marillac, l'un maréchal, l'autre garde des sceaux, et effraya la noblesse par ses vengeances (1632). Néanmoins, Gaston d'Orléans arbora l'étendard de la révolte dans le Languedoc, et s'attacha Montmorency, qui était gouverneur de cette province. Il fut défait à Castelnaudary. Gaston en fut quitte pour jurer d'aimer *les partisans du gouvernement et en particulier M. le cardinal*, mais Montmorency, malgré les prières de la noblesse et du peuple, fut décapité à Toulouse.

9. ABAISSEMENT DE LA MAISON D'AUTRICHE (1635-1648). — Les protestants étaient soumis, la féodalité n'existait plus, mais il restait encore à relever à l'extérieur l'honneur de la France. Pour y parvenir, Richelieu prit part aux guerres qui inquiétaient la maison d'Autriche en Allemagne. Depuis plusieurs années, le parti protestant luttait contre le parti catholique. Déjà l'électeur palatin et le roi de Danemark avaient succombé dans la lutte, et le roi de Suède Gustave-Adolphe, que la politique de Richelieu avait fait descendre dans l'arène, était mort au champ de l'honneur (1632). Les généraux suédois ne

pouvant plus suffire à la tâche immense que leur avait léguée leur maître, Richelieu fit intervenir directement la France dans ces démêlés sanglants. En même temps il combattit contre l'Espagne dont les intérêts étaient communs avec ceux de l'Autriche. Après cinq années de guerre mêlée de succès et de revers, il en finit avec les Espagnols en soulevant la Catalogne et en favorisant la révolte du Portugal (1640). Avec l'Allemagne, il fallut livrer de nombreuses batailles, mais Richelieu n'assista pas au dénouement de ce drame terrible qui ne devait avoir lieu qu'en 1648; le traité de Westphalie, en assurant la prépondérance de la France, ne fut que la réalisation des projets du cardinal.

**10. CONSPIRATION DE CINQ-MARS (1642).** — L'Espagne voulut se venger de Richelieu en soufflant à son tour la révolte dans le cœur de la France. Le comte d'Olivarès gagna le fils du marquis d'Effiat, le jeune Cinq-Mars que la protection du cardinal avait rendu tout-puissant près de Louis XIII, et l'arma contre son bienfaiteur. Ils conclurent ensemble un traité où les Espagnols promettaient du secours aux mécontents. Déjà Cinq-Mars célébrait sa victoire, et Richelieu, malade à Tarascon, se croyait disgracié, quand il eut le bonheur d'obtenir une copie du traité conclu par ses ennemis avec l'Espagne. Il l'envoya à Louis XIII, et Cinq-Mars fut jugé et décapité avec le fils du président de Thou, son confident et son ami.

**11. MORT DE RICHELIEU (1642).** — Richelieu ne leur survécut que quelques mois; la mort le surprit au milieu de sa puissance, le 4 décembre 1642, à l'âge de cinquante-huit ans. Il avait rendu à la France d'immenses services, et son vaste génie avait

exécuté les plus grandes choses. Cependant il ne fut regretté de personne : le peuple chanta à sa mort ; le roi, quoique à l'agonie, se réjouit ; les grands tressaillirent, comme à la nouvelle d'une délivrance. C'est qu'il eut le tort d'être trop indépendant dans ses idées, et de travailler exclusivement à rendre la royauté absolue. Le roi se sentait avec peine éclipsé par son talent ; la noblesse ne lui pardonnait pas de l'avoir entièrement éloignée des affaires ; et son absolutisme indisposait le peuple dont il méconnaissait les droits.

**12. MORT DE LOUIS XIII (1643).** — Après la mort de l'illustre cardinal, Louis XIII se sentit défaillir et n'eut plus que le temps d'instituer un conseil de régence et de préparer ainsi l'avenir de son successeur. Les victoires du grand Condé illustrèrent ses derniers moments et servirent de présage à la gloire du grand règne qui allait se lever sur la France. Le monarque parut peu touché de ce reflet des grandeurs humaines. Ses dernières pensées furent pour le ciel, et il mourut en disant : « Je suis ravi d'aller à Dieu. »

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quelle fut la politique du nouveau gouvernement ? Que fit le ministre Concini ? 2. Par qui fut-il remplacé ? Comment mourut le duc de Luynes ? 3. Quels furent les grands desseins de Richelieu ? Quel était son caractère ? 4. Pourquoi s'empara-t-il de la Valtelline ? 5. Quel était le but de Gaston d'Orléans ? Fut-il heureux dans ses intrigues ? 6. Pourquoi Richelieu fit-il le siège de la Rochelle ? Comment s'empara-t-il de cette ville ? 7. Quels furent les exploits des Français dans la guerre d'Italie ? 8. La noblesse essaya-t-elle de se révolter ? Qu'appelle-t-on la journée des dupes ? 9. Comment Richelieu abaissa-t-il la maison d'Autriche ? Par quel traité fut terminée la guerre qu'il entreprit contre cette puissance ? 10. Quelle fut la conspiration de Cinq-Mars ? Quelles en furent les victimes ? 11. Quelle impression fit

la mort de Richelieu ? 12. Louis XIII lui survécut-il longtemps ? Quel était le caractère de ce prince ?

---

## CHAPITRE VI.

Louis XIV (1643-1715).

**1. MINISTÈRE DE MAZARIN. TRAITÉ DE WESTPHALIE.** — Louis XIV n'avait que cinq ans lorsqu'il succéda à son père; il eut pour régente sa mère, Anne d'Autriche, qui usa de ses prérogatives en nommant premier ministre le cardinal Mazarin. Cet homme, doué d'un grand esprit et d'une habileté peu commune, sut venir à bout de tous ses ennemis et de tous ceux du roi et de la reine. Il dissipa la cabale des *importants*, et pendant les quatre premières années du nouveau règne, la France glorieuse et tranquille, n'eut qu'à se réjouir des victoires que le duc d'Enghien, fils du grand Condé, remporta successivement sur les Autrichiens à Rocroi, à Fribourg et à Nordlingue. La bataille de Lens vint enfin mettre un terme à cette guerre, qui durait depuis trente ans en Allemagne, et qui eut pour dénoûment le traité de Westphalie. La France, obtint par ce traité, les Trois-Evêchés, Toul, Metz et Verdun; l'Alsace, Brisach, Philipsbourg et Pignerol, qui étaient les clefs de l'Allemagne et du Piémont, et, selon le vœu de Richelieu, la prépondérance de la maison d'Autriche fut détruite.

**2. TROUBLES DE LA FRONDE (1647).** — Mazarin, malgré ce traité dont il était l'auteur, et les succès qu'il remportait, ne parvint cependant pas à se faire aimer. Il répugnait à la noblesse ainsi qu'au parlement d'obéir à un étranger, et le peuple lui imputait les taxes onéreuses qui l'écrasaient. Un

parti puissant, connu sous le nom de la Fronde, s'était formé dans tous les rangs de la société ; il profita pour s'élever contre le ministre, du nouvel impôt dont il venait de frapper la magistrature. Afin d'intimider les mécontents et surtout le parlement son principal adversaire, Mazarin fit arrêter deux de ses membres, Broussel et Blancmesnil, vieux conseillers qui s'étaient rendus populaires par leur constante et inepte opposition. En un instant Paris se couvrit de barricades ; le peuple en armes réclama *ses défenseurs* et parcourut les rues en criant : *Broussel et la liberté* ! Il fallut céder devant l'émeute ; la régente fut obligée de rendre au parlement ses conseillers, et de disgracier ses intendants. N'étant plus même en sûreté dans la capitale, elle se rendit à Saint-Germain, mais dans un tel dénûment, qu'elle coucha sur la paille avec le jeune roi son fils.

Malgré ces excès coupables, il n'y avait aucune irritation dans les esprits ; cette guerre n'était, pour ainsi dire, qu'une lutte d'amour-propre froissé et de fanfaronnade. Les factieux, appelés frondeurs, se renvoyaient le calembourg et l'épigramme ; chaque défaite des chefs de la Fronde était l'objet des plaisanteries de leurs propres partisans ; enfin le grand Condé voulait qu'on écrivit l'histoire de cette guerre en vers burlesques et l'intitulait lui-même *la guerre des pots de chambre*.

Le vainqueur de Rocroi réussit facilement à faire rentrer le roi dans Paris. Mais comme il prétendait dominer lui-même et qu'il affectait de dédaigner aussi bien le ministre que les frondeurs, ceux-ci s'unissant à Mazarin, réussirent à le faire enfermer au donjon de Vincennes. Sorti de prison, Condé pour se venger à la fois de la cour et

de la Fronde, eut la lâcheté de trahir sa patrie et de se jeter dans le parti espagnol. Mazarin lui opposa Turenne, et pendant quelque temps ces deux grands hommes rivalisèrent d'habileté et de génie. Enfin la fortune de Turenne et de la France l'emporta ; Condé fut vaincu. Le peuple était las de ces intrigues, la France était épuisée ; rien ne s'opposait donc à ce que le calme se rétablît au sein de l'Etat. Une dernière victoire, celle des Dunes, remportée par Turenne sur les Espagnols, décida la paix des Pyrénées (1658).

**5. TRAITÉ DES PYRÉNÉES. MORT DE MAZARIN.** — Louis de Haro et Mazarin entrèrent en conférence dans l'île des Faisans ; après bien des négociations insidieuses, il fut convenu que la France ajouterait à ses possessions Gravelines, Landrecies, Thionville et Montmédy, et que Louis XIV épouserait l'infante Marie-Thérèse. Alors Condé rentra en grâce avec son roi et reprit tous ses titres et ses honneurs. Mazarin ne survécut que deux ans à la pacification qu'il avait amenée (1661). Cet homme illustre, qui avait été un profond politique, mais un mauvais administrateur, laissait la France épuisée au dedans quoique glorieuse au dehors. Il avait enrichi sa famille et s'était enrichi lui-même, mais il crut s'acquitter en faisant au roi donation de tous ses biens et en lui laissant pour ministre le fameux Colbert.

**4. GRANDEUR DE LA FRANCE (1661-1668).** — La guerre de la Fronde avait ruiné la noblesse ; et le parlement, humilié par Louis XIV, n'osait plus faire aucune résistance ; aussi le jeune roi, dont la puissance n'était contrebalancée par aucun pouvoir, pouvait-il dire sans emphase : *L'Etat, c'est moi.*

C'est alors que se révéla la grandeur du caractère de Louis XIV. Il employa cette puissance absolue à rendre la France, qui jamais ne brilla d'un plus vif éclat, glorieuse au dehors, forte et heureuse au dedans. Respectée de tous, elle se montra encore la fille aînée de l'Eglise, la protectrice des peuples chrétiens contre les Turcs, en contribuant au succès de la grande bataille de Saint-Gothard (1664). L'Espagne ayant refusé d'observer les conditions du dernier traité, Louis XIV s'en vengea par la conquête des Pays-Bas espagnols et de la Franche-Comté. Cette expédition ne fut pour ainsi dire qu'une marche triomphale, et la soumission fut si prompte, que le conseil d'Espagne indigné écrivait au gouverneur, *que le roi de France aurait dû envoyer ses laquais prendre possession de ce pays au lieu d'y aller en personne.*

L'Europe, effrayée de succès aussi rapides, se coalisa contre la France. Louis XIV, au lieu de résister à tant d'ennemis, proposa la paix qui fut signée à Aix-la-Chapelle; il rendit la Franche-Comté, garda la Flandre (1668), mais, malgré cet avantage, il n'en conserva pas moins un profond ressentiment contre les Hollandais qui avaient été les instigateurs de cette ligue.

**5. PREMIÈRE GUERRE GÉNÉRALE CONTRE L'EUROPE JUSQU'AU TRAITÉ DE NIMÈGUE (1668-1679).**

— La guerre n'était donc que différée. En attendant le moment favorable, Louis XIV faisait des préparatifs immenses : ses ports se couvraient de vaisseaux, ses trésors s'amassaient, et il se voyait entouré des généraux les plus illustres.

C'était contre la Hollande qu'il destinait toutes ses forces. Depuis la reconnaissance solennelle

de sa liberté, faite par l'Espagne et garantie par toutes les nations européennes, au traité de Westphalie, cette république n'avait cessé de nourrir en son sein des dissensions civiles. Les partisans de la maison d'Orange, à laquelle elle devait son indépendance, voulaient faire revivre, en faveur du *stathouder*, les lois d'oppression imposées par Philippe II, et dont elle avait payé si cher l'abolition; les républicains austères, à la tête desquels se trouvaient l'amiral Ruyter et les de Witt, voulaient, au contraire, dans leur zèle démocratique, abolir même la dignité stathoudérale, et la remplacer par un conseil républicain. Ces derniers avaient fini par triompher, et le stathoudérat avait été supprimé; mais sous leur gouvernement, la Hollande avait toujours été faible et divisée à l'intérieur, impuissante et sans gloire au dehors. Au moment même où Louis XIV faisait contre elle des préparatifs si formidables, il n'y eut nul concert pour la résistance, et l'on ne prit aucune précaution pour l'avenir; elle avait même eu l'imprudence de vendre à la France toutes les munitions de guerre qui se trouvaient dans ses magasins.

Cependant, comme si elle se fût crue assurée de la victoire, elle osa encore braver le grand roi et se rire de son *soleil*, en opposant aux médailles où Louis se faisait représenter sous l'emblème de cet astre, d'autres médailles portant cet exergue: *Le soleil s'est arrêté au milieu du ciel*(1).

Le succès ne pouvait être douteux. Les armées françaises envahirent le pays sans presque éprouver de résistance. Les portes des villes s'ouvraient

(1) Allusion au miracle de Joad.



à leur approche comme par enchantement. Un officier nommé Mazel écrivait à Turenne : *Si vous voulez m'envoyer cinquante chevaux, je prendrai avec cela deux ou trois places.* On n'était plus qu'à quelques lieues de la capitale, et le sort de la Hollande dépendait de la prise de cette ville. Dans cette détresse, la pauvre république perdit courage; elle voulait désertier l'Europe et faire voile pour Batavia, l'une de ses colonies. Alors Guillaume d'Orange, petit-fils du premier libérateur, s'offrit à sauver son pays, si on voulait lui confier ses destinées. On l'accueillit avec transport; le stathoudérat fut rétabli et la république fut sauvée.

Guillaume, pour éloigner les Français, prit une résolution héroïque : il ensevelit le pays sous les eaux. Il fallut céder devant l'inondation. En même temps, le stathouder suscita contre la France une coalition formée par toutes les puissances de l'Europe. Louis XIV sut faire face à ses ennemis; il chargea Turenne de contenir les Impériaux sur le Rhin, envoya Condé contre Guillaume d'Orange, et lui-même marcha contre la Franche-Comté, tandis qu'une autre armée gardait la frontière du Roussillon, et que l'amiral Duquesne allait chasser les Espagnols de la Sicile. Partout on obtint les plus brillants succès. Turenne s'immortalisa par ses exploits sur le Rhin, et quand la mort l'eut enlevé, la France entière lui donna des larmes. Condé sut repousser à la fois le stathouder et les Impériaux; Louis XIV conquit en six semaines la Franche-Comté, et Duquesne défit dans un combat les flottes combinées des Espagnols et des Hollandais. Créqui et Luxembourg, dignes successeurs des Turenne et des Condé, couronnèrent toutes ces victoires par de nouveaux triomphes et

contraignirent l'Europe à demander la paix. Louis XIV en dicta fièrement les conditions à Nimègue ; la France conservait la plus grande partie de la Flandre et toute la Franche-Comté (1679).

**6. PUISSANCE DE LOUIS XIV.**—Louis, à l'apogée de sa gloire, reçut du peuple le surnom de *Grand*, et vit d'un bout à l'autre de l'Europe, ses volontés exécutées comme des lois. Le duc de la Feuillade poussa la flatterie jusqu'à élever Louis XIV au rang des dieux en entretenant un cierge allumé devant sa statue. Il est rare que l'excès de la gloire et de la prospérité n'enivre pas les âmes même les plus nobles et les plus magnanimes. Louis, au comble de la puissance, crut pouvoir imposer sa volonté à l'Eglise. Il prétendit au droit de *régale*, c'est-à-dire à la jouissance des revenus et à la collation de tous les bénéfices ecclésiastiques. En vain le pape protesta ; son droit fut méconnu, et une partie du clergé, trop docile aux volontés du monarque, se permit de tracer des bornes à l'autorité pontificale. Tel fut l'objet de la fameuse assemblée de 1682. Un schisme était à craindre, mais la prudence du grand Bossuet et la foi de Louis XIV en prévirent les tristes excès.

**7. RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES (1685).**— Louis XIV, qu'irritait toute opposition à sa croyance ou à son autorité, songea à révoquer l'édit de Nantes, qui accordait aux réformés la liberté de religion. Cet édit, comme on l'a vu, les établissait dans une position exceptionnelle au sein de la France, et les constituait en une sorte de république indépendante du pouvoir. Richelieu, en écrasant les réformés comme parti politique, ne leur avait cependant pas retiré la liberté de conscience, et ils pouvaient en paix pratiquer leur

religion, tout en restant soumis aux lois. Les catholiques crurent voir dans cette liberté les germes de nouveaux déchirements politiques, ils en sollicitèrent la suppression. Louis XIV, obéissant à l'impulsion générale, n'eut pas de soin plus empressé que de ramener tous ses sujets à l'unité catholique. Il employa d'abord les voies de la douceur et de la persuasion. Des missions furent organisées dans toutes les provinces, et partout elles produisirent les meilleurs fruits; la mâle éloquence de Bossuet et sa polémique irrésistible entraînèrent tous les hommes capables de le lire et de le comprendre. La noblesse redevint catholique, et le peuple retourna en foule à la foi de ses pères.

Cependant l'œuvre des conversions n'avancant pas encore au gré du monarque, on crut pouvoir recourir aux moyens de rigueur pour en accélérer le succès. On retira insensiblement les privilèges garantis par l'édit de Nantes; et enfin on révoqua l'édit lui-même. Cette mesure, contre laquelle on s'est tant élevé dans le siècle suivant, était cependant parfaitement conforme à l'esprit de cette époque, puisque tous les grands personnages, Bossuet, M<sup>me</sup> de Sévigné, Racine, Boileau, la Fontaine, ont loué la sagesse du monarque en cette circonstance.

**8. DEUXIÈME GUERRE GÉNÉRALE CONTRE L'EUROPE. LIGUE D'AUGSBOURG (1686-1697).** — Cependant la gloire de Louis XIV excitait la jalousie de l'Europe; sa puissance lui portait ombrage; enfin, ses procédés hautains à l'égard des puissances signataires du traité de Nimègue achevèrent de l'irriter et soulevèrent contre lui une nouvelle coalition plus générale que la première.

Guillaume d'Orange en était encore l'instigateur et le chef. L'empereur Léopold, l'électeur de Bavière et plusieurs autres princes d'Allemagne, le roi d'Espagne, le roi de Suède se liguèrent à Augsbourg le 9 juillet 1686. L'Angleterre seule tenait pour la France. Pour l'en détacher, Guillaume conçut le hardi projet de détrôner son roi Jacques II, et de s'emparer lui-même de la couronne. Le projet fut exécuté, grâce au concours des protestants d'Angleterre, et Jacques vint chercher un refuge auprès de Louis pour lequel il s'était perdu. Louis XIV avait trop de grandeur d'âme pour l'abandonner. Mais en même temps qu'il tentait les plus grands efforts pour le rétablir, il voulut faire face à la lutte continentale. Cette division d'action fit manquer le succès.

Néanmoins les plus brillantes victoires signalèrent nos armes sur terre et sur mer. Tourville, Duguay-Trouin, Jean Bart se rendirent la terreur des mers, et valurent momentanément à la France la prépondérance maritime, aussi bien que la prépondérance continentale. Il s'agissait d'appuyer Jacques II qui avait débarqué en Irlande, de chasser Guillaume de l'Angleterre, et pour cela de détruire les flottes combinées de la Grande-Bretagne, de la Hollande et de l'Espagne. Tourville fut chargé de ce soin et reçut de Louis XIV l'ordre de chercher l'ennemi et de l'attaquer partout où il le rencontrerait. Tourville n'avait que quarante-quatre vaisseaux à opposer à quatre-vingt-dix-neuf. Pour engager l'action, il attendait l'arrivée d'une escadre qui devait lui venir de la Bretagne. Mais la tempête arrêta l'escadre, et poussa les vaisseaux de Tourville plus tôt qu'il n'aurait voulu contre la flotte ennemie. Alors un combat terrible

se livra. Les Français, malgré l'infériorité de leurs forces, firent des prodiges de valeur, et combattirent un jour entier. Enfin il fallut céder au nombre; mais Tourville se retira avec les honneurs de la guerre. Une pareille défaite était plus glorieuse qu'une victoire. Il reçut en récompense le bâton de maréchal de France. Louis XIV avait dit en apprenant le résultat de la bataille : *Tourville est-il sauvé? car pour des vaisseaux on en peut trouver; mais un officier comme lui, on ne le trouverait pas aisément.*

Cette défaite porta un rude coup à la marine française; néanmoins tout ne fut pas perdu pour elle. L'année suivante, Tourville reprit sa revanche sur les flottes espagnole et anglaise, et remporta une grande victoire entre Lagos et Cadix.

Pendant que la France livrait sur mer ces mémorables combats, les armées de terre secourraient de gloire. Luxembourg commandait en Hollande contre Guillaume; Catinat était chargé de la guerre d'Italie, d'autres capitaines non moins illustres combattaient en Allemagne contre les Impériaux, et en Catalogne contre les Espagnols. Luxembourg remporta sur le prince d'Orange les victoires les plus admirables, son nom excitait un enthousiasme universel; tel était enfin le nombre des drapeaux pris sur l'ennemi et déployés dans la métropole de Paris, qu'on avait donné à cet illustre général le surnom de *tapisserie de Notre-Dame*.

Catinat n'obtenait pas de moindres succès en Italie. Il avait conquis la Savoie et le Piémont, et vaincu dans une grande bataille le prince Eugène, l'un des premiers généraux ennemis de la France. Enfin les triomphes les plus éclatants suivirent les

armées d'Allemagne et d'Espagne. Mais la France s'épuisait dans des luttes gigantesques. Le trésor était ruiné, les impôts écrasaient le peuple, et une famine horrible vint encore ajouter à la misère publique. Il fallut songer à la paix; elle fut signée à Ryswick. Louis XIV conserva Strasbourg, mais il rendit la plupart des autres places de l'Alsace; la Lorraine fut annexée à l'empire, comme appartenant à l'empereur Léopold par la mort de son père. Mais ce qui coûta le plus à Louis XIV, fut de reconnaître son ennemi, Guillaume d'Orange, roi d'Angleterre. Ce premier échec préparait une série de malheurs qui allaient fondre sur la France pendant les dernières années du grand roi (1697).

**9. TROISIÈME GUERRE GÉNÉRALE CONTRE L'EUROPE AU SUJET DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE. —** L'Espagne était passée des mains de Philippe IV, prince sans capacité, entre les mains plus faibles encore de Charles II, prince qui resta toute sa vie dans l'enfance.

A cinq ans il était encore sur les bras de sa nourrice, ne vivant que de lait et pouvant à peine marcher. A trente ans il regardait comme un prodigieux effort d'application de lire l'histoire une heure par jour. Quand on l'entretenait des affaires de l'Etat, il regardait fréquemment sa montre attendant avec impatience le moment du repos. Cependant sa puissance était encore formidable; il possédait, outre l'Espagne, la plus grande partie de l'Italie, la Flandre et presque toute l'Amérique. Ces vastes possessions étaient bien capables de stimuler tous les ambitieux. Comme il n'avait pas d'héritiers, il vit pendant tout son règne plusieurs rivaux se disputer sa succession. Tout faible qu'il

était, on l'entourait de séductions et de caresses pour lui arracher un testament favorable. Ces importunités et ces obsessions remplirent son âme d'un chagrin qui mit fin à ses jours. Après sa mort on ouvrit son testament, et on y trouva inscrit le nom du petit-fils de Louis XIV, Philippe d'Anjou. C'était là une grande mais dangereuse succession à recueillir. L'empereur Léopold nourrissait des prétentions pareilles au nom de son fils l'archiduc Charles ; l'électeur de Bavière élevait aussi des réclamations sur ce riche héritage. Toute l'Europe grondait sourdement, se croyant de nouveau menacée dans sa liberté. Cependant le grand roi n'hésita pas : *Partez, mon fils*, dit-il au duc d'Anjou en le congédiant, *il n'y a plus de Pyrénées.*

Cette parole hardie était une résolution de guerre, et le roi d'Angleterre, l'intrépide Guillaume, en fut encore le promoteur. Toutes les puissances allaient de nouveau entrer en lutte contre la France.

Elle n'avait plus les mêmes ressources qu'autrefois. Louis XIV avait plus de soixante ans ; la mort lui avait enlevé la plupart de ses grands hommes ; le trésor souffrait encore des guerres précédentes, et l'armée allait se trouver en face des deux plus habiles généraux qu'elle eût eu jamais à combattre, le prince Eugène et le fameux Churchill duc de Marlborough.

Les premiers succès furent balancés, mais ensuite vint la période de revers. Les Français furent chassés de l'Allemagne, l'armée des Pays-Bas fut mise en pleine déroute, l'Italie devint le théâtre de nouvelles disgrâces, et l'Espagne faillit tomber au pouvoir de l'archiduc d'Autriche, l'un des prétendants à la couronne. Les frontières de la France

allaient être forcées, et comme si tous ces malheurs n'eussent pas suffi, une famine cruelle vint encore ajouter au deuil général et plonger la nation dans les larmes.

Dans une pareille extrémité, il fallut bien se résigner à demander la paix. Eugène et Marlborough, dans l'exaltation de leurs succès, y mirent des conditions insultantes. Ils voulaient que Louis XIV détronât lui-même son fils. A ce mot blessant pour son honneur, le royal vieillard sentit se réveiller toute son énergie : *Puisqu'il faut faire la guerre, dit-il, j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mes enfants.* Et aussitôt il implora le secours de son peuple, le conjurant de ne pas l'abandonner dans l'infortune. Une armée de 70,000 hommes fut mise sur pied et confiée à Villars ; mais elle éprouva de nouveaux revers. Louis demanda une seconde fois la paix, s'offrant à reconnaître l'archiduc Charles pour roi d'Espagne, et à donner de l'argent pour détroner son fils. On refusa ses offres afin de le forcer à prendre une part active contre Philippe. Alors la France humiliée résolut de faire une dernière tentative.

Villars et Vendôme, sès derniers généraux, furent envoyés, l'un au nord contre le prince Eugène, l'autre en Espagne contre l'archiduc, portant dans leurs mains l'honneur de leur patrie outragée. Ils virent accourir sous leurs étendards un grand nombre de volontaires, et la victoire, fidèle à leur héroïsme, vint enfin récompenser leurs efforts.

**10. TRAITÉ D'UTRECHT (1713).** — Les ennemis furent obligés d'abandonner une partie de leurs insolentes prétentions. Dans le congrès général qui s'ouvrit à Utrecht, en Hollande (1713), Phi-



lippe V fut reconnu roi d'Espagne, mais on stipula que les couronnes de France et d'Espagne ne pourraient jamais être réunies sur la même tête. De plus la monarchie espagnole perdit toutes ses autres possessions en Europe ; ainsi la Sicile fut donnée au duc de Savoie qui, dès lors prit le titre de roi ; Naples, la Lombardie, la Sardaigne, le Milanais, la Flandre espagnole furent cédées à l'empereur ; l'Angleterre fut dédommée par des possessions dans le nouveau monde, et par la cession de Gibraltar et de l'île Minorque en Europe ; la Hollande obtint quelques-unes des villes de la Flandre, enfin l'électeur de Brandebourg reçut le titre de roi, et c'est à cette époque que remonte la fondation du royaume de Prusse.

**41. MORT DE LOUIS XIV (1715).** — Cependant la main de Dieu semblait vouloir faire expier au grand roi, dans ses dernières années, l'ambition et les fautes de sa première jeunesse. Elle l'avait frappé dans ses plus intimes affections, et l'infortuné vieillard avait pu comprendre la vanité des grandeurs terrestres, en voyant, l'un après l'autre, ses enfants descendre dans la tombe. De sa nombreuse et brillante famille, il ne restait plus qu'un enfant, mourant dans son berceau. Louis XIV se montra plus admirable encore par sa résignation qu'il ne l'avait été par ses actions les plus glorieuses. La mort enfin vint le frapper à son tour. Il expira dans les sentiments de foi les plus touchants : *O mon Dieu, s'écriait-il, venez à mon aide, hâtez-vous de me secourir.*

**QUESTIONNAIRE.** — 1. A quel âge Louis XIV monta-t-il sur le trône ? Quel fut le premier ministre choisi par la régente sa mère ? Quelles sont les victoires qui illustrèrent les premières années de ce grand règne ? Qu'est-ce

que la France gagna au traité de Westphalie? 2. Quelles furent les causes des troubles de la Fronde? Quel en fut le caractère? Quels en furent les principaux acteurs? Quel rôle joua chacun d'eux? Comment ces troubles se terminèrent-ils? 3. Par qui fut conclu le traité des Pyrénées? Quelles en étaient les conditions principales? A quelle époque mourut Mazarin? Comment s'acquitta-t-il envers le roi et la France? 4. Quels avantages la royauté tira-t-elle de la guerre de la Fronde? Quelle fut alors la gloire de la France et de Louis XIV? Quelle fut la première conquête de ce prince? 5. Quelle fut la cause de la première guerre de Louis XIV contre l'Europe? Racontez l'histoire de l'invasion de la Hollande. Racontez les succès des armées françaises contre la grande coalition? Comment se termina cette grande lutte? 6. Quelle fut alors la gloire de la royauté? Louis XIV n'abusa-t-il pas de sa puissance vis-à-vis de l'Eglise? 7. Racontez l'histoire de la révocation de l'édit de Nantes. 8. Qui suscita une seconde coalition de l'Europe contre la France? Quel rôle y joua l'Angleterre? Quel en fut le dénouement? 9. Quelle fut la cause de la troisième guerre générale? La France n'éprouva-t-elle pas de grands revers et de profondes humiliations? 10. Comment se termina cette guerre? Quelles furent les conditions du traité d'Utrecht. 11. Quelle fut la mort de Louis XIV?

## CHAPITRE VII.

Louis XV (1715-1774), Louis XVI (1774-1789).

**1. DE LA RÉGENCE (1715-1723).** — Un frère enfant de cinq ans était appelé à porter tout le poids de la couronne de Louis XIV. En attendant sa majorité, le parlement avait déferé le gouvernement de l'Etat au duc d'Orléans. Ce prince, âgé de quarante et un ans, plaisait par son esprit vif, par ses manières sans prétention, par sa bravoure et sa générosité, mais l'absence de tous principes et de système de conduite, le rendait impropre à exercer le souverain pouvoir. — Il se hâta de délivrer son autorité de toute entrave et se précipita dans des entreprises qui faillirent ruiner l'Etat.

Ses premiers soins se portèrent sur les finances que Louis XIV avait laissées dans un état déplorable. Pour combler le déficit, qui était de plus de trois milliards, il fit quelques réformes utiles, et quelques innovations dangereuses. Ainsi, il avait heureusement diminué les charges du trésor, en supprimant une multitude de fonctions oiseuses, qui l'épuisaient sans profit; il avait encouragé l'agriculture et favorisé l'industrie, ces deux sources de la prospérité d'un Etat. De plus il avait fait rechercher les concussionnaires, les accapareurs de la fortune publique, et une chambre de justice nommée *chambre ardente* avait été instituée pour les juger. Mais il eut le tort de mettre dans ses recherches un certain esprit d'animosité et de vengeance qui favorisa les délations, et encouragea les plus odieuses perquisitions. Un grand nombre d'innocents furent même enveloppés parmi les coupables, et l'on n'observa pas toujours une juste proportion entre le châtement et la faute. Plusieurs autres mesures également funestes, suivirent ces premiers décrets, en sorte que loin de rendre la prospérité au commerce et de rétablir l'ordre dans les finances, on vit le mal empirer de plus en plus, et la souffrance atteindre toutes les classes de la société.

C'est dans ces circonstances que parut un célèbre aventurier nommé Law, banquier écossais qui avait fait sa fortune par ses habiles spéculations. Il vint proposer au régent ses plans financiers, et lui offrir ses services. Le régent l'écouta d'abord avec quelque défiance, mais bientôt, séduit par des théories brillantes, il s'abandonna complètement à ses conseils. Law lui suggéra l'idée de substituer des billets à l'argent et

d'appuyer ces billets sur l'exploitation des richesses imaginaires de la Louisiane. La compagnie du Mississipi fut alors créée et l'engouement fut si grand que chacun s'empressa d'apporter son or et de l'échanger contre le papier de la compagnie. Mais bientôt les actionnaires s'apercevant que le chiffre des billets était de beaucoup supérieur à la valeur qui leur servait de base, réclamèrent le remboursement de leurs capitaux. L'Etat, qui était loin de pouvoir satisfaire à leur demande, se vit contraint de déclarer une banqueroute générale ; les spéculateurs furent ruinés, la plupart des anciennes fortunes même furent ébranlées. Law s'exila emportant les malédictions de toute la France.

Pendant que le régent s'abandonnait ainsi aux rêveries d'un aventurier, le cardinal Albéroni, ministre du roi d'Espagne, cherchait, par ses intrigues, à faire passer la régence entre les mains de son maître, Philippe V. Mais la formation de la *triple* et de la *quadruple alliance* entre la France, l'Angleterre, la Hollande et l'Empire, déjoua toutes ses manœuvres et raffermi la paix aux dépens de l'Espagne.

Ces traités furent négociés par le cardinal Dubois, ancien précepteur du régent, qui était parvenu, en favorisant les penchants du prince, à occuper la première dignité de l'Etat. Ce ministre termina sa vie le 10 août 1723. Le régent mourut la même année, et la France put se reposer de toutes les pertes qu'elle avait éprouvées, en se confiant à l'administration sage et pacifique du cardinal de Fleury. Mais la guerre se ralluma un instant à l'occasion de la succession de la Pologne.

2. **GUERRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE (1733-1738).** — Après la défaite de Charles XII par Pierre le Grand, le roi Auguste II avait été remplacé sur le trône de Pologne; mais comme il s'était montré trop obséquieux envers la Russie, la diète électorale écarta son fils à sa mort, et rappela Stanislas Leczinski. La Russie et l'Empire se déclarèrent pour Auguste III; Stanislas fut soutenu par la France et l'Espagne. Il était facile de faire triompher la cause de Stanislas; mais la parcimonie de Fleury, ministre de Louis XV, ne réussit qu'à tout compromettre. Il n'envoya en Pologne contre 50,000 Russes que 15,000 hommes avec quatre millions. Ces braves soldats se firent tuer, l'argent qu'on leur avait donné fut perdu, et Stanislas dut renoncer à toutes ses espérances. Au traité de Vienne (1735) qui termina cette guerre, on le dédommagea de la couronne de Pologne par la possession de la Lorraine qui, jusque-là, avait appartenu à l'empire. Il fut décidé qu'à sa mort cette province serait réunie à la France, et c'est ainsi que depuis ce temps elle a fait partie du royaume.

3. **GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE (1740-1748).** — La paix ne dura pas longtemps. L'empereur Charles VI étant mort sans laisser d'héritiers mâles, la couronne impériale fut disputée à sa fille Marie-Thérèse, femme du duc de Lorraine. C'était en effet la première fois qu'on voyait une femme prétendre à l'empire. La France, l'Espagne, le roi de Sardaigne, le grand Frédéric roi de Prusse, la plupart des princes allemands, guidés par leur intérêt particulier plutôt que par le bien général, s'élevèrent contre les prétentions de la princesse, et on lui opposa

pour rival l'archiduc de Bavière, Charles-Albert. L'Angleterre et la Hollande se déclarèrent neutres. Marie-Thérèse n'avait donc de ressource qu'en ses Etats héréditaires, encore y voyait-elle bien des fidélités chancelantes. Ne sachant plus où chercher un appui, elle courut en Hongrie, se présenta à la diète, tenant son fils Joseph II entre ses bras, et parla avec tant de générosité et d'enthousiasme que les magnats s'écrièrent : *Mourons pour notre roi Marie-Thérèse*. L'action répondit à ce sublime langage. Quinze mille hommes s'armèrent aussitôt pour sa défense, l'ennemi fut chassé des pays du Nord, Frédéric détaché de la coalition, l'Angleterre et la Hollande gagnées au parti de Marie-Thérèse, et l'on n'eut plus à combattre que la France et l'archiduc de Bavière. La fortune alors changea de drapeau et favorisa les armes autrichiennes. Mais le roi de Prusse, redoutant pour lui-même la trop grande puissance de l'Autriche, embrassa de nouveau le parti de la France et de la Bavière, et ramena la victoire dans le camp français. Frédéric envahit la Bohême, le maréchal de Saxe remporta la fameuse bataille de Fontenoy, pénétra dans la Hollande et lui fit rudement expier son alliance avec l'Autriche. Sur ces entrefaites, la paix fut signée à Aix-la-Chapelle. Marie-Thérèse conserva la couronne, mais l'Autriche se démembra en faveur des alliés de la France ; celle-ci ne voulut pour elle que la gloire d'avoir vaincu et de dicter encore une fois à l'Europe les conditions de la paix.

4. GUERRE DE SEPT ANS (1756-1763). — La France fut encore poussée dans une guerre où ne l'appelaient aucun intérêt et d'où elle ne se rele-

va qu'avec humiliation et déshonneur. Marie-Thérèse voulait reprendre, à Frédéric le Grand, la Silésie qu'elle lui avait cédée; afin d'obtenir l'alliance de Louis XV, elle flatta la marquise de Pompadour aux mains de laquelle se trouvait tout le pouvoir de la France, s'unit à la Russie, gagna les princes d'Allemagne, et vit l'Espagne entrer dans ses intérêts. L'Angleterre seule prit parti pour Frédéric.

Dans un premier moment, le roi de Prusse se crut perdu. Il avait essuyé une défaite qui le contraignit à quitter la Bohême, et à fuir dans ses Etats; d'autre part, l'Angleterre, son alliée, venait d'être forcée à la neutralité. Il se voyait donc seul, dans un pays faible, sans ressource, entouré de toutes parts des ennemis les plus formidables, ayant à lutter contre l'Europe entière. Dans son désespoir, il voulait se tuer, et il l'eût fait, disait-il, s'il n'eût craint les sifflets de la philosophie et le jugement sévère de la postérité. Mais il apprit bientôt ce que peuvent le courage et la persévérance contre des hommes lâches et efféminés. Malgré l'énorme disproportion de ses forces, il fit face à tout. Il battit à Rosbach l'armée française, commandée par le maréchal de Soubise et s'empara de son camp, dans lequel, au lieu de soldats, il trouva des comédiens, des cuisiniers, des perruquiers, des parfumeurs. Le duc de Choiseul, appelé au ministère pour mettre un terme à nos revers, crut un instant ressusciter la fortune de la France en se liguant avec l'Espagne et les Deux-Siciles. Mais cette coalition, appelée *le pacte de famille*, parce qu'elle était formée entre les Etats gouvernés par les Bourbons, ne servit que les intérêts de l'Angleterre. Cette puissance battit notre

marine, s'empara de nos colonies et fit la conquête des possessions espagnoles.

Une guerre si humiliante fut terminée par un traité plus honteux encore. Non seulement la France abandonnait son glorieux rôle d'arbitre de l'Europe, mais encore elle céda à l'Angleterre la plupart de ses colonies, et restituait toutes ses conquêtes d'Allemagne. Par ce traité qui fut signé à Paris, l'Angleterre et la Prusse faisaient la loi au reste des puissances européennes.

5. CONQUÊTE DE LA CORSE (1768). — A différentes époques les Corses, jaloux de leur liberté, avaient tenté de secouer le joug des Génois qu'ils s'étaient eux-mêmes imposé. Ceux-ci se trouvant trop faibles pour dompter le peuple rebelle, avaient demandé du secours à la France qui le soumit une première fois en 1740. Mais après le départ des troupes françaises la guerre ne tarda pas à se rallumer contre la république génoise. Triomphants de toutes parts, les Corses allaient définitivement chasser leurs oppresseurs, lorsque Louis XV s'engagea par un traité (7 août 1764) à tenir garnison, pendant quatre ans, dans les principales places de l'île, afin de la faire rentrer sous l'obéissance de Gènes. Ce fut à l'expiration de ce traité que le duc de Choiseul proposa à la république génoise, fatiguée de commander à un peuple aussi turbulent, de céder ses droits à la France. Un nouveau traité fut signé le 15 mai 1768, et le 15 août de la même année, Louis XV rendit un édit par lequel la Corse fut définitivement réunie à la France. C'est l'année suivante, à pareil jour, que naquit à Ajaccio un enfant qui devait, trente ans plus tard, renouveler les temps héroïques de César et de Charlemagne. Cet enfant était Napoléon.



**6. TRISTE FIN DE LOUIS XV.** — Louis XV avait trop de faiblesse dans le caractère pour relever la France de son humiliation et pour réparer les pertes imposées par le traité de Paris. Il avait appris, sans presque en exprimer de regret, que la Prusse, l'Autriche et la Russie s'étaient partagé la Pologne, qui avait toujours regardé les rois de France comme ses alliés et ses protecteurs. Une main de fer eût alors été indispensable non-seulement pour conduire les affaires, mais surtout pour arrêter les maux que causait cette philosophie qui menaçait, dans leurs bases, la religion et la société. Mais Louis XV, tout en comprenant le danger, ne savait que répéter avec une insouciance funeste : *Tout cela durera bien autant que moi.* Enfin il fut attaqué de la petite vérole, et sa constitution, déjà fortement ébranlée, ne put résister à la maladie. Il succomba le 10 mai 1774.

**7. RÈGNE DE LOUIS XVI JUSQU'À LA CONVOCATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX (1774-1789).** — Le peuple se réjouit de la mort de Louis XV, et applaudit à l'élévation de Louis XVI, dont il appréciait toutes les vertus. Pieux, humble, confiant et généreux, plein d'amour pour son peuple et passionné pour le bien, le jeune roi avait toutes les qualités de saint Louis, moins l'énergie et la fermeté. C'étaient malheureusement deux vertus indispensables à sa position.

Les désordres du dernier règne avaient porté leur fruit, et la dépravation des mœurs était descendue de la cour dans les derniers rangs de la société ; en même temps les doctrines pernicieuses du philosophisme s'étaient répandues dans toutes les classes et y avaient semé des idées d'indépendance qui devaient provoquer de grandes tempê-

tes. Pour conjurer l'orage qui menaçait le trône, le génie le plus puissant eût à peine suffi. On comprend comment tout fut perdu avec la faiblesse de Louis XVI.

Il n'eut jamais la force de concevoir un plan de gouvernement ou d'y rester fidèle, et son désir de bien faire fut sans cesse paralysé par le mauvais vouloir de ses courtisans. La question qui préoccupait alors tous les esprits était de savoir comment on pouvait tirer l'Etat des embarras financiers que lui avait légués le règne précédent. Le ministre Turgot indiquait de sages réformes, mais comme elles blessaient les privilèges de la noblesse, il fut destitué et remplacé par le Génevois Necker. Celui-ci manœuvra si habilement qu'il parvint à force d'économies à combler les dettes du trésor.

**8. GUERRE D'AMÉRIQUE.** — Mais lorsqu'on aurait eu besoin d'une longue paix pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, il fallut soutenir les frais de la guerre en Amérique. En 1776, les colonies anglaises du Nouveau-Monde s'étaient déclarées indépendantes de leur métropole; deux ans après Louis XVI, par un traité d'alliance et de commerce qu'il conclut avec ces nouveaux Etats, reconnut leur souveraineté. C'était déclarer la guerre à l'Angleterre; en effet, peu de temps après, les hostilités commencèrent. L'armée française débarquée en Amérique, se distingua sous les ordres de Lafayette et de Rochambeau, et le bailli de Suffren renouvela contre les Anglais les exploits des Tourville et des Duquesne, qui s'étaient illustrés dans le siècle précédent. Le traité de Versailles, qui termina cette guerre de cinq ans, assura aux Etats-Unis leur indépendance, et valut à la France quelques

médiocres restitutions dans les deux Indes.

**9. DES DIVERS MINISTRES QUI SE SUCCÈDÈRENT AUX AFFAIRES.** — Necker, dérangé dans tous ses calculs par les dépenses nouvelles que venait d'occasionner cette guerre, ne vit plus d'autres moyens de combler le déficit que de s'attaquer aux privilèges, ainsi que l'avait essayé Turgot. Comme lui, il fut obligé d'abandonner le ministère, et M. de Calonne, son successeur, ne fit que creuser l'abîme de plus en plus. Il assembla les notables et leur avoua que les emprunts s'élevaient à un milliard six cent quarante-six millions. Mais les notables, au lieu de lui prêter leur appui, ne songèrent qu'à le renverser. Le cardinal Loménie de Brienne ne fut pas plus heureux ; après dix-huit mois de vains efforts contre des maux qui s'envenimaient tous les jours, il céda la place à Necker que le public respectait. Mais un seul homme n'était pas capable de conjurer l'orage. On résolut de consulter la nation elle-même, et les états généraux furent convoqués (1789).

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Faites-nous connaître les principaux événements de la régence, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur ? Quel était le caractère du duc d'Orléans ? A combien s'élevait la dette laissée par Louis XIV ? Quelles furent les mesures prises par le régent pour réparer le désordre des finances ? Dans quelles circonstances se forma la quadruple alliance ? Quelles furent les puissances qui firent ce traité ? Racontez l'histoire du cardinal Dubois. Quel ministre eut-il pour successeur ? 2. Quel fut l'objet de la première guerre qui éclata sous le règne de Louis XV ? Quel en fut le résultat pour la France ? 3. Quel fut l'objet de la seconde guerre et comment se termina-t-elle ? Racontez les efforts que firent les Hongrois en faveur de Marie-Thérèse ? 4. Pourquoi la France prit-elle part à la guerre de sept ans ? Comment cette guerre se termina-t-elle ? Qu'y perdit la France ? Dans quelles circonstances fut fait le *Pacte de famille* ? 5. Comment la

Corse fut-elle réunie à la France ? Donnez-nous quelques détails sur cette conquête. 6. Quelle fut la fin de Louis XV ? 7. Faites-nous connaître le caractère de Louis XVI. Quelle était alors la grande question qui préoccupait tous les esprits ? Quelle mesure proposa Turgot ? Par qui fut-il remplacé ? Qu'est-ce qui contraria les plans de Necker ? 8. A quelle occasion éclata la guerre d'Amérique ? Quels sont les Français qui s'illustrèrent dans cette guerre ? Comment se termina-t-elle ? 9. Pourquoi Necker fut-il remplacé au ministère ? Que fit M. de Calonne ? A quelle somme s'élevaient les emprunts contractés ? Qu'obtint le cardinal Loménie de Brienne ? Pourquoi convoqua-t-on les états généraux ?

## CHAPITRE VIII.

Histoire extérieure de la France pendant cette époque. De ses colonies en Amérique et dans les Indes.

**1. DES COLONIES FRANÇAISES EN AMÉRIQUE (1523-1755).** — Sous le règne de François I<sup>er</sup>, un aventurier florentin, nommé Vêrazzani, traversa l'Océan pour aller, au nom de la France, à la découverte de l'Amérique septentrionale. Il découvrit le Canada et y fonda un établissement dont la ville de Québec fut le centre.

Plus tard, au temps de Louis XIII, les Français s'emparèrent de la plus grande partie des Petites-Antilles, touchèrent aux possessions espagnoles, et plus d'une fois des rixes violentes s'élevèrent entre les deux nations. Ils descendirent encore dans l'Amérique méridionale, et s'établirent dans la Guyane sous l'équateur ; c'est ce qu'on appela la *France équinoxiale*. Mais toutes ces colonies n'acquirent de l'importance que sous Louis XIV.

Le grand Colbert fonda une compagnie des Indes à laquelle il attribua toutes les possessions françaises, tant dans l'ancien que dans le nouveau monde. La compagnie n'eut cependant pas le

succès qu'on pouvait en attendre, et de toutes ces colonies une seule jouit d'une véritable prospérité, celle de Saint-Domingue. La conquête de cette île par les Français mérite d'être signalée. On sait qu'elle appartenait d'abord aux Espagnols qui en firent la découverte après San-Salvador. L'oppression tyrannique qu'ils exerçaient sur tous les étrangers qui vivaient parmi eux, porta quelques pauvres chasseurs, anglais et français, à s'emparer de l'île de la Tortue, en face de Saint-Domingue, afin d'exercer la piraterie sur leurs vaisseaux, et d'en faire même la base d'une conquête plus étendue. Ils se partagèrent en deux bandes. Les uns, sous le nom de *fibustiers*, s'en allaient le long des côtes piller ce qu'ils rencontraient et venaient ensuite se partager le butin et le consommer en débauches. L'Océan revoyait alors, entièrement ruinés, des hommes qu'il avait enrichis naguère, et qui lui demandaient de nouveaux trésors pour les dissiper dans les mêmes excès. Les autres pénétraient dans l'intérieur de l'île pour y faire la chasse aux bœufs sauvages. C'est ce qui les fit appeler *boucaniers*. Les colons espagnols avaient à soutenir contre ces derniers une guerre perpétuelle. Enfin, désespérant de vaincre par les armes ces féroces ennemis, ils s'avisèrent de détruire eux-mêmes par des chasses générales tous les bœufs sauvages de l'île, ce qui priva les boucaniers de leur ressource ordinaire et les réduisit à former des habitations et à cultiver. La France, qui les avait désavoués jusqu'alors, les reconnut pour ses sujets, et leur envoya un gouverneur. Le traité de Ryswick assura définitivement à la France la partie de l'île dont ces aventuriers s'étaient emparés. Ainsi

s'établit la domination française sur ce pays.

Peu de temps après on entreprit un établissement dans la Louisiane, et les côtes du Mississipi furent explorées. C'est à cette occasion qu'éclata la guerre entre la France et l'Angleterre (1755).

### 2. GUERRE CONTRE LES ANGLAIS (1755-1763).

— La guerre fut d'abord favorable aux Français. Mais l'arrivée de Pitt au ministère des affaires étrangères, en Angleterre, changea la face des événements. Partout la victoire se déclara pour les Anglais. Le brave Montcalm soutint vaillamment l'honneur de notre pavillon, mais s'étant vu contraint de se retirer à Québec, Wolf, le général anglais, vint y mettre le siège. La résistance fut héroïque. Les deux généraux ennemis périrent sur la brèche. Wolf, apprenant que les Anglais étaient victorieux, expira en s'écriant : *Je meurs content*. Et quand on vint dire à Montcalm que sa blessure était mortelle : *Tant mieux, dit-il, je ne verrai pas la prise de Québec*. La prise de Québec fut la ruine des colonies françaises en Amérique. La France ne retint plus de ses possessions que le Canada, en sorte que la Grande-Bretagne domina sur toutes les mers. Ces conditions furent sanctionnées par le traité de Paris (1763).

### 3. DES COLONIES FRANÇAISES DANS LES INDES (1633-1763). —

Dès l'année 1633, la France possédait un établissement dans l'île de Madagascar, mais le grand Colbert doit être regardé comme le fondateur de sa puissance dans les Indes. Les Français s'emparèrent de Por-Bichéry, l'une des villes les plus importantes de l'Asie, d'où ils pouvaient dominer sur toute la côte. Après cette première conquête, les succès ne répondirent cependant pas à l'attente générale, et il se passa encore

plus d'un demi-siècle avant que l'on eût acquis dans ces parages une puissance bien solide. Mais à l'arrivée de Dumas tout changea de face ; ce gouverneur sut faire respecter le nom français par les rois et les chefs de tribus établis dans l'Inde. Nos colonies étaient dans un état prospère, lorsqu'une rupture éclata entre la France et la Grande-Bretagne. Elles étaient alors sous le commandement de Labourdonnaye qui enleva aux Anglais Madras, et de Dupleix qui les repoussa de Pondichéry. Mais la mésintelligence s'étant glissée entre ces deux chefs, les Anglais en profitèrent pour reprendre la première de ces deux villes.

Labourdonnaye et Dupleix furent rappelés et, pour prix de leurs services, on les enferma dans les cachots de la Bastille. Un Irlandais plein de bravoure et de bonnes intentions, nommé Lally Tollendal, fut nommé gouverneur. Il avait voué une haine terrible aux Anglais, les oppresseurs de son pays, et en prenant possession de son gouvernement il disait : *Toute ma politique est dans ces cinq mots ; ils sont sacramentels : PLUS D'ANGLAIS DANS LA PÉNINSULE.* Malheureusement son humeur capricieuse jeta la discorde au sein même de Pondichéry, et quand il fallut combattre il n'y eut point d'ensemble dans les attaques. Après différents revers que l'insubordination de ses troupes non soldées lui fit éprouver, il se vit investi dans Pondichéry par les Anglais. Il résista pendant dix mois à la famine et aux ennemis, avec un courage digne d'un meilleur succès et capitula. On l'accusa, dans son infortune, de la perte des colonies françaises ; ses ennemis le poursuivirent avec acharnement, et, après l'avoir traîné de tribunaux en tribunaux, de cachots en cachots, ils

l'envoyèrent lié et baïllonné à l'échafaud. Son imprudence et ses fautes occasionnèrent la perte de bien des familles, mais la droiture de ses intentions aurait dû faire respecter ses malheurs.

Ainsi, la France, humiliée déjà en Europe et en Amérique, fut encore vaincue et dépouillée dans les Indes. Pondichéry lui fut cependant rendu au traité de Paris, mais à la condition déshonorante d'en démolir les fortifications et d'en raser les murailles (1763).

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Comment furent fondées les colonies françaises en Amérique? Quelles furent les plus importantes de ces colonies? 2. A quelle occasion la guerre éclata-t-elle entre les Français et les Anglais? Quels en furent les résultats? 3. A quelle époque la France établit-elle des colonies dans les Indes? Quels sont les hommes qui s'y distinguèrent? Possédons-nous encore aujourd'hui quelques établissements dans ce pays?

## CHAPITRE IX.

De la littérature française pendant ces trois derniers siècles.

**I. DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE AU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE.** — Ce siècle, que l'on appelle en Italie le siècle de Léon X, est appelé en France le siècle de François I<sup>er</sup>, parce que ce monarque, à l'exemple du souverain pontife, s'entoura de philologues qui travaillèrent à ressusciter en France les Grecs et les Latins, et à réhabiliter partout leur mémoire. Le collège royal, fondé dans ce moment de rénovation, eut ses professeurs infatigables, qui enseignaient le latin, le grec et l'hébreu, et enrichissaient de leurs commentaires les écrits célèbres des anciens. Des Allemands et des Italiens du premier mérite, les Aléandro et les Wolmar, vinrent même inspirer aux jeunes étudiants



français leur enthousiasme pour tout ce qui était sorti d'Athènes et de Rome païennes.

La plupart des auteurs de cette époque sont licencieux, hérétiques ou impies. Le plus illustre de tous les poètes, Marot, n'avait d'autre mérite que de *tourner des triolets et de rimer des mascarades*. L'école de Ronsard, qui succéda dans la faveur au marotisme, *brouilla tout*. Ni l'art, ni les mœurs ne s'améliorèrent sous le règne de ces petits esprits qui avaient pour tout mérite celui de *faire passablement bien*, dit Scarron, *de fort mauvais vers*. La versification gagna cependant en traversant toutes ces épreuves. La prose en même temps se perfectionnait sous la plume d'Amyot, de Montaigne, de Charron et de la Boétie. Le célèbre traducteur de Plutarque avait l'âme si naïve et si pure, que sa bonté est passée en proverbe. On dit le *bon Amyot*, comme on dit le grand Bossuet. Mais Montaigne, tout en se livrant à un entier abandon, laissa percer dans ses écrits un scepticisme alarmant. Les *Essais* de Montaigne accusent un sensualisme amollissant qui ne prend souci de rien, et révèlent l'état languissant d'une société malade que la foi commence à quitter. Rabelais, curé de Meudon, dévoile le triste état de son cœur au milieu de toutes les exagérations burlesques de son *Gargantua* et de *Pantagruel*.

Ainsi, en deux mots, le cynisme et l'impiété, voilà les deux grandes plaies sociales que la littérature du XVI<sup>e</sup> siècle nous révèle en France. Comment s'étonner que cette nation coupable ait été alors en proie à de si grands maux.

2. DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE. — Le siècle de la gloire politique de la France fut aussi celui de sa splendeur littéraire.

Aucun siècle ne fut comparable au xvii<sup>e</sup> pour la multitude des grands hommes qu'il produisit. Pas un genre de littérature, pas un des ordres si variés des arts, pas une des branches si nombreuses des sciences, qui n'ait produit des génies dont le nom peut aller de pair avec les plus glorieux noms de l'histoire de l'intelligence humaine. Nous aurions trop à faire s'il fallait les nommer tous. Disons seulement que si la gloire de Louis XIV couvrit de ses rayons la nation entière, le monarque emprunta la plus grande partie de son éclat à cette foule imposante de grands hommes qui lui faisait cortège, et contentons-nous de tracer une esquisse légère du magnifique tableau que forma le grand règne.

La poésie dramatique fait d'immenses progrès : Corneille lui donne cette noblesse, cette vigueur qui jusqu'alors étaient ignorées, et quelquefois même il l'éleva jusqu'au sublime ; après lui, Racine y ajoute la grâce et le pathétique. La comédie de caractère, inconnue aux anciens, est créée par Molière, et l'opéra s'élève avec Quinault à la dignité d'une œuvre littéraire. La poésie didactique est un prodige d'élégance et de sagesse sous la plume de Boileau. L'inimitable la Fontaine peint la nature dans ses fables, et désespère ses rivaux futurs en surpassant ses devanciers. La poésie lyrique ne se fait entendre que plus tard, mais c'est pour rendre, grâce à J.-B. Rousseau, des accents pleins d'harmonie et d'enthousiasme. La poésie légère est gracieuse et sentimentale dans Chaulieu. L'épopée, il est vrai, manque à la France, mais Fénelon l'en console en lui donnant son *Télémaque*. L'éloquence de la chaire surpasse toute l'antiquité par l'organe de Bossuet

en créant l'oraison funèbre. Massillon et Bourdaloue, par leur génie, remuent les cœurs et épouvantent les vices. En même temps, Descartes et Pascal ouvrent à la philosophie une carrière nouvelle, et le grand Bossuet, *l'aigle de Meaux*, retrace d'une main hardie, dans son *Discours sur l'histoire universelle*, le plan de Dieu sur le monde.

Les littératures anciennes ne furent pas cultivées avec moins d'éclat, et l'on put croire que l'on avait retrouvé, dans toute sa grâce et son harmonie, l'idiome admirable des Horace et des Virgile. Complétons ce tableau en disant que l'architecture, la peinture, la sculpture, tous les arts en un mot, ne jetèrent pas moins d'éclat que la littérature. L'érudition produisit les hommes les plus étonnants, dont la science inépuisable fera l'admiration de la postérité.

Aussi la France exerça-t-elle sur le reste du monde une influence immense. On pensa, on agit, on s'habilla même à la façon des Français. Notre langue perfectionnée devint européenne. Elle fut parlée dans toutes les cours, et l'on s'en servit dès lors pour rédiger les grands traités de paix entre les diverses nations européennes.

**3. DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE.** — Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la France continua à tenir le sceptre de la science et de la littérature, mais ce fut pour le malheur de l'Europe. Tandis que tous les grands hommes du XVII<sup>e</sup> siècle étaient profondément religieux, ceux du XVIII<sup>e</sup> se montrèrent les ennemis ardents de la religion et de l'Eglise, et le poison de leur doctrine circula dans tous les pays.

Parmi les écrivains qui se firent, à différents titres et à différents degrés, les apôtres des nouvelles doctrines, quatre hommes à jamais célèbres vin-

rent se placer au premier rang : Voltaire, J.-J. Rousseau, Montesquieu et Buffon. Voltaire traita tous les sujets, prit tous les tons, écrivit avec la même facilité les vers et la prose, attaqua le catholicisme par le ridicule, le raisonnement et la plaisanterie ; génie destructeur, incapable de rien bâtir sur les ruines qu'il accumulait, homme au cœur corrompu, à l'esprit dépravé, au caractère vil et sans dignité. Rousseau, philosophe et romancier, embellit tous les sophismes du prestige de l'éloquence. Montesquieu, homme de lois, voulut bannir la Providence du gouvernement des sociétés. Buffon enfin mit au service des esprits aventureux l'inépuisable fécondité de son génie, et l'inimitable perfection de son style.

Ces quatre hommes furent les oracles de leur siècle, et la France fut pour eux une tribune du haut de laquelle leur parole se répandit dans toute l'Europe. Elle y produisit une infinité d'autres hommes distingués. Mais il est à remarquer que du triomphe de l'incrédulité date aussi une ère de décadence dans tous les genres, tant il est vrai que le génie souffre à être séparé de la vertu et finit même par s'éteindre quand il n'a plus son appui.

**QUESTIONNAIRE.**— 1. Quel fut le caractère de la littérature française au **xvi<sup>e</sup>** siècle ? Vit-on paraître alors de grands poètes ? Citez les prosateurs les plus célèbres. 2. Le **xvii<sup>e</sup>** siècle eut-il le même caractère que le **xvi<sup>e</sup>** sous le rapport religieux ? Tracez le tableau de ses grands hommes. 3. Quel e différence présentèrent la littérature du **xviii<sup>e</sup>** siècle et celle du **xvii<sup>e</sup>** ? Quels furent les hommes les plus célèbres de cette époque ? Leurs écrits ont-ils eu une grande influence ?

VI<sup>e</sup> PÉRIODE.

DEPUIS LA CONVOCATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX JUSQU'À NOS JOURS  
(1789 - 1852).

## CHAPITRE I.

États généraux, assemblée nationale ou constituante (1789-1791).

**I. CONVOCATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX.** — Les états généraux n'avaient point été convoqués depuis le règne de Louis XIII ; ils s'étaient assemblés pour la dernière fois en l'année 1614. Quand la nation fut appelée par Louis XVI à élire ses représentants, elle répondit à cet appel avec un empressement qui montrait toute l'importance des sessions qui allaient s'ouvrir. Le 5 mai 1789, douze cents députés se trouvèrent à l'ouverture de cette assemblée qui attirait sur elle les regards de toute l'Europe. On eut le tort de se montrer trop attaché au cérémonial ancien. Les membres du clergé se présentèrent avec leurs riches ornements, ceux de la noblesse avaient adopté le costume splendide en usage sous Louis XIII, et on avait imposé aux députés du tiers état le petit habit de laine noire. C'était blesser inutilement ceux qui avaient de leur côté le peuple et l'opinion, et qui devaient par conséquent exercer la plus grande influence.

Dans la première séance, le roi parut assis sur son trône, et prononça un discours touchant où il parlait de son amour pour son peuple et qu'il termina par les plus belles promesses. Le lendemain, une discussion s'éleva à propos de la vérification des pouvoirs. Les députés du tiers état voulaient que le vote eût lieu par tête, sans

distinction de rang ni d'origine. La noblesse et le clergé défendirent leurs anciens privilèges. Comme le tiers état insistait, le roi ordonna de fermer la salle des séances.

2. SERMENT DU JEU DE PAUME. — Le tiers état, qui s'était auparavant déclaré *assemblée nationale*, ne se laissa point déconcerter. Il se rendit aussitôt dans la salle du jeu de paume pour y continuer ses délibérations. Faute de sièges, l'assemblée se tint debout, un banc servit de bureau, et le président Bailly monta sur une chaise pour proposer aux députés de s'engager, par serment, à ne pas se séparer avant d'avoir donné au pays une constitution. Tous le jurèrent à l'exception d'un seul, et le peuple applaudit à cette détermination.

Personne ne songeait encore à attaquer la royauté. Louis XVI comprit pourtant qu'elle était en péril, et le 23 juin, trois jours après le serment du jeu de paume, il y eut une séance royale dans laquelle le roi promulgua une charte capable de satisfaire tous les désirs de la nation. Malheureusement il y avait trop d'aigreur dans les esprits pour qu'ils reçussent de la main du roi un bienfait qu'ils voulaient donner eux-mêmes à la nation. Malgré les ordres du roi, qui enjoignaient à l'assemblée de se séparer, les députés du tiers état et une partie du clergé restèrent dans la salle. Le marquis de Brézé, grand maître des cérémonies, entra pour leur renouveler les volontés du monarque. Le président Bailly lui ayant répondu qu'il allait prendre l'avis de l'assemblée, Mirabeau se leva et adressa au grand maître des cérémonies cette apostrophe célèbre : « Allez dire à votre maître, que nous sommes ici par la volonté du peuple, et que nous n'en sortirons que par la force des

*baïonnettes.* » L'assemblée maintint le serment du Jeu de paume, décréta l'inviolabilité de ses membres, et Louis XVI céda. Quatre jours après la séance royale, le 27 juin, il ordonna à tous les députés de la noblesse et du clergé de se réunir à l'assemblée nationale, et dès lors les trois ordres se trouvèrent confondus.

**3. PRISE DE LA BASTILLE (14 juillet).** — Pendant ce temps Paris était en proie à une grande agitation. Le bruit s'était répandu que la cour voulait faire violence à l'assemblée nationale, et qu'on avait, dans ce dessein, concentré des troupes autour de Paris. Le peuple s'était dirigé vers le Palais-Royal, où il manifestait ses inquiétudes. Camille Desmoulins monte sur une table, crie *aux armes* en montrant ses pistolets, arrache une feuille d'arbre pour s'en faire une cocarde, et fascine ainsi toute la multitude. En un instant tous les arbres sont dépouillés. Le nom de la Bastille ayant été prononcé au milieu de cette effervescence, la foule se précipite avec fureur sur cette forteresse, l'emporte d'assaut en quelques heures, massacre le gouverneur de Launay, le prévôt des marchands de Flesselles, et promène au bout d'une pique leurs têtes dans Paris.

Pour arrêter le désordre, on organisa une municipalité nouvelle à Paris, et Bailly fut élu maire de cette ville. Dans toute la France le peuple prit les armes, et Lafayette fut élu commandant en chef de cette milice, qui reçut le nom de *gardenationale*. On ajouta aux deux couleurs rouge et bleue de la cocarde parisienne, la couleur blanche du roi, et la cocarde tricolore devint l'emblème de la nation. Le roi rappela Necker pour satisfaire le peuple et se résigna devant les faits accomplis.

**4. SÉANCE DU 4 AOÛT.** — L'assemblée applaudit aux sentiments du roi et poursuit son œuvre de réformation. Dans la nuit du 4 août, le vicomte de Noailles et le duc d'Aiguillon ayant élevé la voix contre l'abus des droits féodaux, l'assemblée donna aussitôt une preuve de désintéressement admirable en renonçant spontanément à tous ses privilèges. La noblesse vote la motion, le clergé l'imite avec empressement, et sans discussion préalable, tous ceux qui possèdent des prérogatives quelconques se hâtent d'y renoncer. Les députés des communes n'ayant pas de privilèges personnels, offrent du moins le sacrifice de ceux de leurs villes et de leurs provinces, quelques-uns renoncent à leurs pensions. Dans ce moment d'entraînement, on décrète l'abolition de la qualité de serf; la faculté de rembourser les droits seigneuriaux; l'abolition des juridictions seigneuriales; la suppression des droits exclusifs de chasse, de colombiers, de garenne, etc.; le rachat de la dîme; l'égalité des impôts; l'admissibilité de tous les citoyens aux emplois civils et militaires; l'abolition de la vénalité des offices; la destruction de tous les privilèges de villes et de provinces; la réformation des jurandes et la suppression des pensions obtenues sans titres.

**5. ATTENTAT DES 5 ET 6 OCTOBRE.** — Toutes ces mesures étaient admirables, mais pendant que l'assemblée préparait une constitution nouvelle, les provinces étaient infestées de brigands qui, au nom de la liberté, se livraient au meurtre et à l'incendie. Ces désordres empêchèrent la circulation des grains, et Paris se trouva menacé par la famine. Le bruit s'étant répandu que la cocarde tricolore avait été foulée aux pieds à Versailles par



les gardes du corps, l'émeute éclata aux cris de *Vive le roi ! Vive la reine !* Huit mille femmes coururent à l'hôtel de ville et l'envahissent. Un nommé Maillard prend un tambour, bat la générale et les entraîne à sa suite. Elles étaient armées de bâtons, de manches à balai, de fusils et de coutelas. Il les conduit ainsi jusqu'aux Champs-Élysées ; là, il leur persuade de se présenter à l'assemblée plutôt comme des suppliantes que comme des furieuses, et les mène à Versailles. L'assemblée discutait encore sur l'acceptation des droits de l'homme, lorsqu'elle fut envahie par ces hordes effroyables que Maillard avait introduites dans la salle. Mounier sort aussitôt et se rend auprès du roi avec une députation de douze femmes. Celle qui devait porter la parole fut tellement intimidée par la présence du monarque, qu'elle s'évanouit en prononçant ces mots : *Du pain !* On lui prodigua les soins les plus empressés, Louis XVI l'embrassa, et ces femmes, auparavant si irritées, se retirèrent en criant : *Vive le roi !*

Lafayette arrivé sur ces entrefaites, avec la garde nationale, rétablit le calme. Mais à quatre heures du matin, pendant qu'il reposait à l'hôtel de Noailles, des brigands pénétrèrent dans le château et cherchèrent, en poussant des cris de mort, l'appartement de la reine. Quand ils y pénétrèrent, elle venait d'en sortir. Alors, dans leur stupide fureur, ils percèrent son lit à coups de poignards. Lafayette averti de ce qui se passait arriva enfin, dissipa les assassins et sauva la famille royale.

Le duc d'Orléans avait été le principal instigateur de tous ces attentats. Il espérait peut-être que Louis XVI, cédant à la peur, prendrait la fuite

et lui laisserait la couronne. Mais le roi, malgré la faiblesse de son caractère, se montra dans cette journée plein de force et de grandeur d'âme. Il résista généreusement à l'émeute, et quand le peuple lui eut exprimé le désir de le voir aux Tuileries, il s'empessa de quitter Versailles pour venir à Paris. Il y fut accueilli avec enthousiasme, parce que la royauté avait encore conservé quelque chose de son prestige, mais dès lors il fut captif.

**6. TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE.** — L'assemblée suivit le roi à Paris; elle siégea d'abord à l'archevêché, puis dans les bâtiments du manège qui était situé le long du jardin des Tuileries. Des clubs s'organisèrent de toutes parts. Duport, Barnave et les frères Lameth instituèrent le *club des feuillants*; Marat, Danton, Camille Desmoulin et les partisans secrets ou déclarés du duc d'Orléans le *club des cordeliers*, et Robespierre le *club des jacobins*. Ce dernier était le plus fougueux et le plus exalté. L'assemblée, dominée par ces réunions séditieuses, décida qu'à l'avenir les magistrats et les fonctionnaires seraient élus par le peuple. Elle supprima en même temps l'ancienne division de la France en provinces et y substitua la division nouvelle en départements. Le 4 février 1790, le roi se rendit lui-même au milieu de l'assemblée et approuva solennellement ses travaux. Lorsqu'après avoir promis de défendre la nouvelle constitution, il eut ajouté que, de concert avec la reine, il élèverait son fils dans les mêmes sentiments, des cris d'amour s'échappèrent de toutes parts : tous les bras étaient levés vers le monarque; tous les yeux cherchaient sa femme et son enfant; la joie était universelle. Comme Louis s'était engagé à main-

tenir la constitution, les députés voulurent faire de même. Ils jurèrent donc tous d'être fidèles à la nation, à la loi, et au roi; et ce serment fut appelé le *serment civique*.

Mirabeau fit alors un traité avec la cour et s'engagea par là même à modérer l'élan révolutionnaire, sans toutefois sacrifier ses principes. Son éloquence avait fait décréter que le droit de faire la paix ou de déclarer la guerre appartiendrait concurremment au roi et à l'assemblée, et des esprits sérieux et graves purent espérer un instant qu'on reviendrait au calme et à la modération.

7. PREMIÈRE FÉDÉRATION (14 juillet 1790). — Mais l'assemblée ne tarda pas à se jeter dans des exagérations nouvelles. Un député monta à la tribune pour demander qu'on fit défense à toutes personnes de prendre les qualités de duc, marquis, comte, baron et chevalier. Le jeune Matthieu de Montmorency proposa ensuite la suppression des livrées et des armoiries. Toutes ces motions furent accueillies avec acclamation. Le roi sanctionna ces dispositions législatives, et tous les partis firent un moment trêve à leurs attaques réciproques pour célébrer l'anniversaire du 14 juillet, que l'on considérait comme le premier jour de l'ère de la liberté. Quatre cent mille spectateurs, hommes, femmes, enfants, vieillards, remplirent le Champ-de-Mars, et bien que la pluie tombât par torrent, les quatre-vingt-trois bannières des départements se déployèrent dans les airs, comme le symbole de cette immense fédération. Charles-Maurice de Talleyrand, évêque d'Autun, célébra la messe sur l'autel de la patrie. Il était assisté de trois cents prêtres revêtus d'aubes blanches et d'écharpes tricolores. Quand le *Te Deum* eut été

chanté, Lafayette monta les degrés de l'autel et jura d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi. Louis XVI prêta serment de fidélité au peuple et à la constitution, et aussitôt, la reine élevant son fils dans ses bras, s'écria : « Voilà mon fils ! Il se réunit ainsi que moi dans ces mêmes sentiments. » Le peuple répondit à ce mouvement imprévu par les cris mille fois répétés de *Vive le roi ! vive la reine ! vive le dauphin !*

8. CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ. — Les anarchistes furent mécontents de cette journée. Dans les clubs on résolut d'engager l'assemblée dans une voie d'opposition directe à la puissance du clergé. L'évêque d'Autun fit décréter que tous les biens ecclésiastiques seraient réunis au domaine public. On supprima ensuite les ordres religieux et les vœux monastiques, et l'assemblée annonça qu'elle allait s'occuper de la constitution civile du clergé. Elle traça elle-même une nouvelle circonscription des diocèses, supprima plusieurs évêchés, ainsi que le titre d'archevêque, et ordonna que les prélats, les curés et les abbés seraient désormais choisis par le peuple, et que les évêques, une fois élus, auraient à s'abstenir de s'adresser au pape pour aucune espèce de confirmation. C'était proclamer le schisme. Plusieurs orateurs du clergé, parmi lesquels se distingua l'archevêque d'Aix, s'élevèrent avec éloquence contre ce décret tyrannique, mais Camus et les députés jansénistes le soutinrent, et il fut adopté par l'assemblée. On exigea de tous les ecclésiastiques du royaume, qu'ils prêtassent serment à cette nouvelle constitution du clergé. Un grand nombre de prêtres préférèrent la mort et l'exil au parjure, et il n'y eut que quatre évêques qui eu-

rent la lâcheté de mentir à leur conscience. Les autres furent punis de leur fidélité par la privation de leurs sièges, et les dignités de l'Eglise furent indignement livrés à ceux qu'on appelait *assermentés*.

9. MORT DE MIRABEAU (1791). — Cette usurpation de la puissance civile sur les choses religieuses, remplit la France de troubles et de désordres. Le roi ayant eu la faiblesse de souscrire à tout ce qui s'était fait, la noblesse n'eut plus d'espoir d'arrêter le mouvement révolutionnaire, elle quitta la France et alla chercher un refuge dans les pays étrangers. Ces émigrations inquiétaient tout le monde. Dans l'assemblée nationale on proposa de les arrêter, mais Mirabeau protesta contre cette mesure en faveur de la liberté individuelle. Tous les regards étaient portés sur cet homme extraordinaire qu'on croyait seul capable d'arrêter l'esprit révolutionnaire. C'était assurément beaucoup trop présumer de ses forces ; de grands revers l'auraient infailliblement assailli, s'il avait encore vécu quelques années.

Mais fort à propos pour son amour-propre et pour sa gloire, le lendemain d'un de ses grands triomphes d'éloquence, il fut saisi d'un mal incurable. Ses dernières paroles furent des paroles d'orgueil : « Soutiens ma tête, dit-il à son valet de chambre, c'est la plus forte tête de France. » Un bruit d'artillerie étant venu jusqu'à lui, il s'écria : « On célèbre les funérailles d'Achille ! » Ensuite, réfléchissant à la situation du pays : « J'emporte avec moi le deuil de la monarchie ; les factieux s'en partageront les lambeaux. » Mirabeau était né avec toutes les passions et il avait vécu sans en combattre aucune. Sa mort fut celle d'un

homme dépourvu de toute croyance religieuse.

**10. FUITE ET ARRESTATION DE LOUIS XVI.** — On fit à Mirabeau de magnifiques obsèques, et son corps fut inhumé dans un des caveaux de l'église Sainte-Geneviève, qui reçut dès lors le nom de *Panthéon*. Le roi, témoin de toutes ces profanations, sentait chaque jour son sort s'aggraver. On l'obligeait à sanctionner toutes les idées irrégulières et anarchiques proclamées par l'assemblée, et on l'accusait encore d'avoir des liaisons avec les émigrés et les puissances étrangères. A la fin, fatigué par tous les chagrins dont on l'abreuvait, il résolut de s'affranchir par la fuite. Dans la nuit du 21 juin 1791, il réussit à tromper la vigilance de ses gardes et partit avec la reine et sa famille. Le voyage se fit sans obstacle jusqu'à Sainte-Menehould, où il fut reconnu par le maître de postes Drouet. Cet homme prit les devants et fit arrêter Louis XVI à Varennes. A cette nouvelle, l'assemblée députa Barnave, Pétion et Latour-Maubourg, pour se rendre auprès du roi et le ramener à Paris. Le voyage dura huit jours et fut très-pénible. Barnave eut les plus grands égards pour le roi et sa famille, Pétion au contraire les traita avec rudesse et hauteur. L'assemblée ne voulant cependant rien statuer contre le roi, lui rendit l'ombre de pouvoir que lui attribuait la constitution, et se hâta d'achever ses travaux.

**11. L'ASSEMBLÉE ABDIQUE SES POUVOIRS (1791).** — Le peuple se souleva contre cette disposition et pour comprimer les factieux on promulgua la *loi martiale*. L'assemblée, effrayée du tumulte qui se faisait autour d'elle, s'empressa de mettre la dernière main à la constitution pour la présenter à

l'acceptation du roi. Le 13 septembre le roi prit l'engagement de la maintenir au dedans, de la défendre contre les attaques du dehors, et de la faire exécuter par tous les moyens qui étaient en son pouvoir. On donna des fêtes splendides, et le 30 septembre, Thouret, qui était alors président, déclara devant tout le peuple, que *l'assemblée constituante avait rempli sa mission.*

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quelles étaient les dispositions de la nation à l'égard des états généraux? Quelle fut la première faute de ceux qui les convoquèrent? A quelle occasion s'élevèrent les premières discussions? 2. Où le tiers état tint-il ensuite ses séances? Qu'était-ce que le serment du Jeu de paume? Que fit Louis XVI après cet événement? Quelle réponse fit Mirabeau lorsqu'on intima à l'assemblée les ordres du roi? 3. Quelle fut la conduite du peuple de Paris pendant ce temps? Comment la Bastille fut-elle emportée d'assaut? A quels moyens eut-on recours pour arrêter le désordre? 4. Quel fut le résultat de la séance du 4 août? 5. Qu'est-ce qui occasionna une émeute à Paris pendant que l'assemblée préparait une constitution nouvelle? Que se passa-t-il à Versailles? Pourquoi le roi revint-il à Paris? 6. Où siégea l'assemblée nationale? Quels sont les principaux clubs qui se formèrent? Quelle fut la conduite de Mirabeau envers la cour? 7. Racontez ce qu'il y eut de remarquable dans la fête de la première fédération. 8. Quels furent les empiétements de l'assemblée nationale sur les droits de l'Eglise? Qu'était-ce que la constitution civile du clergé? 9. Pourquoi la noblesse émigra-t-elle? Quelles espérances fondait-on sur Mirabeau? Comment mourut-il? 10. Pourquoi Louis XVI prit-il la fuite? Où fut-il arrêté? Par qui? 11. Que fit l'assemblée après son arrestation? Quel fut son dernier acte? A quelle époque déclara-t-elle sa mission terminée?

## CHAPITRE II.

Assemblée législative (1791-1792).

**1. CARACTÈRE DE CETTE ASSEMBLÉE.** — Ce fut le 1<sup>er</sup> octobre 1791 que commencèrent les tra-

vaux de cette assemblée qui devait être plus passionnée que la première. Les élections s'étaient faites sous l'influence des doctrines démagogiques que les clubs répandaient dans toute la France. Les hommes les plus ardents de la constituante devinrent les plus modérés de la législative. Ils occupaient le côté droit, et étaient dominés par les *girondins* et les *montagnards* (1). Aussi, dès le commencement, ces nouveaux représentants de la nation manifestèrent leur esprit d'hostilité contre le trône et l'autel. Par leur premier décret ils abolirent les titres de *sire* et de *majesté* qu'on avait coutume de donner au roi. Ils prononcèrent ensuite la peine de mort contre tous les émigrés et condamnèrent les prêtres non assermentés à la déportation. Le roi apposa son *veto* sur ces deux derniers décrets et résista courageusement à toutes les menaces qui lui furent faites.

2. MINISTÈRE DES GIRONDINS. — Les ministres s'étant retirés, le roi reçut dans son conseil, des créatures de la Gironde, parmi lesquelles on remarquait Dumouriez, Roland et Clavière. Dumouriez, qui s'était coiffé du bonnet rouge chez les jacobins, inspira d'abord de la défiance, mais il eut ensuite l'habileté de se concilier l'estime de la cour. Il détermina Louis XVI à déclarer la guerre à l'Autriche et traça lui-même le plan de campagne. Ses combinaisons étaient savantes, mais comme les troupes n'étaient pas suffisamment disciplinées, les premières tentatives ne furent pas heureuses. Dans Paris on calomnia les intentions du roi et on le rendit responsable de

(1) On appelait ainsi ces députés, parce qu'ils siégeaient sur les gradins les plus élevés dans la salle des séances. Les autres portaient le nom de *Girondins*, parce que leurs chefs étaient du midi de la France.



tous ces revers. On prétendait que c'était à contre-cœur qu'il avait déclaré la guerre aux puissances étrangères, et que toutes ses sympathies étaient pour les émigrés. Dumouriez se chargeait d'apaiser ces rumeurs et de rendre au roi toute sa popularité, mais auparavant il voulait qu'il retirât son *veto* contre la déportation des prêtres. Le digne monarque s'étant refusé à cette condescendance coupable, Dumouriez se retira du ministère, et les girondins furent remplacés au conseil par les *feuillants*. C'était ainsi qu'on appelait le club dominé par les constitutionnels.

3. JOURNÉE DU 20 JUIN. — La Gironde, furieuse de se voir éloignée du pouvoir, organisa une émeute, et le 20 juin, on vit tout ce qu'il y avait de plus vil dans la populace de Paris se précipiter vers le jardin des Tuileries en criant: *A bas le veto! vivent les sans-culottes!* Louis XVI sachant que c'était à lui qu'on en voulait, se présenta à la foule et lui dit: *Me voici!* Ceux qui l'entouraient l'engagèrent à passer dans une salle plus vaste, pour entendre leurs demandes. Le roi consentit et écouta leur pétition.

Après avoir répondu avec dignité et noblesse, il cria comme eux: *Vive la nation*, accepta un bonnet rouge qui lui fut présenté au bout d'une pique, et le mit sur sa tête. Comme il paraissait épuisé de fatigue et couvert de sueur, un homme, qui tenait une bouteille, lui offrit à boire. Le roi but sans hésiter au milieu des applaudissements de la foule. Madame Elisabeth, qui suivait le roi pour partager tous ses dangers, entendit les vociférations du peuple qui la prenait pour la reine. Les gardes nationaux voulaient détromper ces furieux. « Laissez-les, dit cette généreuse sœur,

laissez-les dans leur erreur et sauvez la reine. »

L'assemblée, instruite de tous ces désordres, envoya une députation près du roi pour mettre ses jours en sûreté. Une heure et demie après l'envahissement du château, le maire de Paris, Pétion, arriva et engagea le peuple à se retirer. Les girondins avaient voulu avilir la royauté ; ils crurent être arrivés à leur but, et pour le moment ils ne désiraient rien de plus.

4. LA PATRIE EST DÉCLARÉE EN DANGER (11 juillet 1792). — Quelques jours après on apprit que les Prussiens avaient rompu la neutralité et qu'ils s'avançaient par Coblentz, au nombre de quatre-vingt mille hommes, sous les ordres du duc de Brunswick. On n'avait à leur opposer que des forces bien insuffisantes, et en six semaines l'ennemi pouvait être à Paris. Tout le monde comprenait le danger, mais on ne faisait rien pour l'écartier ; les partis portaient des accusations les uns contre les autres et restaient dans l'inaction. Après de longues discussions, le président de l'assemblée prononça enfin, comme autrefois le sénat de Rome, la formule solennelle : *Citoyens ! la patrie est en danger*. En même temps les séances furent déclarées permanentes, et des coups de canon, tirés de moment en moment, annoncèrent à la France cette crise affreuse.

L'effroi général n'empêcha pas de célébrer, trois jours après, le troisième anniversaire de la révolution. Mais il n'y avait plus rien qui rappelât la première fête de la fédération. Au lieu d'un autel magnifique on voyait quatre-vingt-trois tentes qui figuraient les quatre-vingt-trois départements. Le roi, l'assemblée et les corps administratifs de Paris avaient aussi leurs tentes,

et tout, dans cet appareil militaire, inspirait la terreur. On avait dressé un arbre immense au milieu d'un vaste bûcher, et on avait attaché à ses branches des cordons bleus, des couronnes, des tiaras, des chapeaux de cardinaux, des bonnets de docteurs, des armoiries, des écussons, des sacs de procès. Ils l'appelaient l'arbre de la féodalité. On invita le roi à y mettre le feu, mais il s'y refusa en disant que la féodalité n'existait plus. Cette journée se passa sans autre incident remarquable.

5. LE 10 AOUT. — Sur ces entrefaites arrivèrent à Paris cinq cents Marseillais. Ces républicains exaltés firent demander à l'assemblée la déchéance du roi. La discussion de cette proposition fut renvoyée au jeudi 9 août. Le comité insurrectionnel des fédérés organisa une émeute pour ce moment, et dans la nuit du 9 au 10 août le tocsin sonna. Les cris *Aux armes* se firent entendre de tous côtés. Rœderer, qui remplissait les fonctions de procureur syndic de la commune, conseilla au roi et à sa famille de se réfugier au sein de l'assemblée pour mettre leur vie en sûreté. En s'éloignant Louis XVI abandonnait la victoire au peuple, mais il lui répugnait de voir couler le sang de ses sujets, et il suivit l'avis qu'on lui donnait. Lorsqu'il fut au milieu de l'assemblée : « Je viens, dit-il, pour éviter un grand crime, et je pense messieurs, que je ne saurais être plus en sûreté qu'au milieu de vous. » A peine avait-il achevé ces paroles qu'une décharge de canons se fit entendre. Le combat le plus meurtrier s'était engagé au château. Malgré la fureur des assaillants la victoire serait restée aux gens du roi, si Louis XVI ne leur eût ordonné de cesser le feu. Le peuple

maître des Tuileries, proclama sa victoire, et l'assemblée sous les yeux du roi et de sa famille, rendit un décret qui déclarait Louis XVI provisoirement déchu de la royauté et convoquait une convention nationale.

#### 6. MASSACRES DES 2, 3, 4, 5 ET 6 SEPTEMBRE.

— Dès lors l'assemblée législative fut dominée par les clubs, et surtout par la commune de Paris. Louis XVI, la reine, madame Elisabeth, sœur du roi, madame Royale âgée de treize ans, le dauphin, qui en avait à peine sept, furent enfermés dans la tour du Temple, le 13 août. Les ministres s'établirent en conseil exécutif et suppléèrent à la royauté. Les Prussiens s'étant emparés de Longwy le 26 août, on s'empessa de mettre sur pied une armée; mais tout en marchant contre l'ennemi extérieur, on devait, disait-on, se prémunir contre les traîtres. Dans ce but on arrêta tous ceux qui avaient eu des liaisons avec le roi et qu'on soupçonnait de rester attachés à l'ancienne monarchie. Tous ces *suspects* commençaient à remplir les prisons, lorsque le 1<sup>er</sup> septembre le bruit se répand que, comme Longwy, Verdun a été emporté par les Prussiens. Une levée en masse est ordonnée. Le peuple court aux armes, et dans son délire il se porte aux prisons qui regorgeaient de nobles, de prêtres et de prétendus aristocrates. Les massacres commencèrent le 2 septembre et durèrent jusqu'au 6. Tous les prêtres renfermés aux Carmes furent égorgés. Billaud-Varenes, témoin de ces atrocités, s'écriait : *Peuple, tu immoles tes ennemis, tu fais ton devoir.* Après le massacre, Maillard donna à boire aux *braves travailleurs qui délivraient la nation* et les conduisit à l'Abbaye, à Saint-Firmin, à la Force

et à Bicêtre. C'était à la Force qu'était la princesse de Lamballe, l'amie de la reine infortunée. « Faites serment, lui dit-on de haïr le roi, la reine et la royauté. » « Je ne puis, dit-elle ; ce sentiment n'est pas dans mon cœur. » Aussitôt les assassins la frappèrent, mutilèrent indignement son corps, et mirent sa tête et son cœur au bout d'une pique pour les promener dans Paris. Ils eurent la barbarie d'éveiller les prisonniers du Temple et de leur donner en spectacle ces restes sanglants.

L'assemblée législative n'ayant pas la force de réprimer ces brigandages, se sépara et fit place à la convention.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quel fut le caractère de l'assemblée législative? Quels furent ses premiers actes? Le roi les approuva-t-il? 2. Quels furent les nouveaux ministres de Louis XVI? Que fit Dumouriez? Pourquoi quitta-t-il le ministère? 3. Racontez l'émeute du 23 juin. Comment Louis XVI recut-il les séditieux? Pourquoi les girondins avaient-ils excité cette émeute? 4. Quel danger courut alors la France? Quel fut le caractère de la fête donnée à l'occasion du troisième anniversaire de la révolution? 5. Quelle mesure provoqua l'arrivée des Marseillais à Paris? Pourquoi le roi se retira-t-il au sein de l'assemblée? Quelles furent ses paroles? 6. Que devint après le 10 août la famille royale? Qu'entendait-on par suspects? Quels furent les massacres des 2, 3, 4, 5 et 6 septembre? Par quelle assemblée fut remplacée l'assemblée législative?

### CHAPITRE III.

De la convention jusqu'à la mort de Louis XVI (1792-1793).

**1. PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE.** — La convention, composée de sept cent soixante membres, se réunit au palais des Tuileries. Les clubs avaient été partout maîtres des élections et avaient fait nommer les républicains les plus

exaltés. Robespierre, Danton, Camille Desmou-lins, Fabre d'Eglantine, Panis, Legendre, Col-lot d'Herbois, le duc d'Orléans qui s'appelaît Philippe-Egalité et le cynique Marat furent élus. Les *girondins* formèrent le parti modéré de cette nouvelle assemblée, et dès le début, il s'établit une rivalité profonde entre ces républicains mo-dérés et les hommes de la *montagne*. Ces deux partis ne se trouvèrent parfaitement d'accord que pour déclarer la royauté abolie et pour pro-clamer la république. Billaud-Varennes proposa de dater les actes publics, non plus de l'an iv de la liberté, mais de l'an 1<sup>er</sup> de la république. Cette proposition fut adoptée, et le 22 septembre 1792 commença une ère nouvelle, l'ère républicaine.

**2. VICTOIRES DES ARMÉES FRANÇAISES.** — Le soir on apprit la victoire de Valmy. Le 20 septem-bre, le jour même de l'ouverture de la convention, le général Kellermann avait attaqué les Prussiens, près du village de Valmy, et remporté sur eux une mémorable victoire. Le duc de Chartres, alors âgé de dix-neuf ans(1), se trouvant sous les ordres de ce général, assista ainsi à l'inauguration de tous les succès dont devaient se glorifier les armées françaises, dans une lutte de vingt années contre les nations étrangères. Cette victoire força l'en-nemi d'évacuer la Champagne et de se retirer vers le Nord. Quelques jours après, nos armées fai-saient invasion dans le Palatinat, la Savoie et le comté de Nice. Custine s'empara de Worms et de Mayence, et Montesquiou, qui commandait l'ar-mée du Midi, faisait la conquête de la Savoie et du comté de Nice. Cette campagne fut couronnée par la bataille de Jemmapes que Dumouriez livra

(1) Qui depuis a été roi sous le nom de Louis-Philippe.

le 6 novembre aux Autrichiens. La victoire fut vivement disputée. Le duc de Chartres s'y distingua par sa valeur et son sang-froid, et Dumouriez fut applaudi par tous les partis. Il s'empara de Bruxelles, de Malines, d'Anvers et de toutes les villes de la Belgique, et organisa dans ce pays une république analogue à la république française. L'hiver fit suspendre les hostilités, mais pendant ce repos des armées, la convention marchait à son but, en instruisant le procès de Louis XVI.

3. PROCÈS DE LOUIS XVI. — L'inviolabilité de la personne du roi n'empêcha pas l'assemblée de décréter, le 3 décembre, que Louis serait jugé et qu'il le serait par elle. Robespierre voulait même que le jugement fût porté sur-le-champ, et Saint-Just ne craignit pas de dire, en pleine assemblée, qu'on devait imiter les Romains qui avaient immolé César dans le sénat, sans autre formalité que vingt-trois coups de poignard. On voulut pourtant donner à cet acte inique une apparence de justice, et Louis XVI fut cité devant l'assemblée. Il y parut le 11, vers deux heures et demie, ayant à ses côtés le maire de Paris et les généraux Santerre et Wittengoff. « Asseyez-vous, lui dit Barrère qui était président, et répondez aux questions qui vont vous être adressées. » Louis répondit à toutes les accusations formées contre lui, avec un grand sang-froid et une dignité pleine de convenance et de mesure. Mais quand il entendit cette interpellation: *Vous avez fait couler le sang du peuple au 10 août*, il s'écria d'une voix forte : *Non, monsieur, non, ce n'est pas moi!*

Il se retira ensuite et se rendit au Temple pour y préparer sa défense. Il avait choisi pour ses défenseurs Target et Tronchet; mais le premier

ayant eu la lâcheté de refuser ce périlleux honneur, le vénérable Malesherbes, le magistrat le plus respecté de France, offrit au roi ses services. Comme ils avaient de nombreuses pièces à examiner, Tronchet et Malesherbes s'adjoignirent le jeune Desèze, avocat distingué qui avait déjà fait preuve de courage. Celui-ci porta la parole devant l'assemblée le 26 décembre avec une admirable éloquence. Vergniaud et les girondins voulant sauver Louis XVI, proposèrent de subordonner son jugement à la sanction du peuple. Leurs discours produisirent sur l'assemblée une impression profonde, mais leur motion fut néanmoins repoussée. Après avoir décrété la culpabilité du roi, on délibéra sur la peine qui devait lui être infligée.

Pendant toute la nuit du 16 et la journée du 17 on recueillit les suffrages. Vergniaud présidait. Lorsque l'appel nominal fut achevé : « Citoyens, dit-il, je vais proclamer le résultat du scrutin. Vous garderez, je l'espère, un profond silence; quand la justice a parlé, l'humanité doit avoir son tour. » La majorité absolue était de 361 voix; ce fut le nombre de ceux qui avaient voté pour la mort sans condition. Tronchet fit remarquer que le code pénal exigeait pour une condamnation à mort les deux tiers des voix, Merlin de Douai répondit à cette observation par une distinction subtile, et l'on passa outre.

4. MORT DE LOUIS XVI. — On mit encore en délibération s'il y aurait sursis à l'exécution de la sentence. Le 20 janvier, à trois heures du matin, il fut décrété, à une majorité de 380 voix contre 310, que Louis *Capet* serait supplicié dans les vingt-quatre heures. Le ministre Garat vint signifier à Louis XVI le décret de la convention. Le roi



entendit avec calme sa sentence et demanda trois jours pour se préparer à la mort. On les lui refusa, mais on lui envoya l'ecclésiastique qu'il avait demandé, M. Edgeworth de Firmont, et on lui permit de voir sa famille. Sur le soir, M. Edgeworth se présenta et entendit sa confession. Le roi, fortifié par la grâce d'en haut, fit tout disposer pour recevoir sa famille. A huit heures et demie, la reine parut la première, tenant son fils par la main; venaient ensuite madame Royale et madame Elisabeth. On ne peut décrire la scène déchirante à laquelle donna lieu cette dernière entrevue; pendant sept quarts d'heure on n'entendit que des gémissements et des sanglots. Enfin les larmes tarirent, et l'auguste famille se fit les derniers adieux. A dix heures Louis XVI se retira dans son appartement et demanda que son confesseur passât la nuit à ses côtés. Le lendemain on lui laissa entendre la messe, à laquelle il communia.

Dès que le saint sacrifice fut achevé, Santerre se présenta avec ses soldats et annonça au roi que tout était prêt. *Partons*, dit le roi avec résignation, et, assisté de l'abbé Edgeworth, il commença aussitôt les prières des agonisants. Arrivé sur la place où était dressé l'instrument de supplice, il descendit de la fatale charrette, suivi de son confesseur. Comme il franchissait les degrés de l'échafaud, l'abbé Edgeworth lui adressa cet adieu sublime : *Fils de saint Louis, montez au ciel !* Alors le roi voulut parler au peuple : « Français, dit-il d'une voix assurée, je meurs innocent des crimes que l'on m'impute; je pardonne aux auteurs de ma mort, et je demande que mon sang ne retombe pas sur la France. » Il allait continuer, mais Santerre étouffa sa voix en ordonnant un roulement de

tambours. Aussitôt le régicide fut consommé.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Où siégea la convention? Quels sont les deux partis qui la divisèrent? Sur quel point ces deux partis tombèrent-ils d'accord? 2. Quelles furent les victoires remportées par les Français? Où se distingua le duc de Chartres? 3. Quels furent les sentiments de Robespierre et de Saint-Just sur Louis XVI? Racontez l'interrogatoire de ce monarque. Quels furent ses défenseurs? À quel moyen eurent recours Vergniaud et les girondins pour le sauver? Combien y eut-il de députés qui votèrent sa mort sans restriction? 4. Qui lui notifia les décrets de la convention? Quel est le prêtre qui l'assista dans ses derniers moments? Quelles furent ses dernières paroles? Quelles furent les paroles que le roi adressa au peuple?

#### CHAPITRE IV.

Depuis la mort de Louis XVI jusqu'au directoire. Dernière période de la convention (1793-1795).

**1. COALITION CONTRE LA FRANCE.** — La mort de Louis XVI arma contre la France toute l'Europe, à l'exception de la Suède et du Danemark qui gardèrent la neutralité. La convention envoya des armées au Nord, sur le Rhin, les Alpes et les Pyrénées et ordonna une levée en masse de 300,000 hommes pour repousser le danger. On chargea Dumouriez de la défense de la Belgique. Cet habile général avait un profond mépris pour les jacobins et pour les anarchistes qui se trouvaient au sein de la convention. Loin de dissimuler ses sentiments, il écrivit à la convention une lettre où il exprimait toutes ses pensées. Après cet acte de courage il ne songea plus qu'à battre les Impériaux; il leur livra bataille près de Nerwinde, mais il fut vaincu (18 mars).

Alors trois députés furent envoyés à l'armée du Nord, pour sommer Dumouriez de venir rendre

compte de sa conduite à la convention ; le général refusa d'obéir et passa dans le camp des Autrichiens, puis se résignant à l'exil, il se retira en Suisse. Sa retraite était une grande perte pour la France qui se voyait entourée d'ennemis, et n'était défendue que par des volontaires ignorant l'art de la guerre. Les révolutionnaires étaient divisés entre eux ; les girondins et les montagnards s'attaquaient au sein de la convention, et ces mêmes luttes se reproduisaient dans les départements. Dans chaque ville, dans chaque village, il y avait des clubs et des comités affiliés aux clubs et aux comités établis dans la capitale. Partout les hommes les plus pervers s'étaient emparés du pouvoir, et les classes moyennes subissaient leur joug sanguinaire. Il n'y eut de réaction que dans l'Ouest et dans quelques villes du midi de la France.

**2. GUERRE DE LA VENDÉE.** — Les habitants de la Vendée et des Deux-Sèvres qui avaient conservé un profond attachement à la religion de leurs pères donnèrent le signal de l'insurrection. Ils avaient vu avec une douleur profonde leurs prêtres exilés, les églises dévastées ; enfin la mort de Louis XVI avait mis le comble à leur exaspération. *Mon Dieu ! mon roi !* telle était l'antique devise de ces populations simples et vertueuses. Un voiturier, Jacques Cathelineau, se mit à la tête des premiers insurgés. Dans une première attaque il força un poste républicain de quatre-vingts hommes ; le lendemain il s'empara de Chemillé qui était défendu par deux cents républicains et trois pièces de canon. Ces succès enflammèrent tous les cœurs. Un garde-chasse du château de Maulevrier, Stofflet, se joignit à Cathelineau avec une troupe de

paysans , et ils allèrent ensemble surprendre Chollet, la ville la plus importante du district.

Alors le Poitou et l'Anjou se soulevèrent. Les arrondissements de Bressuire et de Parthenay, qui formaient ce que l'on appelait le Bocage, devinrent le centre de l'insurrection. Les insurgés reçurent le nom de *Vendéens*, parce que ce fut dans la Vendée qu'ils remportèrent leurs premiers succès, mais leurs mouvements ne se renfermèrent pas dans cette contrée. Depuis les environs de Nantes jusqu'aux Sables, dans l'Anjou et le Poitou, jusqu'aux environs de Vihiers et de Parthenay, tout était en feu. Aux premiers chefs s'étaient joints Charette, d'Elbée, Bonchamp, Larochejaquelein, Lescure, d'Autichamp, de Fleuriot, de Scepeaux, tous remarquables par leur dévouement, leurs talents et leur courage.

**3. LE TRENTE ET UN MAI.** — Les victoires des Vendéens et les revers que l'armée du Nord avait essuyés entre Bouchain et Cambrai exaspérèrent la multitude. Robespierre accusa les girondins, comme s'ils avaient été les auteurs de tous ces désastres, et organisa contre eux, de concert avec les autres chefs de la montagne, une insurrection terrible. Dans la nuit du 31 mai, le tocsin sonne, le canon d'alarme se fait entendre, tous les citoyens courent aux armes, et la convention est assiégée. En vain Vergniaud, Guadet, Couthon élèvent-ils la voix pour se défendre, le tumulte est au comble, les tribunes sont envahies par des séditieux qui étouffent la voix des girondins, et qui n'ont d'applaudissements que pour les fureurs des montagnards. Robespierre, maître de l'assemblée, reproche à ses adversaires toutes leurs ac-

tions comme des crimes et conclut contre eux au milieu du plus affreux des désordres.

Le lendemain 1<sup>er</sup> juin, l'insurrection fut encore plus redoutable et plus menaçante. Pendant la nuit qui suivit cette triste journée, le tocsin ne cessa de sonner. Au point du jour, le 2 juin, la convention était investie par une populace immense. Lanjuinais monte à la tribune et proteste contre la violence qui est faite aux représentants de la nation ; mais son discours n'excite que les clameurs et les huées des insurgés. La convention veut sortir de la salle où elle tient ses séances ; mais Henriot, le commandant des troupes de la commune, lui ferme le passage, et le cynique Marat somme les représentants du peuple de rester à leur poste. Ils rentrent en séance et décrètent l'arrestation des députés de la Gironde. Tel fut le dénouement de cet événement qui est resté célèbre dans l'histoire sous le nom de trente et un mai. Au 10 août le peuple s'était insurgé contre la royauté et l'avait renversée ; au 31 mai il fit subir le même sort à la représentation nationale. Selon le mot prophétique de Vergniaud, *la révolution, comme Saturne, dévorait ses propres enfants.*

4. CONSTITUTION DE 1793. — Parmi les députés girondins les uns se soumirent à l'arrêt qui les avait frappés, les autres s'évadèrent et se répandirent dans les provinces pour les soulever contre les auteurs des attentats du 31 mai. Soixante-dix départements se montrèrent dociles à leur voix, et cette insurrection effrayante éclata au moment où la convention apprenait les nouvelles les plus fâcheuses sur la Vendée et les armées de la république, qui se battaient aux frontières. Pour con-

jurer le danger, les montagnards suivirent le principe de Danton, qui disait qu'en tout il fallait de *l'audace, de l'audace et encore de l'audace*. Contre les coalisés, ils se servirent de la levée de trois cent mille hommes ordonnée quelques mois auparavant, et contre les fédéralistes ils décrétèrent qu'ils eussent à rentrer sous trois jours dans le devoir, en rétractant tous leurs arrêtés et toutes leurs proclamations équivoques. En même temps ils s'empressèrent de créer une constitution nouvelle purement démocratique et la présentèrent aux départements en leur ordonnant d'y acquiescer. Une fermeté aussi active étonna tout le monde, et refroidit le zèle des insurgés. L'armée révolutionnaire ayant remporté quelques succès sur les fédéralistes du département de l'Eure, les autres se laissèrent intimider, et presque tous acceptèrent la constitution nouvelle. On croyait le parti des girondins soumis quand un événement imprévu souleva contre eux la fureur des démagogues qui avaient juré leur perte.

**5. MORT DE MARAT.** — Une jeune fille de Caen, nommée Charlotte Corday, s'était éprise d'un tel enthousiasme pour les girondins, que les événements du 31 mai lui avaient inspiré le dessein de venger les proscrits. Dans son exaltation elle aurait voulu frapper Danton, Robespierre et Marat qui lui paraissaient également coupables, mais enfin elle choisit pour victime Marat, l'homme sanguinaire qui lui causait le plus d'horreur. Elle se rendit chez lui, sous prétexte qu'arrivée tout récemment du Calvados où s'étaient réfugiés les principaux girondins, elle avait d'importantes révélations à faire. Marat, qui était dans le bain lorsqu'elle se présenta, donna néanmoins ordre de l'in-

roduire. L'enthousiaste républicaine lui nomma les girondins présents à Caen ; et comme Marat lui disait en prenant note de sa déclaration : *C'est bien, ils iront tous à la guillotine!* la jeune fille se précipita sur lui et le tua d'un coup de poignard (13 juillet). Traduite devant le tribunal révolutionnaire, cette femme intrépide entendit prononcer sa condamnation avec le plus grand sang-froid, et monta sur l'échafaud calme et résignée, s'estimant glorieuse d'avoir délivré la France d'un hideux tyran. Le corps de Marat fut l'objet des plus grands honneurs. Les sections vinrent processionnellement déposer des couronnes sur son cercueil et plusieurs sociétés se disputèrent son cœur qui resta aux Cordeliers. Son buste figura dans toutes les assemblées, et sa gouvernante fut nourrie aux frais de l'Etat comme si elle eût été sa veuve.

**6. PRISE DE LYON.** — Pendant ce temps, les coalisés s'emparaient de Mayence, de Condé, de Valenciennes et menaçaient la France d'une invasion. Les Vendéens remportaient aussi de nouvelles victoires sur les armées de la république. En face de tous ces périls, la convention ordonna l'enrôlement de tous les jeunes gens non mariés ou veufs depuis dix-huit jusqu'à vingt-cinq ans, elle écrasa le commerce en établissant un *maximum* sur le prix des grains et des marchandises, publia une nouvelle *loi des suspects* pour incarcérer tous ceux qu'on supposait ennemis de la révolution, livra les girondins au tribunal révolutionnaire et condamna à mort le général Custine qui avait commandé l'armée du Rhin, bien qu'il n'eût pas d'autres torts que ses malheurs.

La ville de Lyon s'étant montrée l'ennemie de toutes ces atrocités, on avait envoyé contre elle

Dubois-Crancé qui en ordonna le bombardement. On trouva qu'il n'avait point été assez expéditif, et après la prise de la ville il fut mis en jugement. Le décret de la convention contre les Lyonnais fut atroce. Il portait que la ville serait détruite, et que sur ses ruines on élèverait un monument sur lequel seraient ces mots : *Lyon fit la guerre à la liberté, Lyon n'est plus !* Cet arrêt fut ponctuellement exécuté. Les maisons des riches furent démolies, les plus vastes quartiers dévastés, et comme on trouvait la guillotine trop lente à frapper les suspects, Collot-d'Herbois et Couthon les firent mitrailler.

7. COMITÉ DE SALUT PUBLIC. — La constitution était alors terminée ; mais quand il fallut l'appliquer tous les partis s'observèrent et furent d'avis d'en différer l'exécution. Robespierre et Carnot étant élus membres du comité de salut public, leur présence donna au conseil du gouvernement une prépondérance immense, tout en envenimant la lutte engagée entre les partis. Les mesures qui furent alors prises étaient toutes empreintes d'une sauvage énergie.

Plusieurs décrets confisquèrent de vastes domaines appartenant aux ennemis et enclavés dans le territoire français. Les dettes de l'Etat furent converties en une inscription sur un registre national appelé *Grand livre de la dette publique*. L'Etat promit à tous les créanciers inscrits un intérêt de cinq pour cent, et on espéra que la crainte de perdre leur argent rattacherait les capitalistes au gouvernement de la république, qui était devenue leur seule débitrice. Dans le même but on déclara que les assignats à l'effigie royale seraient démonétisés sous un bref délai et cesseraient d'avoir



cours. On prit des mesures pour assurer la rentrée de l'emprunt forcé d'un milliard qu'on avait prélevé sur les riches, et on ordonna que les cloches seraient fondues et converties en monnaie de billon.

Tous ces moyens n'empêchèrent pas la misère d'être extrême. Le peuple des faubourgs vint demander à l'assemblée qu'elle se hâtât de pourvoir à l'approvisionnement de Paris. Cette pétition était menaçante. La convention vota deux francs par jour aux indigents de Paris, afin qu'ils pussent assister aux séances de leurs sections. Danton demanda et obtint cent millions pour être employés par le ministre de la guerre à fabriquer des fusils. L'armée révolutionnaire se trouva bientôt sur pied, et le régime de la terreur commença.

8. LA TERREUR. — D'après le décret qui frappait tous les Bourbons, la reine Marie-Antoinette, femme de Louis XVI, fut transférée du Temple à la Conciergerie, et le 16 octobre à dix heures du matin, elle parut sur la place où, dix mois auparavant, le roi avait succombé. Cette princesse reçut de la religion la force et la résignation qui font les saints et les martyrs et livra sa tête au bourreau.

L'infâme Chaumette, le cynique Hébert et l'ex-capucin Chabot demandèrent la mort des girondins qui se trouvaient dans les prisons, au nombre de vingt et un. Le 30 octobre, à minuit, leur mort fut prononcée. En entendant cet arrêt, un d'eux se tua. *Tu trembles, Valazé*, lui dit son voisin. *Non, mon ami*, répondit-il, *je meurs*, et il expira. Les autres girondins se retirèrent en chantant la Marseillaise et passèrent la nuit dans une orgie qui peut être comparée aux fêtes funèbres du paganisme. Deux d'entre eux, Fauchet, évêque constitutionnel du Calvados, et Sillery re-

fusèrent seuls de prendre part à ces saturnales. Fauchet se confessa à un bon prêtre prisonnier comme lui, et confessa ensuite son compagnon. Le lendemain 31 octobre, ils furent tous exécutés sur la place de la Révolution. En y arrivant, ils s'embrasèrent aux cris de *vive la république!* et moururent après avoir salué le peuple et l'effigie de la liberté.

Deux jours avant cette sanglante exécution, Barnave avait porté sa tête sur l'échafaud ; six jours après venait le tour du duc d'Orléans. Ce prince souillé de tous les crimes n'affecta dans ses derniers moments qu'un dégoût universel et un scepticisme hideux qui était d'ailleurs l'explication de toute sa conduite. Le ministre Roland se suicida à Rouen en apprenant l'exécution de sa femme. L'ancien maire de Paris, le malheureux Bailly, se vit traîné par la populace dans les fossés du Champ-de-Mars, où l'on dressa pour lui une guillotine sur un fumier. *Tu trembles, Bailly,* lui dit un de ses assassins ; *oui, mais de froid,* lui répondit cet infortuné au moment de recevoir le coup fatal.

9. RÉFORMES RÉPUBLICAINES. — La convention, qui applaudissait à toutes ces monstrueuses atrocités, ne cessait de faire avec une étonnante activité des réformes nouvelles. Dans le nombre il y en eut d'excellentes, comme celle qui eut pour but de régulariser les poids et mesures en substituant à l'ancien système le système décimal ; mais il y en eut aussi qui furent marquées de l'exaltation la plus délirante. Dans le but de soumettre la division du temps à une régularité analogue à celle des poids et mesures, on décréta que tous les mois seraient égaux et qu'ils recevraient des noms nouveaux en rapport avec les saisons. Ainsi l'année de la république commençant en

automne, les trois premiers mois furent nommés *vendémiaire, brumaire et frimaire*; les trois suivants qui correspondaient à l'hiver s'appelaient *nivôse, pluviôse, ventôse*; les trois autres répondant au printemps, *germinal, floréal, prairial*; enfin les trois derniers comprenant l'été, *messidor, thermidor, fructidor*. Ces douze mois de trente jours chacun, ne faisant que trois cent soixante jours, on compléta l'année par des fêtes nationales appelées les *sans-culottides*. Toutes les fêtes religieuses furent supprimées, les noms des saints furent remplacés dans le calendrier par les noms des plantes et des animaux, au culte du vrai Dieu on substitua le culte de la *Nature* et de la *Raison*, et l'on plaça sur l'autel de la patrie, une femme sans pudeur revêtue en déesse.

**10. VICTOIRES DE LA RÉPUBLIQUE.** — Jusqu'alors les armées de la république n'avaient essuyé que des revers, mais la fortune leur devint plus favorable à la fin de l'année 1793. Jourdan vainquit les Autrichiens à Watignies et délivra Maubeuge; Kellermann repoussa les Piémontais au delà du mont Saint-Bernard; les lignes de Wissembourg, d'abord forcées par les émigrés, furent reprises par le général Hoche. Toulon, qui avait été livré aux Anglais par les partisans de Louis XVII, fut pris, grâce au génie d'un jeune officier, Napoléon Bonaparte, qui faisait le premier essai de ses futures victoires. Enfin les Vendéens, après avoir gagné la grande bataille de Laval et s'être emparés de la Flèche, trouvèrent leur tombeau sous les murs et dans les rues du Mans. Les débris de leur armée se rallièrent, dans l'espoir d'envahir le département du Morbihan, mais les républicains les atteignirent à Savenay où ils achevèrent leur ruine.

**11. MORT D'HÉBERT ET DE DANTON.** — Ces victoires avaient eu pour résultat d'étouffer la guerre civile et de repousser tout danger du côté des frontières. Danton, Camille Desmoulins et d'autres montagnards crurent que le moment était venu de sacrifier tous les anarchistes qui ne cessaient de conseiller le meurtre et l'extermination. Ils mirent en accusation Hébert et sa faction, et le comité de salut public envoya à la mort tous ces assassins. Mais quelques jours après, Robespierre craignant d'être accusé de *modérantisme*, attaqua Danton, Camille Desmoulins, Lacroix, Fabre d'Eglantine et ceux qui s'étaient déclarés contre Hébert. On ne leur laissa pas même le temps de se défendre, et ils périrent victimes des institutions sanguinaires qu'ils avaient eux-mêmes établies.

**12. DOMINATION DE ROBESPIERRE.** — Robespierre se trouvait seul en possession du souverain pouvoir. Epouvanté des ruines qu'on avait faites, il fit décréter par l'assemblée le dogme de l'existence de Dieu et celui de l'immortalité de l'âme ; mais tout en renversant le culte de la *Nature* et de la *Raison* il n'adoucit pas le régime de la terreur qui glaçait alors tout le monde d'effroi. Au contraire il le rendit encore plus atroce. Il avait fait une loi qui exemptait le tribunal révolutionnaire de toute procédure, et chaque jour à Paris la guillotine faisait tomber par centaine les têtes des suspects. Dans les départements on se livrait aux mêmes atrocités. A Toulon on mitraillait les suspects, Tallien faisait trembler Bordeaux, Maignet faisait couler le sang par torrents dans le département de Vaucluse, Joseph Lebon épouvantait les habitants d'Arras. Ce monstre dinait avec le bourreau, et il avait sur sa table une petite guillo-

tine qu'il faisait jouer sous ses yeux par manière de divertissement. A Nantes, Carrier trouvait les guillotines trop lentes, le canon ne suffisait pas non plus à sa cruauté ; il imagina des bateaux à soupape dans lesquels on entassait les prisonniers pour les décharger ensuite dans l'Océan. C'était ce qu'on appelait les *noyades de Nantes*.

**13. LE 9 THERMIDOR.** — Tant d'excès rendirent le nom de Robespierre odieux à tous les citoyens. On ne redoutait que lui dans les prisons et dans les armées ; il était même la terreur de ses propres amis. Un parti formidable se forma contre lui. Le 9 thermidor, Tallien demanda qu'on le mît en accusation et l'assemblée y consentit. A cette nouvelle la commune s'émut et entreprit d'organiser une insurrection. Mais les canonniers refusèrent de faire feu, et Robespierre ainsi que ses partisans furent livrés à leurs ennemis. Alors le président des jacobins, Coffinhal, s'en prenant au lâche Henriot, le saisit et le jette par la fenêtre sur un tas d'ordures ; Lebas se brûle la cervelle, Robespierre se tire un coup de pistolet qui lui fait seulement une blessure à la mâchoire. Aussitôt le comité de salut public les fait arrêter, et le 10 thermidor ils payèrent sur l'échafaud leurs horribles forfaits. Robespierre parut impassible, Saint-Just montra de la résignation, mais Henriot et Couthon furent aussi lâches et tremblants qu'ils avaient été insolents et cruels.

**14. LES THERMIDORIENS.** — Le pouvoir appartint dès lors aux modérés qui prirent le nom de *thermidoriens*. Ils s'empressèrent de faire sortir des prisons tous les suspects, de faire monter à leur tour sur l'échafaud les Fouquier-Tainville, les Carrier, les Lebon, et tous ceux qui s'étaient

faits les ministres de la terreur. La France fut soulagée, mais elle n'échappa pas à la misère. La famine se faisait sentir, le commerce était arrêté, les armées manquaient de tout. Néanmoins leur valeur déconcertait les ennemis. Pichégru faisait la conquête de la Hollande, et la flotte étrangère se laissait surprendre par la cavalerie au milieu des glaces de l'hiver. Sur le Rhin, dans les Alpes et les Pyrénées, si les exploits étaient moins brillants, les résultats n'en étaient ni moins certains, ni moins avantageux. Le général Hoche chargé de la guerre de la Vendée en étouffait les derniers restes, bien que la chouannerie en Bretagne lui rendit la tâche difficile. Ces insurgés attendaient des secours de l'Angleterre, et une foule d'émigrés dociles à leur appel descendirent sur les côtes du Morbihan à Quiberon. Hoche les surprit, et la convention eut la barbarie d'ordonner leur extermination. *Ils ont voulu conquérir la terre de la patrie, dit Tallien, la terre de la patrie les dévorera*, et ils furent condamnés à périr.

**15. RÉACTION CONTRE LES THERMIDORIENS.** — Les jacobins se soulevèrent plusieurs fois contre les *thermidoriens*. Le 12 germinal (avril 1795), une première tentative échoua. Le 1 prairial, c'est-à-dire environ six semaines plus tard, l'insurrection se renouvela encore plus violente et plus sérieuse. La convention fut envahie au milieu d'un grand tumulte; des hommes ivres, des femmes de la halle et les *tricoteuses* du club des Jacobins se précipitèrent pour faire violence aux députés. Le représentant Féraud qui voulait les rappeler à l'ordre fut aussitôt massacré. Boissy d'Anglas, qui occupait en ce moment la présidence, se montra ferme et calme et arrêta par son héroïsme

tous ces furieux. Les montagnards, qui avaient d'abord applaudi à l'insurrection, subirent encore une fois le joug de la majorité. Six d'entre eux furent suppliciés, et ce parti fut éteint pour jamais.

**16. TREIZE VENDÉMAIRE.** — La convention se hâta de donner à la France une constitution, celle de 1793 ne pouvant fonctionner. Avant d'abdiquer, elle décréta qu'il y aurait à l'avenir deux conseils, celui des *Cinq-Cents* et celui des *Anciens*, qui devaient, chacun, être renouvelés par tiers tous les ans. Le premier, composé de 500 membres, ainsi que l'indique son nom, tous âgés de 30 ans au moins, devait proposer les lois ; le second, composé de 250 membres choisis parmi les hommes de 40 ans, mariés ou veufs, était chargé de la sanction des lois. Le pouvoir exécutif devait être confié à un directoire composé de cinq membres se renouvelant tous les ans par cinquième et ayant des ministres responsables. Par un décret spécial la convention avait stipulé que les deux tiers de ses membres seraient conservés pour composer la nouvelle assemblée législative.

Cette mesure irrita les royalistes et les jacobins, parce qu'ils espéraient les uns et les autres se rendre maîtres des élections. Le 13 vendémiaire (octobre) toutes les sections se soulevèrent contre la convention, mais Bonaparte qui se trouvait alors à Paris en demi-solde prit la défense de l'assemblée. Il ordonna de placer des pièces de canon le long des quais et de la rue Saint-Honoré, attaqua ainsi les royalistes par le front et par le flanc, et en une heure et demie il les mit en fuite. Quelques jours après cette victoire la convention abdiqua. Elle avait auparavant décrété la réunion de la Belgique à la France,

et cette assemblée, qui avait voté la loi des suspects et versé le sang par torrent, termina ses sessions par l'abolition de la peine de mort et la mise en liberté de tous les détenus politiques. Ce fut le 4 brumaire an IV ( 26 octobre 1795 ) qu'elle déclara sa mission remplie.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quelle fut la conduite des nations étrangères après la mort de Louis XVI ? Quels furent les revers des troupes républicaines ? Que se passait-il à l'intérieur de la France ? 2. Quels furent les départements qui se soulevèrent ? Quels furent les premiers chefs vendéens et quels succès remportèrent-ils ? 3. Dans quel but le peuple s'insurgea-t-il au trente et un mai ? Quelles furent les victimes de cette insurrection ? 4. Par quels moyens la convention repoussa-t-elle tous les périls qui l'environnaient ? 5. Par qui fut assassiné Marat ? Comment mourut Charlotte Corday ? 6. Pourquoi Lyon se révolta-t-il ? Quel fut le décret porté contre cette ville par la convention ? 7. La constitution fut-elle exécutée ? Quelle fut la proposition de Cambon ? Quel fut le résultat du nouveau système financier ? 8. Comment moururent les girondins ? Y eut-il dans le même temps d'autres meurtres célèbres ? 9. A quelles réformes se livrait pendant ce temps la convention ? Quel culte inaugura-t-elle ? 10. Quels furent les succès des armées républicaines contre les Vendéens ? — Contre les ennemis extérieurs de la France ? 11. Par qui Hébert fut-il mis en accusation ? Pourquoi Robespierre fit-il condamner Danton et ses partisans ? 12. Que fit Robespierre lorsqu'il eut le souverain pouvoir ? Quels forfaits ensanglantèrent alors la France ? 13. Par qui Robespierre fut-il mis en accusation ? Quelle fut sa mort ? 14. Les thermidoriens régnèrent-ils sans conteste ? Quelles furent les victoires remportées alors par nos armées ? 15. Quels étaient les ennemis des thermidoriens ? Quelles émeutes les jacobins ont-ils organisées contre eux ? 16. Quelle constitution la convention donna-t-elle à la France ? Par qui la convention fut-elle attaquée ? Qui la sauva ? Quels furent ses derniers actes ?



## CHAPITRE V.

Le Directoire (1795-1799).

**1. ETAT DE LA FRANCE.** — La révolution avait épuisé la France. Tous les hommes de génie avaient porté leur tête sur l'échafaud, et l'Etat se trouvait écrasé de dettes. Depuis longtemps la liberté du commerce et l'activité de l'industrie étaient entravées par des mesures oppressives, et dans les armées où l'on avait d'abord montré beaucoup d'enthousiasme, les désertions commençaient à devenir fréquentes. Le directoire avait donc une mission très-difficile à remplir. Laréveillère-Lépaux, le Tourneur, Rewbel, Barras et Sieyès furent nommés directeurs. Ce dernier ayant refusé cette charge qui lui semblait au-dessus de ses forces, on élut à sa place Carnot dont on exaltait alors le génie militaire.

Le nouveau gouvernement remit le commandement de l'armée de l'intérieur à Bonaparte, le héros du 13 vendémiaire, et s'efforça de rétablir l'ordre dans les finances. Il eut le bonheur d'apprendre tout à la fois les victoires de nos armées sur les frontières et la pacification de la Vendée. Hoche, chargé de cette dernière guerre, s'était emparé de Charette et de Stofflet et les avait fait fusiller.

**2. CAMPAGNE D'ITALIE (1796).** — Le génie de Bonaparte ne tarda pas à se révéler. Ayant remplacé Schérer dans le commandement de l'armée d'Italie, il plaça son quartier général à Nice, sépara d'abord l'armée autrichienne de l'armée piémontaise par les victoires de Montenotte, de Dego et de Millésimo qui coûtèrent aux ennemis neuf mille prisonniers, trente-cinq pièces de canon,

vingt drapeaux et un nombre considérable de morts et de blessés. En sortant de Paris, Bonaparte avait dit que dans un mois il serait à Milan, et il tint parole. L'Autriche lui opposa successivement deux nouvelles armées. Bonaparte se voyait dans la situation la plus critique, lorsque son courage et son génie lui révélèrent le moyen d'attaquer l'ennemi et de l'arrêter dans les marais d'Arcole. Son audace triompha de tous les obstacles, et il se précipita lui-même contre les ennemis un drapeau à la main en criant : « Grenadiers, n'êtes-vous plus les vainqueurs de Lodi? suivez-moi ! » Les Autrichiens furent défaits, mais à Rivoli leur armée foudroyée par l'artillerie française fut entièrement anéantie. Ce dernier exploit couronna cette immortelle campagne.

**3. TRAITÉ DE LÉOBEN (1797).** — Toute l'Europe avait les regards fixés sur l'homme qui faisait de si grandes choses, et attendait avec anxiété pour connaître les destinées que lui réservait la Providence. La France célébrait son nom avec enthousiasme, et les hommes les plus pénétrants faisaient effort pour se dissimuler leurs craintes. On envoya un renfort de dix-huit mille hommes à Bonaparte, qui attendit de pied ferme la nouvelle armée autrichienne que commandait l'archiduc Charles, un des plus grands capitaines de l'Allemagne. Il la vainquit sur la Piave et le Tagliamento, s'élança dans les gorges du Tyrol, et soumit, après bien des combats, l'Istrie autrichienne, le Frioul, la Carniole, et une partie du Tyrol et de la Carinthie. Il était sur la route de Vienne et il se préparait à marcher sur cette capitale, quand l'Autriche alarmée demanda une suspension d'armes. Elle lui fut accordée, et les

préliminaires de la paix furent signés à Léoben.

#### 4. CONSPIRATION ET PROCÈS DE BABEUF. —

Le directoire applaudit à tout ce qu'avait fait Bonaparte, ainsi qu'à la chute de la république de Venise qui fut justement punie pour avoir excité contre les armées françaises une vaste insurrection dans toute l'Italie. Des négociations furent même ouvertes pour traiter de la paix avec les Anglais. Mais pendant que tout prospérait au dehors, de grands mouvements à l'intérieur avaient menacé le directoire d'une contre-révolution. Les jacobins s'étaient ralliés à Babeuf, l'apôtre du communisme et se réunissaient au club du Panthéon, où ils s'élevaient contre la propriété et montraient la communauté de jouissances et de biens comme le seul moyen d'être heureux sur la terre. Dans leur théorie, l'homme, la famille, la propriété, Dieu lui-même, tout enfin devait disparaître pour faire place à un seul être collectif, le peuple. Il ne devait plus y avoir de liberté individuelle. L'Etat était tout, et c'était à lui qu'il appartenait de récompenser chacun selon son labeur.

Ceux qui acceptèrent ces doctrines funestes prirent le nom d'*égaux*. Ils constituèrent une sorte de *directoire secret de salut public*, s'affilièrent avec d'autres sociétés dans le même but, et organisèrent une vaste conspiration. Mais le gouvernement qui veillait sur toutes leurs menées saisit les fils de cette trame avant qu'elle éclatât; Babeuf et ses complices furent arrêtés et mis en jugement. Leur procès commencé devant la haute cour de Vendôme, le 22 ventôse (30 mars), dura jusqu'au 17 prairial (26 mai), c'est-à-dire près de deux mois. Les accusés, qui cherchèrent bien moins à se justifier eux-mêmes qu'à faire l'apologie de

leurs doctrines, tenaient avant tout à léguer à d'autres leur haine contre l'ordre social.

Ils furent condamnés à mort. Quand Babeuf et Darthé entendirent leur arrêt, ils se frappèrent d'un poignard que le fils de Babeuf, âgé seulement de onze ans, avait remis secrètement à son père.

**5. LE 18 FRUCTIDOR.** — Le directoire applaudit à tout ce qu'avait fait Bonaparte, mais ces succès n'empêchèrent pas les révolutionnaires de faire un coup d'Etat pour prévenir le retour aux principes monarchiques, qu'ils commençaient à redouter. Contrairement aux lois et à la constitution, le 18 fructidor (4 septembre 1797), ils arrêtèrent deux directeurs, Carnot et Barthélemy, et cinquante-trois députés montagnards ou royalistes qu'ils condamnèrent à la déportation. Cette violence tyrannique replaçait la France sous le régime révolutionnaire, mais on était si las des émeutes et des séditions qu'on se soumit sans peine aux événements accomplis.

**6. TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO.** — Six semaines après (17 octobre), Bonaparte imposait aux plénipotentiaires autrichiens le traité de Campo-Formio. Il fut convenu que l'empereur d'Autriche reconnaîtrait à la France la limite du Rhin, qu'il livrerait Mayence à nos troupes, que les îles Ioniennes resteraient en notre possession, et que la république cisalpine, organisée par Bonaparte dans la haute Italie, aurait la Romagne, les légations, le duché de Modène, la Lombardie, la Valteline, le Brescian et le Mantouan avec la limite de l'Adige et Mantoue.

Quoique Bonaparte eût fait ces conventions malgré le directoire, sa gloire fit taire toutes les

accusations et toutes les jalousies, et la France n'eut qu'une voix pour accueillir avec transport la nouvelle de la paix. A son retour à Paris, il se retira dans une maison modeste de la rue Chantierine, mais le directoire voulut lui donner une grande fête le 20 frimaire an vi (10 décembre 1797). Une place ayant vaqué à l'Institut, il l'accepta et alla se placer entre Lagrange et Laplace. Dans toute circonstance il affectait de porter le costume de ce corps scientifique, mais son génie ne pouvait se contenter du titre de savant.

7. EXPÉDITION D'EGYPTE. — Bonaparte conçut ensuite le projet d'attaquer l'Angleterre en Egypte, dans le but de ruiner son commerce et de lui ravir ses possessions au delà des mers. Le directoire approuva son plan, et il s'embarqua le 20 floreal an vi (9 mai 1798) à Toulon avec une armée de 36,000 hommes. Parmi les généraux qui commandaient sous ses ordres on distinguait Berthier, Kléber, Desaix, Lannes, Murat et Davoust. La flotte était commandée par le vice-amiral Brueys.

Sa première opération militaire fut la prise d'Alexandrie. De là il prit la route du Caire. Ayant rencontré l'ennemi au pied des pyramides, pour toute proclamation il adressa à son armée ces mots sublimes : « Soldats, songez que du haut de ces monuments, quarante siècles vous contemplant ! » Ces paroles électrisèrent tous les courages, et la déroute des musulmans fut complète. On était au 3 thermidor. L'occupation du Caire fut le prix de cette victoire, mais à peine se disposait-il à profiter de son triomphe, qu'il apprit la défaite de la flotte française et la mort de Brueys devant la rade d'Aboukir. Ce revers rendait la retraite impossible à l'armée. Il en fut consterné, mais aussitôt il sur-

monta sa douleur et s'écria : « Nous n'avons plus de flotte, eh bien ! il faut rester ici, ou en sortir grands comme les anciens. »

Pour arriver à son but, qui était d'attaquer par la Perse, la puissance de l'Angleterre dans l'Inde, il résolut de faire la conquête de la Syrie. Mais la résistance de Saint-Jean-d'Acre le fit renoncer à son dessein. Il revint en France et trouva la nation dans l'état le plus affligeant. Au dedans le gouvernement était sans force et sans considération, au dehors toutes les armées de la république avaient été vaincues.

**8. REVERS DES FRANÇAIS EN ITALIE.** — L'armée d'Italie avait d'abord obtenu de grands succès. Championnet s'était emparé du royaume de Naples, et le général Joubert était entré victorieux à Turin. De toute l'Italie il ne restait plus que la Sardaigne et la Sicile qui fussent en dehors de la domination française. Mais les armées combinées de l'Autriche et de la Russie ne laissèrent pas longtemps la France jouir de ses conquêtes. Le général Kray envahit l'Italie avec une armée de plus de 60,000 Autrichiens. Le terrible Souwarow s'y précipita en même temps, suivi d'une armée de 100,000 Austro-Russes. Il se rendit maître de la Gaule cisalpine, et attaqua Joubert, près de Novi, le 15 août 1799. Au commencement de l'action, un mouvement d'hésitation s'étant fait remarquer le long de la ligne française, Joubert s'élança au galop sur le premier rang en criant : *En avant, mes amis, en avant !* Il tomba aussitôt frappé d'une balle au cœur. Moreau prit alors le commandement. Le combat fut terrible ; de part et d'autre, on perdit plus de 40,000 hommes. Mais cette perte fut surtout immense pour l'armée

française qui était déjà très-réduite en nombre. Il fallut abandonner l'Italie à la puissance de l'Autriche et de la Russie.

**9. VICTOIRE DE ZURICH.** — Après sa victoire de Novi, Souwarow reçut du conseil aulique l'ordre de continuer la guerre en Suisse. Il lui en coûtait de conduire ses Russes à travers les montagnes, car ils sentaient qu'il allait perdre l'avantage qu'il avait en rase campagne. Mais tout en murmurant il obéit. L'armée française qui occupait ce pays était aux ordres de Masséna. Elle avait déjà résisté glorieusement à l'armée autrichienne commandée par le prince Charles et s'était fortifiée derrière le lac de Zurich. Ce fut là que la bataille s'engagea, le 25 septembre, contre les Austro-Russes. Souwarow fut vaincu, et les Russes se virent chassés de Suisse et rejetés en Allemagne. Ils avaient perdu dans cette bataille et dans les combats qui la suivirent trente mille hommes et trois armées.

**10. JOURNÉE DU 28 BRUMAIRE (29 NOV. 1799).** — Ce succès avait sauvé la république sans rassurer personne sur l'avenir. Barras, Moulins, Gohier, Sieyès et Roger-Ducos, qui étaient alors directeurs, n'inspiraient aucune confiance. *Il nous faut une tête et une épée*, avait dit Sieyès, et tous les regards s'étaient tournés vers Bonaparte. Il s'entendit avec ce publiciste et Roger-Ducos pour faire voter par le conseil des Anciens la translation du corps législatif à Saint-Cloud et se faire remettre lui-même le commandement de la force armée. L'assemblée des Cinq-Cents s'éleva contre ces mesures, et quand Bonaparte parut, on cria de toutes parts : *A bas le dictateur ! à bas les baïonnettes ! la constitution ou la mort !* Ses grenadiers

craignant pour sa vie l'arrachèrent du tumulte. On voulait le mettre hors la loi, et l'on sait jusqu'à quel point les révolutionnaires avaient rendu cette expression significative. Lucien qui présidait, entreprit la justification de son frère avec une remarquable énergie. Ne pouvant plus dominer l'assemblée par sa parole, il sortit et se présenta devant les soldats de Bonaparte pour les haranguer. Ces vieux guerriers qui avaient brillé dans les campagnes d'Italie jurèrent de mourir pour celui qui les avait si souvent conduits à la victoire, et, sous les ordres du général Leclerc, ils entrèrent dans la salle et mirent en fuite tous les députés qui faisaient encore entendre leurs cris et leurs menaces.

Informé de cet événement, le conseil des Anciens le déplora, mais il n'osa pas résister. La constitution de l'an III fut renversée, et le directoire fut remplacé par trois consuls, Bonaparte, Ducos et Sieyès (1). Telle fut la révolution du 18 brumaire.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quel était l'état de la France au commencement du directoire? Par qui fut pacifiée la Vendée? 2. Comment se révéla le génie de Bonaparte? En combien de temps se rendit-il à Milan? Où détruisit-il la dernière armée autrichienne qu'on lui opposa? 3. Par quels exploits déterminait-il le traité de Leoben? 4. Que se passa-t-il alors à l'intérieur de la France? Quelles étaient les doctrines de Babeuf? Quel nom reçurent les partisans de cette secte? Comment furent-ils condamnés? 5. Que fit en cette circonstance le directoire? Que firent les révolutionnaires? Pourquoi voulurent-ils faire un coup d'Etat? 6. Quels avantages retira la France du traité de Campo-Formio? Que fit Bonaparte lorsqu'il fut de retour à Paris? De quel titre se glorifia-t-il en particulier? 7. Pourquoi Bonaparte alla-t-il en Egypte? Quelles sont les principales batailles qu'il y gagna? En quel état

(1) Un mois plus tard, ces deux derniers furent remplacés par Cambasérès et Lebrun.



trouva-t-il la France à son retour? 8. Quels succès obtinrent nos troupes en Italie pendant son absence? Quels sont les généraux ennemis qui en arrêrèrent le cours? Où périt Joubert? Par qui fut-il vaincu? 9. Que devint Souwarow? Qui remporta la victoire de Zurich? Quelles en furent les conséquences? 10. Avec qui fut concerté le dix-huit brumaire? Par quelle forme de gouvernement fut remplacé le directoire?

## CHAPITRE VI.

Le consulat (1799-1804).

**1. CONSTITUTION DE L'AN VIII.** — Un mois après la chute du directoire, le 22 février, une nouvelle constitution fut présentée au peuple; elle fut appelée la constitution de l'an VIII. Le pouvoir était remis entre les mains de trois consuls : le premier était nommé pour dix ans et avait en réalité toute la puissance. Les deux autres n'étaient que des fonctionnaires sous ses ordres, et on devait les renouveler tous les cinq ans. Au-dessous des consuls il y avait un *sénat* dont les membres étaient nommés à vie par le premier consul, et un *corps législatif* qui devait être composé de trois cents députés, choisis par le gouvernement consulaire dans un nombre triple de candidats présentés par le peuple. Ces deux assemblées n'avaient pas d'autre rôle que de voter ou de rejeter en silence les projets de loi qui leur étaient soumis; elles n'avaient le droit d'y faire aucun changement ni de se livrer à cet égard à aucune discussion. Le *tribunat*, qui avait été d'abord conservé, fut ensuite supprimé.

Le désordre était dans l'administration. Bonaparte fit cesser l'anarchie par une centralisation bien entendue. Pour la justice il établit des cours d'appel, au-dessous desquelles se trouvaient des

tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce et des justices de paix, et au-dessus de ces cours d'appel il maintint la cour de cassation. De la même manière la cour des comptes domina toutes les administrations financières, et le conseil d'Etat les divers ordres administratifs qui se composaient des préfets, des sous-préfets et des maires. Les communes étaient administrées par les maires, les arrondissements par les sous-préfets, les départements par les préfets, et tous les membres de cette hiérarchie se trouvaient si parfaitement subordonnés que rien ne pouvait se faire sans l'assentiment du chef de l'Etat.

**2. GUERRES D'ITALIE. BATAILLE DE MARENGO (1800-1801).** — L'homme de génie qui faisait ces grandes choses résolut de déjouer tous ses ennemis par l'éclat de ses victoires. Il se précipita sur l'Italie qui avait été le théâtre de ses premières conquêtes. Aussi aventureux qu'Annibal, mais plus impétueux et plus actif, il se fraya un chemin à travers les rochers du Saint-Bernard, traversa les vallées du Piémont, força les passages de la Sésia et du Tésin, et entra comme un triomphateur à Milan, lorsque ses ennemis le croyaient encore à Paris. Ayant à la hâte réorganisé la république cisalpine, il donna l'ordre à son armée de franchir le Pô, s'empara de Bergame et de Crémone et apprit la victoire de Lannes à Montébello.

Mélas, qui commandait les Autrichiens, avait concentré ses forces entre le Pô et le Tanaro, et avait attiré les Français dans une vaste plaine près du village de Marengo. Là une bataille décisive fut livrée le 25 prairial (14 juin 1800). Le petit village de Marengo fut plusieurs fois pris et

repris. Quatre divisions françaises avaient été successivement repoussées, et Bonaparte voyait son armée perdre du terrain, lorsqu'il s'aperçut que les Autrichiens avaient eu le tort de s'affaiblir au centre en se déployant trop sur les ailes. Cette faute décida la victoire en sa faveur, et cette bataille rendit à la France la Lombardie, le Piémont, la Ligurie et ses places fortes.

**3. TRAITÉ DE PAIX.** — L'Autriche épouvantée demanda la paix, et on la signa le 9 février 1801 à Lunéville. La France n'ayant plus à combattre que l'Angleterre, Bonaparte pouvait se glorifier de l'avoir fait sortir de la situation mauvaise que lui avait faite le directoire. Au dehors il voyait tous les peuples à ses pieds, au dedans il entendait son nom exalté par tous les gens de bien, parce qu'il avait fait partout renaître l'ordre, le bonheur et la tranquillité. Les proscrits étaient rappelés, les noms illustres des derniers temps étaient remis en honneur, une société nouvelle se reformait avec les débris de la société ancienne, des postes brillants étaient confiés à tous ceux qui s'étaient distingués par leur vertu et leur courage au milieu de la tourmente révolutionnaire.

**4. CONCORDAT.** — Depuis les bacchanales effreuses qu'on avait ordonnées sous les noms ridicules de fêtes de la Nature et de la Raison, Robespierre avait fait décréter par la convention l'Être suprême et l'immortalité de l'âme; sous le directoire Laréveillère-Lépaux avait imaginé une secte de philanthropes et de vaines parades théâtrales qui n'avaient fait qu'exciter la risée universelle. Le catholicisme continuait à être proscrit par les auteurs de toutes ces extravagances burlesques, et c'était au péril de leur vie que les

prêtres fidèles et dévoués qui avaient survécu au régime de la terreur, administraient les sacrements et célébraient la messe. Bonaparte comprit que, pour arriver à la restauration politique qu'il désirait, il devait commencer par la restauration religieuse. Malgré les sarcasmes de tous les impies qui l'environnaient, il ouvrit des négociations avec Pie VII, et le 20 messidor an ix, un concordat fut signé. Le 18 germinal an x, cet acte fut reconnu par les pouvoirs législatifs et proclamé loi de l'Etat. Dès lors les églises furent rendues au culte catholique, et Bonaparte assista lui-même avec ses principaux officiers à une fête solennelle qui fut célébrée avec beaucoup de pompe à Notre-Dame, le jour de Pâques.

Cette même journée l'Angleterre, n'osant résister seule à la France victorieuse, signa la paix à Amiens, et l'Europe fut pacifiée (1802).

**5. CONSPIRATIONS CONTRE BONAPARTE.** — L'Angleterre effrayée ne recula devant aucun moyen et soudoya des assassins pour se défaire du premier consul. Ses agents excitèrent la conspiration de Georges Cadoudal et de Pichegru dans laquelle Moreau se trouva impliqué. On découvrit les desseins des conspirateurs et on arrêta les chefs de cet odieux complot. Un matin, on trouva Pichegru mort dans sa prison; Moreau fut exilé aux Etats-Unis et Georges Cadoudal fut condamné et exécuté.

Déjà le 3 nivôse an xi, le premier consul en se rendant à l'Opéra avait failli être victime d'un affreux attentat. Pendant qu'il traversait la rue Saint-Nicaise près le Carrousel, une machine infernale fit explosion et tua plus de cinquante personnes. Heureusement pour Bonaparte, elle éclata un instant après son passage et sa détonation

n'eut pas d'autre effet que d'imprimer à sa voiture une oscillation rapide.

Toutes ces conspirations enflammèrent son esprit, exaltèrent son imagination. Se voyant entouré d'assassins partis de Londres, il voulut comme il le dit lui-même, renvoyer aux Bourbons la terreur jusque dans Londres même. Il fit arrêter le duc d'Enghien, le dernier des Condé, qui se trouvait à Estenheim, dans le grand-duché de Bade, et lui fit appliquer la loi contre les émigrés qui avaient porté les armes contre la France (20 mars 1804). Il fut conduit à Vincennes où une commission militaire le condamna et le fit fusiller la même nuit dans les fossés de la place.

**6. AVÈNEMENT A L'EMPIRE.** — Le pouvoir de Bonaparte n'avait cessé de grandir avec sa fortune. Ses glorieuses victoires d'Arcole et de Rivoli l'avaient placé au premier rang parmi les généraux de la république. Le 18 brumaire, en renversant le directoire l'avait fait nommer premier consul pour dix ans. La France protesta contre l'attentat de la rue Saint-Nicaise en lui conférant le consulat à vie, et après la conspiration de Georges Cadoudal, elle lui offrit l'empire. Le tribunal émit le vœu qu'il fut nommé empereur héréditaire; il n'y eut que Carnot qui fut d'un avis différent. Le sénat le proclama sous le nom de Napoléon I<sup>er</sup> et le pays ratifia le sénatus-consulte par 3,572,329 suffrages contre 2,569.

La constitution consulaire fut modifiée. L'hérédité fut établie au profit de la descendance directe de Napoléon, de mâle en mâle, ou de ses deux fils adoptifs. Ses frères et sœurs devinrent princes et princesses, et l'empereur eut une autorité absolue sur sa famille. La liste civile fut fixée

à 25 millions, et la dotation pour chaque prince à un million. Ce fut le 18 mai 1804 que l'empire fut proclamé.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quelle fut la constitution de l'an VIII? 2. Par quels moyens Bonaparte déjoua-t-il tous ses ennemis? Racontez la bataille de Marengo. 3. Où la paix fut-elle signée? Quelle était la puissance de Bonaparte? 4. Dans quel but fit-il le concordat? Quelles furent les conséquences de cet événement? 5. Par qui les jours de Bonaparte furent-ils menacés? Qui avait-il pour ennemis? 6. Quels événements amenèrent la proclamation de l'empire?

## CHAPITRE VII.

L'empire (1804-1814).

**1. SACRE DE L'EMPEREUR.** — Napoléon n'eut plus devant les yeux que le souvenir de Charlemagne, et il voulut, à son exemple, se faire sacrer par le souverain pontife et relever le grand empire d'Occident aux yeux de l'Europe étonnée. Pie VII vint à Paris, et le 2 frimaire an XII, sous les voûtes magnifiques de la vieille métropole de Notre-Dame il couronna Napoléon et Joséphine, en présence des princes de la maison impériale, des membres du sacré collège et de tous les grands ordres de l'Etat.

Napoléon partit ensuite pour Milan avec l'impératrice, revint avec elle le champ de Marengo, et le 8 mai 1805 fit son entrée solennelle à Milan pour y prendre la couronne des anciens rois lombards que Charlemagne avait aussi portée. Il la mit lui-même sur sa tête en s'écriant : « Dieu me la donne, gare à qui la touche ! » Il déclara vice-roi d'Italie Eugène Beauharnais, fils de Joséphine, réunit à l'empire français l'ancien terri-

toire de Gènes dont il forma les départements de Gènes, de Montenotte et des Apennins, s'empara des Etats de Parme, donna la république de Lucques à sa sœur et étendit ainsi son empire sur toutes les contrées qui avaient autrefois formé la Gaule transalpine et la Gaule cisalpine.

**2. COALITION DE L'ANGLETERRE, DE LA SUÈDE, DE L'AUTRICHE ET DE LA RUSSIE.** — L'Angleterre, la Suède, l'Autriche et la Russie s'étant coalisées contre la France, Napoléon se mit à la tête de sa grande armée réunie au camp de Boulogne. Rien n'égala la rapidité de ses attaques. Trente mille hommes renfermés dans la ville d'Ulm se rendirent à lui sans oser faire aucune résistance. Le 13 novembre 1805 il entra dans Vienne, et cinq jours après il montra à ses généraux les grandes plaines d'Austerlitz en leur disant : « Etudiez ce champ de bataille, dans huit jours nous y verrons l'ennemi. » Il sut en effet l'y attirer, et son génie y signala le premier anniversaire de son sacre par une de ses plus éclatantes victoires. Deux jours après, il voyait dans sa tente l'empereur d'Allemagne et l'empereur de Russie qui venaient lui demander la paix.

**3. TRAITÉ DE PRESBOURG (1805).** — Il dicta lui-même les conditions de cette paix et agrandit ainsi son empire de plusieurs possessions importantes. Le royaume d'Italie comprit dès lors le territoire de Venise, la Dalmatie et l'Albanie, Murat reçut pour apanage les pays d'Anspach, de Clèves et de Berg; les duchés de Bavière et de Wurtemberg devinrent des royaumes dont les rois devaient reconnaître l'empereur pour leur suzerain. Ce traité fut signé à Presbourg le 26 décembre, et le lendemain Napoléon déclarait la mai-

son royale de Naples déchu de tous ses droits, et son frère aîné Joseph investi de toute souveraineté dans ce pays. Le sénat et le peuple donnèrent à Napoléon le surnom de *Grand*, la colonne Vendôme s'éleva pour attester sa gloire à tous les siècles, le calendrier grégorien fut rétabli, toutes les impiétés et les folies de la révolution réparées, et le 2 mars 1806, à l'ouverture de la session, pour résumer tous les événements qui s'étaient passés, l'empereur n'eut qu'à lire un bulletin de victoire dont les résultats semblent presque fabuleux.

4. TRAFALGAR (21 octobre 1805). — Avant de remporter la grande victoire d'Austerlitz, Napoléon avait appris que l'amiral anglais Nelson avait détruit la flotte française. Pitt, qui avait été l'auteur de la coalition formée récemment contre la France, avait chargé Nelson d'attaquer notre flotte. L'illustre amiral, qui avait voué à la France une haine profonde, n'épargna rien pour la satisfaire. Dès le mois de janvier il tint la Méditerranée, alla de la Sicile aux rivages de l'Afrique, de la Corse et de l'Espagne, cherchant la flotte française qui était sortie de Toulon sous les ordres de Villeneuve. Il la rencontra enfin près de Trafalgar et l'anéantit presque totalement.

Napoléon dissimula son ressentiment et ses projets de vengeance. Il subjuga l'Autriche et assura sa domination en Allemagne en substituant à l'ancienne forme du gouvernement de cette contrée une forme nouvelle qui prit le nom de *Confédération du Rhin*. François II abdiqua solennellement la dignité d'empereur d'Allemagne pour prendre le titre nouveau d'empereur d'Autriche. La Bavière, le Wurtemberg, la Saxe et la Westphalie formèrent quatre royaumes que



François II reconnut. Napoléon prit le titre de *protecteur* de la confédération. Cette *protection* qu'il accordait aux confédérés en faisait autant d'alliés qui devaient suivre partout ses armées, et défendre les intérêts de la France. C'était un moyen d'assurer sa domination en Allemagne et de se ménager des ressources pour subjuguier les autres puissances.

5. CAMPAGNE DE PRUSSE. — La Prusse s'étant trouvée blessée de n'avoir pas même été appelée dans les conseils de Napoléon, lorsqu'il s'était agi d'opérer de si grands changements dans la constitution de l'Allemagne, les hostilités recommencèrent contre cette nation. Les Prussiens avaient pour chef le vieux duc de Brunswick qui était loin de pouvoir lutter contre le génie de Napoléon. L'illustre conquérant le laissa déployer ses forces et trouva moyen de se jeter entre son armée et Berlin, et de l'obliger à accepter la bataille à Iéna. Le duc de Brunswick fut complètement défait, et les divers corps de son armée s'enfuirent dans toutes les directions. De nouvelles victoires signalèrent les jours suivants, de telle sorte qu'en moins de deux mois Napoléon avait renversé la monarchie fondée avec tant de peine par le grand Frédéric. Les Prussiens avaient perdu 13 généraux, 518 officiers, 18,000 hommes, 4,000 chevaux, 60 drapeaux, 22 étendards et toute leur artillerie de campagne (14 octobre).

6. SYSTÈME CONTINENTAL. DÉCRET DE BERLIN. — Alors Napoléon crut que le moment était venu de se venger de l'Angleterre. De Berlin il décréta, le 21 novembre, le blocus continental d'après lequel tous les ports de l'Europe devaient être fermés aux Anglais. Leurs navires marchands ne pouvant

plus parcourir les mers avec sécurité, leurs manufactures subirent une stagnation forcée et toutes les industries furent ruinées. Les objets de première nécessité acquirent tout à coup une valeur trop élevée pour le consommateur, et il en résulta une crise qui inspira plus d'effroi aux Anglais que la fameuse expédition de Boulogne.

**7. BATAILLE D'EYLAU. VICTOIRE DE FRIEDLAND.** — Le roi de Prusse avait d'abord envoyé demander la paix à Napoléon, mais il se rassura ensuite sur les secours que lui promit l'empereur de Russie, et il se mit en campagne. Après plusieurs combats partiels, une action générale s'engagea à Eylau. Jamais bataille ne fut plus meurtrière. Le carnage dura toute la journée, et des deux côtés les pertes furent immenses. Les Russes s'étant retirés, Napoléon resta maître du champ de bataille, et s'attribua la victoire. C'était le 8 février.

Le général russe Beningsen s'était retiré derrière le Prégel et sous les remparts de Königsberg. Il laissa le maréchal Lefebvre s'emparer de Dantzick, mais après la chute de cette place importante, il sortit de son inaction, et chercha à attaquer les lignes françaises. Les deux armées en vinrent aux mains à Friedland. « C'est un jour de bonheur, s'écria Napoléon au commencement de l'action, c'est l'anniversaire de Marengo ! » Cette parole électrisa son armée, et la victoire ne resta pas longtemps indécise. L'armée russe fut mise en pleine déroute. Elle laissa sur le champ de bataille vingt mille morts ou blessés, ses bagages, ses munitions et son artillerie.

**8. TRAITÉ DE TALSITT (7 juillet).** — La paix fut le prix de cette victoire et Napoléon en dicta encore les conditions. Le roi de Prusse conservait la plus

grande partie de ses Etats, mais il reconnaissait la confédération du Rhin et cédait à la France ses possessions entre le Rhin et l'Elbe. Il renonçait à tous les pays qu'il avait gagnés au fatal démembrement de la Pologne. Le plus jeune des frères de l'empereur, Jérôme, fut établi roi de Westphalie; la vieille Pologne agrandie des restitutions faites par la Prusse reçut le nom de grand-duché de Varsovie et releva de la Saxe; on reconnut comme légitimes tous les souverains que l'empereur avait élevés par droit de conquête.

**9. GUERRE DE PORTUGAL.** — La grande ambition de Napoléon eût été d'humilier l'Angleterre. Toutes les nations de l'Europe avaient adhéré au système continental, à l'exception du Portugal qui continuait ses anciennes relations avec l'Angleterre. Napoléon résolut de chasser les Anglais de ce pays, et il s'entendit avec la cour de Madrid pour faire la conquête de ce royaume. Il déclara déchue la maison de Bragance, et envoya une armée de vingt-sept mille hommes, sous la conduite de Junot pour exécuter sa sentence. En quelques semaines le Portugal fut conquis et depuis la Baltique, jusqu'au détroit de Gibraltar tous les ports du continent furent fermés aux Anglais.

**10. GUERRE D'ESPAGNE.** — Des divisions ayant éclaté en Espagne entre le roi Charles IV et son fils Ferdinand, Napoléon fut appelé à se prononcer comme arbitre entre ces deux princes. Au lieu de pacifier leurs différends, il les amena à abdiquer tous les deux entre ses mains. Charles IV alla vivre à Compiègne, dans une somptueuse résidence et Ferdinand VII fut gardé à Valençay. Napoléon donna leur couronne à son frère Joseph, déjà roi de Naples, et ce dernier

royaume devint le partage de Murat qui prit le titre de roi des Deux-Sicules. Mais lorsqu'il fallut prendre possession du royaume, de grands revers assaillirent les troupes françaises que la nation espagnole était unanime à repousser. Alors Napoléon se mit lui-même à la tête de ses troupes, et répara, comme par enchantement, tous les désastres qu'on avait essuyés. Les magistrats de Madrid implorèrent sa clémence, mais l'Espagne paraissait domptée sans être soumise.

**11. SOULÈVEMENT DE L'ALLEMAGNE. WAGRAM** (6 juillet 1809). — L'Autriche voyant nos troupes d'élite occupées au delà des Pyrénées, crut le moment favorable pour s'affranchir des onéreuses conditions du traité de Presbourg et recommencer la guerre. Napoléon fondit sur elle avec la rapidité de la foudre. En moins d'un mois il avait gagné plusieurs batailles et était venu camper sous les murs de Vienne. Maître de cette grande cité après trois jours d'attaque, il fit flotter son étendard sur le palais de Schœnbrunn et poursuivit ses succès avec une infatigable ardeur. A Esling il essuya de grands désastres et perdit le maréchal Lannes qui eut les deux jambes fracassées par un boulet. On déplorait encore à Paris toutes ces pertes et on se laissait aller à de sinistres pressentiments, quand la nouvelle de la victoire de Wagram vint dissiper ces inquiétudes. Cette bataille décida du sort de l'Autriche. Quatre jours après, l'empereur venait demander la paix à Napoléon.

**12. PAIX DE VIENNE** (14 octobre). — Elle fut signée le 14 octobre à Vienne. L'Autriche abandonna à la France, par ce traité, une partie de la Carinthie, de l'Illyrie et le littoral de la Hon-

grie, et céda plusieurs villes ou cantons de l'ouest au roi de Bavière, la Gallicie occidentale à la Saxe et une partie de la Gallicie orientale à l'empereur de Russie. Elle s'engageait d'ailleurs à rompre toute liaison avec l'Angleterre. Par une convention particulière, l'empereur d'Autriche accordait la main de sa fille Marie-Louise à Napoléon, s'il réussissait à rompre les liens qui l'unissaient à Joséphine.

**13. GRANDEUR ET FAUTES DE NAPOLÉON.** — Ce fut alors l'apogée du grand conquérant, mais ce fut aussi le commencement de ses fautes. De son camp impérial de Vienne il avait décrété la réunion des Etats de l'Eglise à l'empire français, et le 6 juillet, le jour même où il triomphait à Wagram, le général Radet recevait l'ordre d'enlever le pape et de l'éloigner de Rome. L'auguste vieillard fut successivement transféré à Valence, à Avignon, à Nice et enfin à Savone. Cette dernière ville fut le lieu désigné pour son exil.

Dans le désir de fonder une dynastie, Napoléon répudia Joséphine son épouse légitime, et s'unit à l'archiduchesse Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche. Il entra par là dans les familles des anciens rois de l'Europe, et il crut perpétuer ainsi sa race et enchaîner l'Autriche à sa fortune. Mais aucune de ses espérances ne se réalisa, et la nation française le vit avec regret se séparer de Joséphine, qui avait été la compagne gracieuse et dévouée de sa jeunesse et de ses succès.

Bientôt après le roi de Hollande n'ayant pas observé le blocus continental avec assez de sévérité, Napoléon confisqua ses Etats au profit de son empire. Il en forma sept départements, et après Paris et Rome, Amsterdam fut déclaré la troisième

ville de l'empire français. L'année suivante, une partie de la Westphalie et tous les pays situés entre l'Elbe et le Wésér formèrent quatre autres départements. Auparavant il avait réuni à l'Italie la partie méridionale de la Bavière et il avait incorporé le Valais à la France pour en faire le département du Simplon. Tous ces accroissements remplissaient l'Europe d'inquiétude, et on ne considérait qu'en tremblant celui qui se faisait ainsi un jeu des trônes et des couronnes.

Napoléon ne se dissimulait pas l'animosité de ses ennemis et les sentiments équivoques de ses alliés. Mais il comptait sur la victoire, et il ne pouvait penser qu'elle lui serait jamais infidèle. Marie-Louise ayant mis au monde un fils le 20 mars 1811, la joie de l'empereur fut au comble. Il célébra la naissance de cet enfant avec une grande pompe et lui donna le titre de roi de Rome.

**14. CAMPAGNE DE 1812.** — Napoléon espérant obtenir du pape de nouvelles concessions le fit conduire à Fontainebleau; il convoqua à Paris un concile composé de tous les prélats de l'empire et du royaume d'Italie, et chercha le moyen de se passer du pape pour l'institution des évêques. En même temps il envahit la Catalogne, la Poméranie suédoise et le duché d'Oldenbourg. Tous les rois de l'Europe tremblaient devant lui, à l'exception de l'empereur de Russie qui lui déclara la guerre. Napoléon se mit à la tête d'une armée de 600,000 hommes, passa le Niémen le 24 juin et lança toujours ses troupes en avant jusqu'à ce qu'il eût rencontré l'armée russe sur les plateaux de la Moscowa. Une terrible bataille s'engagea. Douze cents pièces de canon vomirent la mort de part et d'autre avec un bruit effroyable, et ce

ne fut qu'après quatre heures d'une lutte sanglante et opiniâtre que les Russes furent écrasés. Aux premières lueurs du jour Napoléon avait dit à ses officiers : « Voilà le soleil d'Austerlitz. » Cette journée fut en effet une des plus glorieuses de sa vie ; mais elle devait être suivie des plus effroyables revers.

L'armée, qui se trouvait assez rapprochée de Moscou, marcha avec enthousiasme sur cette immense cité, dont elle prit possession le 15 septembre. Napoléon alla habiter le Kremlin, l'antique palais des czars. Les Français virent d'abord avec un étonnement mêlé d'effroi cette grande ville absolument déserte ; puis ils se rassurèrent et ne songèrent qu'à jouir du luxe et de l'abondance que la victoire leur avait procurés. Pendant qu'ils se livraient à une joie insensée, tout à coup, au milieu de la nuit, l'incendie éclate, et Moscou, en un instant, devient la proie des flammes. Le czar avait laissé dans la vieille cité quelques centaines d'hommes seulement, et leur avait donné l'ordre d'y mettre le feu afin d'enlever aux Français toute ressource.

Après ce funeste événement il eût fallu battre en retraite. Napoléon s'attendait toujours à voir l'empereur de Russie solliciter la paix, et il ajourna toute détermination jusqu'au 17 octobre. Alors il prit le parti de rétrograder sur la Pologne, mais il était trop tard. Les Russes en interceptaient le passage. Il fallut traverser le pays que l'on avait déjà parcouru, et l'hiver de la Moscovie se fit sentir au moment où nos soldats retournaient vers Smolensk. On avait à souffrir tout à la fois du froid, de la faim et des attaques de l'ennemi. Il est impossible de représenter la misère

de cette armée naguère si brillante et qui maintenant marchait sans ordre, sans ressource et sans espérance, marquant son passage par les morts qu'elle laissait sur sa route. Napoléon se montrait encore au milieu de ses soldats, encourageant de la voix et du geste tous ces malheureux qui se pressaient autour de lui comme des spectres affamés. Mais ayant appris que ses revers produisaient quelque agitation au sein de la France, il remit le commandement de son armée à Murat et se jeta dans un traîneau, suivi des ducs de Frioul et de Vicence et du comte Lobau. Il traversa la Pologne, la Prusse et l'Allemagne au milieu des plus grands dangers, et le 19 décembre il se présenta sans suite, dans une modeste voiture, devant la grille des Tuileries. La veille on avait appris par un bulletin daté de Smolensk que la grande armée avait été détruite.

15. CAMPAGNE DE 1813. — Napoléon fit de nouvelles levées et essaya de fléchir le souverain pontife avant de se mesurer contre les nations coalisées. Vainement il prodigua les caresses et les menaces pour arracher à ce faible vieillard les concessions qu'il désirait. Déconcerté par cette courageuse énergie, il ne songea plus qu'à marcher contre l'Allemagne qui venait de se soulever en masse contre la France. Le 15 avril il quitta Paris, et le 2 mai il était en face de l'ennemi et remportait sur les Prussiens une brillante victoire à Lutzen. Ses succès à Bautzen et à Wurtzen lui ayant ensuite ouvert la Saxe et la Silésie, il espérait que ces avantages confirmeraient l'Autriche et tous les princes d'Allemagne dans son alliance. Il conclut un armistice dans ce but, mais il fut complètement déçu dans ses espérances. A la reprise



des hostilités, il était à la tête de 280,000 hommes et avait placé son quartier général à Drésde. Les alliés, qui avaient à lui opposer 500,000 combattants, résolurent de s'emparer de cette ville et de couper ainsi à l'armée française sa retraite sur le Rhin. Une action générale s'engagea et dura deux jours. Les alliés laissèrent 25,000 hommes sur le champ de bataille, et perdirent Moreau qui avait eu la faiblesse de mettre son épée au service des ennemis de la France. Mais contrairement à la vivacité ordinaire de son génie, Napoléon ne tira pas parti de sa position. Il laissa sans l'inquiéter l'ennemi réparer ses pertes.

16. DÉFAITE DE LEIPSICK. — Cette faute fut le signal des plus grands revers. Le duc de Reggio fut vaincu sur la route de Berlin par Bernadotte, alors prince royal de Suède; le duc de Tarente éprouva un échec sur les bords de la Katzba, le prince de la Moscowa fut vaincu à Dennewitz. Napoléon répara ces défaites partielles par quelques succès assez marqués. Mais à Leipsick il engagea le 17 octobre une bataille générale où il perdit son armée. Pendant trois jours il avait été victorieux, et malgré l'infériorité du nombre il aurait triomphé de toutes les forces coalisées de ses ennemis si l'armée saxonne ne l'eût abandonné lâchement et n'eût tourné ses canons contre lui. Néanmoins la retraite s'effectuait en bon ordre lorsque, par un malentendu, le pont jeté sur l'Elster fut rompu avant l'arrivée d'une partie de nos troupes qui devint la proie de l'ennemi.

Les restes de cette malheureuse armée détruisirent l'armée bavaroise qui voulait leur couper la retraite, mais aussitôt qu'ils furent arrivés sur le territoire français la contagion se mit dans leurs

rangs, et en moins de six semaines ceux que le fer avait épargnés furent enlevés par la maladie.

**17. L'INVASION (1814).** — Après le désastre de Leipsick, la France fut envahie par onze cent mille combattants. Napoléon n'avait à leur opposer que soixante-douze mille hommes ; mais, pendant un temps, son génie sut faire face à tout. Ayant confié au maréchal Soult l'armée des Pyrénées pour la défense du Midi, et ayant placé sur le Rhône un corps de troupes sous les ordres d'Augereau, il établit son quartier général à Châlons-sur-Marne et se mit lui-même à la tête de son armée de la Champagne. Il chassa Blücher de Saint-Dizier, lui livra bataille près de Brienne et s'empara de Troyes. Les alliés ayant voulu resserrer sa petite troupe entre deux grandes armées commandées l'une par Blücher, l'autre par Schwartzemberg, il sut les empêcher d'accomplir ce projet.

Après divers combats de détails, à Sens et à Bar-sur-Aube, il assaillit les ennemis à Champ-Aubert, les battit et remporta le jour suivant sur Blücher une grande victoire à Montmirail. A Château-Thierry, à Vauchamp, à Janvillier, à Guignes, ses troupes furent également victorieuses. Le 17 février, six jours après la bataille de Montmirail, Schwartzemberg éprouvait le même sort que Blücher. Il était vaincu devant Nangis, et le lendemain les troupes wurtembergeoises étaient défaites à Montereau. Effrayés de tous ces revers, les alliés offrirent la paix à Napoléon, à la condition que la France rentrerait dans ses anciennes limites. Ce traité, qui effaçait toutes les conquêtes de l'empire, indigna la fierté de l'empereur. Il le repoussa en s'écriant : « Je suis plus près de Vienne que les alliés ne le sont de Paris. » Cette parole eut

été vraie si l'empereur n'eût été environné de traitres. Paris restait confié à la garde de Joseph Bonaparte, qui aidé par les maréchaux Mortier et Marmont, avait reçu l'ordre de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Mais il n'en fit rien et capitula avant d'avoir épuisé tous les moyens de résistance. Enfin, le 31 mars, les alliés entrèrent dans les murs de Paris, et la grande cité, qui était auparavant la reine du monde, se vit tout à coup envahie par une nuée d'étrangers.

**18. ABDICATION DE NAPOLEON.** — Napoléon avait à sa disposition l'armée d'Augereau et celle du maréchal Soult avec un assez grand nombre de volontaires. Il pouvait continuer la guerre en se repliant sur la Loire; il lui vint même en pensée de se retirer en Italie et de se créer un royaume dans ces lieux mêmes où pour la première fois s'était révélé son génie. Mais se voyant délaissé, il abdiqua. De toutes ses vastes possessions il ne conserva que l'île d'Elbe où on lui permit de se retirer avec quelques soldats. Ses adieux à son armée furent sublimes. Après avoir pressé sur son cœur le général Petit, il se fit apporter l'aigle. « *Chère aigle*, dit-il en l'embrassant, *puisse le baiser que je te donne retentir dans la postérité!* » Tous ses officiers et soldats fondaient en larmes, et peut-être les transports de leurs regrets éveillèrent-ils une espérance dans l'âme de l'illustre exilé.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Par qui Bonaparte fut-il sacré empereur? Comment fut-il ensuite couronné roi d'Italie? 2. Quelle coalition se forma contre la France? Par quelle victoire cette coalition fut-elle humiliée? 3. Quelles furent les conditions du traité de Presbourg? Comment Napoléon fut-il surnommé par le peuple et le sénat? 4. Quels revers avait essayés la flotte française avant la

bataille d'Austerlitz? Que fit Napoléon? Quel changement introduisit-il en Allemagne? 5. Pourquoi les hostilités continuèrent-elles contre la Prusse? Quelle victoire remporta sur elle l'empereur? 6. Que fit-il pour se venger de l'Angleterre? Quelles furent les suites du système continental? 7. Qu'est-ce qui empêcha le roi de Prusse de faire la paix? Quel fut le résultat de la bataille d'Eylau? Où Napoléon répara-t-il les désastres de cette bataille? 8. Où la paix fut-elle conclue? Quelles en furent les conditions? 9. Dans quel but Napoléon attaqua-t-il le Portugal? Qui en fit la conquête? 10. Quelle fut la cause de la guerre d'Espagne? Quels furent ses revers et ses succès dans ce pays? 11. Pourquoi l'Autriche se souleva-t-elle de nouveau? Quels furent les résultats de la bataille de Wagram? 12. Quelles furent les conditions du traité de Vienne? 13. Comment se conduisit Napoléon envers le souverain pontife? Quelles furent ses nouvelles conquêtes? 14. A quelle occasion l'empereur de Russie lui déclara-t-il la guerre? Racontez la bataille de la Moscowa. Quels revers essayèrent les Français dans la retraite de Moscou? 15. Comment s'ouvrit la campagne de 1813? Quelles furent les espérances de l'empereur? Quels succès remporta-t-il à Dresde? 16. Où fut-il ensuite vaincu? Quelles furent les conséquences de la bataille de Leipsick? 17. Quelles victoires Napoléon remporta-t-il sur les alliés après l'invasion? Pourquoi succomba-t-il? 18. Quelles étaient ses ressources avant son abdication? Dans quel pays se retira-t-il après avoir fait ses adieux à son armée?

## CHAPITRE VIII.

La première restauration. Les cent jours (1814-1815).

**1. AVÈNEMENT DE LOUIS XVIII.** — Le lendemain du jour où Napoléon avait signé son abdication, c'est-à-dire le 12 avril 1814, le comte d'Artois, frère de Louis XVIII, entra dans Paris avec le titre de lieutenant général du royaume. Le 23, un traité de paix fut conclu avec les puissances alliées, et le lendemain Louis XVIII débarquait à Calais. Son premier soin fut de donner à la nation un gouvernement constitutionnel. Sa charte

fut imitée de la constitution anglaise. Il établit deux chambres, la chambre des pairs qui était héréditaire et la chambre des députés qui était élective. Le pouvoir législatif appartenait au roi et aux chambres. La personne du roi était inviolable et sacrée, mais ses ministres étaient responsables. Tous les Français étaient déclarés admissibles aux fonctions publiques, et tout en reconnaissant le culte catholique pour la religion de l'Etat, la liberté de conscience était proclamée, et la charte consacrait l'exercice des différents cultes.

Ces concessions auraient dû avertir ceux qui étaient au pouvoir des progrès que la France avait faits depuis la révolution. Malheureusement le plus grand nombre ne parurent pas s'en apercevoir. Les émigrés qui étaient restés à l'étranger prirent au sérieux ce mot pacificateur des princes ; *Rien n'est changé*. Ils traitèrent la France de 1814 comme ils avaient traité la France du XVIII<sup>e</sup> siècle, et ils fournirent ainsi des armes terribles au parti révolutionnaire qui était, sinon le plus nombreux, du moins le plus puissant. Les libéraux effrayaient le peuple en lui parlant d'un rétablissement des dîmes et d'un prochain retour aux institutions féodales; ils lui montraient la noblesse environnée de toutes les faveurs et l'exaltaient contre le gouvernement en blâmant ses actes et en critiquant même ses intentions.

2. RETOUR DE NAPOLÉON (1815). — Napoléon, qui savait ce qui se passait, résolut de se montrer à la France et de la soulever par le seul prestige de son nom et de sa gloire. Le 26 février, il quitta l'île d'Elbe avec neuf cents hommes de sa vieille armée, et le 1<sup>er</sup> mars il débarqua en Provence sur la plage de Cannes. Il traversa cette province sans

attirer beaucoup de monde autour de lui. Ses proclamations étaient lancées, et l'on ne voyait point, comme il le disait, l'aigle impériale voler de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. Lorsqu'il eut franchi la Durance, il trouva un peuple plus ardent qui lui amena quelques renforts. Le 7 mars il entra dans le département de l'Isère, et y rencontrait un bataillon qui, après avoir refusé de parlementer avec Cambonne, ne put tenir en face de son empereur. Grenoble défendue par quatre vieux régiments ouvrait aussi ses portes, et Napoléon y fut reçu en triomphe. Louis XVIII, effrayé par ces nouvelles, remit le commandement de son armée au maréchal Ney, le brave des braves, et se reposa sur lui pour la défense de sa couronne. Ce choix était une faute. Ney avait dit en recevant cette marque inattendue de confiance, qu'il ramènerait le tyran prisonnier dans une cage de fer. Ses paroles étaient sans doute sincères, mais il n'eut pas la force d'y rester fidèle. A Lons-le-Saulnier, quand il se vit en face de celui à qui il devait sa haute position, il ne put résister à la violence de ses souvenirs, et la reconnaissance triompha de tous ses engagements. Il se jeta dans les bras de son maître, ses soldats foulèrent aux pieds la cocarde blanche pour prendre la cocarde tricolore, et Napoléon rentra aux Tuileries sans avoir eu besoin de verser une goutte de sang, ni de tirer un coup de fusil.

3. LES CENT JOURS. — Le peuple le reçut en triomphe, mais il ne se fit point illusion sur sa nouvelle position. Tant qu'il avait été victorieux, il avait pu cacher sous des lauriers les chaînes qu'il imposait à la France. Maintenant que ses derniers revers avaient dissipé en partie tout ce

prestige, il sentit qu'il devait faire des concessions au libéralisme. Sous le titre d'*acte additionnel aux constitutions de l'empire*, il proclama une charte nouvelle qui respectait le régime représentatif établi par Louis XVIII. L'Europe entière réunie au congrès de Vienne lui déclara la guerre. Il rassembla en deux mois 550,000 hommes et les dispersa sur les frontières pour maintenir l'ennemi. Il se mit lui-même à la tête de sa principale armée et attaqua les Anglais et les Prussiens dont les nombreux bataillons couvraient les Pays-Bas. Le 12 juin il quitta Paris, et le 16 il remportait sur les Prussiens une grande victoire à Fleurus. Il attaqua les Anglais à Waterloo le 18. C'en était fait : la bataille était gagnée, et déjà on faisait entendre sur tous les points des cris de victoire, lorsque par la faute du maréchal Grouchy, l'armée de Blücher qu'il devait contenir s'unit à celle de Wellington et changea entièrement la face de la bataille. Les Français, qui se croyaient vainqueurs, furent obligés de battre en retraite. Les vieux soldats des armées d'Italie et d'Égypte se firent massacrer jusqu'au dernier. Sommé de se rendre avec la vieille garde qui s'était tant de fois illustrée, Cambronne répondit aux vainqueurs : « La garde meurt, mais ne se rend pas. »

4. NOUVELLE ABDICATION DE NAPOLÉON. — Napoléon aurait encore pu continuer la guerre avec les débris de son armée et toutes les forces qui lui restaient sur les frontières. Dans ces conjonctures difficiles il prit le parti qui devait lui être le plus funeste. Il se rendit à Paris, s'adressa aux chambres pour faire de nouvelles levées. La plupart des représentants de la nation l'accueillirent froidement, et il comprit qu'enfin sa mission était

terminée. Il abdiqua donc de nouveau en faveur de son fils Napoléon II. La majorité des chambres aurait accepté cette abdication et reconnu le fils de l'empereur, mais le gouvernement provisoire qui fut aussitôt établi ne tint aucun compte des dernières dispositions de Napoléon, et Louis XVIII, qui s'était retiré à Gand, fut rappelé avec enthousiasme à Paris.

L'empereur déchu avait eu d'abord la pensée de se retirer en Amérique. Le gouvernement établi après son abdication lui en refusa les moyens. On lui suggéra l'idée de se mettre sous la protection de l'Angleterre, et il se rendit à bord du *Bellérophon*, se comparant à Thémistocle qui s'était vu autrefois contraint d'aller s'asseoir au foyer d'un peuple étranger. Par une trahison dont on ne trouve d'exemple que dans les siècles les plus barbares, l'Angleterre déclara prisonnier son hôte illustre et l'envoya à Sainte-Hélène sur un rocher de l'Atlantique où il expira le 5 mai 1821. Ses dernières paroles furent pour son fils et pour la France ; et sa mort fut chrétienne.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Comment était conçue la charte que Louis XVIII donna aux Français ? Pourquoi la restauration ne réussit-elle pas tout d'abord ? 2. Racontez le retour de Bonaparte. Par qui les Bourbons furent-ils trahis ? 3. Que se passa-t-il pendant les cent jours ? Où Bonaparte fut-il défait ? 4. En faveur de qui abdiqua-t-il ? Où fut-il relégué par les Anglais ? A quelle époque est-il mort ?

## CHAPITRE IX.

### Deuxième restauration.

Louis XVIII (1815-1824), Charles X (1824-1830).

**1. RÈGNE DE LOUIS XVIII (1815-1824).** — Pour faire la paix avec les alliés, la France avait été



obligée de leur céder la Savoie ainsi que plusieurs cantons voisins du Rhin et de la Moselle, et de consentir à leur payer huit cent millions pour frais de la guerre. Ces conditions étaient fort humiliantes, et bien que le gouvernement nouveau en les acceptant eût cédé à la nécessité, un grand nombre de libéraux et de mécontents les lui imputèrent à lâcheté, et s'efforcèrent de représenter à la nation cette seconde restauration comme l'œuvre de ses ennemis.

Ces discours séditieux rendirent le gouvernement plus ombrageux et plus sévère, et ses premiers actes annoncèrent l'intention où il était de réagir fortement contre tous les partis qui lui étaient opposés. Quoique Napoléon fût devenu impuissant par suite de la perfidie des Anglais, tous ceux qui avaient abandonné les Bourbons pour le servir aux cent jours furent immolés comme des traîtres. Le 7 décembre, le maréchal Ney fut fusillé après avoir été condamné à mort par la chambre des pairs. Le colonel Labédoyère, le général Mouton-Duverney et plusieurs autres officiers de l'empire subirent le même sort. Joachim Murat, qui avait été roi de Naples, fut passé par les armes sur les côtes d'Italie. Une insurrection ayant éclaté à Grenoble au mois de mai de l'année suivante, on arrêta les séditieux, et on les fit condamner presque tous à mort par une cour prévôtale. La sentence fut exécutée sans pitié.

Les divisions qui se manifestaient ainsi dans l'intérieur du pays se reproduisaient également dans les chambres. Louis XVIII avait fait passer une loi, en 1817, qui assurait l'influence de la classe moyenne dans la chambre des députés. Il avait pour lui la majorité dans la chambre des

pairs, et il s'était entouré de ministres qui surent du moins reculer les difficultés en flattant tous les partis avec une certaine habileté. Ce système préparait pour l'avenir des luttes effroyables ; mais pour le moment il semblait avoir de grands avantages. Il calmait les esprits et permettait au gouvernement de fonctionner.

En 1818 les armées étrangères quittèrent le sol de la France. Tout le monde s'en réjouit, mais la lutte des partis continua. Le 13 février 1820, le duc de Berry fut assassiné par un fanatique appelé Louvel. Ce malheureux, qui détestait le nom des Bourbons jusqu'à la fureur, avait peut-être espéré enlever à cette famille toute espérance de se perpétuer, mais le 29 septembre, la duchesse de Berry donna le jour à un fils qui fut nommé Henri-Dieudonné, et qui reçut le titre de duc de Bordeaux.

De nouvelles conspirations ayant éclaté, on les réprima par les mesures les plus sévères. Les mêmes mouvements inquiétaient l'Espagne, Naples, le Piémont. Louis XVIII voulut montrer à l'Europe que les Bourbons pouvaient désormais compter sur le dévouement des armées. Il envoya cent mille hommes en Espagne sous la conduite du duc d'Angoulême pour rétablir le roi Ferdinand sur son trône. Nos troupes se couvrirent de gloire dans cette campagne, et les succès de l'armée parurent déconcerter le parti antidynastique. Cette expédition se fit en 1823. L'année suivante, le 16 septembre, Louis XVIII termina sa vie.

2. RÈGNE DE CHARLES X (1824-1830). — Son frère, le comte d'Artois, fut proclamé roi sous le nom de Charles X et sacré à Reims avec la plus grande pompe. Cette imposante cérémonie avait

été vraiment une fête nationale; l'enthousiasme était devenu populaire. Le ministère présument trop de ses forces, présenta une loi qui rétablissait le droit d'ainesse, une seconde qui dérogeait à la charte en étendant à sept ans la durée des fonctions des députés, une autre contre la presse, et une enfin sur le sacrilège. Ces mesures excitèrent de violentes réclamations.

Le gouvernement s'honora aux yeux de tout le monde en prenant la défense de la Grèce contre la barbarie musulmane. La flotte française unie aux flottes russe et anglaise gagna la célèbre victoire de Navarin, le 20 octobre 1827. Cet événement glorieux occupa un instant les esprits, mais sans calmer leurs ressentiments. Le ministère de M. de Villèle se retira, et fut remplacé par le ministère Martignac qui parut à quelques-uns trop favorable au mouvement révolutionnaire. Charles X le remplaça par le ministère du prince de Polignac qui avait des principes tout opposés.

Sous ce ministère eurent lieu deux grands événements, la conquête de l'Algérie et la chute de la dynastie régnante.

Le dey d'Alger, ayant insulté l'ambassadeur français, M. de Bourmont, ministre de la guerre, s'embarqua à Toulon pour punir ce chef de pirates de son insolence et de sa témérité. Alger tomba en son pouvoir ainsi qu'une partie des côtes.

3. RÉVOLUTION DE 1830. — Ces nouvelles, qui excitèrent en France un véritable enthousiasme, firent croire à M. de Polignac et à ses collègues qu'ils pouvaient impunément appliquer toutes les mesures qu'ils jugeaient nécessaires pour contenir le mouvement libéral. Ils publièrent donc, en date du 26 juillet 1830, les fameuses

ordonnances qui furent cause du renversement de la branche aînée des Bourbons. Paris se souleva et trois jours après Charles X prenait le chemin de l'exil, et les ministres étaient prisonniers.

Le duc d'Orléans fut d'abord nommé lieutenant général du royaume. Les chambres ayant ensuite repoussé l'acte d'abdication du roi et du dauphin en faveur du duc de Bordeaux, Louis-Philippe fut proclamé *roi des Français*, et dans la séance du 9 août il jura fidélité à la charte nouvelle et à la nation.

**QUESTIONNAIRE.** — 1. Quels furent les principaux événements politiques qui se passèrent sous Louis XVIII? Par qui fut assassiné le duc de Berry? Pourquoi Louis XVIII envoya-t-il une armée en Espagne? Quels furent ses succès? 2. Quelles fautes fit le ministère de Charles X? Quels sont les événements militaires qui font honneur à son règne? 3. Qu'est-ce qui amena la révolution de 1830?

---

## CHAPITRE X.

Règne de Louis-Philippe (1830-1848).

A l'avènement de Louis-Philippe, l'Europe fut ébranlée par le mouvement de la France. Une insurrection éclata à Bruxelles, le 25 août, contre la maison d'Orange. Les Polonais s'insurgèrent et essayèrent de reconquérir leur nationalité et leur indépendance sur les Russes. Une flotte française força l'entrée du Tage pour protéger en Portugal les résidents français contre la puissance de don Miguel. En 1832, les troupes françaises occupèrent Ancône pour empêcher l'invasion des États romains par les Autrichiens. Le 30 novembre de la même année, une armée fut envoyée contre la citadelle d'Anvers pour contraindre les Hollandais à évacuer la Belgique. La citadelle fut prise, le

23 décembre, par le maréchal Gérard qui avait été chargé de la direction du siège.

La plupart de ces événements se passèrent sous le ministère de Casimir Périer. Mais ce ministre mourut le 16 mai 1832. Le choléra faisait alors de grands ravages à Paris et dans toute la France. Le parti républicain, mécontent de la direction que prenait le gouvernement général du pays, excita des soulèvements à Paris, les 5 et 6 juin de la même année. Il y eut alors beaucoup de sang versé, mais l'insurrection éclata plus terrible encore au mois d'avril 1834. Cette fois la monarchie remporta une victoire complète, et le gouvernement eut recours à des lois sévères pour prévenir toute espèce de sédition à l'avenir.

Ces lois ayant empêché les chefs de parti de tenir leurs assemblées et d'organiser leurs complots, les plus exaltés d'entre eux ne virent d'autre moyen de donner issue à leurs idées que de faire périr le roi Louis-Philippe. Plusieurs d'entre eux attentèrent à ses jours. La plus célèbre de ces infâmes tentatives fut celle de Fieschi ; le 28 juillet 1835, lorsque Paris célébrait l'anniversaire de la révolution de 1830, ce lâche assassin dirigea contre le roi une machine infernale qui sema la mort autour du roi ; le maréchal Mortier se trouva au nombre des victimes.

En 1837, le 30 mai, le duc d'Orléans épousa une princesse de Mecklembourg. La dynastie de juillet se crut assez puissante pour amnistier tous les condamnés politiques. De grands efforts furent faits pour coloniser l'Algérie. Quoique le règne de Louis-Philippe ait été un règne pacifique, nos soldats se signalèrent par de magnifiques faits d'armes, soit dans leur lutte contre Abd-el-Kader,

soit dans le Nouveau-Monde. Ainsi ils s'emparèrent de Constantine le 13 octobre 1837, et consolidèrent par leurs succès nos possessions d'Afrique.

L'année suivante, le 28 novembre, une escadre française, commandée par le contre-amiral Baudin, se couvrit de gloire par la prise du fort de Saint-Jean-d'Ulloa, au Mexique.

Le contre-amiral Dupetit-Thouars prit au nom de la France possession des îles *Marquises* dans l'Océanie, en 1842. Les îles Taïti se soumirent trois mois après.

En 1844, au mois de septembre, le prince de Joinville bombarda Tanger et Mogador, sur les côtes de l'empire du Maroc, et le maréchal Bugeaud remporta sur les Marocains la victoire d'Isly. Le 26 octobre un traité de paix fut conclu avec l'empire du Maroc.

Il n'y avait plus à soumettre dans l'Algérie qu'Abd-el-Kader qui résistait à nos troupes depuis quatorze ans. Le général Lamoricière le fit prisonnier le 23 décembre 1847.

Ce fut le dernier triomphe que remporta la monarchie. Le 22 février 1848 les ministres ayant voulu étouffer par la force une manifestation préparée par l'opposition, l'insurrection éclata. L'armée ne se voyant pas soutenue par la garde nationale, passa du côté des insurgés, et le 24 février la république fut proclamée à Paris, et successivement dans toute la France. Un gouvernement provisoire fut organisé en attendant les élections. Elles se firent le 23 avril, et l'assemblée constituante se réunit le 4 mai. Une commission exécutive remplaça le gouvernement provisoire. Le 15 mai l'assemblée nationale fut envahie, mais la garde nationale maintint l'ordre, et les factieux furent com-

primés. Au mois de juin, le 25 et le 26, une formidable insurrection éclata dans Paris. Le général Cavaignac vainquit la révolte, et fut nommé par l'assemblée constituante chef du pouvoir exécutif.

La constitution fut solennellement promulguée le 12 novembre, et le 10 du mois suivant Louis-Napoléon Bonaparte fut élu président de la république. Aux termes de la constitution ces fonctions n'étaient concédées que pour quatre ans. L'assemblée législative fut nommée le 13 mai 1849. Elle fut dissoute le 2 décembre 1851. Louis-Napoléon fit un appel au peuple, et 7,500,000 suffrages lui confièrent le pouvoir pour dix ans. Enfin Louis-Napoléon Bonaparte est proclamé empereur le 2 décembre 1852, sous le nom de Napoléon III. Le gouvernement actuel se rapproche de la constitution de l'an VIII. Nous avons un sénat et un corps législatif ; les membres du sénat sont nommés par l'empereur ; les députés sont élus par le peuple.

FIN.

---

---

# TABLE.

---

	Pages.
AVERTISSEMENT.	v
TABLEAU CHRONOLOGIQUE.	vii

## I<sup>o</sup> PARTIE.

### LA GAULE ET LES GAULOIS.

CHAPITRE I. De l'origine des premiers habitants de la Gaule.	15
CHAPITRE II. Des grandes migrations des Gaulois.	17
CHAPITRE III. De la religion, du gouvernement et des mœurs des Gaulois et des autres habitants de la Gaule.	19
CHAPITRE IV. Des Gaules depuis les premiers établissements des Romains dans ce pays jusqu'à la conquête de César.	23
CHAPITRE V. César. Conquête des Gaules.	27
CHAPITRE VI. Des Gaules depuis leur conquête par César jusqu'à leurs derniers soulèvements sous Civilis.	31
CHAPITRE VII. Conversion des Gaules au christianisme.	36
CHAPITRE VIII. Invasion des barbares.	40
CHAPITRE IX. Des progrès de la civilisation dans les Gaules pendant la domination romaine.	42

## II<sup>o</sup> PARTIE.

### LA FRANCE ET LES FRANÇAIS.

#### I<sup>o</sup> PÉRIODE.

##### *Dynastie mérovingienne.*

CHAPITRE I. Des Francs avant Clovis.	46
CHAPITRE II. Règne de Clovis.	48
CHAPITRE III. Règne des enfants de Clovis.	52
CHAPITRE IV. Règne des enfants de Clotaire. Lutte de Brunehaut et de Frédégonde.	56
CHAPITRE V. Décadence des rois mérovingiens. Ebroïn et saint Léger.	60
CHAPITRE VI. Chute de la dynastie mérovingienne. Pépin d'Héristal. Charles Martel. Pépin le Bref.	67
CHAPITRE VII. Du gouvernement et des lois, de la religion et de son influence, des sciences et des lettres pendant le règne des Mérovingiens.	71



II<sup>e</sup> PÉRIODE.*Dynastie carlovingienne.*

CHAPITRE I. Règne de Pépin le Bref.	76
CHAPITRE II. Règne de Charlemagne.	78
CHAPITRE III. Règne de Louis le Débonnaire.	83
CHAPITRE IV. Règne de Charles le Chauve. Démembrement de l'empire de Charlemagne. Invasion des Normands.	86
CHAPITRE V. Louis II dit le Bègue, Louis III et Carloman. Carloman seul, Charles le Gros.	90
CHAPITRE VI. Lutte des descendants de Robert le Fort contre les Carlovingiens.	91
CHAPITRE VII. Derniers rois carlovingiens.	95
CHAPITRE VIII. De la société civile et religieuse. Des sciences et des lettres en France sous les Carlovingiens.	97

III<sup>e</sup> PÉRIODE.*Dynastie capétienne. Les Capétiens directs.*

CHAPITRE I. Hugues Capet.	101
CHAPITRE II. Règne de Philippe I <sup>er</sup> . Les croisades.	108
CHAPITRE III. Règnes de Louis VI dit le Gros et de Louis VII dit le Jeune.	110
CHAPITRE IV. Règnes de Philippe Auguste et de Louis VIII.	118
CHAPITRE V. Saint Louis, Philippe le Hardi.	118
CHAPITRE VI. Philippe le Bel, Louis X dit le Hutin, Philippe V dit le Long, Charles IV dit le Bel.	124
CHAPITRE VII. De la société civile et religieuse, des sciences et des lettres en France sous les Capétiens directs.	129

IV<sup>e</sup> PÉRIODE.*Depuis l'extinction des Capétiens directs jusqu'à l'avènement de François I<sup>er</sup>. Ruine de la féodalité.*

CHAPITRE I. De la rivalité de la France et de l'Angleterre pendant la première période de la guerre de cent ans.	136
CHAPITRE II. Dernière période de la guerre de cent ans. Charles VI et Charles VII.	146
CHAPITRE III. Règne de Louis XI.	154
CHAPITRE IV. Règne de Charles VIII.	160
CHAPITRE V. Règne de Louis XII.	164
CHAPITRE VI. Des institutions civiles et religieuses, des sciences et des lettres en France pendant cette période.	170

V<sup>e</sup> PÉRIODE.*Depuis l'avènement de François I<sup>er</sup> jusqu'à la Révolution française. Age moderne.*

CHAPITRE I. Règne de François I <sup>er</sup> . Sa rivalité avec Charles-Quint.	177
---	-----

# TABLE.

349

	Pages.
<b>CHAPITRE II.</b> Depuis le commencement de la réforme jusqu'aux premières guerres de religion.	182
<b>CHAPITRE III.</b> Depuis le commencement des guerres de religion jusqu'à la formation de la Ligue.	187
<b>CHAPITRE IV.</b> Depuis la formation de la Ligue jusqu'à la mort de Henri IV.	194
<b>CHAPITRE V.</b> Louis XIII.	201
<b>CHAPITRE VI.</b> Louis XIV.	209
<b>CHAPITRE VII.</b> Louis XV, Louis XVI.	223
<b>CHAPITRE VIII.</b> Histoire extérieure de la France pendant cette époque. De ses colonies en Amérique et dans les Indes.	233
<b>CHAPITRE IX.</b> De la littérature française pendant ces trois derniers siècles.	237

## VI. PÉRIODE.

*Depuis la convocation des états généraux jusqu'à nos jours.*

<b>CHAPITRE I.</b> Etats généraux, assemblée nationale, ou constituante.	242
<b>CHAPITRE II.</b> Assemblée législative.	252
<b>CHAPITRE III.</b> De la convention jusqu'à la mort de Louis XVI.	258
<b>CHAPITRE IV.</b> Depuis la mort de Louis XVI jusqu'au directoire. Dernière période de la convention.	263
<b>CHAPITRE V.</b> Le directoire.	278
<b>CHAPITRE VI.</b> Le consulat.	286
<b>CHAPITRE VII.</b> L'empire.	291
<b>CHAPITRE VIII.</b> La première restauration. Les cent jours.	305
<b>CHAPITRE IX.</b> Deuxième restauration.	309
<b>CHAPITRE X.</b> Règne de Louis-Philippe. — Révolution de février 1848. — Napoléon III.	318

FIN DE LA TABLE.







# OUVRAGES DE M. L'ABBÉ DRIOUX,

APPROUVÉS POUR LA PLUPART

Par NN. SS. Archevêques et Evêques de  
Tours, Besançon, Langres, Dijon, Char-  
tres, Châlons, Montauban, Nancy, Lu-  
çon, etc.



## Petit Cours d'Histoire et de Géographie,

*Mis à la portée du premier âge.*

Petite Histoire Sainte. 1 vol. in-18, cart. 75 c. — Petite Histoire de France. 1 vol. in-18, cart. 75 c. — Petite Géographie Moderne. 1 vol. in-18, cart. 75 c. — Atlas de GÉOGRAPHIE (Voyez plus bas).

## Cours abrégé d'Histoire, de Géographie, de Littérature, d'Histoire Littéraire et de Mythologie,

*A l'usage des institutions et des maisons religieuses d'éducation.*

Histoire Sainte. In-18, cart., 1 fr. — Histoire Ecclésiastique. In-18, c., 1 fr. — Histoire ancienne. In-18, cart., 1 fr. 20. — Histoire Grecque. In-18, cart., 1 fr. 20 c. — Histoire Romaine. In-18, cart., 1 fr. 20 c. — Histoire du Moyen Age. In-18, cart. 1 fr. 20 c. — Histoire Moderne. In-18, cart., 1 fr. 20 c. — Histoire de France. In-18, cart. 1 fr. — Histoire d'Angleterre. In-18, cart., 1 fr. 20 c. — Géographie moderne et ancienne. In-18, cart., 1 fr. 40 c. — Mythologie. In-18, cart. 1 fr. — Précis de Littérature. In-18, cart., 1 fr. 50 c. — Cours abrégé de Littérature. In-12, cart., 2 f. 50 c. — Histoire abrégée de la Littérature française. In-12, br., 1 f. 50 c. — Histoire abrégée des Littératures Etrangères. In-12, br., 1 fr. 50 c. — Atlas de Géographie (Voyez plus bas).

## Cours de Littérature, à l'usage des classes de français.

Cours abrégé de Littérature. 1 vol. in-12, cart., 2 fr. 50 c. — Histoire abrégée de la Littérature française. In-12, br. 1 fr. 50 c. — Histoire abrégée des Littératures étrangères. In-12, br. 1 fr. 50 c. — Manuel de Composition et de Critique littéraire.

## Cours complet d'Histoire, de Géographie, de Littérature, d'Histoire littéraire et de Mythologie,

*A l'usage des établissements d'instruction secondaire.*

Histoire Sainte. In-18, cart., 1 fr. — Histoire Ecclésiastique. In-12, cart., 1 fr. — Histoire ancienne. In-12, cart., 2 fr. 50 c. — Histoire Romaine. In-12, cart., 2 fr. 50 c. — Histoire du Moyen Age. In-12, cart. 2 fr. 50 c. — Histoire moderne. In-12, cart., 2 fr. 50 c. — Histoire de France. In-12, cart., 2 fr. 50 c. — Géographie. In-12, cart., 2 fr. 50 c. — Cours de Littérature Style, Composition et Poétique. In-12, cart. 2 fr. 50 c. Rhétorique et éloquence. In-12, cart., 2 fr. 50 c. — Histoire de Littérature Grecque. In-12, br. 2 fr. 50 c. — Histoire de la Littérature Latine. In-12, br. 2 fr. 50 c. — Histoire de la Littérature Française. In-12, br. 2 fr. 50 c. — Mythologie. In-18, cart., 1 fr.

## Atlas de Géographie, par MM. Drioux et Ch. Leroy.

Petit Atlas élémentaire de Géographie moderne, 9 Cartes coloriées. Petit in-4<sup>o</sup>, cart., 2 fr. Le même, avec 8 Cartes muettes (17 Cartes), cart., 3 fr. — Atlas élémentaire de Géographie moderne, 11 Cartes coloriées, grand in-4<sup>o</sup> double, cart., 3 fr. 60 c. — Le même, avec 8 Cartes muettes (19 Cartes). 5 fr. — Atlas classique de Géographie ancienne et moderne. 53 Cartes coloriées. Grand in-4<sup>o</sup> double, relié en carton, 7 fr. 50 c. — Atlas universel et classique de Géographie ancienne, romaine, du moyen âge, moderne et contemporaine. 58 Cartes coloriées. Grand in-4<sup>o</sup> double, demi-reliure basane. 12 fr.